UNE RESTAURATION

L'ESPAGNE SOUS ALPHONSE XII.

Le XIXe siècle semble en politique destiné à se consommer tout entier dans une double tâche qu'il ne lui sera peut-être point donné d'achever. Il tient de la révolution deux legs connexes et étroitement liés ensemble ; l'un est la reconstruction territoriale de l'Europe, en dehors de l'héritage de la conquête et sur la base du libre consentement des peuples ; l'autre est la reconstitution intérieure des états européens selon les mêmes principes de droit et de liberté. Dans ses efforts bientôt séculaires pour atteindre au double but, l'Europe a fait bien des pas en avant et aussi plus d'un pas en arrière. Si nous prenons les choses de haut, si nous faisons taire les douleurs de la France injustement victime d'une récente mutilation, nous voyons qu'en Occident le problème gouvernemental, la question purement politique, est depuis longtemps la principale, tandis qu'en Orient la question territoriale, nationale, encore loin d'être résolue, demeure au premier plan, menaçant l'Europe entière de graves et longs conflits. Les états de l'Occident, les trois grands peuples latins en particulier, sont depuis des années à la recherche d'un gouvernement. Dépourvus tous les trois des avantages qu'assure aux peuples une tradition non interrompue, ils ont été obligés de recourir à des tentatives incertaines et à des combinaisons diverses. Sur un sol plus ou moins dénudé par le flot des révolutions, les uns prétendent bâtir de toutes pièces un édifice nouveau, les autres travaillent à relever les ruines du passé ou au moins à reconstruire sur les anciennes fondations. L'Italie, qui,

par une sagesse et une fortune uniques au monde, a conquis à la fois son unité nationale et sa liberté politique, laisse ce double bien sous l'égide de la monarchie parlementaire; la France, si durement éprouvée et si vite relevée, poursuit avec patience sa troisième expérience de la république, pendant que l'Espagne, ayant rapidement traversé sa première phase républicaine, commence sa seconde expérience de la monarchie constitutionnelle.

J'étais allé en Espagne sous le règne de la reine Isabelle, il y a une douzaine d'années; j'y suis retourné l'hiver dernier sous le règne de son fils Alphonse XII. Sans les troupes victorieuses, qui occupent militairement les provinces basques, sans les gares du nord partout brûlées au pétrole par les carlistes, un étranger eût pu oublier la révolution et la guerre civile, oublier le règne d'Amédée de Savoie et la république, pour se persuader que le fils avait régulièrement succédé à la mère. Un tel héritage recueilli sans troubles ni lutte armée n'est déjà plus dans les habitudes de l'Espagne. Chez elle comme chez nous, il n'y a point eu depuis le dernier siècle de fils ayant paisiblement succédé au trône de son père. Chaque avénement de souverain a été accompagné ou suivi de profonds bouleversemens (1). Les dernières révolutions de la France et de l'Espagne présentent un singulier parallélisme; on dirait deux pièces imitées l'une de l'autre, ayant même intrigue, mêmes caractères et ne différant par le dénoûment que pour mieux s'adapter à la scène nationale. Les deux drames se jouaient simultanément sur les deux théâtres voisins; mais, comme pour éviter tout soupçon d'emprunt ou de plagiat, les acteurs espagnols ont eu soin de brusquer la fin et de n'en être jamais au même acte que leurs rivaux français. Comme pour affirmer son originalité et l'indépendance de sa politique, l'Espagne, tout en passant par des événemens analogues, a fait presque constamment le contraire de ce qu'allait faire sa grande voisine. Entrée en révolution avant nous, elle appelait chez elle un monarque étranger pendant que l'insurrection parisienne brûlait les Tuileries. Revenue à la royauté, elle se jetait tête baissée dans la république au moment où, dans l'assemblée de Versailles, se tramaient la chute de M. Thiers et le rappel du comte de Chambord. Une fois en possession du gouvernement républicain, elle en descendait rapidement tous les degrés pour remonter brusquement à la monarchie légitime, vers le moment où la France allait enfin s'arrêter à la république. A travers les coups de main parlementaires et les *pronunciamientos* militaires, l'Espagne, dans ces années

(1) Sur les dernières révolutions de la Péninsule, voyez *l'Espagne politique* de M. Victor Cherbuliez; sur les précédentes, voyez *l'Espagne moderne* et *les Révolutions de l'Espagne contemporaine* de M. Ch. de Mazade.

fiévreuses, semble ainsi s'être hâtée pour nous devancer et avoir mis son amour-propre à ne jamais se trouver à la même étape que nous. La France et l'Espagne se sont, à quelques mois de distance, donné un gouvernement régulier, une constitution qui a la légitime prétention de vivre et de durer; mais, pour sortir de l'ère des révolutions, les deux pays ont pris une porte différente. De ces deux constitutions ainsi contemporaines, l'une monarchique, l'autre républicaine, il sera curieux de voir laquelle aura l'existence la plus longue et la plus calme.

I.

Comment deux pays si voisins et placés dans des conditions analogues, deux pays qui semblaient avoir fait même route, ont-ils inopinément pris deux chemins opposés? Il y a plusieurs causes à cette divergence, plusieurs causes qui, pour l'observateur, rendent la république naturellement plus turbulente, et par suite manifestement plus précaire en Espagne qu'en France. C'est d'abord la configuration géographique de l'Espagne, à la fois mieux séparée du reste de l'Europe et moins bien unie en elle-même. L'on regarde d'ordinaire le régime démocratique comme convenant mieux aux peuples isolés des autres, pourvus d'une frontière incontestée et n'ayant rien à craindre de l'étranger; sur la scène de l'histoire en effet, la concentration des pouvoirs est chez la plupart des peuples le dénoûment naturel d'une existence menacée ou disputée. L'Espagne n'en permet pas moins une observation inverse. Une nation péninsulaire comme elle, ceinte de l'immense fossé des mers, et, sur son seul côté vulnérable, couverte de l'indestructible bastion des montagnes, est peut-être d'autant plus exposée aux discordes intestines qu'elle est plus à l'abri des périls du dehors. Le sentiment de l'unité nationale diminue avec le besoin d'union. Moins dangereuse pour la vie du malade, la fièvre de l'anarchie peut durer plus longtemps au sud des Pyrénées, et par suite la substitution d'une république régulière à une monarchie séculaire y est plus malaisée. La frontière de l'Espagne, qui fait sa sécurité nationale vis-à-vis de l'étranger, fait à l'intérieur sa faiblesse politique. La France, au contraire, tire à cet égard un réel avantage de ce qui fait sa faiblesse militaire. Dénuée sur son flanc oriental de frontière naturelle, et aujourd'hui dépouillée de toute frontière artificielle de places fortes, la France ne saurait sans péril longtemps s'abandonner aux rêves des théoriciens politiques ou aux expériences des empiriques : les grandes démences ou les longues folies lui sont interdites parce qu'elles lui seraient mortelles.

C'est là une vérité mise en lumière par l'histoire même des dernières années. Aurions-nous été tentés de détourner les yeux de l'étranger, que l'étranger ne nous en eût pas donné le loisir. Nous avons des voisins qui ne se laissent pas oublier : lorsque nous sommes le plus occupés de nos propres affaires, le plus enclins à nous absorber dans nos luttes de partis, nous entendons au-delà des Vosges des fanfares guerrières qui viennent nous rappeler à nos périls, à la concorde, à la circonspection. Si la France est relativement sage et modérée, si la république n'y a pas encore couru les mêmes aventures qu'en Espagne, nous en sommes en partie redevables à nos voisins d'outre-Rhin. La presse allemande, avec ses attaques alternativement sourdes et bruyantes, nous rend le plus grand service qu'un peuple puisse recevoir d'un autre; c'est pour nous la voix du veilleur de nuit qui dissipe les songes et ramène à la réalité, ou le cri de la sentinelle qui avertit de l'approche du danger. L'Espagne, dans son isolement, n'a pas de voisin pour l'inviter avec la même autorité à l'union, à la sagesse, à la patience; aussi les passions déchaînées par les révolutions y peuvent-elles plus librement se donner cours, et la démocratie plus longtemps se débattre dans le désordre. Le jour où elle verserait dans l'anarchie, la république aurait encore moins de chance de durée en France que dans la Péninsule, parce qu'elle y compromettrait davantage l'existence nationale.

Un pays dont la cohésion n'est point maintenue par le besoin d'union vis-à-vis de l'étranger se trouve plus aisément menacé de dissolution par la rupture du vieux lien monarchique. La structure du sol espagnol aggrave ce danger pour l'Espagne. Ce cadre national si nettement dessiné par la mer et les Pyrénées est à l'intérieur coupé par la nature en grands compartimens, inégaux, séparés les uns des autres. En dépit des contours massifs de la Péninsule, l'isolement s'y retrouve au dedans comme au dehors. Le relief du sol y dresse entre les diverses provinces des barrières que ne laissent pas soupçonner les côtes peu échancrées de l'Ibérie. Grâce aux plateaux arides et à demi déserts des deux Castilles, la richesse et la population des Espagnes, au lieu de converger vers le centre comme dans la plupart des autres pays de l'Europe, se répandent, se déversent vers le pourtour littoral, vers la périphérie. Sous ce rapport, la France et l'Espagne sont deux pays tout différens, tout opposés : chez l'un, le sang tend à affluer au cœur jusqu'à délaisser les membres; chez l'autre, la vie, active aux extrémités, diminue d'intensité à mesure qu'on se rapproche du centre. Séparée des hautes plaines de Castille par d'épaisses sierras, chacune des régions de l'Océan ou de la Méditerranée a sa vie propre et tend à

une existence indépendante; chacune a son histoire, ses traditions; beaucoup ont leur langue, toutes ont leur patriotisme local. Aussi l'Espagne semble-t-elle menacée, aux jours de révolution, de se désagréger et de se briser en une série de petits Portugal. Près de quatre siècles d'union matérielle sous une même royauté n'ont pu redresser ce penchant naturel à l'isolement, au fédéralisme, au cantonalisme; à chaque révolution, on le voit reparaître sous les étendards les plus divers, sous la bannière fleurdelisée des carlistes basques comme sous le drapeau rouge des anarchistes de Carthagène ou du Ferrol. Dès que le nœud monarchique est rompu, toutes ces provinces, réunies et maintenues en faisceau par la royauté, tendent à se séparer, chaque région et chaque cité prétendant s'autoriser de l'autonomie démocratique et de l'individualisme républicain pour s'affranchir du pouvoir central. En Espagne, la république incline spontanément au fédéralisme, elle rencontre ainsi sur son chemin une pierre d'achoppement de plus. Ayant plus de mal à éviter l'anarchie et à préserver l'unité nationale, une république espagnole est plus vite menacée d'une réaction.

La plaie la plus apparente de l'Espagne moderne, la plaie toujours ouverte des *pronunciamientos* militaires, n'est pas sans relation avec le double isolement intérieur et extérieur de la Péninsule. Dans un pays si bien délimité et si tranquille du côté de ses voisins, l'armée semble depuis un demi-siècle n'avoir plus pour fonction de protéger la nation contre les ennemis du dehors. Tout son rôle se borne à maintenir l'ordre intérieur avec l'unité nationale, elle n'est qu'une grande et nombreuse gendarmerie, et quand elle veut être autre chose, l'armée devient une carrière politique. Tout son rôle est de prêter main-forte aux gouvernemens et au besoin de les renverser, d'étouffer les insurrections et à l'occasion d'en provoquer. Instrumens de la politique, les chefs militaires se sont mis à en faire pour leur compte. Pour l'armée comme pour le pays, la sécurité extérieure de l'Espagne a été un principe d'indiscipline et de discorde. Tranquille du côté de la frontière, l'armée comme la nation redoute moins des aventures où ses chefs ont beaucoup à gagner et où la patrie semble avoir peu à perdre. Avec de telles habitudes, une république, où la première place est toujours à prendre, offre de singulières chances d'anarchie. Tant que les mœurs y autoriseront les *pronunciamientos*, l'Espagne ne pourra s'établir en république sans risquer de tomber au rang de ses filles de l'Amérique du Sud, dont la guerre civile et les coups d'état semblent pour longtemps le régime normal.

Bien d'autres causes contribuent à rendre l'établissement du régime démocratique plus malaisé encore en Espagne qu'en France. C'est d'abord l'ignorance opaque du peuple, qui des formes politi-

ques nouvelles n'attend que des chimères enfantines ou l'avénement de la licence; c'est le peu de maturité intellectuelle de la nation, chez laquelle les idées libérales du dehors et les traditions d'un passé doublement autoritaire se mêlent et se confondent en une sorte de chaos, de désordre inextricable. Les semences apportées par les vents du nord semblent être tombées au hasard sur un sol encombré de broussailles, assez fortes pour arrêter la croissance des germes nouveaux sans l'être assez pour les étouffer. L'Espagne est à la fois hantée des souvenirs du passé et obsédée des pressentimens de l'avenir; nulle part ne miroitent aux yeux tant de lueurs vagues et confuses, tant d'idées troubles et indistinctes, tant de ces notions indécises ou contradictoires, partout si fréquentes à notre époque de transition. Le caractère espagnol apporte, par ses qualités comme par ses défauts, d'autres obstacles au fonctionnement régulier du *self-government* démocratique. La sobriété tant vantée du Castillan, la modicité de ses besoins, son esprit d'endurance, lui rendent le désordre moins sensible et l'anarchie moins funeste, pendant que l'esprit d'aventure, toujours persistant dans la nation, lui fait prendre goût et plaisir aux joutes armées des partis et aux péripéties des luttes intestines. Épris des spectacles émouvans, l'Espagnol regarde facilement les séditions ou les *pronunciamientos* en spectateur curieux, en amateur des beaux coups, de même que, dans les courses de taureaux, la foule bariolée du barbare amphithéâtre crie volontiers *bravo* au *novillo* qui pousse vigoureusement les *toreros* et renverse le *matador*.

Une des grandes différences de l'Espagne et de la France, c'est le besoin de bien-être et par suite le besoin de travail, le besoin d'ordre et de paix de la dernière, qui sous ce rapport est encore singulièrement plus exigeante que sa voisine. La situation économique des deux pays est pour beaucoup dans la diversité de leurs tendances, le cadastre seul en donnerait la raison. A l'inverse de la France, l'Espagne est encore, dans la plupart de ses provinces, soumise au régime des grands domaines, des *latifundia*. Or il est difficile que la démocratie triomphe dans l'ordre politique avant de s'être enracinée dans les lois économiques. Comme en Espagne l'avénement de la démocratie est moins préparé, son règne serait plus dangereux et plus turbulent. Dans beaucoup des régions de la Péninsule, le droit de propriété est demeuré moins bien défini, moins précis, moins absolu qu'il ne l'est dans l'Europe centrale. La terre n'est point toujours entièrement sortie de ce régime primitif encore subsistant en Russie, où la communauté garde ses droits sur le sol (1). Ici, en Estramadure par exemple, les villages avaient

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1876, notre étude sur la propriété rurale en Russie.

conservé jusqu'à la suppression des biens de mainmorte de vastes communaux que les lois de désamortissement leur ont fait vendre souvent à vil prix, et dont à chaque révolution le paysan dépouillé revendique à coups de fusil la possession. Là, en Andalousie par exemple, les grands domaines sont demeurés assujettis par la coutume à des droits de pâture, dont les propriétaires, aidés par la législation, cherchent à s'affranchir, et qu'à chaque occasion le peuple des campagnes prétend faire revivre. La révolution en Espagne se complique ainsi parfois d'une sorte de question agraire; les paysans des campagnes, pleins des souvenirs d'un passé encore récent, renversent les barrières, arrachent les clôtures. En voulant restaurer des droits prescrits et d'anciennes coutumes, le villageois se rencontre dans ses revendications comme dans ses violences avec l'ouvrier des villes, contempteur des droits acquis et apôtre des chimères de l'avenir. Une forme nouvelle de gouvernement, dont le nom sonne d'une manière étrange aux oreilles d'un peuple ignorant et qui se présente à lui comme une ère de réparation universelle, apporte ainsi au fond des campagnes des fermens de trouble qui remuent jusqu'aux entrailles de la nation.

Avec tant de causes de malaise, l'on ne peut s'étonner des tristes et brefs destins de la république espagnole : ainsi faite, c'eût été miracle si elle eût vécu. Par sa configuration géographique comme par le caractère de ses habitans, par ses traditions politiques comme par sa situation économique, l'Espagne, en renversant le trône, était plus particulièrement exposée aux désordres et aux luttes civiles. Son isolement de l'étranger et ses mœurs nationales ont beau y rendre l'anarchie moins funeste et moins intolérable qu'en France, la vieille monarchie catholique est déjà un état trop moderne, trop peuplé, trop pénétré de notre civilisation pour que l'anarchie y puisse durer indéfiniment. Sur le sol de la vieille Europe, la république ne saurait vivre qu'en cessant d'être révolutionnaire, et en Espagne il lui est encore plus malaisé qu'ailleurs de sortir des révolutions qui lui donnent le jour.

La courte république espagnole, si brusquement interrompue par un double *pronunciamiento* militaire, est riche en leçons pour les peuples qui essaient de la même forme de gouvernement. Son histoire, si finement contée ici de son vivant (1), offre une sorte de comédie de cape et d'épée où les événemens se pressent et dont les héros se poussent les uns les autres hors de la scène, une pièce en trois journées à l'ancienne mode espagnole, sans longueurs et sans intermèdes, courant avec une incroyable célérité vers un dé-

(1) Voyez *l'Espagne politique* de M. Victor Cherbuliez.

noûment aisé à prévoir. Ce drame héroï-comique se pourrait intituler *le Certain pour l'incertain* (1) ou « comment les républicains perdent les républiques. » Jamais le fractionnement des partis, la tendance aux extrêmes et l'esprit d'exclusion, jamais la présomption des factions, l'infatuation des hommes et l'aveuglement des coteries n'ont été aussi loin; jamais l'impuissance des agitateurs à calmer les agitations et l'inhabileté des démagogues à contenir la démocratie n'ont été aussi clairement et aussi rapidement mises en lumière. Toutes les convoitises déchaînées dans la nation, toutes les déceptions après toutes les illusions, l'administration dissoute et énervée en face des villes ou des provinces insurgées, le pouvoir émasculé en présence de l'émeute, l'armée décomposée en pleine guerre civile et les cadres brisés en l'honneur des principes démocratiques, tel est le bilan de la république espagnole; au premier jour, les progressistes ralliés au nouvel ordre de choses mis de côté, et les républicains de la veille prétendant au monopole des portefeuilles et des places; au second jour, les plus avancés et les plus turbulens imposant au pouvoir leurs hommes et leur drapeau, si ce n'est leurs théories, Pi y Margal succédant à Figueras et la république fédérale à la république sans épithète; à la troisième journée, l'excès du mal amenant un retour en arrière, les hommes modérés rappelés au gouvernail au milieu de l'orage, Castelar succédant à Salmeron, successeur de Pi y Margal, l'administration retrempée, l'armée raffermie, l'ordre rétabli dans les provinces, et le pouvoir réparateur en butte aux attaques des partis extrêmes, bientôt renversé par les cortès républicaines au moment où il semblait rendre la république viable; les cortès à leur tour dissoutes par les grenadiers du général Pavia pour faire place à une dictature militaire, préface d'une restauration, — telle est l'histoire de la république espagnole, telle est la pièce jouée par ses chefs, comme s'ils avaient d'avance appris leur rôle. La moralité en est d'autant plus frappante que les principaux acteurs étaient plus convaincus, et, malgré leurs fautes, plus intelligens et plus sincères. Il y a parfois des états qui semblent se charger de montrer aux autres les dangers et les misères de tel ou tel système, de tel ou tel régime. C'est ce qu'a fait la république espagnole : elle a pris pour elle le rôle de l'ilote ivre destiné à dégoûter les hommes libres de la débauche révolutionnaire.

L'éphémère république espagnole est une leçon pour les républicains trop pressés d'appliquer toutes les formules républicaines; elle en est une aussi pour les conservateurs, pour les autoritaires

(1) *El cierto para el dudoso,* titre d'une comédie de Lope de Vega.

trop enclins à recourir à la force armée. Quand le général Pavia ferma la porte des cortès, le maréchal Serrano put se croire en état de gouverner avec ses amis, de maintenir avec plus ou moins de tolérance un pouvoir intérimaire sorti d'une illégalité. L'événement montra l'erreur de ce rêve; il est donné à peu d'hommes de faire le Cromwell ou le Bonaparte. L'autorité légale des chambres une fois brisée, il faut installer quelque chose à la place. Un pays qui supporte un coup d'état ne s'arrête pas à mi-chemin dans la voie des solutions, il comprend peu les coups de force au profit d'un président, d'un régent, d'un gouvernement anonyme. Quand on en appelle ainsi aux baïonnettes contre les chambres ou la constitution, il faut avoir sous la main un gouvernement tout prêt, un monarque tout équipé, autrement l'on risque de travailler pour d'autres et de laisser appliquer encore une fois le *sic vos non vobis* du poète. Lorsque les faiseurs de coups d'état ne se soucient point du rôle de Monk, un autre le joue pour eux. Comme les révolutions, les *pronunciamientos* s'appellent les uns les autres. Martinez Campos succède à Pavia, et le maréchal Serrano fait place au jeune Alphonse. Quand on sort de la légalité, on ne peut fermer aux autres la porte qu'on a enfoncée soi-même, et les peuples ne sauraient rester en l'air, suspendus entre la république et la monarchie. Alors c'est le parti le mieux préparé ou le plus audacieux qui recueille l'héritage de la république avortée.

Aux yeux de certains esprits, la monarchie est un remède qui cicatrise instantanément les plaies d'un peuple, comme jadis les rois de France passaient pour guérir les écrouelles en les touchant. C'est beaucoup exiger d'une forme de gouvernement que de lui attribuer de ces vertus miraculeuses : il n'est malheureusement ni panacée sociale, ni spécifique infaillible pour la fièvre révolutionnaire ou l'anémie politique. L'Espagne en est aujourd'hui une preuve. Jamais république n'avait moins bien réussi, jamais restauration n'a été mieux indiquée. La monarchie est revenue en Espagne dans des conditions en tout temps difficiles à trouver ailleurs, impossibles à rencontrer en France aujourd'hui. Alphonse XII avait la bonne fortune de représenter à la fois l'hérédité royale et les libertés constitutionnelles. L'existence d'une autre légitimité qui personnifie uniquement le passé n'est qu'une sauvegarde pour la restauration espagnole, ainsi contrainte de demeurer moderne et libérale pour demeurer elle-même. Le jeune roi a déjà rendu au pays la paix intérieure, il lui fait espérer le rétablissement de sa domination dans les forêts de Cuba comme dans les montagnes basques, et cependant après deux ans de ce gouvernement réparateur, une brume épaisse semble encore couvrir l'horizon politique

de l'Espagne. Les difficultés persistent, les embarras renaissent, et s'ils sont moins apparens, ils ne sont guère moins réels. Le pays, ébranlé par tant de secousses, n'a point dans sa stabilité une entière confiance, l'avenir reste incertain, parce que le changement accompli dans le pouvoir n'a point changé la nation elle-même. Le levain révolutionnaire fermente sourdement au lieu de bouillonner à la surface. Les partis vaincus ne désespèrent point, ne désarment point; pour enlever aux amis de l'ordre nouveau toute inquiétude, et aux adversaires tout courage, il faudrait des années de bon gouvernement. L'apaisement social ou politique d'un grand pays est une œuvre de longue haleine, toujours à recommencer, jamais achevée.

Maintes personnes regardent une restauration comme une fin, un dénoûment. Il en est plutôt de la monarchie comme du mariage, qui dans les romans clôt souvent le récit et dans l'existence réelle n'est d'ordinaire qu'un début. Chaque mode de gouvernement, chaque régime a ses difficultés, toute restauration a les siennes. La plus grande est, en ramenant une dynastie, de ne point ramener tout l'ordre de choses renversé avec elle. Une restauration ne peut être une simple reconstruction du régime abattu par la révolution, une simple rentrée en scène des partis et des hommes expulsés du pouvoir. Un régime politique n'est point une colonne de bronze coulée d'un seul jet ou un monolithe fait d'un seul morceau, que l'on redresse d'un coup, et qui pour se tenir debout n'a qu'à être remis sur son piédestal. La prétention de ressusciter le passé est le grand péril de toute restauration monarchique ou républicaine, car la république peut aussi avoir ses restaurations. Il est malaisé de relever un gouvernement sans l'entourer des hommes ou des partis dont les fautes en avaient provoqué la chute. La difficulté semble plus grande encore avec un jeune prince à peine sorti de l'adolescence, avec un souverain sans expérience, qui semble ne pouvoir avoir d'autres conseillers que les ministres de son prédécesseur.

En Espagne, la monarchie restaurée a dans ses débuts au moins sagement évité cet écueil. Le règne du fils s'est présenté comme un règne nouveau et non comme une simple reprise du règne interrompu de la mère. Le ministre auquel le jeune roi a confié la présidence du conseil est demeuré étranger à la direction des affaires sous la reine déchue. Les portes du palais d'Alphonse XII se sont ouvertes à des hommes qui avaient pris une part directe au renversement d'Isabelle II. La restauration espagnole n'a pas voulu n'être que le rapatriement dans leurs places des fonctionnaires dépossédés de leur emploi. Le roi veut être autre chose que le chef officiel d'un

parti, et la royauté semble résignée d'avance à laisser à l'occasion passer le pouvoir des mains qui ont préparé la restauration aux mains qui l'ont subie. Ce n'est qu'à cette condition, ce n'est qu'en se dégageant des partis qui voudraient le confisquer à leur profit, et en répudiant tout esprit d'exclusion, qu'un régime politique, monarchie ou république, devient vraiment national, et cesse d'être le gouvernement d'une faction pour être celui du pays.

Après deux ans et demi de règne, Alphonse XII en est encore à son premier ministère, car l'on ne saurait compter le court intermède rempli par le général Jovellar; devant la caducité précoce des cabinets républicains, une telle existence semble presque de la longévité. Le cabinet de Madrid a du reste ses difficultés : comme il arrive souvent, les vainqueurs, unis avant la victoire, se divisent après leur triomphe au risque de rendre le succès à leurs communs adversaires. Parmi les hommes qui ont préparé la restauration ont éclaté des dissidences qui, en rompant d'anciens liens politiques, menacent d'accroître le fractionnement des partis déjà si nombreux et si morcelés. L'homme distingué qui est à la tête du conseil des ministres, M. Canovas del Castillo, a voulu fonder, sous le nom de conservateurs libéraux, un grand parti de gouvernement, embrassant les débris des anciens partis ralliés à Isabelle II. Par malheur il n'est pas aisé en politique de gagner du terrain d'un côté sans en perdre de l'autre. M. Canovas del Castillo s'est, par ses infructueuses avances aux *modérés historiques*, les héritiers de Narvaez, par sa bienveillante indulgence pour les carlistes, aliéné quelques-uns de ses amis. Sous le nom de centralistes s'est formé aux dépens des bataillons ministériels une petite phalange de dissidens qui, si elle ne se joint aux constitutionnels commandés par M. Sagasta, aggravera sur l'étroit champ de bataille la complication et la confusion des manœuvres. Dans cette situation, l'on ne peut dire ce que l'incontestable habileté de son chef doit assurer de durée au premier ministère d'Alphonse XII. Le difficile n'est pas de savoir comment le remplacer. En dehors des amis de la première heure et des fauteurs de la restauration, en dehors du petit groupe dissident du centre ou de ces *modérés historiques* dont la politique étroite et réactionnaire a provoqué la chute d'Isabelle, la monarchie espagnole a l'avantage d'avoir en face d'elle des hommes à qui le roi peut confier le pouvoir. L'Espagne a dans les conservateurs libéraux de M. Canovas et dans l'ancien parti constitutionnel de M. Sagasta les élémens de deux gouvernemens, de deux cabinets qui, de même qu'en Angleterre les whigs et les tories, pourraient se succéder et alterner régulièrement aux affaires. Pour tout régime, ce serait là une bonne fortune; l'embarras est de savoir comment peut

s'opérer la transition d'un parti et d'un ministère à l'autre. Ce qui est le plus malaisé en Espagne, c'est le passage régulier et pacifique du gouvernement de la veille à celui du lendemain : à ce point de vue, le nouveau règne ne paraît pas beaucoup en progrès sur ses devanciers. Les avenues du pouvoir sont si bien gardées, si bien occupées, qu'on ne voit guère comment on peut les forcer sans faire violence à la légalité. Pour mesurer l'étendue de cette difficulté, il faut connaître les mœurs politiques de la Péninsule, et aussi la nouvelle constitution de la monarchie espagnole.

II.

Deux reproches principaux ont été faits au gouvernement de la reine Isabelle, deux fautes connexes ont préparé sa chute en menaçant le pays de lui enlever le bénéfice de la défaite des carlistes. Les maximes constitutionnelles proclamées pendant la minorité d'Isabelle II ont été sous son long règne appliquées avec peu de sincérité; l'influence du palais a été prédominante et, par suite des penchans personnels de la souveraine, la puissance du clergé, ébranlée pendant son enfance, tendait à se raffermir au détriment de la liberté religieuse. Ce double danger est un de ceux contre lesquels il est difficile de se garder avec des mesures législatives et des précautions constitutionnelles. Pour y parer, la constitution de 1869, votée avant l'intronisation du roi Amédée, avait dépouillé l'église de tout privilége et réduit la royauté à un rôle tout passif. Une restauration ne pouvait aller aussi loin. La nouvelle constitution a rendu à la royauté tous les droits qu'elle possède dans les monarchies constitutionnelles; mais une charte a beau définir la prérogative royale, elle n'en saurait pratiquement limiter l'exercice. En pareille matière, les textes législatifs importent peu, les mœurs décident de tout; les partis qui ont le plus blâmé l'ingérence personnelle de la reine déchue sont en ce moment, comme nous le verrons, les plus enclins à vanter l'exercice de la prérogative royale et à réclamer l'intervention du jeune souverain.

Il en est autrement de la liberté religieuse; aussi est-ce une des questions qui ont été le plus débattues dans les cortès constituantes. La loi fondamentale de 1869, acceptée par le roi Amédée, avait enlevé au catholicisme romain la qualité de religion d'état : la nouvelle charte la lui a rendue. Le gouvernement de don Alphonse, obligé de donner satisfaction aux conservateurs, ne pouvait disputer à l'église un titre que lui accorde au-delà des Alpes le *statut* du royaume d'Italie. La grande discussion a porté sur la liberté des cultes. En Espagne, les traditions de l'inquisition ne sont pas le seul

obstacle à la tolérance religieuse. Les *auto-da-fé* ont cessé, et le voyageur a de la peine à retrouver dans les villes espagnoles l'emplacement du *quemadero* où tant de victimes ont laissé leurs cendres; le saint-office est aboli, son œuvre reste. L'expulsion des juifs et le bûcher des hérétiques n'ont laissé debout en Espagne qu'un seul culte, en sorte que la tolérance y paraît sans objet, et la liberté religieuse sans utilité pratique. Il n'y a d'autres protestans espagnols que les rares prosélytes des sociétés bibliques, et les seuls juifs de la Péninsule s'abritent à Gibraltar sous le pavillon britannique.

Là est une des grandes différences entre l'Espagne et la France. Chez nous, l'intolérance n'a pu achever son œuvre; le judaïsme, le protestantisme surtout, ont, à travers toutes les persécutions de l'ancien régime, conservé assez d'adhérens pour que la liberté religieuse eût un objet réel et pressant, pour que l'église dominante ne pût prétendre être seule nationale. Ce fait a eu sur le développement moral et intellectuel des deux nations une influence plus grande qu'on ne le suppose d'ordinaire. Si dans les deux pays certain parti cherche à rétablir la solidarité de l'église et de l'état, à confondre dans le présent comme dans le passé le patriotisme avec le zèle religieux, de telles tentatives sont bien plus naturelles, elles ont bien plus de chances de succès dans la patrie de saint Ignace de Loyola et de sainte Thérèse que dans celle de Calvin et de Coligny. La foi catholique est encore, dans l'opinion du plus grand nombre, une condition de la nationalité espagnole. En France, où l'existence des protestans et des juifs s'impose comme un fait, il est malaisé de contester la liberté des cultes; les plus zélés catholiques sont contraints d'admettre la tolérance religieuse comme une des conséquences regrettables, mais nécessaires, de notre histoire nationale. En Espagne, les catholiques peuvent méconnaître l'obligation de concéder des droits à des sectes qui n'existent point sur le sol espagnol; il leur en coûte de renoncer au bénéfice de dix siècles de luttes et de victoires.

L'unité religieuse, tel est le mot d'ordre des adversaires de la liberté de conscience; ce que les défenseurs des droits de l'église mettent en avant, c'est l'intérêt politique, l'intérêt de la nation. « Pourquoi, disent-ils, ajouter une cause de dissension à toutes celles qui nous divisent? A quoi bon abandonner un privilége historique qui a fait la force de l'Espagne, et que lui envie l'étranger déchiré par les querelles religieuses? » La conformité des croyances est ainsi représentée comme le grand lien national dans un pays où tous les autres liens de mœurs, de commerce, de langue même, sont faibles et semblent toujours prêts à se rompre. La religion est signalée

comme le ciment même de l'Espagne, construite par une croisade religieuse, et, sans l'église, menacée de tomber en ruines. A quels hommes, ajoute-t-on, faut-il attribuer la liberté des cultes? Est-ce à des nationaux? Non, c'est le plus souvent à des Anglais, à des Américains, aux missionnaires protestans, aux sociétés bibliques. La tolérance semble ainsi n'être qu'un droit de propagande et d'agitation accordé aux étrangers et parfois aux ennemis de l'Espagne. Ainsi raisonnaient dans les cortès ou dans la presse les nombreux et puissans défenseurs de l'unité religieuse; ils refusaient de reconnaître qu'en bannissant les cultes dissidens, l'Espagne continuait à s'entourer d'une barrière morale plus élevée que les Pyrénées. Ce qui fait l'importance de la liberté des cultes en Espagne, ce n'est pas le petit nombre de prosélytes des missionnaires protestans, ce ne sont pas les prédications des pasteurs réformés, c'est la reconnaissance des droits de la conscience, l'abrogation définitive du monopole religieux de l'église. Sous cette question de la liberté des cultes, en apparence presque toute théorique, ce qui au fond est en débat dans la Péninsule, c'est la liberté de penser, liberté qui, en Espagne comme partout, a bien peu de garanties, si la loi n'admet qu'une foi officielle, qu'une église légale. De toutes les libertés modernes, c'est celle qui de tout temps a le plus manqué à l'Espagne, celle dont le défaut a été le plus fatal à sa grandeur.

La constitution de 1876 sanctionne modestement la liberté de conscience. « Personne, dit l'article 11, ne sera molesté pour ses opinions religieuses, ni pour l'exercice de son culte, sauf le respect dû à la morale chrétienne. » L'exercice des cultes dissidens est autorisé, le privilége des cérémonies ou manifestations publiques est expressément réservé à la religion d'état. Ce serait de l'ignorance que de regarder une telle réserve comme fâcheuse ou peu libérale. En Espagne, de telles restrictions sont encore utiles, ne fût-ce que pour maintenir l'ordre public. Après l'opposition faite par l'épiscopat et le Vatican à cette tolérance restreinte, après les longs débats soulevés dans les cortès, on doit s'estimer heureux si cette clause est résolûment maintenue et respectée. Déjà de récens exemples, à Port-Mahon et à San-Fernando, montrent que ceux qui inscrivent la tolérance dans les lois ne savent pas toujours la pratiquer dans les faits. L'application de la liberté religieuse reste en Espagne, comme ailleurs, une des difficultés du gouvernement, car il faut défendre la liberté contre la double intolérance de droite et de gauche, contre les fanatiques qui ne veulent souffrir d'autres cultes que le leur, et contre les forcenés qui, sous prétexte de liberté, ne voudraient admettre l'exercice d'aucun culte. Le gouvernement doit assurer les droits de la conscience, sans permettre

que la propagande religieuse serve de couverture à des intrigues politiques, ou la polémique des novateurs de pavillon à la contrebande révolutionnaire.

Le clergé catholique trouvera peut-être aussi son profit à la tolérance qu'il dispute aux dissidens. Les adversaires de la liberté sont souvent, on le sait, les plus zélés à s'en servir, et, faute de privilége, les premiers à se prévaloir du droit commun. Il y a une liberté que réclame partout l'église, celle des ordres religieux et des fondations monastiques. Les couvens, on s'en souvient, ont été fermés dans toute la Péninsule, en Espagne comme en Portugal, sous la minorité de doña Isabelle et de doña Maria. Décrétées en pleine guerre civile, la suppression des couvens et la confiscation des biens de mainmorte ont été exécutées avec plus de rigueur dans les états de sa majesté catholique que dans le nouveau royaume d'Italie. Les moines de toute robe ont été chassés des cloîtres somptueux d'où ils avaient si longtemps régné sur les Espagnes, ils ont été dépouillés de leur costume en même temps que de leurs biens. Les rares vieillards que la loi a laissés encore dans leurs anciennes maisons y vivent en simples prêtres, comme desservans de l'église, si ce n'est même en gardiens ou en portiers. Les religieuses mêmes, tolérées dans les hôpitaux, ont été longtemps sans se montrer dans les rues. A mon premier voyage en Espagne, il y a une douzaine d'années, à l'époque même où régnait sur la reine Isabelle la sœur Patrocinio, je ne rencontrai de costumes religieux qu'à Gibraltar, où l'Angleterre offrait un asile aux moines comme aux juifs.

Depuis la restauration, les moines ont commencé à reparaître. Il s'est déjà formé ostensiblement plusieurs communautés d'hommes, et l'on annonçait, il y a quelques semaines, que dans je ne sais quelle ville de province l'autorité avait laissé des capucins promener, aux yeux étonnés des Espagnols, la robe brune de saint François. Les catholiques semblent prêts à se prévaloir de la tolérance religieuse pour rouvrir des couvens et arborer de nouveau les couleurs variées de la vieille milice monacale. A demi vaincu sur le terrain de l'unité religieuse, le clergé va peut-être faire servir sa défaite à la reconstruction de l'active et nombreuse armée violemment licenciée par la révolution. A ce titre, la réapparition dans une ville de province des archaïques et pittoresques costumes du moyen âge serait plus qu'une inoffensive exhibition, ce serait une sorte de manifestation ou l'affirmation d'un droit dont au besoin l'on compte largement user. Déjà on entend parfois parler du retour des jésuites. En Espagne comme chez nous, l'ordre de saint Ignace, bien que banni légalement, a continué d'exister; mais, comme naguère en France, ses membres ne vivent plus ostensible-

ment en congrégation religieuse. Ils sont du reste loin de se cacher; tout récemment, à ses dernières élections, l'académie historique de Madrid admettait dans son sein un père de la compagnie de Jésus. Les mœurs, plus tolérantes que la loi, ne s'opposeront peut-être point à une restauration des ordres monastiques. En tout cas, dans un pays dont les moines ont été si longtemps les vrais souverains et où la vente des biens de mainmorte a été l'œuvre d'une génération encore vivante, la rentrée des ordres religieux sur la scène publique mériterait d'attirer l'attention.

Comme l'Italie, l'Espagne pouvait difficilement rendre à la société laïque le libre usage de ses membres sans rompre violemment les mailles serrées dont l'avait enveloppée le réseau séculaire des institutions monastiques. Aujourd'hui que la révolution est faite, que le sol national est dégagé de tous les liens de la mainmorte, l'érection de nouvelles maisons religieuses semble de longtemps sans danger pour l'indépendance du pouvoir civil ou la richesse de l'état. En pareille matière, la pratique de la liberté paraît assez simple pour qu'on en tente au moins l'expérience. Par malheur, il faut compter avec les préventions des uns et avec les prétentions des autres, avec les imprudences et les ambitions des amis aussi bien qu'avec les appréhensions des adversaires. Tout en étant demeuré fort attaché au catholicisme, le bourgeois espagnol n'est pas sans défiance vis-à-vis d'un clergé qui n'a pas oublié son ancienne puissance. En Espagne comme ailleurs, le profit que certains partis politiques attendent de leur alliance avec elle n'est point sans compromettre l'église. Ce n'est pas toujours sans imprudence que les conservateurs choisissent la religion comme champ de manœuvres, l'église ayant rarement plus à gagner qu'à perdre à se laisser mêler aux luttes politiques. En Espagne, le danger est moindre aujourd'hui ou moins visible qu'en d'autres contrées; il n'en subsiste pas moins. Là comme en tout pays catholique, une des grandes jdifficultés des gouvernemens modernes est d'assurer la liberté de l'église sans lui abandonner le pouvoir. La difficulté est la même en monarchie et en république, mais le péril est pour chacune d'elles en sens inverse. Pour une monarchie, pour une restauration surtout, naturellement disposée à rallier autour d'elle toutes les forces conservatrices, l'écueil est d'ordinaire trop de condescendance envers l'autorité ecclésiastique, au risque de préparer la chute du trône en le voulant appuyer sur l'autel. Pour une république, pour une démocratie dont le règne est encore contesté, le danger est plutôt dans une défiance excessive et des rigueurs intempestives qui exaltent les passions religieuses, les plus susceptibles et les plus persistantes de toutes. Peut-être, en Espagne

comme en France, l'attitude des partis au pouvoir n'a-t-elle pas été exempte de tout reproche, chacun penchant du côté de son principe. Quoi qu'il en soit, ce qu'on doit désirer pour les deux pays, c'est qu'en dépit des opinions extrêmes, les questions religieuses n'y prennent jamais le pas sur les questions politiques, et que la nation ne s'y laisse jamais, comme en Belgique, ranger au nom de l'église sous deux bannières ennemies.

III.

Une constitution dans une monarchie est toujours faite sur le même plan général. Sauf dans le petit royaume de Grèce, le système des deux chambres et des contre-poids est partout en usage, partout le jeu de la machine est plus ou moins analogue. Ce qui chez les divers états diffère le plus dans le mécanisme constitutionnel, ce n'est ni la forme ni les fonctions du double ressort parlementaire, c'est la matière et pour ainsi dire le métal dont ils sont faits. Ce qui met tant de diversité entre des constitutions d'ordinaire si semblables, c'est moins les prérogatives des deux branches du parlement que leur mode de composition, que l'origine des assemblées représentatives. Là est, en tout pays aspirant à la vie politique, la première et la plus grave question. La révolution de 1868 avait donné à l'Espagne le suffrage universel, la restauration de don Alphonse l'a replacée sous le régime du cens. La grande réforme que n'a pas osé tenter en France la majorité de l'assemblée nationale, les cortès constituantes l'ont en 1876 accomplie dans la Péninsule. Bien des conservateurs au nord des Pyrénées envieront autant à l'Espagne cette restriction des franchises électorales que l'établissement de la monarchie.

Pour des esprits non prévenus, la solution différente du même problème dans les deux états n'a rien d'inattendu. En prenant sur un point d'une telle importance deux routes opposées, les chambres des deux pays n'ont probablement fait que se conformer aux instincts, si ce n'est aux besoins de leur patrie respective. En Espagne, le suffrage universel, introduit par une révolution sans lendemain, n'avait point eu le temps de s'implanter; en France, après une pratique constante de près d'un tiers de siècle, il avait des racines assez profondes pour ne pouvoir être arraché sans déchirer, sans bouleverser le sol même du pays. Entre les deux états, toute la différence n'était point là : le suffrage universel avait rencontré en France une terre manifestement plus propice, manifestement mieux préparée. A cet égard, le peuple espagnol a vis-à-vis du peuple français deux grandes causes d'infériorité : il est plus ignorant, il est plus

pauvre; par là même un vote éclairé et indépendant y est à la portée d'un moins grand nombre de citoyens. Le suffrage universel est le régime naturel d'une société démocratique, le système censitaire est d'autant plus à sa place qu'un pays est moins avancé dans la voie démocratique. Or l'Espagne n'est pas seulement moins riche que la France, la richesse y est partagée entre moins de mains. La distribution de la propriété suffirait à rendre compte de la diversité des lois électorales dans les deux états. La France est le pays de l'Europe où la propriété territoriale est le plus divisée et où la rente nationale est répartie entre le plus de familles; à ce titre elle devait être la première des nations européennes à tomber dans le suffrage universel. Dans la plus grande partie de l'Espagne au contraire, la terre est encore agglomérée en vastes domaines. La substitution ou *vinculacion*, les majorats, ont été supprimés sous le règne d'Isabelle, mais la loi du partage égal n'a pas encore eu le temps de couper les grands domaines et de morceler les champs. L'abolition de la mainmorte et la vente des biens ecclésiastiques n'a pu dans un pays privé de capitaux beaucoup démocratiser la propriété foncière. La grande propriété, qui a été une des causes de la dépopulation de la Péninsule, tient souvent le paysan, l'*aldeano*, dans la dépendance du propriétaire. « Chez moi, me disait un Castillan, tous les villageois sont à moi, et leurs votes m'appartiennent. »

Partout en effet il y a un lien étroit entre l'état politique et l'état économique; le premier ne s'explique jamais que par le second. En des pays tels que l'Espagne, le manque d'indépendance du plus grand nombre fait du suffrage universel un leurre et peut même en faire un péril pour la liberté. Chez une population agricole, souvent dans la main des grands propriétaires et souvent sous l'influence du clergé, le suffrage universel, sincèrement pratiqué, risquerait de tourner contre les idées et contre les partis qui le réclament. Des pays plus riches que l'Espagne, l'Italie, par exemple, sont encore dans ce cas: le meilleur moyen d'y compromettre la démocratie, c'est de leur appliquer prématurément les solutions démocratiques. L'avenir sera probablement partout contraire au cens : le droit de vote est comme une côte, sur laquelle on n'est sûr de s'arrêter que lorsqu'on l'a descendue tout entière. Le suffrage universel est le terme naturel de toutes les réformes électorales; mais parce qu'on y doit aboutir un jour, ce n'est pas une raison de s'y précipiter et de se laisser glisser sur la pente au risque de verser et de choir en arrivant au bas. En Espagne, il est vrai, on ne peut mettre à la charge du mode de suffrage aboli aucun accident fâcheux qui eût été évité avec le frein du cens. Au sud des Pyrénées, le régime électoral semble jusqu'ici ne rien changer aux résultats des élec-

tions; censitaires ou non, elles aboutissent toujours à la même fin, au triomphe du gouvernement. Le corps électoral n'est pour le pouvoir du jour qu'un instrument flexible, qu'un écho fidèle aux injonctions de l'administration. Cette égale docilité du pays sous les régimes électoraux les plus différens montre combien il est peu mûr pour le suffrage universel. La première chose pour l'Espagne est d'apprendre à pratiquer la liberté du vote, et à cet égard le suffrage restreint est certainement la meilleure école. Quand le droit de vote est ainsi un jeu pour les gouvernemens et les partis, ce n'est pas en l'étendant à tous qu'on en rendra l'exercice plus digne et qu'on donnera aux élections la sincérité sans laquelle il ne saurait y avoir de vraie liberté.

En Espagne, le mal est si invétéré qu'il semble difficile d'y porter remède. Toutes les opinions ont leur part de responsabilité dans les pratiques qui depuis trente ans ont vicié les élections jusqu'à faire douter qu'un instrument à tel point faussé puisse de longtemps être redressé. Pression administrative et fraudes électorales, épuration ou élimination arbitraire des listes, intimidation des votans, falsification des votes, tous les procédés inventés en d'autres pays pour diriger les choix du peuple sont entrés dans les mœurs politiques de l'Espagne et devenus d'un usage si général, qu'employés presque également par tous les partis au pouvoir, ils n'excitent plus l'indignation ou l'étonnement d'aucun. Le régime constitutionnel, ainsi corrompu dans sa source, paraît incapable d'être assaini.

En aucun pays, les anecdotes électorales ne sont aussi nombreuses; les héros des plus scandaleuses sont les premiers à les conter et à s'en faire gloire. En voici un exemple que je tiens d'un propriétaire de la province de Santander. Cet homme sans préjugés se vantait de faire toutes les élections de sa commune à l'aide de l'alcade, qui, étant son débiteur, était dans sa main. Un jour, le propriétaire, contrairement à son habitude, se trouva soutenir un autre candidat que celui du ministère. L'embarras de l'alcade était grand, il n'avait point les mains très nettes du côté des bois de l'état, et le gouverneur lui avait laissé entendre que, si sa commune ne donnait pas 300 voix au gouvernement, l'alcade pourrait aller expier ses délits forestiers dans les présides d'Afrique. Le propriétaire ne se tint pas pour battu : « Vous ne pouvez faire une élection contre le gouvernement, dit-il à l'alcade, vous pouvez être malade et me laisser la place. » Ce qui fut dit fut fait. Le magistrat municipal resta au lit tout le jour de l'élection, grâce à une grave indisposition bien et dûment constatée par certificat de médecin. Le propriétaire s'installa dès le matin à l'*ayuntamiento* avec quelques-uns de ses amis, constitua avec eux la *mensa*, le bureau,

et, sans attendre l'heure légalement fixée pour le vote, procéda au scrutin avec ses créatures. Faisant faire un demi-tour de cadran à l'aiguille de l'horloge municipale, le bureau déclara la clôture du vote avant l'arrivée des électeurs de la partie adverse. Le tour était joué, la commune avait donné ses 300 voix au candidat de l'opposition. Le résultat fut expédié au chef-lieu, mais à quoi bon? Le gouverneur ne fut pas assez sot pour s'embarrasser de si peu. Au recensement général des suffrages, il se trouva que les 300 voix de la commune à l'alcade malade appartenaient au candidat ministériel.

Telles sont les mœurs électorales de l'Espagne; peut-être ne faut-il pas cependant prendre de pareilles histoires à la lettre. Dans tous les discours, dans tous les récits d'un Espagnol, il y a toujours une part d'exagération qu'il est prudent de porter en décompte. On ne doit jamais oublier que le français *hâblerie* vient du castillan *hablar*, et que le verbe espagnol qui signifie parler semble dériver du latin *fabulari*. Quoi qu'il en soit, de tels traits, alors même qu'ils ne seraient pas exacts, montrent, de la part de ceux qui les racontent avec une orgueilleuse complaisance, une singulière perversion morale. La campagne est naturellement le domaine privilégié des fraudes électorales, bien qu'elles franchissent parfois les portes des villes. Là aussi le zèle des gouverneurs ou des alcades a recours au besoin à de bizarres procédés. Dans une petite ville d'Andalousie, où la lutte menaçait de mal tourner, l'autorité fit, au moment de clore le scrutin, lâcher un taureau qui, dispersant les électeurs, lui permit de recenser à sa façon les bulletins. Peut-être est-il plus dangereux qu'utile pour un peuple d'avoir dans les mains les armes et l'attirail de la liberté, s'il doit s'en jouer ainsi au risque de se blesser lui-même.

Avec de telles habitudes, on comprend qu'en Espagne le résultat des élections ait peu de valeur aux yeux du pays, aux yeux de l'opinion. Ainsi profanées par les gouvernemens ou les partis, les formes les plus sacrées de la liberté politique perdent le respect des masses et ne sont plus regardées que comme de vaines et menteuses cérémonies. En Espagne, un vote unanime n'affermit pas un gouvernement, chaque parti se tenant sûr du même succès dès qu'il aura dans les mains le même instrument. Dans la plupart des élections, le résultat est si bien prévu qu'en dehors de quelques grands centres l'opposition renonce à la lutte. Cette abstention étant attribuée aux conditions inégales du combat et non à la faiblesse des partis qui refusent de combattre, le prestige de l'opposition demeure intact au milieu de ses défaites électorales, tandis que le pouvoir ne tire de ses triomphes aucune force réelle. Des victoires plus disputées et moins complètes auraient un tout autre prix. En leur ouvrant

librement l'arène électorale, le gouvernement obligerait au moins ses adversaires à combattre avec le scrutin, tandis que, désertant le champ de bataille légal, les partis se réfugient dans les complots, dans les mines sourdes, jusqu'au jour où éclatent insurrections et *pronunciamientos*. Quand les armes permises sont ainsi faussées, que les règles des joutes politiques sont iniquement violées et que le juge du camp est manifestement déloyal, les adversaires recourent aux moyens prohibés, aux surprises, à la ruse, aux guet-apens. Ainsi, en Espagne, la corruption électorale, qui enlevait toute valeur morale aux gouvernemens légaux, a été à la fois la cause et l'effet des coups d'état et des *pronunciamientos* militaires qui, sous le règne de l'oppression légale, s'appelaient les uns les autres. Pour échapper à ce cercle vicieux où elle tourne depuis une quarantaine d'années, il n'y a pour l'Espagne qu'une porte de sortie : la liberté électorale, la sincérité du vote.

Le gouvernement du roi Alphonse semble avoir compris l'erreur des régimes précédens et vouloir renoncer aux traditions corruptrices. Le ministère fait profession de laisser aux élections pleine et entière liberté. Par malheur, de bonnes intentions et de sages paroles ne suffisent point pour extirper des abus presque séculaires. Un gouvernement ne sait pas toujours modérer le zèle de ses agens, et quand il s'agit de son triomphe, l'autorité est rarement très scrupuleuse sur les excès de pouvoir. L'Espagne est cette année en train de procéder à de triples élections, municipales, provinciales, nationales, et pour cette première application de la nouvelle loi électorale, les anciennes plaintes s'élèvent de tous côtés. On a accusé les listes officielles d'inexactitude, on y prétend retrouver des mineurs, des incapables, des femmes, des morts même, et si les morts s'abstiennent dans les villes, ils votent parfois encore, dit-on, dans les villages. Les doléances de l'opposition, jalouse d'atténuer d'avance l'impression de ses défaites, pourraient être regardées comme un calcul, si le cabinet n'avait par quelques fâcheuses mesures donné lui-même du poids aux reproches de ses adversaires. Au milieu des élections municipales, le ministère a destitué le gouverneur de la capitale, homme considérable, longtemps l'un des amis les plus influens et des auxiliaires les plus zélés du président du conseil dans les luttes des cortès. L'impérieux besoin d'unité administrative a beau la justifier, cette brusque résolution fait craindre de la part du cabinet un esprit d'exclusion et des procédés de pression électorale qui, en fermant à ses adversaires la grande route du suffrage, les rejettent comme par le passé dans les noirs sentiers de l'intrigue.

La nouvelle loi électorale n'est peut-être pas non plus sans péril pour la sincérité des élections. Ce que les libéraux lui pourraient re-

procher est ce qui au premier abord semble le plus libéral. La loi nouvelle n'accorde pas seulement l'accès des urnes aux contribuables, à côté d'eux elle admet au vote ce qu'elle appelle les capacités. En cela la restauration espagnole semble plus démocratique que la monarchie de juillet, dont les ministres refusaient si obstinément toute adjonction de ce genre. Par malheur, il n'y a là qu'une ressemblance de mots : sous ce nom prétentieux de capacités, l'on désigne d'ordinaire les professions libérales, exigeant plus de connaissances que de fortune, et, par suite, des hommes remuans, ambitieux, qui, dans les pays modernes, forment souvent l'élément le plus impatient, le plus besoigneux, le plus révolutionnaire. En Espagne, il en est tout autrement; il ne s'agit point là d'une sorte de cens de l'intelligence ou de l'instruction substitué au cens de la richesse. Ce que la loi comprend sous le nom de capacités, ce sont presque uniquement les fonctionnaires publics, ce sont les gens en place et non ceux qui en convoitent, et, par suite, ce sont les hommes les plus conservateurs, les plus dévoués, les plus dépendans. Le droit de contrôler les finances publiques et de voter les impôts est concédé en même temps au contribuable qui alimente le trésor et au fonctionnaire qui émarge au budget, en sorte que c'est un égal titre électoral de payer l'impôt et d'en vivre. Au nombre de ces capacités divisées en éligibles et non éligibles, selon l'importance de la place ou le taux du traitement, sont compris les plus minces employés, les plus petits commis des administrations gouvernementales, provinciales, municipales.

Dans un pays où le manque d'industrie et les préjugés traditionnels, où la routine et la paresse dirigent vers les emplois publics, aux dépens des carrières productives, toutes les ambitions et les convoitises, une telle législation électorale n'est point sans inconvénient. En Espagne plus encore que chez nous, la manie bureaucratique est un des principaux fermens des révolutions, chaque parti ayant à caser tout un état-major de fonctionnaires et une armée d'employés. Dans une comédie appelée *El gran filon*, un écrivain contemporain a vivement décrit cette passion de ses compatriotes, qui, voyant dans les emplois publics la mine la plus accessible et la plus productive, se jettent sur ce riche filon avec la même rapacité que leurs ancêtres sur les mines du Mexique et du Pérou. Contre les adversaires qui convoitent ses dépouilles, les auxiliaires que le gouvernement appelle à la lutte sous le nom de capacités, c'est une sorte de garde prétorienne, c'est la troupe sûre et disciplinée des gens en place. L'intervention dans les luttes électorales de la phalange bureaucratique aurait peu d'importance, si les contribuables armés d'un bulletin se faisaient un devoir de prendre part au combat. Par malheur, il n'en est rien, la constitution a

eu beau restreindre de moitié le nombre des électeurs, ils ne se montrent pas plus jaloux de se servir d'un droit devenu un privilége. L'indifférence pour la chose publique, l'abstention systématique des partis, le scepticisme général, expliquent seuls ce peu d'empressement à prendre part à un tournoi politique dont les vainqueurs sont toujours désignés d'avance. Aux récentes élections provinciales, les premières faites sous l'empire de la loi nouvelle, la capitale même de l'Espagne n'a pas envoyé aux urnes un tiers de ses électeurs. Sur 52,000 électeurs inscrits, Madrid a compté à peine 17,000 votans, et dans ce nombre figurent environ 8,000 employés, c'est-à-dire que près de la moitié des suffrages exprimés appartiennent aux agens du pouvoir. Cette fois pourtant une partie de l'opposition avait eu le courage de ne point se réfugier à l'abri de l'abstention. Une telle proportion d'électeurs et de votans, de voix libres et de voix dépendantes, a quelque chose de peu rassurant pour l'avenir constitutionnel de l'Espagne. Avec de pareilles mœurs publiques, le premier soin d'un gouvernement devrait être d'élargir la voie électorale, d'aplanir à tous les citoyens, à toutes les opinions, l'accès des urnes sous peine de demeurer, avec ses factices majorités parlementaires, à la merci des conspirations de caserne ou des intrigues de palais.

Jusqu'ici les partis aux affaires semblent avoir eu pour politique de se barricader dans le pouvoir comme dans un château-fort entouré de fossés, levant derrière eux tous les pont-levis, de façon à mettre leurs adversaires hors d'état de les chasser autrement que par surprise. L'habitude de voir les avenues du pouvoir si bien gardées et toutes les élections tourner au profit du gouvernement entraîne les hommes politiques aux plus singulières théories constitutionnelles. Renonçant aux pratiques des pays libres, les Espagnols, au lieu de compter sur une majorité parlementaire pour obtenir le pouvoir, comptent sur le pouvoir pour obtenir une majorité. En leur peu de confiance dans les élections, des partis qui s'intitulent libéraux et se regardent comme les héritiers éventuels du ministère actuel, les *centralistes* et les constitutionnels aussi bien que les modérés, en appellent aujourd'hui même à la prérogative royale comme à la seule clé qui puisse ouvrir au pays une issue légale et le faire sortir de l'impasse politique où l'enferme le gouvernement. Les libéraux, ne voyant aucun moyen d'arracher la majorité aux ministres en place, engagent hautement le jeune souverain à retirer sa confiance aux hommes qui jouissent de l'appui des chambres pour la transférer à des partis en infime minorité dans le parlement. Donnez-nous le gouvernement, dit au roi l'opposition, donnez-nous la *gubernacion*, et nous obtiendrons du pays une nouvelle majorité, tant les hommes d'état d'Espagne se sont

accoutumés à regarder les chambres comme le produit de l'administration et non le gouvernement comme le produit des élections et des cortès. Les partis semblent d'accord pour regarder la porte officielle du pouvoir, la grande entrée des ministères, comme inaccessible, d'accord pour monter aux affaires par escalade ou par une porte dérobée. La royauté tire de cette situation un nouveau et dangereux prestige. Faussant la mission constitutionnelle du souverain, l'on recourt à lui comme à une sorte de *deus ex machina* qui doit dénouer toutes les situations, trancher toutes les difficultés. Chose singulière, les partis qui accusaient la reine Isabelle de pouvoir personnel invitent, à quelques années de distance, don Alphonse à s'affranchir de la majorité des chambres; les partis qui ont renversé la mère au nom des libertés constitutionnelles ne voient de salut pour l'état que dans l'intervention arbitraire du fils. Il y a là pour un jeune souverain à peine à l'âge d'homme un rôle difficile, une lourde responsabilité, et pour un pays à peine sorti des révolutions et des coups d'état une perpétuelle menace et d'inquiétantes perspectives.

IV.

Avec de telles mœurs électorales, nul pays n'aurait plus que l'Espagne besoin d'une chambre haute indépendante et considérée. Or la base, le point d'appui qui lui fait défaut dans la chambre des députés, dans le *congreso*, l'Espagne parlementaire le trouvera malaisément dans son nouveau sénat. Bien que ce ne soient pas les modèles qui manquent, la chambre haute est presque partout la pièce délicate, le ressort défectueux autant qu'indispensable du mécanisme constitutionnel. Le sénat espagnol actuellement en voie de formation participe à la fois de la chambre des lords d'Angleterre, du sénat élu de la Belgique, du sénat à vie du royaume d'Italie. Dans son embarras, la constitution de 1876 a emprunté à toutes les théories et à tous les modèles, prenant un trait de chacun, à l'un des sénateurs de droit, à l'autre des sénateurs inamovibles nommés par la couronne, à un troisième des sénateurs périodiquement élus par les provinces ou les corporations. Les constituans espagnols semblent s'être inspirés des idées qui sous le règne de notre dernière assemblée nationale prévalaient dans l'ancienne commission des trente. Le nombre des membres de la chambre haute est fixé à 360 : une moitié doit provenir de l'élection, l'autre moitié se composer de sénateurs de droit et de sénateurs à vie nommés par la couronne. Les membres de droit sont d'abord les fils du souverain, puis les grands d'Espagne possédant un revenu foncier

de 60,000 pesettes ou 12,000 douros (1). Il y aura ainsi dans le sénat espagnol un élément aristocratique et le plus souvent héréditaire. On compte, dit-on, dans le royaume 165 titres de grandesse; en défalquant les titres possédés par des femmes ou par des mâles au-dessous de l'âge sénatorial fixé à trente-cinq ans, il resterait encore 110 candidats à la pairie. De ce nombre, une bonne moitié paraît posséder la fortune requise par la loi, en sorte que plus de cinquante grands d'Espagne pourront siéger de droit dans la haute chambre du pays. C'est là une part d'autorité ou d'influence légale bien considérable pour une aristocratie d'ordinaire sans éducation politique et sans influence morale. Il se peut du reste qu'en accordant à ces grands d'Espagne le libre accès du sénat, les auteurs de la constitution n'aient pas compté les familles qui pourraient réclamer la chaise curule. Le nombre des sénateurs de droit est tel que le nombre de siéges laissés à la libre disposition du gouvernement en est considérablement réduit. Aussi dit-on que lors des récentes nominations faites par la couronne, le ministère n'a pu faire honneur à toutes ses promesses et que les déceptions ont grossi les rangs de ses adversaires.

En même temps qu'aux grands d'Espagne, les portes du nouveau sénat doivent s'ouvrir d'elles-mêmes devant les hauts dignitaires de l'armée, de la magistrature, de l'église. L'armée sera représentée par neuf capitaines-généraux, les services civils seulement par cinq présidens de tribunaux ou de grands conseils administratifs, l'église par le patriarche des Indes et onze archevêques. Dans cette distribution de fauteuils sénatoriaux, c'est le clergé qui, en dépit de ses penchans carlistes et de son opposition à la constitution, a reçu la meilleure part. Comme la chambre des lords d'Angleterre, le sénat espagnol aura son banc des évêques. Aux douze prélats sénateurs de droit viennent s'ajouter en nombre presque égal les élus des provinces ecclésiastiques à chacune desquelles la loi concède un représentant qui, choisi par les délégués du haut clergé, devra toujours être pris dans son sein. En revanche, la constitution décide qu'à la chambre des députés ne pourront être élus que des laïques.

Le plus grand nombre des siéges sénatoriaux est remis à la nomination du roi ou abandonné à l'élection; mais la constitution a pris soin d'enfermer le choix de la couronne ou des électeurs dans d'étroites limites, au moyen de catégories déterminées. Par leur origine, sénateurs à vie et sénateurs temporaires se rapprochent ainsi pour la plupart des sénateurs de droit. Les membres de la haute chambre doivent être choisis parmi les officiers-généraux et

(1) La *peseta*, ou pièce de 4 réaux, vaut 1 fr. 5 cent.; le *duro* vaut 5 pesettes.

les évêques, les ambassadeurs et les conseillers d'état, les députés ayant été réélus un certain nombre de fois, enfin parmi les présidens d'académie. Ces catégories, déjà restreintes, le sont encore davantage par un cens d'éligibilité fixé modestement à un minimum de 7,500 *pesetas* de revenu en terre ou en rente. La partie du sénat soumise à l'élection se renouvelle par moitié tous les cinq ans, le souverain a le droit de la dissoudre tout entière aussi bien que le congrès des députés. Des 180 sénateurs abandonnés à l'élection, une dizaine seront nommés par le clergé, une dizaine par les universités, autant enfin par les académies et les sociétés économiques. Les 150 sénateurs restant sortiront d'une élection spéciale non sans analogie avec le procédé employé par notre constitution républicaine pour la majorité de nos sénateurs. Comme chez nous, ces sénateurs seront désignés par les représentans des diverses municipalités et les députations provinciales, qui correspondent à nos conseils-généraux, avec cette grave différence que l'élection des délégués communaux n'est point concédée à l'*ayuntamiento* ou conseil élu de chaque commune, mais à une assemblée formée pour un quart des conseillers municipaux, et pour les trois autres quarts des principaux contribuables (1). Avec un pareil procédé, les sénateurs à l'élection représentent avant tout la propriété, la richesse, comme les sénateurs de droit les traditions aristocratiques, religieuses ou administratives.

Ainsi trié à l'aide du double crible d'un cens électoral et d'un cens d'éligibilité, ainsi passé au tamis d'étroites catégories d'éligibles, le sénat espagnol sera sans doute assez conservateur. Ce qui de sa part est à redouter pour le gouvernement et la constitution, ce n'est point l'infidélité aux grands principes sociaux ou le manque de dévoûment aux institutions, ce serait plutôt un zèle excessif, un esprit exclusif, une majorité trop fermée et trop compacte. En combinant les nouveaux rouages parlementaires, les mécaniciens politiques de Madrid n'ont peut-être pas assez songé que, pour faire d'un sénat un utile et efficace modérateur, il ne suffisait point de lui donner du poids. En matière constitutionnelle, l'équilibre peut être rompu autant par l'excès de résistance que par le manque de frein. Ce n'est point d'ordinaire par défaut d'esprit conservateur que pèchent les chambres hautes, et le meilleur moyen de leur as-

(1) Cette disposition semble un emprunt aux institutions de la dernière révolution espagnole, qui, en introduisant partout le suffrage universel, avait voulu dans la vie communale en tempérer pratiquement les effets. Dans ce dessein, à côté de l'*ayuntamiento* chargé des affaires administratives, on avait imaginé de créer une *junte* municipale (*junta municipal*) chargée de la partie financière et pour les trois quarts de ses membres composée des représentans des contribuables, à cet effet subdivisés en trois groupes.

surer un grand rôle et une véritable autorité, c'est de les composer de telle façon qu'elles ne demeurent jamais en désaccord avec l'opinion publique. En Espagne, l'équilibre constitutionnel et l'harmonie des deux chambres sont d'autant plus nécessaires qu'un article de la constitution les déclare toutes deux égales en droits, et stipule expressément que les lois de finances même doivent toujours être sanctionnées par le vote du sénat.

En tout autre pays, le mode de formation du nouveau sénat pourrait inspirer quelque inquiétude pour la liberté; dans la Péninsule, de telles craintes sembleraient puériles. L'on n'y a pas assez l'habitude de prendre au sérieux les stipulations constitutionnelles pour beaucoup s'effrayer du mode de composition de la haute chambre. Pour le sénat comme pour le congrès des députés, dès qu'il y a des élections, le gouvernement est assuré de triompher, et dans cette confiance, les partis ont beaucoup moins à se préoccuper des cortès que du palais, des réunions parlementaires que des intrigues de cour qui peuvent les amener au pouvoir. Les constitutionnels, que l'on regarde généralement comme les héritiers naturels du cabinet actuel, donnent déjà à entendre qu'en arrivant aux affaires ils feraient renouveler toutes les élections nationales, provinciales ou municipales faites sous le règne de leurs prédécesseurs. En cas de besoin du reste, un ministère nouveau, constitutionnel ou modéré, ne reculerait pas devant une révision de la constitution. Les Espagnols sont exempts de toute superstition, de tout fétichisme pour les fictions légales. Cette indifférence aux formes constitutionnelles, ce scepticisme politique, est une des grandes plaies de l'Espagne. Si le régime parlementaire n'y fonctionne point d'une manière normale, la faute n'en est pas à la constitution, qui en dépit de ses défauts garantit au peuple espagnol toutes les libertés essentielles, la faute en est aux mauvaises traditions, au manque de mœurs politiques, au peu de scrupule des gouvernemens et des partis.

En tout pays, en monarchie comme en république, la liberté politique n'a pas de meilleur rempart que le respect des institutions. En dehors de là, il n'y a pour une nation ni repos assuré ni liberté durable. Un peuple n'est vraiment sorti de l'ère des révolutions que lorsqu'il possède dans un pacte constitutionnel une sorte d'arche sainte sur laquelle les partis n'osent porter la main sans une religieuse terreur. A cet égard, un peu de superstition n'est même pas inutile. L'Espagne, non moins que la France, est malheureusement étrangère à cette sorte de culte, de religion encore vivante dans les heureuses contrées où la constitution a la force et l'autorité du préjugé : ses institutions sans cesse remaniées ne lui inspirent ni dévotion ni foi. Des deux côtés des Pyrénées, cette espèce d'incré-

dulité ou d'impiété politique enlève à l'avenir toute sécurité. Au lieu de les traiter comme leurs saintes images, comme ces statues peintes et habillées dont ils ne changent les vêtemens qu'après des génuflexions répétées et avec des rites solennels, les Espagnols sont habitués à jouer avec leurs institutions et leurs chartes successives comme avec de vaines et profanes poupées, qu'ils dépouillent ou brisent au gré de leurs caprices sans comprendre les calamités qu'attire sur leur patrie cette sorte de sacrilége. Ce sont là de fâcheuses traditions, c'est là un mal auquel il n'y a d'autre remède que le temps, qui seul peut rendre les institutions vénérables et seul décider si la restauration espagnole est un refuge entre deux tourmentes ou une demeure pour les générations.

L'avenir le montrera; en attendant, ce qu'il faut au sud comme au nord de la Bidassoa, c'est un gouvernement qui vive, qui dure assez pour laisser aux plaies des révolutions le loisir de se cicatriser, assez pour faire pénétrer dans le pays l'habitude et le goût du *self-government* et y rendre impossibles coups d'état et *pronunciamientos*. En Espagne, les républicains mêmes sont intéressés à voir mûrir, à l'ombre du trône, l'esprit et les mœurs politiques sans lesquels leur pays pourra toujours courir après la liberté sans jamais l'atteindre. Les patriotes ne peuvent oublier que la dernière révolution a laissé à la restauration espagnole une tâche immédiate dont elle n'a encore accompli que la moitié. Après avoir mis fin à la guerre civile du carlisme, après avoir dompté les provinces basques encore frémissantes et prêtes aux premiers troubles à un nouveau soulèvement, le gouvernement d'Alphonse XII doit achever une autre guerre civile, et, par les armes et par un régime colonial plus équitable, pacifier la grande île de Cuba. La restauration enfin a devant elle une autre œuvre aussi pressante que malaisée, le rétablissement des finances et du crédit national, ou, pour mieux dire, le développement même de la richesse et de la population, deux choses qui dans la Péninsule se tiennent et ne peuvent croître qu'à l'abri d'un gouvernement à la fois stable et libéral. A l'âge de son jeune souverain, il suffirait d'un règne paisible pour refaire de l'Espagne, en moins d'un demi-siècle, un des grands peuples modernes. Or le relèvement de l'Espagne, joint à la régénération de l'Italie et à la colonisation de l'Algérie, aurait pour résultat d'empêcher l'axe moral de l'Europe de trop se déplacer vers l'est, et, en dépit des progrès des nations slaves et germaniques, de raffermir ou de restaurer dans les deux mondes l'équilibre intellectuel de notre civilisation.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

LA MÉTAPHYSIQUE EN EUROPE DEPUIS HEGEL

II.

UN PHILOSOPHE MISANTHROPE.

Nous avons raconté, dans un précédent travail (1), comment un hégélien de 1830, M. Rosenkranz, avait désiré voir Schelling à Munich en 1838, et combien, malgré ses préventions, il avait été subjugué et ému par la vue de ce grand homme, le contemporain de gloire de Goethe, de Schiller, de Fichte. Voyons maintenant quelle impression produisait le même Schelling trois ans plus tard sur un jeune homme, organe d'une nouvelle génération, et que le bruit du prochain cours de l'illustre philosophe avait attiré à Berlin. Écoutons M. Frauenstædt, et nous verrons tout un monde d'intervalle entre les deux.

« En 1841, nous dit-il, j'étais venu à Berlin pour apprendre cette philosophie de la révélation, si pompeusement annoncée comme une philosophie entièrement renouvelée, comme « devant étendre la conscience humaine au-delà de ses limites présentes, » et construire « une citadelle où la philosophie pourrait désormais s'établir avec sécurité. » Je payai mon frédéric d'or, et, après l'avoir

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

déposé à la questure, j'allai à la demeure du conseiller intime Schelling, rue de Leipzig, pour me présenter à lui personnellement et me faire inscrire. Ayant été introduit dans une grande salle vide, une porte s'ouvrit en face de moi, et je vis entrer un vieillard de taille moyenne, corpulent, couvert d'un long paletot brun, que je pris pour une sorte de vieux serviteur du philosophe. En conséquence je lui demandai si je ne pourrais parler au conseiller intime Schelling. « C'est moi-même, » répondit-il. Je fus confondu. Encore aujourd'hui je ne puis croire que ma maladresse doive être imputée à mon défaut de discernement (1). » Schopenhauer avait jugé à peu près de même de Hegel, car il nous dit qu'il avait la physionomie d'un « vendeur de bière » (*eine Bierwirthsphysiognomie*). Voilà ce qu'étaient devenus en 1840 les héros de la grande épopée philosophique allemande : l'un avait l'air d'un marchand de vin, l'autre d'un domestique. Rosenkranz, tout hégélien qu'il est, est encore sous le charme quand il parle de Schelling; Frauenstædt n'y est plus. Il ne voit plus devant lui qu'un homme vulgaire et épais, là où l'autre avait senti son âme tressaillir et son cœur bondir en présence du génie. Ainsi passent les admirations des hommes. Les noms qui ont ému et troublé notre jeunesse, et que, dans le fond de notre cœur, nous ne prononçons qu'avec un respect tendre et reconnaissant, sont répétés autour de nous avec froideur et ironie. Ils ont perdu leur poésie, et ne sont plus que des dates historiques. Serait-ce une consolation de penser que les gloires nouvelles auront leur chute à leur tour, c'est-à-dire que toute gloire est une fumée? Non, sans doute : la consolation serait plus triste que le mal; mais disons que chaque génération est injuste pour celle qui la précède, et qu'elle paie cette injustice à son tour par celle dont elle sera victime plus tard.

Si M. Frauenstædt avait été si peu ému à l'aspect de Schelling, il n'en fut pas de même lorsqu'il se trouva également pour la première fois en présence d'un autre philosophe, alors peu connu, et qu'il a plus que personne contribué à faire connaître, Arthur Schopenhauer. Mais avant d'avoir vu sa personne, il avait lu son livre, et il nous raconte d'une manière vive l'impression profonde qu'il en avait ressentie. Encore ici nous voyons nettement la rupture éclatante qui sépare les deux moités du XIXe siècle : « En l'année 1836, nous dit-il, j'avais étudié pendant trois ans à la faculté de théologie et de philosophie de Berlin, et jamais je n'avais entendu mentionner le nom d'Arthur Schopenhauer. Quoique Hegel fût mort, les hégéliens vivaient, et du haut de leurs chaires enseignaient avec

(1) Frauenstædt, *Arthur Schopenhauer, Memorabilien*, Berlin 1863, p. 138.

ardeur la doctrine de leur maître. Dans les cours de philosophie les plus fréquentés, j'entendais parler de l'infini, de l'absolu, de l'idée, mais de la « volonté et de la représentation » pas un mot. On nous disait comment l'absolu savoir de la philosophie hégélienne avait « absorbé » (*aufgehoben*) tous les systèmes anciens, comment il avait « dépassé » le système de Kant, et l'avait « vaincu » (*überwunden*) en le dépassant; mais on ne nous disait jamais un seul mot du système de Schopenhauer. Ce ne fut pas pour moi une petite découverte lorsque je vis mentionné quelque part pour la première fois le livre d'Arthur Schopenhauer, *die Welt als Wille und Vorstellung*. Le titre même résonnait à mes oreilles d'une manière obscure et mystérieuse, et je n'eus pas de repos avant d'avoir appris à connaître ce système, qui m'était demeuré si complétement inconnu. Je me procurai le livre. A peine eus-je commencé à lire quelques pages dans ce livre, imprimé sur du vieux papier crasseux, que je laissai de côté tous les autres, et que je ne cessai de m'occuper jour et nuit du *Monde comme représentation et volonté*. Si le titre m'avait paru obscur et mystérieux, beaucoup de choses m'y parurent également obscures et mystérieuses et, pour dire la vérité, paradoxales, et cela n'a rien d'étonnant, car je n'avais pas lu l'ouvrage antérieur de notre auteur, à savoir *la Quadruple racine du principe de raison suffisante*, et je n'avais pas lu davantage Kant dans le texte. Mais ce que je compris suffisait pour m'apprendre que j'avais affaire à un philosophe de haut rang, et j'avais plus appris dans dix pages de Schopenhauer que dans dix volumes de Hegel. »

Ainsi préparé, on ne s'étonnera pas que notre jeune philosophe, lorsqu'il fut en contact non plus avec le livre, mais avec la personne elle-même de l'auteur, en ait subi le prestige avec une force d'impression irrésistible. Citons encore ce portrait caractéristique : « La personne de Schopenhauer me parut au premier abord moins paradoxale que sa philosophie, car, d'après l'étude que j'en avais faite, je m'attendais à je ne sais quoi d'extraordinaire; cependant il y a bien quelque chose de cela, notamment en ce qui concerne la tête. La tête de lion de Schopenhauer faisait reconnaître au premier abord la prédominance de l'intellect bien au-delà de ce qui suffit d'ordinaire au service de la volonté. Le travail gigantesque que cette tête avait exécuté y avait laissé ses traces. Quoique âgé seulement de cinquante-huit ans, Schopenhauer avait la barbe et les cheveux complétement blancs. Mais, si la chevelure annonçait le vieillard, il y avait dans le regard, dans le jeu de la physionomie, dans les gestes et dans la parole tout le feu d'un jeune homme. Les lignes de son visage, notamment le dessin sarcastique de sa bouche,

annonçaient le sage misanthrope, et je l'eusse reconnu, si, même avant de le voir, je l'eusse rencontré dans la rue. En aucun cas, il ne me serait arrivé avec lui ce qui m'était arrivé avec Schelling. » Tel était à l'extérieur Arthur Schopenhauer, et les portraits que nous avons de lui répondent à la description qu'en fait ici M. Frauenstædt (1). Un autre de ses biographes, M. Gwinner, nous dit également : « Son œil avait un tel feu, une telle beauté spirituelle, qu'il étonnait involontairement... Son visage était phosphorescent d'esprit (*phosphorescirte von Geist*). Se taisait-il, on croyait voir Beethoven; parlait-il, on croyait entendre Voltaire. »

Ce personnage si original, ce penseur si vigoureux avait cependant été, sinon complétement méconnu (2), comme il le disait, du moins très négligé et relégué au second plan. L'un de ses premiers disciples, Dorguth, l'avait pour cette raison surnommé « le Gaspard Hauser de la philosophie, » et lui-même aimait à se figurer qu'on avait ourdi contre lui la conspiration du silence; c'est ce qu'il appelait *die Taktik des Secretirens* ou *des Ignorirens*. Conspiration ou non, toujours est-il que, dans les universités et dans le monde, il était peu connu. Dorguth et Frauenstædt, telles furent ses premières « trompettes, » c'est son expression. Frauenstædt surtout, le jeune étudiant enthousiaste que nous avons cité, est celui qui contribua le plus, par ses *Lettres sur la philosophie de Schopenhauer* (1854), à répandre le nom du philosophe. Il fut pour lui ce que Reinhold avait été pour Kant. Une fois déclaré, le succès fut rapide, et passa même à l'état de mode et de vogue. Les femmes s'en mêlèrent, car c'était une philosophie qui parlait beaucoup à l'imagination. Il y avait du mystérieux et du romanesque. D'ailleurs on ne peut contester aujourd'hui que l'on ait affaire, dans Schopenhauer, à une tête puissante. « J'ai appris au monde, disait-il de lui-même (il ne péchait pas précisément par excès de modestie), j'ai appris au monde mainte chose qu'il n'oubliera jamais. » L'avenir décidera de cette prophétie; quant au moment présent, il serait impossible de méconnaître l'influence de notre penseur. Mais, dans cet écrivain, l'originalité personnelle s'unit tellement à l'originalité philosophique qu'on nous permettra d'insister, après quelques cri-

(1) Voyez le portrait qui est en tête de la biographie de M. Gwinner (*A. Schopenhauer aus persönlichem Umgange dargestellt*, Leipzig 1862). Ce portrait est la reproduction du portrait peint qui existe dans la salle à manger de l'*Hôtel d'Angleterre*, à Francfort, où Schopenhauer prenait ses repas.

(2) Il ne faut pas en effet exagérer le silence prétendu systématique qui se serait fait autour du nom de Schopenhauer. Nous avons sous les yeux une *Histoire de la philosophie* d'Ern Reinhold, datée de 1830, et où la philosophie de Schopenhauer est assez longuement analysée. On avait donc fait quelque attention à lui; seulement ses idées n'étaient pas dans le courant du temps.

tiques, sur la personne, la famille, l'éducation, le caractère de notre philosophe. Le curieux ouvrage de Frauenstædt, les *Memorabilien*, déjà mentionné et la *Biographie* de Gwinner nous serviront de guides (1).

I.

Arthur Schopenhauer naquit à Dantzig d'une riche famille de négocians, ancienne et considérée dans cette ville. Son père, Floris Schopenhauer, paraît n'avoir pas été un homme ordinaire. C'était un caractère ardent, impétueux, remarquable, nous dit-on, par une force de volonté qui allait jusqu'à l'obstination. Patricien et aristocrate, il était animé de l'attachement le plus vif pour le droit et pour la liberté, et par là il mérita la confiance et l'amour de ses concitoyens. Il était instruit et versé surtout dans la littérature française et anglaise. Il lisait tous nos auteurs, avec une prédilection particulière pour Voltaire. Il était plein d'admiration pour la vie politique de l'Angleterre et nourrit quelque temps le projet de s'y fixer. Les gazettes anglaises étaient ses lectures familières, et il ne passait pas un jour sans lire le *Times*, habitude qu'il transmit plus tard à son fils. Le principal trait de son caractère était une cordialité pleine de franchise et de liberté. Cet homme éclairé, mais plus remarquable encore par le caractère que par l'esprit, paraît avoir exercé une assez grande influence sur le jeune Arthur, notre philosophe, qui a toujours conservé de lui le souvenir le plus tendre, fait que l'on signalerait à peine si l'on n'avait eu occasion, comme nous le verrons, de lui reprocher au contraire son insensibilité à l'égard de sa mère. Ce qui est certain, c'est qu'on a trouvé dans ses papiers une dédicace à la mémoire de son père, où il exprime avec énergie sa reconnaissance pour l'éducation forte et libre qu'il avait reçue de lui : « Noble et généreux esprit, lui dit-il, c'est à toi que je dois tout ce que je suis... C'est à toi que ton fils doit d'avoir appris à penser ce que disait ton maître Voltaire : Nous n'avons que deux jours à vivre, il ne vaut pas la peine de les passer à ramper devant des coquins méprisables. »

(1) Le premier critique à notre connaissance qui ait parlé en France de Schopenhauer est M. Saint-René Taillandier dans une étude sur *l'Allemagne littéraire* (*Revue* du 1er août 1856). Depuis, M. Challemel-Lacour a consacré à la personne et à la philosophie de Schopenhauer, qu'il avait pu voir lui-même, un très intéressant travail dans la *Revue* du 15 mars 1870. Citons enfin l'excellent petit volume de M. Th. Ribot sur *la Philosophie de Schopenhauer* (1874), qui contient une exposition succincte, mais très nette, de la doctrine de notre auteur. En 1862, M. Foucher de Careil avait déjà publié un livre curieux sur *Hegel et Schopenhauer*. — Le seul ouvrage traduit de Schopenhauer est l'*Essai sur le libre arbitre* (Paris 1877).

Arthur Schopenhauer s'était formé, d'après son propre exemple, une théorie assez particulière sur les rapports d'hérédité entre les parens et les enfans. Selon lui, ils tiennent de leur père les qualités morales, et de leur mère les qualités intellectuelles. Il était très entêté dans cette théorie et n'écoutait guère les objections. Quand on lui citait des exemples contraires, il répondait assez cyniquement : *Pater semper incertus.* Quoi qu'il en soit de cette singulière hypothèse, il paraît qu'elle s'était vérifiée pour lui. Il ressemblait à son père pour le caractère, à sa mère pour l'esprit, et ses deux parens représentaient en quelque sorte les deux principes de son système philosophique : son père, la volonté, et sa mère, l'intelligence. En effet, Johanna Schopenhauer, mère de notre philosophe, était une femme distinguée qui a occupé une place assez brillante et laissé un certain nom dans la littérature de son pays. On a d'elle quelques romans dans le genre de Mme de Souza, des voyages en Angleterre, en Belgique et dans le midi de la France (1), et surtout une monographie, encore estimée, sur le peintre flamand Van-Eyck. Nous la verrons plus tard en relation d'amitié avec Goethe et tous les plus beaux esprits de son temps. Appartenant elle-même à une bonne famille de Dantzig, elle était très jeune lorsqu'elle épousa Floris Schopenhauer, alors âgé de trente-huit ans, et, avec une candeur tout allemande, elle nous apprend que, « si elle était fière de son mari, elle n'avait jamais eu d'amour pour lui, et qu'il n'y avait d'ailleurs aucune prétention. » A peine mariée, et portant déjà dans son sein celui qui devait être Arthur Schopenhauer, elle fit son premier grand voyage, visita l'Allemagne, la Belgique, la France et enfin l'Angleterre, où son mari, dont nous connaissons l'anglomanie, avait décidé de lui faire faire ses couches, afin que son fils, s'il en avait un, naquît citoyen anglais; mais la santé de la jeune femme ne permit pas de réaliser ce projet, et les époux étant revenus dans leur pays natal, Arthur Schopenhauer naquit tout simplement comme ses pères à Dantzig, rue de l'Esprit-Saint, n° 117, le 22 février 1788.

Ainsi le jeune Arthur, avant sa naissance, avait déjà parcouru l'Europe. Son enfance et son adolescence furent également remplies par des voyages, et l'on peut expliquer peut-être par cette éducation le caractère cosmopolite et assez peu patriote de notre philosophe. A l'âge de neuf ans, son père l'envoya au Havre dans la famille d'un de ses correspondans : là il vécut pendant deux années

(1) Ce dernier ouvrage, le seul que nous connaissions de Johanna Schopenhauer, est écrit avec agrément et facilité, mais aussi avec frivolité, et il est très superficiel. Rien de moins semblable au talent du fils, et l'on s'explique parfaitement en le lisant le peu de sympathie qui a toujours existé entre eux.

d'une vie toute française, et il se familiarisa tellement avec notre langue qu'il oublia la sienne, et lui-même nous dit qu'il fut obligé de la rapprendre lorsqu'il fut de retour dans son pays. Cette éducation demi-française eut une assez grande influence sur l'esprit de notre philosophe, et il n'est pas téméraire de supposer qu'elle a contribué à lui donner ce goût de la clarté et de la précision, et cette horreur du jargon métaphysique qui le distingue d'une manière particulière entre les philosophes de son temps et de son pays. Il était très familier avec les philosophes et les moralistes du XVIIIe siècle. Il attribue lui-même à Helvétius, à Cabanis, une influence décisive sur la formation de ses idées. Il cite fréquemment Chamfort, dont la misanthropie amère a beaucoup d'analogie avec la sienne. On a vu qu'il avait respiré dans la maison paternelle l'admiration de Voltaire, que lui-même appelait « le grandiose Voltaire, » et l'on ne peut douter que *Candide* n'ait été pour beaucoup dans la formation de son pessimisme systématique. Son biographe Gwinner conjecture aussi que Chateaubriand, qui était alors dans tout l'éclat de la gloire, lors du séjour de Schopenhauer en France, si jeune qu'il fût alors, a pu avoir quelque influence sur l'esprit du jeune homme par son pessimisme poétique et mélancolique; mais outre qu'aucun témoignage ne justifie cette conjecture, elle est au contraire démentie, selon toute apparence, par l'opposition absolue qui existe entre ces deux natures. La mélancolie religieuse, solennelle et poétique de Chateaubriand devait être absolument antipathique au génie cynique et systématiquement impie du jeune incrédule. Sa mélancolie ressemblerait plutôt à celle d'Obermann qu'à celle de René; mais il ne cite jamais ni l'un ni l'autre, et encore une fois ce sont nos auteurs du XVIIIe siècle, et non ceux du XIXe, dont on retrouve la continuelle influence dans ses écrits.

Ce n'est pas seulement la France que Schopenhauer visita dans sa jeunesse et dont il apprit la langue : il passa également six mois à Londres, étudiant la langue et la littérature anglaise, qui lui devinrent plus tard aussi familières que celles de la France ou de son propre pays. Il savait encore l'italien et l'espagnol, et avait lu les grands classiques dans toutes ces langues. Ses écrits sont remplis de citations empruntées aux moralistes de ces différens pays, et l'on est étonné de l'étendue et de la variété de sa culture littéraire, surtout quand on songe qu'il avait été élevé pour le commerce. Plus tard, il apprit tout seul les langues classiques, le latin et le grec, dont il était si loin de méconnaître l'importance qu'il disait : « Celui qui sait le latin est à celui qui ne le sait pas comme celui qui sait lire à celui qui ne sait pas lire. »

En 1807, Schopenhauer perdit son père, et cette mort changea

d'abord d'une manière importante la direction de sa vie. Il avait commencé son éducation commerciale, et il dut remplacer son père dans son comptoir, quoique la carrière du commerce lui fût antipathique. Pendant ce temps, sa mère, impatiente de quitter Hambourg (1) qui lui déplaisait, se hâta de se transporter avec sa fille Adèle dans le centre intellectuel et brillant, qui était alors le Paris de l'Allemagne, à cette cour dont Goethe était le roi, à Weimar enfin, où ses goûts mondains et littéraires devaient trouver une ample satisfaction. C'est ici le lieu de parler des rapports de Schopenhauer et de sa mère, rapports qui n'ont pas été tout à fait ceux que l'on eût pu désirer.

Nous avons vu que Schopenhauer avait pour son père une tendre et respectueuse piété. Il est à regretter qu'il n'ait pas eu pour sa mère des sentimens semblables. De qui sont venus les premiers torts? Il est difficile de le dire. Schopenhauer se plaignait que sa mère ne l'eût jamais aimé. Il se plaignait surtout qu'elle n'eût pas témoigné à la mémoire de son père une suffisante déférence, qu'elle n'eût pas assez senti la douleur de sa perte : reproche qui, vu l'aveu que nous avons recueilli plus haut, ne paraît pas tout à fait invraisemblable, et son empressement à quitter Hambourg pour aller jouir des délices de Weimar ajoute encore quelque poids à cette imputation. Ce qui est probable, c'est qu'il y avait entre la mère et le fils incompatibilité d'humeur : l'une, femme de lettres et femme du monde, passionnée, comme Mme de Staël, pour les succès de salons, aimant à grouper un cercle brillant autour d'elle, et à l'animer par sa conversation, que l'on dit avoir été très brillante, et peut-être un peu prétentieuse; l'autre déjà misanthrope, détestant les fausses convenances et les faux brillans du monde, penseur en dedans, causeur supérieur, mais cynique, aimant pardessus tout sa liberté, et poussant volontiers la franchise jusqu'à l'insolence : ces deux natures, ces deux esprits se choquaient sans cesse. Le bureau d'esprit que tenait sa mère irritait le philosophe, et l'attitude farouche du jeune homme blessait l'amour-propre de la Corinne allemande. Il est certain que c'était une singulière sollicitude maternelle que celle qui s'exprimait ainsi au sujet du premier ouvrage de son fils : « Ton ouvrage est bon pour un apothicaire. » A quoi le jeune auteur répondait par une prophétie qui s'est réalisée, « qu'on lirait encore son livre quand ceux de sa mère seraient tous oubliés. » — « Et le tien, réplique la Sapho offensée, restera tout entier chez le libraire! » Ce sont là des plaisanteries alle-

(1) Floris Schopenhauer avait transféré la maison de commerce de Dantzig à Hambourg lors du siége de Dantzig.

mandes; mais il faut avouer que voilà une singulière correspondance entre une mère et son fils, et que la jalousie littéraire fait ici un assez vilain effet. Anselme Feuerbach, le jurisconsulte, père du célèbre philosophe de nos jours, nous fait en ces termes piquans le portrait de Johanna Schopenhauer : « Mme Schopenhauer, riche veuve. Fait profession de bel esprit; jacasse beaucoup et bien, mais sans cœur et sans âme; contente d'elle, recherchant les applaudissemens, se souriant toujours à elle-même. Dieu nous garde des femmes dont le génie ne vise qu'à l'esprit! Le siége de la supériorité féminine est dans le cœur. » Ces paroles d'un témoin désintéressé expliquent et excusent en partie la froideur de Schopenhauer pour sa mère. Cependant on comprend difficilement que, recevant communication de ce passage par les soins de Frauenstædt, il réponde : « Merci du passage que vous m'avez envoyé, et que je ne connaissais pas; le portrait n'est que trop ressemblant, et je n'ai pu m'empêcher de rire. » Sans trop forcer les choses, il y a là au moins peu de délicatesse.

En définitive, Mme Schopenhauer aimait son fils à sa manière : « Il est nécessaire à mon bonheur, lui écrivait-elle, de te savoir heureux, mais non pas d'en être témoin. Je te l'ai toujours dit, il me serait trop difficile de vivre avec toi. Je ne te le cache pas, tant que tu seras ce que tu es, je me déciderai à toute espèce de sacrifice plutôt que de m'y résigner. Je ne méconnais pas ce qu'il y a de bon en toi, et ce qui me blesse de ta part n'a pas sa source dans ton cœur, dans ton intérieur, mais dans ta manière d'être extérieure, dans tes opinions, tes jugemens, tes habitudes. En un mot, je ne puis m'accorder en rien avec toi pour ce qui concerne le monde extérieur. Ta mauvaise humeur, tes plaintes sur des choses inévitables, tes pensées obscures, tes jugemens bizarres que tu avances comme des oracles, sans qu'on te puisse faire aucune objection, blessent la sérénité de mon humeur sans que cela puisse te servir à rien. Ta maladie de dispute, tes lamentations sur la bêtise du monde et la misère humaine, me donnent de mauvaises nuits et de mauvais rêves. » Cette naïve expression de l'égoïsme féminin, jointe à un fonds de sensibilité maternelle, explique, mieux que tous les discours, les rapports de Schopenhauer et de sa mère : l'un était un ours assez désagréable, l'autre un bel esprit nerveux. Ils ne devaient s'entendre que de loin. Malgré tout, sauf certaines picoteries, on ne voit pas qu'il y eût rien de bien grave entre la mère et le fils, et les biographes eussent été peut-être mieux inspirés en passant sous silence ces regrettables détails, si intéressans qu'ils soient en eux-mêmes pour l'histoire du cœur humain. Au moins était-il inutile de tirer de là une occasion pour faire, comme

M. Frauenstædt, une longue dissertation contre l'impératif catégorique, et de distinguer ce que l'on doit à une mère en général et à telle mère en particulier (1). Les rapports délicats du cœur ne peuvent être soumis à cette casuistique pédantesque.

Quoi qu'il en soit de cet incident, Mme Schopenhauer se transporta de Hambourg à Weimar en 1806, quatorze jours avant la bataille d'Iéna. En peu de temps, sa réputation d'esprit l'avait déjà mise en rapport d'amitié aves toutes les célébrités de la ville. Son salon devint un centre qui deux fois par semaine recevait des hommes tels que Goethe, Wieland, Werner, les frères Grimm, les deux Schlegel. Elle était aussi très bien vue à la cour. Elle débuta dans la carrière littéraire par sa *Biographie;* elle obtint bientôt les plus brillans succès et devint un des écrivains les plus aimés du public. De toutes ses amitiés littéraires, la plus illustre et la plus durable fut celle de Goethe, qui la voyait souvent et avait pour son esprit brillant et pénétrant la plus grande considération. Ce fut pour le jeune Arthur Schopenhauer l'occasion d'entrer en commerce avec ce grand homme, pour lequel il conserva toute sa vie, lui si méprisant de la gloire d'autrui, la plus profonde admiration.

Pendant ce temps, Schopenhauer était à la tête de la maison de commerce de Hambourg, et ne laissait guère prévoir qu'il serait un des premiers philosophes de son temps; mais ce n'était que par piété pour la mémoire de son père qu'il en avait pris la succession. Dans le fond du cœur, il avait pour la carrière du commerce une répugnance qui dégénéra bientôt en profonde mélancolie. Ici il faut rendre justice à sa mère; ce fut elle qui vint à son secours : elle communiqua à l'un de ses amis de Weimar une lettre désolée du jeune commerçant. Ce sage ami lui répondit qu'il n'y avait pas de temps à perdre et qu'il fallait changer de carrière. A la réception de cette lettre, que lui adressa sa mère, le jeune misanthrope, malgré l'*æs triplex* dont était formé son cœur, fondit en larmes et se décida sans hésiter. Sa mère non-seulement ne lui fit aucun obstacle, mais encore l'encouragea avec une sollicitude toute maternelle. C'est à cette époque qu'il s'appliqua sérieusement à refaire et à compléter ses études classiques d'abord à Gotha, sous la direction de Jacobi et de Dœring, puis à Weimar sous la direction de Passow et de Lenz. En 1809, il se sentit en état de suivre les cours universitaires, et il se rendit à Gœttingue, où il se fit inscrire d'abord à la faculté de médecine et de là bientôt à celle de philosophie. Parmi les professeurs de la première dont il reçut les leçons, on remarque le célèbre

(1) Épictète avait fait la même distinction, mais pour en tirer une conclusion inverse. « Ce n'est pas avec un bon père que la nature t'a uni, c'est avec un père. » Μή τι οὖν πρὸς ἀγαθὸν πατέρα φύσει ᾠκειώθης, ἀλλὰ πρὸς πατέρα.

naturaliste et anthropologiste Blumenbach ; dans la seconde, il reçut son premier enseignement de Schultze, le célèbre auteur d'*Énésidème*. Ce fut son initiation à la vie philosophique.

II.

La philosophie de Schopenhauer a conservé la trace de ses premières études médicales et physiologiques. Il n'a jamais séparé la philosophie de la physiologie ; mais il faisait peu de cas des physiologistes allemands et recommandait surtout la lecture des physiologistes français. Voici ce qu'il écrivait plus tard à ce sujet à son ami Frauenstædt : « Il y a un certain V..., lui dit-il, qui a l'insolence de traiter de superficiels les immortels écrits de Bichat, et sur ce jugement on se croit dispensé de la lecture de Bichat et de Cabanis... Mais, je vous le dis, si Bichat crachait à la figure de ce sieur V..., il lui ferait encore beaucoup d'honneur. Bichat n'a vécu que trente ans; voilà bientôt soixante ans qu'il est mort, et toute l'Europe lettrée honore son nom et lit ses écrits. Sur cinquante millions de bipèdes, on ne trouve pas encore une tête pensante comme celle de Bichat. Sans doute, après lui, la physiologie a fait des progrès, non par des Allemands (1), mais par Magendie, Flourens, Ch. Bell, et non de manière à faire oublier Cabanis et Bichat. » — Dans une autre lettre, il disait : « Je vous en prie, n'écrivez rien sur la physiologie dans son rapport avec la psychologie sans avoir pris le suc et le sang de Cabanis et de Bichat. Au contraire, vous pouvez laisser sans les lire cent barbouilleurs allemands. En général il n'y a pas de psychologie, parce qu'il n'y a pas de *psyché*, d'âme, et que l'on ne doit point étudier l'homme pour lui-même, mais seulement dans son rapport avec le monde, microcosme et macrocosme tout ensemble, ainsi que je l'ai fait, et assurez-vous d'abord si vous possédez bien votre physiologie, ce qui suppose l'anatomie et la chimie. »

Le professeur Schulze, à qui appartient l'honneur d'avoir introduit Schopenhauer dans les études philosophiques, n'est pas lui-même un inconnu dans l'histoire de la pensée allemande. D'abord attaché à la philosophie de Kant, il s'en était séparé pour retourner au pur scepticisme. Kant, suivant lui, n'avait pas eu raison de D. Hume, et c'est à celui-ci qu'il fallait revenir; comme Jacobi, il a contribué par ses objections à précipiter le mouvement de l'idéalisme allemand. Telle est l'importance de son livre d'*Éné-*

(1) Quelques années plus tard, Schopenhauer eût sans doute modifié son jugemen et reconnu la part des physiologistes allemands aux progrès de la science.

sidème. Il donna à Schopenhauer un très bon conseil en l'invitant à étudier particulièrement deux philosophes, Platon et Kant, et à se rendre maître de ces deux-là avant d'en étudier d'autres, notamment Aristote et Spinoza, « conseil, disait Schopenhauer, dont je ne me suis jamais repenti. »

De Gœttingue, Schopenhauer passa à Berlin, où l'attirait l'immense réputation de Fichte; mais « cette vénération *a priori*, comme il le dit lui-même, se changea bientôt en raillerie et en mépris. » Quoiqu'on puisse trouver avec raison Schopenhauer dur et injuste pour Fichte, dont il ne comprit jamais la grandeur morale, cependant il faut reconnaître qu'il donnait la mesure de la fermeté et de la décision de son esprit en se révoltant, seul et jeune comme il était, contre le jargon métaphysique et algébrique, contre le dogmatisme pédantesque et barbare dont l'Allemagne était alors enivrée, et que Hégel devait porter bientôt jusqu'à une véritable insanité. Longtemps après, Schopenhauer imitait en raillant son ancien professeur, en répétant comme lui d'un ton doctoral : « La chose est ainsi, parce qu'il est évident qu'elle est ainsi (1). » Nous avons du reste des preuves écrites que l'animosité de Schopenhauer contre ceux qu'il appelle « les trois sophistes, les trois charlatans, » ne vient pas, comme on l'a dit, de la rancune et de l'amour-propre blessé; non, ce fut la révolte d'un esprit net et sain, uni sans doute à un caractère malade, contre le mensonge des formules et le despotisme du galimatias. Dans les notes conservées par lui, prises aux leçons mêmes de Fichte, il reste des traces vivantes de son indignation contre cette philosophie apocalyptique qui remplaçait si souvent les idées par des mots. Quelques-unes de ces notes écrites sur l'heure même sont assez piquantes. A la onzième leçon de Fichte sur les faits de conscience, le jeune étudiant, après avoir d'abord consciencieusement rempli sa tâche, en résumant le discours du professeur, s'arrête tout à coup, et d'une plume irritée : « Misérable! s'écrie-t-il, je voudrais te mettre un pistolet sur la gorge et te dire : Tu vas mourir sans merci; mais, pour l'amour de ta pauvre âme, dis-nous si dans ce galimatias tu as pensé quelque chose d'intelligible, ou si tu nous a pris pour des imbéciles. » Un jour où Fichte avait beaucoup parlé de la vision, de la visibilité et de la pure lumière, Schopenhauer met en note : « Aujourd'hui, comme nous n'avions à notre disposition que la pure lumière et pas de chandelles, il a fallu s'arrêter là. » Un autre jour, Fichte avait parlé de la contemplation de soi-même, de « l'être en tant que contemplation de soi-même, où le contemplateur en contemplant se contemple lui-même de nou-

(1) *Es ist, weil es so ist, wie es ist.*

veau. » L'écolier ajoute : « Ici, pour faciliter cette opération difficile, je propose de placer le spectateur entre deux miroirs (1). »

Fichte ne fut pas le seul philosophe dont Schopenhauer ait suivi les cours à Berlin; il y en avait un autre, non moins célèbre, et qui ne lui était pas moins antipathique : c'était Schleiermacher. Ce qui le repoussait ici, c'était le sentiment religieux, auquel résistait son incrédulité voltairienne. On a conservé également ses notes prises aux cours de Schleiermacher, avec les remarques critiques qui les accompagnent. Quelques-unes témoignent d'un esprit vigoureux et pénétrant. Schleiermacher avait dit dans son cours : « La philosophie a de commun avec la religion la science de Dieu. » Le critique ajoute en note : « S'il en était ainsi, la philosophie devrait supposer le concept de Dieu, tandis qu'au contraire elle doit ou l'acquérir ou le rejeter suivant que la méthode l'exigera, aussi prête à l'un qu'à l'autre. » Schleiermacher disait : « La philosophie et la religion sont inséparables. Nul ne peut être vraiment philosophe sans être religieux, et réciproquement l'homme religieux doit se faire un devoir de philosopher. » A quoi Schopenhauer répond : « Un homme vraiment religieux ne touche pas à la philosophie : il n'en a pas besoin. Réciproquement, aucun homme vraiment philosophe n'est religieux. Il marche sans lisières, à ses risques et périls, mais librement. »

Des trois sophistes ou charlatans, comme il les appelle, c'est Schelling qu'il ménage le plus et dont il paraît avoir fait le plus de cas. « Bruno, Spinoza et Schelling, dit-il, nous ont appris que tout est un; mais en quoi consiste cet un? C'est moi qui l'ai dit le premier. » Son disciple Frauenstædt avait fait un article sur Schelling. Schopenhauer lui répond : « Mille remercîmens pour votre article sur Schelling. Tout ce que vous dites est vrai, mais vous n'êtes pas juste envers lui; vous taisez le bien. Malgré toutes ses farces (*Possen*), et celles plus grandes encore de ses disciples, il a cependant perfectionné l'intelligence de la nature; c'est pourquoi j'ai toujours beaucoup loué en lui. » Cependant, malgré cette part faite à l'équité, il ne le ménage guère : « Les philosophes de la nature, écrivait-il dès 1808, sont une classe particulière de fous. Il y a des fous de nature (*Naturnarren*) comme il y a des fous de toilette, des fous de chevaux, des fous de livres (*Kleidernarren, Pferdenarren, Büchernarren*)... Les doctrines propres de Schelling, l'intuition intellectuelle de l'absolu, l'idéalité de l'idéal et du réel, sont des rêves sans fondement... Au reste, cette philosophie de la nature n'appar-

(1) Au lieu de *Wissenschaftlehre* (science de la science), qui était le nom de la philosophie de Fichte, il proposait de lire : *Wissenschaftleere* (le *vide* de la science).

tient pas à Schelling, mais à Kielmeyer et aux progrès du siècle dans les sciences, notamment en France. Schelling n'est qu'un vulgarisateur. » Plus tard, parlant de la dernière évolution de Schelling, il nous dit : « Schelling a passé de la révélation de la philosophie à la philosophie de la révélation : caractéristique. »

Si Schopenhauer est quelquefois dur pour Schelling, il l'est toujours pour Hegel, et c'est contre lui qu'il a réservé tout le fiel et la violence de sa critique. Il ne tarit pas en boutades piquantes, amères, grossières quelquefois, toujours amusantes, contre ce philosophe, auquel il ne pardonnait pas son règne sans partage sur le monde philosophique. « La philosophie de Hegel, disait-il, est une sagesse de collége, car elle ne contient que des mots, et ce qu'il faut aux jeunes gens, ce sont des mots pour les répéter, les recopier et les rapporter à la maison. — La philosophie de Hegel contient en tout trois quarts de non-sens et un quart de pensée corrompue. Ce qu'il a de plus clair, c'est son intention de gagner la faveur des princes par sa servilité et son orthodoxie. — Pour mystifier les hommes, il n'y a rien de tel que de leur proposer quelque chose dont ils voient clairement qu'ils ne le comprennent pas. — La philosophie de Hegel est un syllogisme crystallisé. — Cet abracadabra, ce wischiwaschu de mots qui, dans leur monstrueuse alliance, imposent à la raison de penser des pensées impensables, paralyse l'entendement. — Lorsqu'un hégélien se contredit de la manière la plus contradictoire, alors il dit : Voilà que le concept a passé dans son contraire! Oh! si cela pouvait regarder les tribunaux! » Il parodiait plaisamment l'emphase avec laquelle les jeunes hégéliens parlaient de l'*Idée*, et il l'appelait *die Uedah!* Les prétentions à l'obscurité et à la profondeur de ses grands contemporains lui étaient si odieuses qu'il leur préférait les modestes philosophes allemands du XVIIIe siècle; et les écrits vieillis, mais sans prétention, d'un Reimarus, d'un Garve, d'un Sulzer, nous en apprenaient plus encore, suivant lui, que ceux des trois sophistes et de leurs disciples.

Puisque nous en sommes aux jugemens de Schopenhauer, qui, même quand ils sont injustes et violens, ont toujours une certaine saveur, recueillons dans ses biographes ou dans sa correspondance les opinions exprimées par lui sur les hommes célèbres, grands ou petits, du passé et du présent. Il vit un jour à une vente publique un portrait de Descartes, et fit remarquer à Frauenstædt son air d'honnête homme : « Personne, dit-il, ne peut rien faire de grand sans être honnête. Tous les grands génies ont été honnêtes. » On lui demandait comment il expliquait l'optimisme de Spinoza : « C'est qu'il était juif, dit-il; les juifs, malgré la persécution qui pèse sur

eux, ont plus de sérénité, plus d'amour de la vie que les autres races. » Il n'aimait pas Leibniz à cause de son caractère remuant et de son goût pour les affaires. Il n'aimait pas non plus sa philosophie : « On nous parle de nouveau de Leibniz comme si c'était une grande lumière. Mon Dieu, lorsque l'on vit comme lui, toujours en voyage et écrivant dans les *Annales de Brunswick*, on n'est pas à mes yeux un grand philosophe. » A l'occasion du jubilé de Leibniz, il disait : « L'académie de Berlin célèbre le jubilé de l'inventeur des monades, de l'harmonie préétablie et des indiscernables. Je lui conseillerais de faire peindre ces trois objets par un peintre habile, d'en orner la salle académique afin d'avoir toujours sous les yeux les découvertes de son fondateur ! » Parmi les anciens philosophes, ceux que Schopenhauer estimait le plus étaient les mystiques : maîtres Eckart, Angelus Silesius, l'auteur de la *Theologia germanica*, étaient ses auteurs favoris. Voyant un portrait de Rancé, l'abbé de la Trappe, il dit en s'éloignant, avec un accent douloureux : « Voilà l'œuvre de la grâce ! » voulant faire entendre par là que celui-là était bienheureux d'avoir été ascète et non philosophe, tandis que lui-même prêchait l'ascétisme sans le pratiquer. En dehors de la philosophie spéculative, ses lectures favorites étaient les épîtres de Sénèque, surtout la cent-cinquième, le *De Cive* de Hobbes, le *Prince* de Machiavel, le discours de Polonius à Laërte, dans Hamlet, les *Maximes* de Gracian, les moralistes français. Les quatre grands romans pour lui étaient : *Don Quichotte*, *Tristram Shandy*, *Héloïse* et *Wilhelm Meister*. Dans un autre ordre d'idées, voici le jugement qu'il portait sur l'empereur Napoléon en 1814 : « Bonaparte n'est pas plus méchant que beaucoup d'hommes, ni même que la plupart des hommes. Il a précisément l'égoïsme habituel aux hommes, qui consiste à chercher son bien aux dépens d'autrui. Ce qui le distingue, c'est une plus grande puissance pour satisfaire cette volonté, un plus grand entendement, une plus grande âme. Avec tout cela, il fait pour son égoïsme ce que mille autres voudraient faire, mais sans le pouvoir. Le plus faible bambin, qui s'attribue le plus petit avantage au détriment de ses camarades, est précisément aussi méchant que Bonaparte. »

Revenons à ses jugemens sur les philosophes ou les écrivains plus ou moins célèbres de son temps. Il disait de Heine : « Heine est un bouffon, mais un bouffon de génie; il a le signe du génie, la naïveté, » — de Feuerbach : « Quelle machine grossière et brutale ! Le plus plat et le plus borné matérialisme. Voilà le fruit de l'hégéliâtrie (*die Hegeleï*), » — de Fichte le fils : « J'ai parcouru *l'Ethique* de Fichte; c'est tout un système de la plus plate philistinerie ! » de Kuno Fischer : « Je crois qu'il a cent auditeurs à Heidelberg ;

la jeunesse court apprendre là qu'il n'y a ni juste ni injuste, ni bien ni mal. Le ministère de Bade a eu cent fois raison de mettre ordre à cela. Voilà le dernier hégélien, le martyr de son défaut de bon sens. Jamais catholique n'a cru aussi aveuglément à l'église que lui aux délires de Spinoza (1)! » Il n'est pas plus indulgent pour les matérialistes : « Le plus grossier, le plus stupide réalisme obscurcit leur sens. Il ne leur vient pas à l'esprit de faire la part du sujet dans les phénomènes de la nature. La matière chimique est pour eux la chose en soi, et la table des équivalens de Berzélius joue le rôle du bon Dieu. L'homme et les animaux sont des jeux de la matière, des concrétions fortuites, comme les stalactites. » Ailleurs : « Le matérialisme est essentiellement immoral. Il ne fournit pas le plus léger fondement pour la morale. » — « J'ai feuilleté le discours de Moleschott ; c'est un verbiage précieux, affecté pour masquer la brutalité des idées, » et encore : « J'ai lu enfin quelque chose de Moleschott. Je n'eusse pas cru que cet homme célèbre eût écrit cela ; je ne le croirais pas sorti, je ne dis pas même de la main d'un étudiant, mais d'un compagnon barbier! » On se lasse de recueillir tous ces jugemens acerbes, brutaux, tous coulés dans le même moule. Disons encore que nos écrivains français n'échappent pas à l'humeur de notre philosophe. M. Barthélemy Saint-Hilaire est un « cagot. » M. Littré, dans un article sur les tables tournantes, a fait preuve d'une « crasse ignorance. » Il semble vouloir être plus aimable pour M. Saint-René Taillandier, qui est, dit-il, « poli et obligeant comme un vrai Français ; » mais il se ravise bientôt : « J'ai lu, dit-il, les quatre pages et demie de Taillandier dans la *Revue des Deux Mondes*. Bavardage français. Le plus possible sur la personne. Où a-t-il vu que j'aie été tout étonné du bruit que mes écrits font dans le monde? » En effet, Schopenhauer était si peu étonné de ce bruit que son seul étonnement avait été de n'en avoir pas fait davantage jusque-là. Le seul philosophe français contemporain pour lequel il manifeste de l'admiration (encore ne le connaissait-il que par une analyse de la *Revue*) était Jean Reynaud. « Je vois, dit-il à propos de cet article, que ce Jean Reynaud pense tout à fait comme moi, et qu'il naturalise sans avoir eu besoin de Kant et de toute la philosophie transcendantale. Il en appelle à la misère du monde ; il enseigne l'innéité du caractère moral, dit que nous avons dû exister avant la naissance, enfin expose des sentimens tout à fait brahmaniques et bouddhiques. Bravo! » Il

(1) On voit que Schopenhauer s'en prend à toutes les idées, même à celles qui sont le plus voisines des siennes : c'est le mot admirable de Molière :

Ses propres sentimens sont combattus par lui
Aussitôt qu'il les voit dans la bouche d'autrui.

y a là sans doute bien de l'illusion, et c'est un jugement assez étrange de transformer Jean Reynaud en bouddhiste et le plus croyant des hommes à la vie future en un apôtre du nirvana. Mais une méprise plus piquante, c'est le jugement porté par Schopenhauer sur l'auteur de l'article en question. « L'auteur de cette critique, dit-il, est un cagot qui argumente contre Jean Reynaud au nom du P. Malebranche et aussi en général au nom de Dieu, toujours Dieu et encore Dieu. Lorsque le vieux Juif paraît, tout est perdu; qu'on lui ferme la porte. » Quel est donc ce cagot, si confit en Malebranche et si plein du bon Dieu qu'il en a fatigué notre philosophe? On n'apprendra pas sans étonnement en France que c'est — M. Taine (1). C'est ici qu'on voit combien il est difficile de se juger d'un pays à l'autre.

Si nous passons maintenant au caractère personnel de Schopenhauer, commençons par relever le trait qui lui fait le plus d'honneur : la sincérité. Sa mère, tout en se plaignant amèrement de lui, disait : « Sa plus grande vertu est l'amour de la vérité. Jamais je n'ai entendu un mensonge dans sa bouche. » Grand éloge pour un philosophe, dit avec raison M. Gwinner, et qui doit racheter bien des fautes. La contre-partie de cette vertu fut la misanthropie systématique que tout le monde connaît, et qu'il s'attribuait lui-même. Mais il distinguait deux espèces de misanthropie : l'une immorale, disait-il, toute subjective, qui porte contre les hommes en particulier; l'autre objective et morale, née de la connaissance de la méchanceté des hommes en général. Il y a entre ces deux misanthropies la même différence qu'entre le suicide et l'ascétisme : l'une est égoïste, l'autre désintéressée. Cette dernière sorte de misanthropie, suivant M. Frauenstædt, était celle de Schopenhauer. Il était, dit M. Gwinner, non pas μισανθρωπος, mais καταφρονανθρωπος, il avait, non la haine, mais le mépris des hommes. Ce qui est certain, c'est qu'un tel homme devait avoir peu d'amis, et il le reconnaissait lui-même; mais, bien loin d'y voir une infériorité, il s'en faisait honneur. « Rien ne prouve moins la connaissance des hommes, disait-il, que de mesurer la valeur de quelqu'un par le nombre de ses amis, comme si les hommes donnaient leur amitié d'après la valeur et le mérite; au contraire, ainsi que les chiens, ils n'aiment

(1) En effet, le premier travail de M. Taine dans la *Revue* est l'étude sur Jean Reynaud (1er août 1855). La méprise de Schopenhauer se comprend du reste parfaitement. Ne connaissant ni Jean Reynaud, qu'il n'avait pas lu, ni M. Taine, alors tout à fait inconnu, il a cru voir dans les objections de celui-ci, effectivement empruntées au père Malebranche, les pensées d'un mystique orthodoxe, tandis que tous ceux qui connaissaient les deux écrivains ne se sont pas, même alors, mépris un seul instant. En réalité, c'était au contraire une protestation, au nom des lois impersonnelles ou volontés générales, contre la personnalité divine, plus ou moins exagérée par Jean Reynaud : c'était la première réaction de la métaphysique contre la théodicée.

que celui qui les flatte et leur donne la pâture. Celui qui sait le mieux flatter a le plus d'amis. » Si Schopenhauer n'aimait pas les hommes, en revanche, comme tous les misanthropes, il aimait les bêtes. « S'il n'y avait pas de chiens, disait-il, je ne voudrais plus vivre! » oubliant que tout à l'heure il voyait en eux le type de la lâche flatterie. Son chien, qu'il avait appelé *Atma* (âme du monde), est devenu célèbre. « Ce qui fait que j'aime la société de mon chien, disait-il, c'est la transparence de son être (*die Durschsichtigkeit seines Wesens*). Voyez, ajoutait-il en le caressant et en le regardant dans les yeux, mon chien est transparent comme un verre. » Sa mort lui causa un grand chagrin : « J'ai perdu mon cher, mon beau, mon noble, mon bien-aimé chien. Il est mort de vieillesse, âgé de dix ans. J'en ai été profondément affligé et longtemps. »

Le mépris des hommes s'unissait chez Schopenhauer à une assez haute opinion de lui-même. La modestie lui paraissait une vertu de philistin. Il ne dissimulait pas beaucoup qu'il se considérait comme un homme de génie. Il s'appelait lui-même le Lavoisier de la philosophie. Ce mépris des autres, cet amour de soi, nous explique la brutalité grossière de sa polémique. Il disait : *Qui non habet indignationem, non habet ingenium.* Cependant il était prudent dans son indignation même, car il avait consulté un juriste de ses amis pour savoir jusqu'où il pouvait aller dans ses invectives contre les professeurs de philosophie sans s'exposer à un procès. Au reste, comme la plupart des philosophes originaux, il détestait les objections. « Je suis fatigué, écrivait-il à son disciple Frauenstædt, de m'épuiser sur des malentendus et de nettoyer les écuries d'Augias. Je puis mieux employer mon noble temps. Épargnez-moi vos scrupules et vos objections. »

Un des traits remarquables de Schopenhauer était encore sa crédulité et sa superstition. Il croyait aux revenans, à la double vue, aux tables tournantes, aux esprits frappeurs; et tout cela avait sa place dans sa philosophie. Sa conversation paraît avoir été supérieure, pleine de feu, d'humour et d'action. Son geste était fréquent et rapide. Il aimait les explications intuitives. Pour ajouter un dernier trait qui ne contredit pas les autres, disons qu'en politique Schopenhauer était absolument un réactionnaire. Il était, dit M. Gwinner, « un aristocrate de la veille. » Il n'avait pas assez d'expressions de mépris pour ce qu'il appelait « la canaille souveraine. » Le libéralisme, la démocratie, le progrès humanitaire, étaient à son point de vue pessimiste des sottises et des chimères. Il n'était pas, à ce qu'il paraît, beaucoup plus dupe du patriotisme. Mais il aimait les arts, et en particulier la musique. Mozart était son dieu, et, quoique Wagner fût un de ses adhérens, il en

faisait peu de cas, et disait de lui qu'il n'entendait rien à la musique. Il était un des habitués de l'Opéra de Francfort, et eût dit volontiers comme un autre misanthrope, Jean-Jacques Rousseau, à une représentation d'*Alceste :* « Allons, la vie est encore bonne à quelque chose. »

Il est temps de nous arrêter, et nous nous sommes déjà laissé entraîner bien au-delà de notre dessein, sur la personnalité de notre auteur. Si Schopenhauer vivait encore, il dirait sans doute de nous, comme il a dit de M. Saint-René Taillandier : *Französisches Geschwätz. Möglichst viel von der Person.* Mais cette personne est si originale, les *Memorabilien* de M. Frauenstædt sont si amusans, la correspondance qui suit est si piquante qu'on oublie volontiers dans Schopenhauer le philosophe pour l'homme, que l'on croit voir et entendre, tant sa figure ressort en traits vivans et accusés. C'est un vrai Alceste, moins généreux par l'âme, moins bien élevé, mais aussi plaisant, aussi hargneux, aussi insupportable. Ils sont l'un et l'autre amusans de loin, l'un sur la scène, l'autre dans ses livres. Rien ne prouve mieux l'idée profonde qu'avait eue Molière en prenant le misanthrope comme sujet de comédie, quelque triste que soit ce sujet. Le triste peut être comique, et même il n'y a de comique que ce qui est triste, car on ne se moque que du faux, et le faux fait partie de la misère humaine. Quelle que soit la valeur de la philosophie de Schopenhauer, il ne s'est pas douté que sa principale valeur est dans sa personne même, qui est un type, et qui par elle seule est déjà toute une philosophie. Aussi, dans sa métaphysique, ce qui est, non le plus vrai, mais le plus intéressant, c'est ce qui vient de lui-même : c'est de toutes les philosophies la plus subjective; elle ne peut se comparer, à ce point de vue, qu'à celle de Pascal ou de Rousseau. Sans doute Schopenhauer, par son éducation germanique, est plus métaphysicien que ces deux philosophes, qui sont surtout des moralistes ou des théologiens; mais il est permis de penser que la métaphysique de notre auteur ne serait guère sortie de l'oubli où elle est restée confinée pendant tant d'années, si les vues abstraites sur lesquelles elle repose n'avaient abouti à une doctrine sur la destinée humaine. Or cette doctrine, c'est l'homme même.

PAUL JANET.

L'ART JAPONAIS

Partout où l'homme a laissé sa trace, on reconnaît son génie à ses œuvres. C'est avant tout dans les créations de l'art qu'il est aisé d'étudier l'histoire morale des nations. Manifestations spontanées de la faculté esthétique qui semble exister à des degrés divers jusqu'aux derniers échelons de l'humanité, les monumens d'un peuple civilisé nous disent plus éloquemment qu'aucun autre témoin, sous leur forme concrète et symbolique, quel était son idéal, comment il concevait la beauté, la vie, l'ordre universel des choses, de quels yeux il voyait la nature, l'homme, Dieu. La vue de l'Acropole en apprend plus long au voyageur sur la sérénité triomphante du panthéisme hellénique que toute la littérature de la Grèce, et quiconque a contemplé les ruines majestueuses de Thèbes peut, sans le secours des égyptologues, reconstituer par la pensée toute la philosophie du siècle des Ousortesen. Plus heureux encore est le curieux qui peut simultanément considérer un peuple dans ses œuvres et partager sa vie journalière, comparer ses actes avec ses productions et étudier le génie de ses maîtres dans le milieu même où il s'est développé. Le moment est venu de résumer les caractères de l'art japonais; il a atteint sa maturité et donné dès maintenant tout ce qu'il était susceptible de fournir. A des symptômes trop certains, on peut reconnaître que l'heure de la décadence est venue; comme l'Égypte, au contact de la Grèce, le Japon, mis en rapport avec l'Europe, n'a su, jusqu'à présent du moins, ni conserver intactes ses traditions classiques, ni les renouveler par une heureuse transfusion des élémens étrangers. On y constate les signes d'impuissance et les dépressions du goût qui caractérisent les basses époques. Tout un noble passé s'en va, toute une période brillante vient de se clore; n'est-il pas à propos d'en recueillir les vestiges et d'en fixer les traits? Tâche délicate, car il s'agit ici non-seulement de compléter pour nos lecteurs la connaissance qu'ils ont du Ja

pon, mais encore de définir une phase particulière dans la vie esthétique de l'humanité, d'en présenter une face inaperçue ou mal connue, de déterminer les lois du beau conçues par une race qui n'a vraisemblablement puisé à aucune des sources auxquelles la nôtre s'est inspirée. Toutes les traditions de l'Europe lui viennent de l'Égypte et de la Grèce, toutes celles du Japon lui viennent de la Chine et de lui-même : parties des deux pôles opposés, la race blanche et la race jaune vont-elles se rencontrer ou s'écarter de plus en plus? Existe-t-il un type immuable, commun à tous, et dont tous se rapprochent? Y a-t-il au contraire un idéal mongol et un idéal âryen? Et dans ce dernier cas, quel rang faut-il assigner aux œuvres et aux préceptes de l'art japonais, par rapport à cette conception du beau absolu que nous regardons volontiers comme universelle et dont la notion nous semble, suivant la belle pensée de Platon, une loi divine oubliée jadis par l'humanité, retrouvée et formulée par les Grecs?

I.

L'architecture d'une nation devrait former le premier chapitre de son histoire. Le penchant à bâtir est en effet plus ou moins développé suivant la valeur des races et le rôle qu'elles s'attribuent dans le monde. Tandis que le sauvage et l'homme médiocre ne songent qu'à se construire un abri d'un jour contre les intempéries, l'homme de haute lignée veut fonder pour l'éternité des édifices de marbre et de granit qui racontent au génération futures sa grandeur et sa gloire; il veut résumer dans un symbole impérissable ses ambitions, ses pensées, ses rêves d'orgueil, et racheter par la durée de ses œuvres la rapidité de son passage sur la terre; 30,000 esclaves expireront au pied des Pyramides; Athènes épuisera son trésor pour élever le Parthénon; Rome écrasera d'impôts les provinces pour se donner des palais de marbre, mais les siècles viendront chacun à son tour saluer devant ces monumens immortels la puissance et la majesté des ancêtres. Parcourez le monde, et, comme ce naufragé qui, en apercevant des figures de géométrie tracées sur le sable du rivage, s'écriait : « Loués soient les dieux, nous ne sommes point tombés chez des barbares! » vous pourrez, au seul aspect des lieux, pressentir les sentimens, le caractère, la valeur morale des hôtes chez qui le hasard vous aura conduit.

Quand un voyageur parcourt le Japon, le tableau qui s'offre à ses yeux est, du nord au midi et de l'est à l'ouest, une nature riante et coquette, un paysage accidenté, des horizons bornés par les lignes hardies des crêtes volcaniques, une interminable série de petites

montagnes enfermant de charmantes vallées, et, par exception, quelques plaines dans le voisinage de la mer; puis, au milieu de ces sites pittoresques, le long des routes peu praticables, des villages et des bourgs aux maisons basses et rampantes, isolées les unes des autres par des jardins et des cours; des villes où les habitations pauvres se massent sur les canaux, les chemins et les fleuves, tandis que les habitations riches disparaissent derrière les murs et les arbres d'un parc; enfin des temples semés dans la campagne ou dans les faubourgs des cités, et des *siro* (forteresses féodales) disséminés dans les diverses provinces. Toutes ces constructions sont conçues d'après un petit nombre de modèles dont l'architecte ne s'écarte jamais. On ne rencontre ni une place publique, ni une maison de ville, ni une bourse, pas même un théâtre, un pont ou un aqueduc d'aspect monumental. L'étranger peut donc affirmer dès le premier abord qu'il est chez un peuple routinier, formaliste, enfermé, soit par les lois, soit par quelques conditions climatologiques, dans un cercle restreint et infranchissable, que la vie publique n'a aucune place dans les mœurs politiques, qu'enfin l'individu ne considère sa demeure que comme un abri d'un jour, et se comporte sur la planète plutôt comme un passant prêt à plier bagage que comme un maître définitif.

Mais si, voulant pénétrer plus avant dans la pensée intime des constructeurs japonais, l'observateur essaie de découvrir, par l'analyse de leurs œuvres, la notion qu'ils ont de l'art et la conception qu'ils se font du monde moral, il sera amené à constater la permanence de certains caractères généraux dont le sens esthétique se laisse facilement saisir. Notons tout d'abord que les plus vastes édifices comme les plus humbles sont en bois, matière dont la nature seule supprime l'idée de durée éternelle qui semble s'attacher d'elle-même à une œuvre architectonique. En second lieu, l'œil cherche en vain les grandes lignes horizontales ou verticales dont les unes reposent pour ainsi dire l'âme du spectateur, tandis que les autres élèvent sa pensée, et dont la prédominance plus ou moins accusée donne leur signification à tous nos monumens. On ne voit ici que des lignes brisées, fuyantes; les piliers disparaissent dans l'ombre immense du toit; la toiture elle-même n'est qu'une série de surfaces curvilignes. L'élévation très simple répond à un plan compliqué; une même façade présente un premier, un second, un troisième corps de bâtiment, enjambant les uns sur les autres comme des maisons mal alignées. Une troisième particularité, commune à toute l'architecture japonaise, est la prépondérance des vides sur les pleins. Temples et *yashki*, maisons de ville et maisons des champs, n'ont pour ainsi dire pas de murailles; la couverture est supportée par des piliers que réunissent des châssis mobiles. Fer-

més, ces châssis garnis de papier n'ont d'un mur que l'apparence maussade sans la solidité réelle et rassurante pour l'œil; ouverts, ils laissent le regard s'enfoncer avec une sorte de malaise dans un intérieur sombre et indistinct, quand le jour est mauvais, ou pénétrer jusque dans les détails les plus intimes de la vie privée, quand la lumière inonde les appartemens. Que ces demeures soient celles des dieux ou des hommes, leurs habitans ont l'air tantôt d'être enfermés dans une cage ou dans une boutique, tantôt de camper sous les regards du passant. Autant les baies larges et nombreuses de nos murailles solides sont gaies et hospitalières à l'œil, autant ces ouvertures continues le lassent par leur monotonie ou l'offusquent par le désordre qu'elles laissent voir au dedans. Un édifice qui étale ce qu'il devrait cacher, ou ne l'abrite que derrière un insignifiant rempart de papier facile à crever du doigt, choque le spectateur comme une bravade. Nul n'a le droit d'exhiber ainsi sa vie sur la voie publique : les dieux ont besoin de plus de mystère, les hommes de plus de réserve; il ne sied qu'au théâtre et au portique d'être ouverts à tout venant. Si l'on peut avec un maître éminent comparer les vides et les pleins aux dactyles et aux spondées d'une prosodie muette, que dire d'un poème composé tout entier de dactyles? Enfin un dernier trait, commun à tout ce qui sort des mains japonaises, est l'absence de symétrie et de proportion. Soudées ensemble ou isolées, les diverses parties d'un même bâtiment ne se correspondent pas de droite à gauche. Le portique n'est pas toujours dans l'axe de l'entrée principale; le chemin dallé qui mène de l'un à l'autre coupe la cour en diagonale, et, quelle que soit la largeur ou la profondeur, la hauteur reste à peu de chose près la même.

Que si nous nous efforçons de rattacher ces caractères généraux à une cause unique, nous serons amenés, dès le début de cette étude, à définir une des qualités dominantes du génie japonais : c'est l'amour naïf et presque déréglé de la nature. Qu'il nous soit permis de nous expliquer. L'art est chez nous le résultat d'une réaction voulue du génie humain contre le désordre incohérent et sublime de l'univers inorganique. Sauf dans le corps des vertébrés, l'ordonnance, la symétrie, n'apparaissent en effet nulle part dans le monde extérieur; si l'artiste lui emprunte les formes qu'il n'est pas donné à l'imagination d'inventer, c'est de son propre fonds qu'il tire la notion et les lois de l'ordre et de l'harmonie. « Les champs et les arbres n'ont rien à m'apprendre, » dit quelque part Socrate dans le *Phèdre*. « La nature dérobe Dieu à notre vue, » ajoute à son tour Jacobi, à la grande indignation de son ami le panthéiste Goethe. En effet, c'est par de là le monde visible, c'est dans les profondeurs du moi que le maître inspiré entrevoit la perfection ab-

solue. Il ne copie pas la nature, il la refait, il la redresse, il la traduit et la dépasse, et s'il lui faut dans la réalité tangible un symbole et un modèle, c'est la symétrie du corps humain, c'est sa beauté triomphante et divinisée par le paganisme antique qui lui en tiendra lieu.

Tout à l'inverse, le naturalisme du Chinois et du Japonais se traduit par une admiration sans critique et sans restriction du spectacle merveilleux qu'offre la planète. Ils n'imaginent pas autre chose, ils ne rêvent pas mieux; ils n'essaient pas de réaliser dans leurs œuvres des lois idéales entrevues dans la conscience, et d'asservir les formes au joug supérieur de l'éternelle raison. Ils ne sont pas tourmentés du besoin de rétablir l'harmonie dans le chaos; l'imitation leur suffit, il n'y a pas pour eux une catégorie du beau, au-delà et en dehors des beautés visibles et palpables; le type ne se sépare pas du signe, ils voient Dieu dans la nature et point ailleurs. Où prendraient-ils du reste l'idée d'une harmonie, d'une symétrie suprême? Dans le spectacle de l'homme? de l'homme, chétive et périssable créature sans grandeur et sans mission, que l'univers écrase et résorbe à chaque heure? Non, l'aspect de la campagne en fleurs, le tumulte imprévu et charmant des cascades tombant des montagnes, des vagues grondant au fond des criques, des torrens qui rongent leurs parois basaltiques, les contrastes et les caprices d'une végétation puissante, voilà les modèles qui s'imposent sans contrôle à leur imagination et inspirent leur art. Comment s'étonner que leur style rappelle ce gracieux et piquant désordre? Puis cette terre si belle est en même temps si hospitalière! On y peut, une partie de l'année, vivre sous la tente, comme les ancêtres mongols, dont l'habitation portative a donné sa forme aux huttes qu'on retrouve encore chez les Aïnos à Yézo. A quoi bon des clôtures pour qui vit si volontiers en plein air?

Tels sont les traits saillans de l'architecture au Japon, et les causes qu'on peut leur assigner; il faut maintenant entrer dans quelques détails touchant chaque genre particulier de monumens.

II.

L'architecture, considérée comme art, date du premier temple. Aux âges de foi, l'homme songe, avant d'orner sa demeure, à embellir celle de ses dieux. Des causes multiples, parmi lesquelles il faut mettre au premier rang le respect inviolable des ancêtres et le culte des mœurs primitives, ont engendré au Japon la simplicité et l'uniformité du style religieux. Il semble que le premier artiste, où, pour être plus exact, le premier maître chinois ait creusé une ornière d'où ses successeurs n'ont jamais pu sortir. Nulle part

même n'apparaît l'effort pour échapper aux formes consacrées. La construction en bois s'y prête mal sans doute, mais pourquoi s'astreindre à n'employer que cette matière? La pierre ne manque pas au Japon; les soubassemens des temples en sont faits, ainsi que les dallages des avenues qui y conduisent. Un peuple créateur n'eût pas manqué d'en essayer l'effet architectonique. Les Grecs, eux aussi, eurent probablement pour premiers édifices des temples de bois; mais avec quelle souplesse merveilleuse ils surent transformer en motifs d'architecture les données de la charpente, et, sans violer les règles hiératiques, émanciper le génie de l'artiste!

Tous les sanctuaires que l'on rencontre au Japon se rangent autour de deux types, le *mya* du culte shinto, le *téra* du bouddhisme. Le *mya* est en bois brut monochrome, de petites dimensions; la toiture, aux surfaces bombées, est faite de petites planchettes de sapin superposées jusqu'à concurrence d'un demi-pied d'épaisseur, et ses deux versans penchés l'un en avant, l'autre en arrière du temple, laissent vide sur chaque côté un tympan garni de planches découpées. Le faîte supporte des pièces de bois rondes placées transversalement. Le *téra* est polychrome, vaste, couvert en tuiles arrondies et savamment imbriquées, qui forment des cannelures du haut en bas du toit. Sauf la ligne de faîte, toutes les surfaces sont courbes, et leurs intersections, garnies de tuiles plus larges, se terminent par des ornemens en terre cuite trilobés que surmontent des cornes de faïence menaçant le ciel. C'est à ces cornes que les Chinois suspendent des sonnettes qu'on ne voit pas au Japon. Sur chacun des côtés, dans l'angle des deux pentes principales, est ménagé un petit fronton d'où part, en décrivant une courbe élégante, un versant latéral, en sorte que, pour le spectateur placé en bas, une couverture à quatre brisis abrite le péridrome. La saillie, égale sur toutes les faces, est d'environ $1^{m},50$. Sauf ces différences, l'économie des lignes est la même dans les deux genres de sanctuaires. Nous nous attacherons particulièrement à ceux du bouddhisme, qui ont été bâtis dans tout le pays avec beaucoup plus de luxe et de magnificence que les asiles oubliés du shinto.

Comme le temple grec, le temple japonais est construit pour être vu de l'extérieur : le fidèle reste à l'entrée pour faire ses dévotions; la toiture se prolonge même au devant de la porte centrale en une sorte de marquise supportée par des colonnes pour abriter ce passant qui appelle le dieu d'un coup de gong, le salue, frappe dans ses mains pour le congédier et s'en va. A l'intérieur, tout est noyé dans une demi-obscurité. L'énorme toiture, qui déborde à l'extérieur sur le monument, l'écrase et en dissimule les détails. Elle est supportée tantôt par des poteaux carrés, tantôt par des colonnes rondes, munies à leur pied d'un simple tore garni de métal et

dépourvues de chapiteau à leur sommet. Les entre-colonnemens larges et les supports grêles, chargés de lourdes plates-bandes, inquiètent le regard. Comme pour ajouter encore à la pesanteur apparente, une énorme solive légèrement cintrée court horizontalement à 0m,50 au-dessous de l'architrave, et réunit entre elles les colonnes; elle fait saillie à droite et à gauche et se termine par une tête d'éléphant sculptée. Souvent l'épistyle, au lieu de reposer directement sur la colonne, en est séparé par une sorte de console formée d'un enchevêtrement de denticules dont les facettes multiples, polychromes, disposées sur plusieurs plans, font péniblement papilloter l'œil. Un membre analogue, indéfiniment répété, sépare quelquefois dans toute leur longueur l'architrave du larmier; souvent même on en voit deux et trois rangs superposés s'élever en s'évasant jusqu'à la toiture, qui semble ainsi assise sur une série de pyramides renversées.

Signalons enfin quelques accessoires qui accompagnent toujours le temple japonais. Jamais en effet on ne le voit se dresser seul, résumant dans son unité la pensée religieuse de la communauté; autour du sanctuaire principal se trouvent d'autres édicules de même style, quelquefois plus ornés, des chapelles auxiliaires, une bonzerie réunie à l'édifice par une galerie à jour, une fontaine pour les ablutions, une pagode à deux, trois et cinq étages, dont tous les vases de Chine ont popularisé dès longtemps la silhouette élégante. Tous ces petits monumens, dispersés dans la même enceinte, éparpillent l'attention et diminuent la puissance de l'effet produit. Il en est au contraire qui l'augmentent en y préparant l'âme du spectateur, comme les sphinx placés en sentinelle aux abords du Serapeum. Le premier est le *tori*. Le tori est un portique composé seulement de deux colonnes plantées en terre sans socle, comme la colonne dorique, légèrement inclinées l'une vers l'autre, et réunies à un pied de leur sommet par une traverse sur champ, libre dans ses mortaises : elles supportent une première solive horizontale bien équarrie, sur laquelle repose une seconde poutre légèrement recourbée en croissant à ses deux extrémités. Rien de plus imposant que la majesté de ces lignes simples, surtout quand le tori est en pierre et joint à l'idée de la grâce celle de la solidité. Le *toro* est un fût de colonne plus ou moins évidé, posé sur un socle et supportant une petite lanterne de pierre ou de bronze que recouvre une légère toiture de même matière relevée à ses angles en volutes élégantes. Enfin les lions de Corée, placés face à face à l'entrée de l'avenue centrale, viennent compléter la physionomie animée et riante des lieux sacrés.

Des verticales trop courtes pour les proportions du monument, écrasées par les saillies exagérées de la toiture, des horizontales perdues dans le demi-jour, des courbes vagues, excentriques, inache-

vées, des lignes brisées, indécises, se contrariant entre elles, donnent au temple l'aspect inquiétant d'une masse désordonnée prête à s'affaisser. On dirait d'une ébauche d'où l'œuvre va sortir avec son caractère et son unité, mais dont le sens ne se dégage pas encore; ce sont formes à naître plutôt que nées. Quand on les contemple avec des yeux habitués aux accens précis et solennels de la plate-bande, de l'arceau roman, de l'ogive, il semble qu'après une langue limpide et claire on entend parler un dialecte barbare et inarticulé. L'esprit ne peut se défendre d'un rapprochement entre ces toits cornus qui se redressent vers le ciel, ces contours bizarres, et les paupières obliques, les figures grimaçantes de ceux qui les ont conçus, sans doute, à leur image. Mais si, parvenu à dépouiller ces souvenirs importuns d'une beauté supérieure, le visiteur se laisse aller à l'impulsion de ce second moi qui est en chacun de nous et qui sent, jouit ou s'affecte, tandis que l'autre juge, approuve ou condamne, si au lieu d'isoler et d'analyser les beautés du style, il contemple le monument dans le cadre où il est enfermé, s'il en considère non plus la grandeur absolue, mais le caractère, les rapports de convenance avec le milieu où il s'élève, l'impression change; à défaut de sublimité, l'artiste y trouve du piquant, à défaut d'une pensée puissante et claire une conception originale dans son incohérence, enfin, en l'absence d'idéal et de sentiment religieux, un goût exquis et profond de la nature.

C'est en effet par cette dernière qualité que se rachètent les architectes japonais, c'est par là qu'ils se distinguent de tous les autres et surpassent même leurs maîtres, les Chinois. Nul n'a su comme eux comprendre la beauté que se prêtent réciproquement l'art et la nature. Tantôt c'est au milieu d'un bosquet de bambous ou de cryptomerias qu'ils cacheront un petit édicule isolé et recueilli, tantôt c'est au milieu d'un parc séculaire ménagé au cœur même de la capitale qu'ils prodigueront les magnificences de leurs grandes pagodes dorées et bariolées, rendez-vous de plaisir aux jours de fête; le plus souvent c'est aux abords de quelque gros bourg, au penchant d'une colline escarpée, comme à Kamakura, qu'ils aimeront à étager les différens corps d'un temple où l'on montera par de vastes escaliers de granit; ou bien, comme à Nikko, dans les gorges abruptes et boisées des montagnes, au milieu des eaux jaillissantes, ils disperseront toute une nécropole dont le voyageur découvrira chaque jour un nouveau fragment enfoui dans quelque recoin inexploré. Point d'éminence qui n'ait son temple grandiose ou modeste, point de sanctuaire qui n'ait, à défaut d'une forêt, sa plantation de cèdres et de sapins. C'est par le goût exquis, comme par les merveilles de la couleur, que l'art religieux des Japonais compense les pauvretés de son dessin et la médiocrité de ses conceptions.

L'absence de vie publique entraîne celle d'une architecture civile. Il peut sans doute exister, et il existe en effet une science du bâtiment très complète, mais il ne saurait y avoir un art proprement dit là où les hommes ne songent à construire aucun monument d'un usage commun, où il ne s'agit que d'élever une boutique pour le marchand, un palais invisible aux mortels pour le prince et le souverain. Aussi l'architecte japonais n'est-il qu'un artisan, un maître charpentier, qui répète constamment, suivant des dimensions plus ou moins vastes, la même maison bourgeoise ou princière. Ici point de fantaisie personnelle, point d'effort vers l'originalité comme dans les villas de Rome et de l'Italie ou dans nos châteaux de la renaissance. Nul n'empreint de son individualité la façade de sa résidence. On ne s'écarte jamais d'un type uniforme; l'habitation, comme le costume, doit être réglée suivant le rang de l'habitant; le marchand enrichi ne doit pas se loger dans une demeure somptueuse; le daïmio ne saurait dormir sous un toit moins vaste que celui de ses pères. Il va sans dire qu'il n'est nullement question ici des bâtisses modernes que l'on voit s'élever aujourd'hui en quelques endroits, d'après des plans étrangers, et dans lesquelles nobles et roturiers rivalisent de mauvais goût.

A l'extérieur, le *yashki* japonais rappelle, avec plus de simplicité, les temples bouddhistes : même toiture, même plan général, même effet produit. A l'intérieur, les artifices de la structure sont moins dissimulés, et l'ouvrier ne cherche d'autres motifs de décoration que l'éloquence des assemblages ostensibles et leur évidente solidité. Dans un pays où il ne se passe pas de mois sans quelque secousse volcanique, c'est une condition essentielle du bien-être domestique que de sentir sur sa tête une charpente inébranlable dont les pièces solidaires se soutiendront mutuellement en cas de choc. Aussi se gardera-t-on bien de dissimuler les poteaux, les solives, les étrésillons, qui doivent rassurer l'œil; souvent même on s'abstiendra d'équarrir les arbres qui fournissent les piliers pour leur laisser toutes les apparences de la force. Tels sont les accens que s'efforce d'exprimer l'architecture et les seuls qu'elle réussisse à formuler. On est stupéfait, quand on pénètre dans le palais des shogun, dans celui des mikados à Kioto, de ne trouver dans ces demeures, où l'imagination se représente des lambris dorés et une somptuosité orientale, que de belles poutres de kiaki, de shenoki, de sapin, simplement rabotées et bronzées par le temps.

Il faut bien que la solidité se manifeste ainsi dans une pièce dont les murs sont formés de châssis mobiles glissant dans des coulisses. J'en eus un jour la démonstration personnelle. Un poteau se dressait au milieu du salon dans le *yashki* que j'habitais à Yeddo; je fis supprimer ce support encombrant qui fut remplacé par des arbalé-

triers placés au-dessus de l'œil du visiteur. Je n'ai vu personne qui n'éprouvât en entrant une vague sensation de vide et d'instabilité. La plupart des pièces de l'appartement ne sont fermées que d'un seul côté par une cloison en torchis; sur les trois autres sont des cloisons de papier qu'on ôte ou remet à volonté. Il n'y a aucun autre moyen de chauffage que des *chibatchi*, brasiers portatifs, pleins de charbon de cerisier incandescent. Aussi rien n'est moins confortable que la maison japonaise, pendant les quatre mois d'un hiver assez rigoureux; rien de plus choquant, pour l'Européen habitué à dérober sa vie derrière d'épaisses murailles, que ces frêles paravens à travers lesquels on est tout à la fois espionné par les domestiques et gêné par leur tapage. Le seul ornement qui meuble un peu la nudité du *yashki*, c'est le *tokonoma*, petit réduit à deux compartimens placé contre l'unique mur solide, et comprenant d'une part un vaste panneau encadré dans la menuiserie où le maître accrochera sa peinture favorite, et de l'autre une étagère à trois planches disposées en gradins avec un placard dans la partie inférieure.

Un des détails les plus pittoresques du *yashki*, c'est la courbure gracieuse du petit auvent qui protége la porte. Tantôt en tuile, tantôt, dans les demeures les plus augustes, en *yane-ita*, lamelles de sapin superposées et semblables à un chaume bien émondé; ce fragment de toit vu de face affecte exactement la forme d'un arc et symbolise évidemment le temps héroïque où le guerrier suspendait son arc à la porte de sa tente en y rentrant. Comme le *tori* des temples, le *mon-gamachi* avertit l'étranger qu'il va paraître devant un grand de la terre.

Le *yashki* est toujours entouré de bâtimens accessoires qui lui font une enceinte continue : ce sont les *nagaya*, destinées à loger les gens d'escorte, les gens d'armes. Ces communs, sans style, s'étendant indéfiniment en longueur sur la rue, n'ont que de petites ouvertures fermées par un grillage de bois. Les murs en sont faits de pisé ou de torchis recouvert de tuiles noires posées sur champ en losanges. Les joints forment des diagonales croisées, dont le réseau saillant et papillotant, analogue au *reticulatum* des Romains, égaie un peu la solitude des rues officielles bordées de ces interminables murailles. De temps en temps, les filles et les femmes des domestiques montrent leur visage à la grille, et le touriste, toujours ami du merveilleux, s'empressait jadis d'écrire sur son carnet qu'il avait aperçu les princesses du harem japonais. Mais, hélas! aujourd'hui le touriste le plus entêté n'a plus lui-même d'illusions, les *yaskhi* tombent en ruines, sont transformés en ministères ou servent d'habitation aux Européens qu'emploie le gouvernement; on n'y voit plus ni hommes d'armes ni princesses, mais de simples et vulgaires portiers. Le rouleau destructeur de la civilisation européenne a déjà

passé par là. N'avons-nous pas vu démanteler sous nos yeux les portes du *Siro*, qui donnaient à Yeddo toute sa physionomie?

Le siro est une forteresse placée au centre, ou au flanc de la ville qu'elle doit protéger, le plus souvent sur une éminence et dans le voisinage d'un cours d'eau qui alimente les douves, quelquefois tout au bord de la mer ou d'un lac, comme Takusima sur le lac Suwa, Hikoné sur le lac Biwa, et tant d'autres. Celui de Yeddo, le plus vaste après celui d'Osaka, a une enceinte continue et repliée en spirale trois fois sur elle-même. Les fossés extérieurs sont au niveau de la marée, qui s'y fait sentir, tandis que les canaux intérieurs, alimentés par des rivières et des sources, ont été creusés dans une colline d'environ 80 mètres d'altitude couronnée de remparts. Le talus interne de ces profonds ravins est recouvert d'un mur de soutènement fortement incliné en arrière, d'un profil semblable à l'éperon d'une frégate. L'appareil polygonal se compose de blocs de granit à prismes irréguliers ajustés sans le secours du ciment, et rappelle les constructions cyclopéennes que les Pélasges élevaient à Tyrinthe il y a trois mille ans. Quoique faisant usage de la pierre depuis des siècles, les Japonais n'ont fait aucun progrès dans l'emploi de cette substance, car on ne peut tenir compte de quelques arches de pont bâti à l'imitation des Hollandais à Kagosima et à Nagasaki; ils se contentent d'aplanir la face externe de chaque bloc, laissant les autres irrégulières, et remplissant les interstices intérieurs avec un blocage à sec de cailloux. L'inconvénient de ce système est qu'en cas de tremblement de terre les cailloux ainsi logés dans les intervalles agissent comme des coins qui repoussent les blocs hors du mur; on peut en effet voir en beaucoup d'endroits les pierres de ces fortifications faire saillie en corbeau sur le parement. Des arbres couronnent ces talus; des poternes fortifiées donnent accès dans l'enceinte, et des tours carrées aux toits courbes, aux murailles blanches, aux lucarnes étroites en défendent tous les angles. Rien n'est plus pittoresque que de voir, par un beau soleil d'hiver, ces étages de forteresses concentriques s'élever en pyramides, jusqu'au donjon central d'où l'on domine toute la ville et la baie de Yeddo, ou de suivre, au clair de lune, ces canaux silencieux où se reflètent les gigantesques murailles de granit. On croit remonter le cours des temps, contempler la gloire d'Assur et de Ninive, et, à défaut d'un sentiment bien défini du bœuf, ce colossal entassement de pierre a la poésie qui s'attache à toute manifestation de la puissance humaine.

On ne saurait parler de l'architecture japonaise sans ajouter quelques mots sur l'art de dessiner les jardins, qui est, ici plus que partout ailleurs, inséparable de celui de bâtir. A part les magnifiques ombrages qui entourent les temples et leur donnent souvent

toute leur majesté, il n'y a pas de jardin public; mais en revanche il n'est si misérable bicoque qui n'ait son petit jardin, son *matsu* soigneusement taillé et épluché, son petit bassin d'eau claire où nagent quelques poissons rouges, son *regard* pour l'écoulement souterrain des eaux. Les palais des daïmios, les résidences des riches marchands comme le fameux Dai Roku, quelques *tchaya* ou maisons de thé dans les environs des villes, sont entourés de parcs disposés avec un goût exquis. Il n'y faut chercher ni les grandes lignes droites, ni les vastes percées d'un Lenôtre; les Japonais n'en ont jamais compris la majesté sévère et le calme solennel. Ils se soucient peu de cette régularité hospitalière qui permet au visiteur nouveau venu de s'orienter et de reconnaître facilement son chemin. Le jardin est un lieu de récréation pour le propriétaire, qui vient s'y reposer seul ou s'y distraire avec ses femmes. C'est un boudoir de verdure et de fleurs, peu engageant pour l'étranger qui sans cesse y a besoin d'un guide. On y rencontre, comme dans le jardin anglais, une série d'accidens imitant en petit la nature, entassés suivant la fantaisie du maître, mais tout est taillé, émondé, châtié avec un soin qui révèle partout la présence d'un jardinier vigilant. Ici, c'est un petit lac que traverse un pont rustique et sur lequel un berceau de bambou soutient une glycine aux grappes pendantes, quelques cygnes s'y promènent gravement; là, c'est un tertre où l'on arrive par une petite rampe tournante; un *toro* marque le coin d'une allée étroite et sinueuse. Un petit édicule se cache dans les sapins, gardé par deux renards de pierre; un kiosque s'ouvre sur une pièce d'eau : c'est là qu'on fera apporter une collation et qu'on passera les heures paresseuses d'un beau jour de printemps à regarder danser les *guésha* au son du *samissen*. Des dalles irrégulières, posées dans tous les sentiers, permettent de les parcourir même en temps de pluie sans se mouiller les pieds. Sur une pelouse fraîche et rasée, un épicéa, un camellia, un érable aux tons fauves, un de ces cryptomerias dont le Japon est si riche, quelque arbre d'une essence recherchée et d'une belle venue se dresse à l'écart; un peu plus loin, des bosquets de pruniers ou de cerisiers promettent à leur heureux possesseur la vue éphémère d'une floraison ravissante au mois d'avril. L'aspect de ces fleurs est si cher aux Japonais, qu'à cette époque de l'année le peuple se porte en foule, pour les admirer, vers certains jardins des environs où sont plantés, pour le plaisir des yeux, des parterres entiers de ces arbres, qui ne produisent pas de fruits sous le ciel pluvieux de Yeddo. L'horticulteur se garde bien ici, on le pressent déjà, de grouper, comme nous, ses fleurs en figures géométriques; il les distribue d'une main discrète par petites masses séparées, ou bien les jette à profusion pour produire quelque puissant effet. Dans

presque tous les beaux parcs, un des bords de la pièce d'eau se relève en un talus rapide, couvert, de la base au sommet, quelquefois sur une étendue de 10 ou 15 mètres, d'azaléas rouges, blancs, roux, dont les tons éblouissans finiraient par lasser l'œil des habitans si leurs corolles ne se flétrissaient en quelques semaines. Le lys, l'iris, le glaïeul, plus persistans, le chrysanthème, l'héliotrope, sont plus clair-semés.

L'artiste japonais mérite une place à l'écart du Français, qui fait de l'architecture végétale, de l'Anglais, qui reproduit purement et simplement la nature avec l'apparence de son désordre, du Chinois, qui s'efforce de la contrecarrer et de la gêner. Notre jardinier sait consulter le génie du lieu, s'associer les effets du site environnant; il ne contrarie pas la nature, mais, chose pire, il la contrefait et la travestit; ses arbres sont trop bien ébarbés pour être de vrais arbres, ses fleurs, jetées avec une si aimable négligence, ne sont pas celles que les champs produisent avec ce même désordre; il n'y a jamais eu tant de sinuosités dans une mare naturelle de 100 mètres carrés; tout cela étouffe et manque d'air et de lumière dans l'espace trop étroit où l'on a voulu entasser trop de choses; nous sommes dans une serre, au milieu des pots de fleurs : ce n'est plus un jardin, c'est un musée de verdure mal rangé. Cette diversité paraît mesquine; à force de découper, d'émietter les élémens de la décoration, on a réussi à faire de petites choses avec de beaux arbres et de grands espaces : au milieu de cette végétation gênée, dans ces sentiers où l'on ne peut aller deux de front, où l'on doit marcher à pas comptés d'une dalle sur l'autre, où l'on rencontre à tout jamais la même surprise au même détour, le même imprévu chaque jour plus prévu et plus insipide, j'étouffe comme dans un salon garni de porcelaines, où l'on n'ose faire un mouvement, et je réclame les larges horizons de la campagne, les lignes prolongées du sol, l'air libre, la tranquillité de la forêt. Mais non, l'impression me poursuit encore! La nature, elle aussi, est petite, chétive, mesquine dans sa grâce et sa gentillesse, franchissons le mot, colifichet. Faut-il s'étonner que le jardinier qui lui demande ses inspirations et la répète sur une plus petite échelle ne fasse qu'une œuvre médiocre et sans grandeur? Non! les œuvres de l'homme reflètent celles de la création qui l'entoure et donnent du même coup la mesure de son génie. C'est dans les longues et larges avenues de Versailles, de Rambouillet, de Fontainebleau, que devaient se plaire des promeneurs comme Louis XIV, Colbert, Bossuet : ce sont de vastes plaines comme celles de l'Ile-de-France qui devaient en révéler à un Lenôtre les accens majestueux; mais ces petites retraites encaissées dans les fleurs, ces éternelles petites mignardises, ces étroites clôtures aux lignes brisées, ont pu renfermer un

voluptueux, oublieux du monde, un philosophe désabusé et résigné à l'inertie, abriter les méditations d'un ambitieux disgracié ou les délassemens d'un soldat entre deux campagnes; elles ne sauraient contenir l'âme impatiente d'un chercheur d'infini; elles ne sont pas faites à la taille d'un peuple épris d'idéal.

Si nous résumons ces premiers aperçus, l'architecture du Japon nous présente donc la contre-partie des qualités que nous sommes habitués à admirer : le caractère spiritualiste, idéal, l'ordre, l'harmonie; elle nous révèle un naturalisme borné, une imitation parfois servile du monde extérieur, une copie souvent maladroite. Sans doute, avant de tirer de ces prémisses une conclusion relativement à la valeur morale de la race, il serait intéressant de suivre le développement historique de l'art, de rechercher dans quelle mesure l'influence considérable des Chinois, le climat pluvieux et orageux, la nature des matériaux, celle du sol volcanique, secoué par les forces intérieures, ont participé à cette médiocrité; mais les documens font absolument défaut pour cette étude : aussi loin qu'on puisse remonter actuellement, c'est-à-dire à quelques siècles en arrière, on trouve les traditions déjà fixées et l'on ne découvre pas d'effort pour en sortir. Et qu'importe d'ailleurs une telle recherche? Saurons-nous jamais à quel degré exact le milieu ambiant peut gêner ou favoriser le développement d'un peuple? ce qu'une nation peut faire en vertu ou en dépit du soleil qui luit pour elle? Peut-être le ciel de l'Attique est-il pour autant que le génie du climat dans l'heureux choix des formes du Parthénon? Mais, sous un ciel plus sombre et plus inclément, Ictinus s'appelle Robert de Luzarches et construit la cathédrale d'Amiens. L'homme de grande race se renouvelle sans cesse de lui-même, et, puisant la conception du beau dans son propre fonds, en poursuit la réalisation à travers tous les milieux. Il n'est pas de la phalange d'élite, celui qui ne sait pas se redresser contre les obstacles et se diriger dans les ténèbres vers la perfection suprême.

III.

Si l'architecture nous aide à préciser les aspirations d'un peuple et les sentimens qu'il éprouve au spectacle du monde extérieur, la statuaire ne nous est pas d'un moindre secours pour démêler sa philosophie et l'idée qu'il se fait de la nature de l'homme et de sa destinée. Réduit pour tout langage à l'imitation presque exclusive de la figure humaine, le sculpteur ne peut déguiser l'aveu des pensées que lui inspire son modèle. L'artiste égyptien ne songe à lui emprunter que des formes symboliques et abstraites par lesquelles il exprimera les idées chères à sa race d'éternelle durée et d'impas-

sibilité; il recommencera une architecture anthropomorphe. L'individu n'existe pas à ses yeux. Le Romain s'attachera à reproduire exactement, pour les transmettre aux âges futurs, les traits de ces maîtres du monde à qui la puissance et la gloire tiennent lieu de beauté et qu'il croirait abaisser en les flattant. Il fera des portraits réalistes de gens positifs sans se mettre en peine de rechercher le type derrière le modèle. L'obscur artiste du moyen âge ne verra plus dans le corps humain que l'enveloppe palpable d'une âme souffrante et militante, et ne s'en servira plus que pour exprimer l'adoration, la prière et la résignation. Placé à égale distance du symbolisme égyptien, du mysticisme catholique et du matérialisme latin, le génie de la Grèce voit dans l'homme divinisé le type accompli du beau, le maître tout-puissant des élémens, l'égal des dieux. Il ne sépare pas l'idée de la perfection morale de l'image de la beauté plastique; Socrate, avant d'enseigner la sagesse, sculpta un groupe des trois Grâces; mais, quelle que soit leur conception de l'homme moral, nous sentons chez tous une tendance à lui prêter un rôle prépondérant dans la vie du globe, à voir en lui le principal facteur de tout ce qui se passe dans le monde. Tous, en multipliant son image dans les temples, sur les places publiques, sur les tombeaux, au portail des cathédrales, attestent la supériorité de la conscience sur l'univers.

Il n'en est pas de même au Japon. A part des représentations hiératiques sur lesquelles nous reviendrons bientôt, on ne rencontre ici aucune de ces statues qui se marient si bien avec notre architecture européenne ou peuplent nos jardins, nos portiques, nos places publiques. La grande sculpture, celle qui représente l'homme dans la grâce de ses mouvemens, la majesté de ses attitudes ou la profondeur de ses pensées, ne tient aucune place dans les mœurs artistiques du pays. On n'y connaît pas l'amour des belles formes, le besoin de grandir l'homme, d'affirmer la dignité humaine par le choix des lignes fines qui la caractérisent, et d'en éterniser le souvenir par le marbre et le bronze. Et en effet qu'est-ce que l'homme dans la philosophie chinoise transmise aux Japonais? Un être tout passif, condamné à la vie et à la souffrance, comme à un stage pénible, avant de rentrer dans le non-moi, de s'absorber dans l'essence universelle qui seule existe de toute éternité. Il n'a point de destinée active, il n'est pas chargé de modifier la face du monde, c'est affaire à l'Intelligence suprême; il n'a, lui, qu'à observer les lois qu'elle dicte et les rites qu'elle exige par la bouche de l'empereur. Esclave résigné des puissances divines et humaines qui l'écrasent, enchaîné pour un temps à cette terre où il ne laissera pas trace de son passage, quel besoin a-t-il et quel droit, — créature éphémère, — de dire aux générations à venir dans une langue immortelle

comment il a porté son fardeau d'un jour? Il peut bâtir des temples pour ses dieux, des palais pour ses maîtres, descendans du ciel, exécuter des images colossales de la Divinité, mais quant à sa personnalité, elle n'est pas digne d'être reproduite et traduite en granit.

On reconnaît à ces traits l'infériorité morale d'une race découragée et inerte, pour qui l'homme tient peu de place et n'a pas de rôle à jouer dans l'éternel devenir de l'univers. A ces causes d'ordre psychologique, il en faut ajouter d'autres purement accidentelles qui devaient à tout le moins gêner, dans une certaine mesure, le développement de la grande statuaire. Le bronze est cher, et le Japon est pauvre; le marbre lui a été refusé; on n'y trouve en fait de calcaire que des granits grisâtres, rugueux, durs à tailler et peu propres au jeu des ombres. C'est seulement à l'instigation et avec les subsides des riches bonzeries que l'artisan a pu vaincre ces obstacles quand il s'agissait d'ériger des représentations de Bouddha; mais il ne s'est plus senti l'énergie de les affronter en l'honneur de simples mortels. De là, deux genres bien différens dans leur inspiration, leur but et leurs dimensions, dont il faut parler successivement, la sculpture religieuse et la sculpture populaire.

L'art religieux a sa plus haute expression dans le type éternellement répété de Bouddha ou Daï-buts, assez vulgarisé aujourd'hui en Europe pour qu'il ne soit pas besoin de le décrire. Celui que M. Cernuschi a rapporté du village de Méguro et qu'il a si libéralement exposé avec le reste de sa belle collection peut être considéré comme un des plus admirables exemplaires de cette grande figure. On la trouve répétée à satiété dans toutes les parties du Japon, tantôt en bronze, tantôt en pierre, presque toujours de grandeur colossale, invariablement assise dans la même attitude, avec des attributs différens, suivant le degré de perfection ascétique que l'artiste a voulu indiquer. Que de fois le voyageur surpris la rencontre en avant d'un *téra*, ou isolée dans la campagne, au milieu d'un petit bosquet de cèdres, et se recueille devant cette apparition surhumaine abîmée dans la contemplation de l'infini! Une pensée lui vient alors qui surgit involontairement devant les œuvres importantes de l'homme : si quelque immense cataclysme venait à supprimer toutes les créations de l'art japonais, à l'exception de ces mille statues identiques, donneraient-elles aux exégètes futurs une idée juste de la puissance créatrice et de l'intensité du sentiment religieux chez cette race disparue?

A cette question, la réponse est double, et nous distinguerons. Oui sans doute, l'uniformité de ces représentations, leur majesté imposante et monotone, leur stature et leurs proportions identiques attesteraient avec exactitude le génie peu créateur, l'invention limitée, le respect hiératique des traditions dans lesquelles l'art et la

religion sont irrémédiablement figés; mais à l'inverse on ferait fausse route en cherchant dans ces traits augustes l'étalon du beau reçu au Japon ou du type national. Le Bouddha n'est pas en effet une création indigène; il n'est pas sorti spontanément de la pensée de la nation, comme le Jupiter olympien ou la Minerve poliade. C'est une importation étrangère qui, jetée sur le sol en même temps que le bouddhisme, s'y est multipliée sans variante, sans addition originale, à mesure que le culte s'étendait. C'est donc à l'Inde, patrie du bouddhisme, qu'il en faut faire honneur. C'est surtout aux plis de la robe du Daï-buts qu'on peut reconnaître sûrement l'emprunt. On retrouve dans cette draperie le style ample et solennel dont le caractère adouci subsiste dans la procession des Panathénées. Partout cette figure s'est répandue avec le bouddhisme, dont elle est la personnification accomplie; partout nous l'avons retrouvée identique; au Japon, en Chine, à Java, à Ceylan. Toutes les races ont adopté et répété dévotement cet archétype qui symbolise admirablement leur foi. Le Bouddha, tel qu'il est représenté, n'est ni un homme ni un dieu, c'est l'essence vivante, c'est une conscience visible, c'est la grande âme de l'humanité abîmée dans la contemplation de l'absolu, et travaillant par une concentration prodigieuse de la pensée à saisir les lois de l'univers.

Comment réaliser par la statuaire une pensée aussi abstraite sans tomber dans la raideur inanimée? Les beaux-arts s'exposent à des aveux d'impuissance lorsque, sortant de leur sphère, ils veulent rendre sensible aux yeux ce qu'il n'appartient qu'à la philosophie et au langage de présenter à l'esprit. La plastique n'a pas de formules pour l'absolu, elle ne vit pas de quintessence. Son rôle se borne à produire le beau d'une manière concrète, c'est-à-dire à à créer des types en montrant dans la vie réelle les accens de la vie idéale. C'est ensuite affaire au spectateur de s'élever de la vue des belles œuvres à la notion générale et abstraite de la vérité et de la beauté. Laissez faire l'âme émue; elle ne faillira pas à sa tâche. L'extrême Orient ne l'a pas compris; à force de vouloir saturer ses figures d'expression, il en a fait des symboles froids et sans vie qui nous étonnent sans nous toucher, parce qu'ils nous sont étrangers. Aussi a-t-il dû, pour racheter ce mépris des formes, cette insouciance de l'anatomie, sculpter dans le granit ou couler en bronze des colosses imposans par leurs dimensions. La solennelle inertie de ces géans d'airain produit en nous l'impression du sublime, en arrêtant notre esprit sur des pensées de puissance éternelle et d'insondable rêverie. Ramenées à des proportions naturelles, ces statues perdent leur caractère et leur sens avec leur énormité. La plus célèbre au Japon, parce qu'elle est la plus grande, est le Daï-buts de Kamakura; les réductions qu'on en rencontre partout ne sont

que d'insignifiantes idoles. Il est d'ailleurs facile de distinguer ici un appauvrissement du sens esthétique, semblable à celui que révèle l'histoire de l'art égyptien. Entre les gigantesques effigies de Kamakura et de Kioto, qui remontent très apparemment au XIIe siècle de notre ère, et les icônes plus modernes datant des Tokungawa (XVIIe siècle), on trouve la même dégradation qu'entre le Chéphren du musée de Boulaq et telle statuette du temps des Ptolemées placée dans une salle voisine. La grande inspiration primitive s'est évanouie; il ne reste plus qu'un cadavre pétrifié; l'art, en voulant s'humaniser sans pouvoir s'arracher à la servitude des formes hiératiques, n'a réussi qu'à s'abaisser. Faute d'un idéal saisissable, il a perdu sa puissance en renonçant à ses dimensions, et cessé de rencontrer le sublime sans atteindre le beau.

Cette dépression est plus visible encore dans les statues diadumènes qui représentent le fondateur de la religion avant sa vocation religieuse, la couronne ou la tiare en tête, la main droite levée, et faisant corps avec un massif de pierre ou de bois qui forme dais au-dessus de lui. Si on les compare avec les représentations identiques, mais bien antérieures, que nous avons vues à Java dans les bas-reliefs de Borobhondhour, on trouve que la raideur et l'immobilité archaïques sont plus accentuées dans les œuvres postérieures que dans les œuvres jaillies spontanément il y a douze siècles de l'explosion religieuse du bouddhisme indien.

Ainsi, pour résumer ces aperçus, dont le lecteur voudra bien excuser le caractère nécessairement intuitif et personnel, le type du Bouddha est sublime sans être beau; ce qu'il a de plus admirable vient d'une source hellénique ou commune avec l'hellénisme; mais transporté au Japon avec la religion indienne, il y a été constamment traité dans le style formaliste dont les Grecs surent si heureusement se dégager. L'artiste japonais n'a pas su transformer et vivifier cette donnée première, pour créer un type original qui traduisît les aspirations particulières de sa race; bien plus, quand il a voulu représenter d'autres mortels divinisés, comme le Jiso-Bosatz qu'on voit sur le champ d'exécution de Kotsu-ku-hara près de Yeddo, il est retombé malgré lui dans la répétition des traits et des attitudes consacrés par la tradition. Mais n'importe! à défaut des accens pénétrans de la vie, ces images impassibles proclament par leur majesté sereine, la vitalité et la grandeur des dogmes philosophiques qui s'enseignèrent à leur ombre. Si elles ne sont pas les œuvres d'un peuple de grands artistes, elles sont les essais d'un peuple et d'une époque sur lesquels un grand souffle a passé. On peut s'écrier en les voyant : *Mens agitat molem.* Un rayon du grand foyer de l'Inde âryenne est venu s'égarer sur le monde japonais.

Aussi quel pénible contraste, lorsqu'à quelques pas de ces grandioses figures, on trouve les Tengu, ces dieux infernaux de la mythologie populaire, grimaçans, ventrus, trapus, difformes, qui gardent l'entrée des grands temples et reçoivent les hommages des fidèles. Un rictus hideux ouvre leur bouche jusqu'aux oreilles, leurs yeux s'écarquillent d'une manière féroce, leur face est boursouflée et tordue, leur posture n'est qu'une contorsion. Il ne se peut rien imaginer de plus grotesque et de plus répugnant que ces démons géans, sortes de croquemitaines de la statuaire, enlaidis encore par les tons violens de la polychromie et menaçant, pour l'éternité, la foule de leur vilaine grimace. Cette laideur voulue et cherchée détone bruyamment au milieu de la vie japonaise, si décente, si nette, si coquette, si délicate. Il fallait exprimer la méchanceté, la cruauté des gardiens qui défendent aux profanes l'entrée du lieu saint. Pour rendre des idées analogues sans déshonorer le corps humain, le génie grec avait trouvé Pan, les faunes, les satyres, toutes sortes de personnifications poétiques qui conservaient leur sens moral sans offrir à l'œil des difformités. Moins bien inspiré, le sculpteur japonais taille dans le bois ces grossières idoles, les affuble de vêtemens, d'armures, et les campe debout comme d'affreux épouvantails sous le portique du téra. Il faut ranger dans la même catégorie le Fudo-sama (dieu guerrier), qu'on voit à Narita et en maint endroit, le sabre au poing, entouré de flammes, brandissant une corde, dont il s'apprête à lier les voleurs. Comment concevoir que chez le même peuple, à la même époque, ces magots soient reproduits aussi fréquemment et avec autant d'amour que le paisible Daï-buts? N'est-on pas porté à croire que, dépourvu d'inspiration originale, et prenant ses modèles partout où il les trouvait, le Japon a imité et reproduit au hasard et sans choix tout ce qui lui venait de l'Inde et tout ce qui lui venait de la Chine?

En quittant le Daï-buts et ses deux étranges acolytes, nous n'en avons pas fini avec l'art religieux et le style hiératique; c'est ici en effet qu'il faut mentionner la tribu nombreuse des saints, des sages et des apôtres de la doctrine de Bouddha, dont on rencontre à chaque instant les statues en bois peint accouplées à celles du divin maître. Le temple des Go-hiaku-Rakkan à Yeddo contient, comme son nom l'indique, 500 de ces statues, semblables à celles que renferme à Canton la pagode des 500 dieux. C'est un musée où le touriste pressé peut se former rapidement une idée assez juste de l'art bouddhiste. Dans le but de glorifier ces saints hommes, presque tous célèbres par leurs pénitences et leurs macérations, la sculpture se fait ascétique; elle renonce au luxe des chairs, à l'exactitude du modelé, au rendu des contours, pour viser exclusivement à l'expres-

sion de la souffrance, de la résignation, des diverses affections de l'âme. Elle brave naïvement la difformité physique, pour mieux produire son effet; c'est ainsi qu'elle nous offrira des fronts démesurément bombés, des crânes effilés ou semés de grosses bosses pour indiquer le développement de telle ou telle faculté, des oreilles ridiculement allongées en cornets pour nous rappeler sans doute les voix du ciel qui parlent au bienheureux. Issu d'une réaction antipanthéiste, l'art bouddhiste, comme l'art chrétien du moyen âge, divinise l'esprit aux dépens de la matière. Il affecte avec une insistance puérile de ne voir dans le corps qu'une indigne enveloppe de l'âme et de faire des laideurs et des disgrâces de l'un un langage pour exprimer les agitations de l'autre. Il manque en un mot au premier devoir de la sculpture, qui est de faire beau, et se perd à la recherche d'un genre d'éloquence mystique interdit à l'ébauchoir. Que de fois, en visitant ces 500 génies rangés en ordre autour d'un autel central, il nous a semblé, brusquement transporté en France, au pied de quelqu'une de nos cathédrales gothiques, retrouver ces apôtres en prière, ces rois, ces saints et ces martyrs, dont les âmes se lamentent sous le portail de Reims, de Bourges ou d'Amiens! Mais dans notre art gothique, le corps participe du moins tout entier au mouvement; il agit, s'élance, s'agenouille, tandis que les Go-hiaku-Rakkan sont immobiles, et que toute l'expression est systématiquement concentrée dans la physionomie dont la grimace exagérée contraste avec l'inertie du corps.

La polychromie vient ajouter un caractère de réalisme grossier à ces idoles. Sauf les grands Bouddha de pierre et de bronze, les statues sont généralement en bois doré et laqué. Les chairs, peintes en rose, avec une habileté peu commune, font d'autant plus horreur qu'elles font mieux illusion; on se croirait en présence d'un faux cadavre habillé. Le bariolage des œuvres plastiques est un reste de barbarie, qu'on s'explique d'ailleurs chez un peuple de coloristes de premier ordre. C'est encore à la sculpture sur bois et à la polychromie qu'il faut rattacher les têtes d'éléphans et de chimères qui ornent les saillies des poutres, ainsi que les bas-reliefs qui ornent les intérieurs des temples. Ce sont généralement des dragons rampans, des animaux fabuleux, accusant une grande adresse de main, mais une ignorance complète des lois de la perspective; c'est par l'épaisseur réelle que l'artiste nous fait sentir le relief, non par le jeu des ombres qui détachent le sujet du mur; ce n'est pas un dragon de profil qu'il montre à nos yeux, c'est une moitié, une section de dragon appliquée au panneau.

Avec l'art orthodoxe des bonzeries, nous laissons la grande statuaire. Sauf de bien rares exceptions, les sujets d'ordre laïque sont traités en petite dimension, et bien peu de statuettes s'élèvent au-

dessus de 50 à 60 centimètres. Il s'agit moins en effet de représenter des formes que de rappeler quelque légende. Les matériaux employés sont le bois, la terre cuite et surtout le bronze, dont nous ne parlerons en ce moment qu'au point de vue esthétique. On s'attend naturellement à trouver dans cet art civil un plus grand choix de sujets, une plus grande part d'initiative chez l'artiste, une liberté d'expression plus heureuse. Il n'y faut pas trop compter cependant. Si la plastique n'est plus enchaînée ici par les formules hiératiques, elle n'en est pas moins asservie par la routine et répète éternellement les mêmes sujets, dans les mêmes poses et les mêmes attitudes, avec une désolante monotonie. Rarement le modeleur se laisse aller à son inspiration personnelle et recherche dans son œuvre le mérite de l'invention. Un amateur qui ne ferait qu'une rapide visite dans une collection bien choisie serait émerveillé au premier abord de la variété des objets placés sous ses yeux et de la fantaisie capricieuse qui semble présider à la conception de chacun d'eux; mais si, étudiant de plus près et plus longtemps l'iconographie japonaise, il retrouve à chaque pas, copiés avec une servile exactitude, la pose, l'expression, le geste qui l'avaient ravi, cette menteuse fertilité lui paraîtra stérile; ce perpétuel plagiat lui fera l'effet agaçant d'un bon mot répété. Il constatera qu'il tourne dans un cercle borné où rien de nouveau ne s'invente, où le nombre des types représentés est aussi restreint que la manière de les traiter est invariable.

Ces types, qui ne les connaît déjà, qui ne les a vus vingt fois dans les expositions? C'est un guerrier debout ou à cheval sur un lourd destrier, d'un aspect rébarbatif, à longue barbe et portant une lance au fer recourbé; c'est le sage assis sur le dos d'un cerf docile, un rouleau de papier à la main; c'est le *sen-nin* ou saint, voyageant à dos de poisson ou juché sur un cheval : il a le crâne développé au point d'en être difforme; c'est l'ascète à longue barbe, méditant sur son rocher, ou bien le dieu des richesses, Daï-koku, assis sur des sacs de riz; celui de la guerre, Bishammon, brandissant sa lance, tous ventrus, poussifs, burlesques, ricanans. Un homme découvre un thorax nu, dont les côtes sont saillantes à force de maigreur : c'est un héros du renoncement; un pèlerin se reconnaît à sa gourde; un autre est pris par un coup de vent, et ses vêtemens voltigent avec beaucoup de légèreté autour de lui. Il est visible que l'art a eu une époque classique qu'il faut placer au XVIIe siècle, au moment des grands temples de Nikko, de Shiba et des communications fréquentes avec les Chinois et les Hollandais, et que depuis lors il n'a fait que vivre sur son passé, se rééditer sans se renouveler.

Tel qu'il est cependant, quels sont ses mérites? Assurément ce

n'est pas la beauté des formes, ni celle des traits du visage. Nous tenons compte, cela va sans dire, des conditions du milieu. Placé parmi des Mongols, l'artiste ne peut concevoir qu'un type de beauté mongole; mais dans les traits même de sa race, il pourrait distinguer, choisir, et, cherchant dans les détails multiples de la réalité les accens de la vie générique, en constituer un exemplaire idéal de la beauté asiatique, comme l'Égypte en a fait une de la beauté couchite, car d'une race à l'autre l'étalon de la beauté peut changer, mais les lois du beau ne changent pas. Eh bien! non, le Japonais ne fait pas le moindre effort pour voir et montrer le réel par son côté éternel et typique; on ne sent pas chez lui la recherche individuelle, le ressouvenir inquiet d'une beauté supérieure entrevue dans quelque autre monde et poursuivie dans celui-ci; aussi n'aborde-t-il jamais les difficultés du nu. C'est à peine s'il montre à découvert une moitié de torse, une jambe, un bras. Ce peuple, chez qui les deux sexes se baignent en public et en commun, ne sait ce que c'est qu'une nudité sculpturale. Il fait peu de cas de la forme humaine, et ne se met pas en peine de représenter en grand cette enveloppe éphémère d'une âme elle-même chétive et périssable, il ne l'adopte que comme un langage de convention pour représenter une légende, une tradition, un souvenir populaire.

C'est précisément cette absence de beauté qui rend choquante la répétition des mêmes sujets. D'où vient que depuis trois mille ans l'art européen représente des Vénus, des Minerves, des Achilles, des Thésées, sans qu'on se lasse de les admirer? C'est que, sous des noms divers, l'art s'efforce d'exprimer de beaux sentimens par de belles formes, et qu'à chaque nouvelle tentative on attend un nouveau progrès. Mais s'il ne s'agit que de reproduire un *fac-simile* d'une scène célèbre, un monument commémoratif d'une tradition connue, sans souci du but esthétique, le premier exemplaire nous semble piquant, le second nous ennuie, et le troisième n'est plus qu'un fastidieux radotage.

Encore une fois, par quelle secrète puissance réussissent-ils à nous plaire, ces magots difformes, ces vieillards émaciés, ces sages au front glabre, qui n'ont ni muscles, ni squelettes, ni grâce, ni proportions? C'est tout d'abord par l'intensité de leur expression, toujours claire, saisissable, évidente; c'est parce que du premier coup l'œil le moins exercé saisit, à ne pouvoir s'y méprendre, l'intention belliqueuse, guerrière, résignée, réjouie, comique, qu'a voulu exprimer l'artiste. Cette intention, il ne la dit pas, il la crie, il la proclame, il la tympanise. Quand Michel-Ange veut exprimer la méditation, la mélancolie, et nous en offrir les caractères universels et dominans, il est obligé de modérer le geste, d'atténuer le mouvement, de peur de représenter non plus *le Penseroso*, mais

un certain homme et une certaine femme, de restreindre la portée de son œuvre en la particularisant. Le bronzier japonais ne pense à rien moins qu'à nous représenter des idées éternelles et générales, il veut nous montrer un vrai éclat de rire, une vraie mine d'affamé, le vrai embarras d'une vieille femme saisie par un coup de vent, et il ne craint pas d'appuyer sur la note pour en forcer l'effet. Qu'importe l'exagération à qui n'étudie qu'un accident particulier? De là cette éloquence d'attitudes, poussée souvent jusqu'à la charge, mais palpable, comme dans ces petites terres cuites grimaçantes qui représentent à nos étalages des singes avocats, médecins, procureurs, et devant lesquelles tout le monde a souri en passant. A la netteté de l'expression s'ajoutent la vérité réaliste, minutieuse du détail, le rendu scrupuleux et souvent comique des moindres accessoires. Ah! ce n'est pas eux qui songent à dépouiller la réalité des accidens insignifians pour en dégager des types. Leur joie est d'en surcharger, d'en empêtrer leur personnage avec une sorte d'insistance. Sous leur main d'une merveilleuse dextérité, le costume, traité avec une exactitude infaillible, les animaux familiers, les plantes, les instrumens, les attributs, envahissent la composition et submergent, pour ainsi dire, l'agent principal. Ils semblent se complaire à mettre ainsi l'homme aux prises avec la nature et le milieu, à l'écraser, sous le poids de son obésité, du fardeau qu'il porte, de la fatigue qui l'accable. On dirait que cette sculpture *de genre* raille sans cesse, et l'on serait tenté de rapprocher l'effet exhilarant qu'elle produit de la théorie de l'ironie dans l'art professée par l'Allemand Solger, d'après lequel le but de l'art est de révéler le néant des choses finies, des créatures contingentes, en présence de l'absolu et de faire ressortir l'ironie divine.

Il n'existe à notre connaissance qu'un seul spécimen de statuaire civile, en grandeur naturelle et d'un grand style. C'est une statue en bronze, due à Murata Shosaburo Kunihissa, et datant de 1783, représentant un bienfaiteur du peuple, nommé Ban Kurobioë, âgé de soixante-quatre ans. Il est assis, une jambe pendante, l'autre ramenée sous lui, dans une posture très fréquente aux Japonais; il a le bâton de voyage à la main, les yeux sont en porcelaine, la physionomie calme est belle et vivante, la jambe est d'une perfection admirable d'exécution; l'homme va se lever et parler, il est certain que cette fois Murata Shosaburo Kunihissa n'a pas voulu se moquer de nous. Ces accens réalistes, mais énergiques, de la vie, m'ont fait songer au scribe de la ve dynastie, qui est au Louvre, et à ce Cheik-el-Beled de Boulaq, si vivant encore après soixante siècles, si semblable au chef du village qui avait fourni la corvée pour l'extraire, que les carriers de M. Mariette lui donnèrent spontanément ce nom, qui lui est resté.

A part cet exemplaire unique, la statuaire ne sort pas des petites dimensions et des petits effets. Elle nous semble être à l'art, tel que le comprend l'Europe, ce qu'est un vaudeville de Scribe à une tragédie de Corneille. Elle est de petit aloi, parce qu'elle n'a pas d'idéal et borne son effort à l'imitation. Nous ne parlerons pas des figures en bois peint ou en cire vêtues de soie et de coton qu'on montre au temple d'Asakusa. Le musée Tussaud n'a rien de plus horrible que ces spectres ricanans. Quant à la statuaire éléphantine, elle atteste, comme tout ce qui sort des mains japonaises, une habileté sans pareille, mais dans ses dimensions microscopiques elle ne peut avoir qu'un intérêt très secondaire. Il est à remarquer cependant que dans leurs *netské*, comme dans leurs statuettes, les Japonais, débarrassés sur ce terrain de l'asservissement religieux, ont secoué le joug chinois, et se sont fait une manière à eux, facile à distinguer de celle de leurs maîtres, moins raide, moins compassée, plus naïve et plus vraie. Leur tempérament observateur et fin a repris le dessus et dominé la tradition classique; mais leur génie n'a pas su s'élever au-dessus de la sculpture de caractère.

IV.

Tandis que la statuaire se développe chez un peuple en raison de l'importance qu'il prête à l'homme dans l'univers, et de l'admiration qu'il conçoit pour ses formes, en tant qu'image de l'harmonie et de la beauté suprêmes, la peinture peut tirer sa fécondité d'un tout autre ordre de sentimens. Une population attachée au culte des ancêtres, aux légendes du passé, aux traditions religieuses, aime à reproduire et à contempler les scènes dont on berce dès le bas âge l'imagination des hommes. Chacun éprouve un secret plaisir à rencontrer constamment sous ses regards la représentation visible des mythes, des contes de fées, des fables poétiques dont on a amusé son enfance. Qu'on se reporte à notre moyen âge, auquel il faut toujours revenir pour comprendre et expliquer le Japon, qu'on se figure la place que tenaient dans les connaissances du vulgaire l'histoire sainte, les sciences du Nouveau-Testament, les chansons de geste et l'interminable série d'anecdotes apocryphes, qui étaient venues se greffer sur une histoire déjà merveilleuse elle-même; on aura une idée des sentimens du petit peuple au Japon jusqu'à ces derniers temps. Un art qui sait à bon marché faire revivre pour les yeux toute cette légende de prédilection doit donc être naturellement très cultivé et très recherché. Aussi n'est-il pas de pauvre maison où l'on ne trouve quelqu'une de ces aquarelles, sur soie ou sur papier, qu'on appelle des *kakemono*, suspendue au fond de

la plus belle salle. Les sujets sont tous connus, et forment en quelque sorte l'illustration du grand livre de la mythologie nationale, que chacun sait par cœur.

A n'envisager tout d'abord la peinture qu'au point de vue du dessin, il faut y distinguer plusieurs genres qui se déterminent et par le choix du sujet et surtout par l'intention dans laquelle il est traité. Le premier est le genre héroïque : il représente des guerriers, des combattans, des chasseurs, tantôt à cheval, tantôt à pied, le plus souvent couverts de leurs armures, et se livrant, dans l'entraînement de la lutte, à d'épouvantables contorsions; ou bien des mikados et des impératrices, des nobles de la cour, des *sen-nin* ou saints hommes, des bonzes gravement assis dans une complète immobilité, quelquefois encadrés dans un fond d'or. La dimension de tous ces personnages dépasse rarement quelques décimètres, sauf dans les peintures sur bois qui décorent l'intérieur des temples d'Honganji et Honkokudji à Kioto; leurs gestes sont exagérés, leurs mouvemens violens, les attitudes contraintes et compassées; tout, jusqu'aux plis des vêtemens, affecte des contours anguleux et crus; quant à la forme, il faut encore moins la chercher que dans la sculpture. On a grand'peine la plupart du temps, en examinant une composition tant soit peu compliquée, à distinguer de quel corps dépendent telle tête et tel bras. Le sentiment de la mesure et la notion du dessin manquent absolument à cet art outré dans ses allures et purement conventionnel, qui rappelle à un certain point de vue les décorations des tombeaux égyptiens. Ce n'est point par impéritie, ou par ignorance, c'est de parti-pris que le peintre nous représente ces têtes plantées de profil sur un corps vu de face, ces gestes mécaniques, ces poses raides et sans grâce, ces types qu'on n'a vus nulle part, tous identiques, particularisés seulement par leurs attributs. La figuration du corps humain n'est pas à ses yeux un but, mais un moyen; c'est un caractère hiéroglyphique agrandi, un signe conventionnel dont il se sert pour écrire un traité d'histoire. Dans ces compositions traitées avec un formalisme étroit, on ferait en vain effort pour assigner à chaque peintre un style particulier, c'est-à-dire une manière personnelle de voir et de rendre la nature, puisque ni les uns ni les autres ne s'en occupent, et qu'aucun n'a songé de sa vie à prendre un modèle. Il n'y a pas d'écoles diverses comme chez nous. Les maîtres ne se distinguent que par la délicatesse de leur *faire*.

A côté de ce genre héroïque, figé dans les formules, s'en place un plus familier qui, par des degrés continus, descend de la gravité d'une scène patriarcale à la représentation picaresque d'un mendiant en haillons ou d'un baladin sur son tréteau. Voici par exemple

les différentes phases de la culture du riz, l'histoire de trois fils pieux; voici, tracés d'un pinceau moins sérieux, des pèlerins qui montent au Fusi-yama, ou bien un daïmio qui, trouvant un champignon poussé en une nuit dans son jardin, le montre avec stupeur à ses serviteurs ébahis; enfin, descendant encore, nous trouvons les sept dieux populaires se livrant dans la nue, ou sur un bateau en dérive, à la plus folle orgie, au milieu d'éclats de rire homériques. Des croquis jetés en quelques coups de pinceau à l'encre de Chine nous montrent un ronine, l'épée au poing, féroce, guettant son ennemi, et brusquement rappelé à la réalité par la pluie qui l'inonde, ou un lion chimérique portant un farouche samuraï. L'artiste, on le voit clairement, n'a fait aucun effort pour élever son sujet, pour chercher la vérité typique dans la vie réelle; il se tient pour satisfait s'il a rencontré la grimace exacte, rendu le geste, accentué l'intention, dût-il les pousser jusqu'à la caricature. Il cherche plus qu'il ne fuit le grotesque et s'attache avant tout à l'expression comique, non de chaque figure, mais de l'ensemble. On sent percer ici cette pointe d'ironie qui est le fond du caractère japonais et se retrouve dans toutes les œuvres de son esprit. Adorateurs de la nature et railleurs perpétuels de l'homme, ils n'excellent qu'à le ridiculiser avec un entrain, une hardiesse, un *humour* inimitables.

Si dans la représentation de l'homme et des grands animaux, tels que le cheval, le bœuf, le cerf, les Japonais pèchent par un dédain affecté de l'anatomie et du dessin, ils montrent en matière de paysage une ignorance plus complète encore des lois de la perspective et de la composition. Ils n'aboutissent dans leurs grandes machines, quand ils s'essaient aux vues d'ensemble, qu'à superposer maladroitement des montagnes sur le toit des maisons, comme autant de dessins séparés et collés dans le même cadre. Tout vient s'étager au premier plan, au lieu de fuir dans le lointain; bref, il n'y a place à aucune illusion optique. De plus il n'y a aucune unité dans leurs compositions. Les diverses masses, au lieu de se faire contre-poids, sont disséminées au hasard ou accumulées d'un côté, tandis que l'autre reste vide : l'œil n'est pas rappelé par une savante continuation des lignes à un point central vers lequel converge la scène; ce sont des séries de chemins, de ponts, de cascades, qui se succèdent de bas en haut, sans autre motif de s'arrêter que les limites matérielles de l'encadrement. Ils n'ont pas non plus la moindre notion du clair-obscur, des demi-teintes, du jeu des ombres et de leur poésie, du relief qu'elles peuvent donner aux objets. Scènes et paysages, ils peignent tout à teintes plates, comme on peint un vase : ce n'est pas un tableau qu'ils exécutent ainsi sur la

soie gommée, c'est une décoration, et, à vrai dire, c'est comme procédé décoratif qu'il faut chez eux considérer la peinture, pour la juger selon ses mérites et ses prétentions. De l'homme, des grands ensembles, on n'essaie que d'éveiller l'idée dans l'esprit sans se flatter d'atteindre l'exactitude; mais quand il s'agit des fleurs, des oiseaux, ils déploient toute l'adresse de leur pinceau, toutes les ressources de leur palette pour en rendre la grâce et le coloris.

Un faisan posé sur une branche de cerisier, un paon magnifique perché sur un sapin, étalant sa queue au soleil, quelques fleurs groupées ensemble avec une exquise entente des couleurs, voilà les sujets sur lesquels ces artistes, qui sont avant tout des horticulteurs, aiment à déployer les merveilles de leur goût. Ils recherchent surtout l'association de certains animaux et de certains végétaux, fondée sur un penchant des uns pour les autres, vrai ou hypothétique, mais de tradition, et comportant un emblème poétique. La grue accompagne le pin, double symbole de longévité; le moineau est perché sur un bambou; le lion de Corée et la pivoine sont accouplés comme gardiens des temples, la fouine et le saule pour la légèreté de leurs mouvemens; le daim broute un érable, la chèvre un mûrier. Le renard associé au chrysanthème fait allusion à un vieux conte populaire, comme on en pourrait citer mille: un prince royal de l'Inde était hanté par le renard à neuf queues, l'un des plus redoutables, sous la forme d'une belle jeune fille dont il était tombé éperdument amoureux. Un jour, s'étant laissée tomber de sommeil sur un lit de chrysanthèmes, celle-ci y reprit tout à coup sa forme naturelle. Le prince, apercevant ce quadrupède, lui lança une flèche qui l'atteignit au front. Maître renard eut beau revenir sous son déguisement, le prince reconnut au front de sa maîtresse la blessure qui la dénonçait, et fut guéri de sa passion.

C'est surtout par la délicatesse de l'exécution et par l'heureux maniement de la couleur que se recommande le peintre japonais; il en connaît par tradition la science précise; il a appris la loi des contrastes et celle des complémentaires; mais il n'entrevoit pas la poésie, l'émotion de la couleur telle qu'on la comprend devant certaines toiles du Titien : il applique mécaniquement les règles reçues, sans s'élever au-dessus du procédé technique. Tout du reste se réduit à une opération manuelle; ces tiges élégantes, ces pétales légers, jetés avec un apparent laisser-aller, sont exécutés d'après une multitude de modèles fixés d'avance, que chaque peintre possède dans sa tête. Jamais il n'a songé à considérer la nature pour l'imiter directement; il copie éternellement un gabarit déterminé une fois pour toutes. On nous permettra, pour en donner une idée, de pénétrer avec le lecteur dans un atelier japonais.

Quoiqu'un peu souffrant, Genzaburo s'empresse de nous recevoir avec cette politesse démonstrative qui n'abandonne jamais ses compatriotes. Introduits dans son atelier bien propre, bien éclairé, bien rangé, nous pouvons passer en revue les ressources dont il dispose et les modèles ou les ébauches entassés dans de grands placards. Quant à l'attirail d'un aquarelliste, il est fort simple. Dans un petit coffret, quelques pains de couleurs végétales ou minérales, un peu de colle de poisson délayée pour les vernis, un bâton d'encre de Chine, plusieurs pinceaux semblables à ceux dont on se sert pour écrire, en crin gris, effilés du bout, jamais bien gros; quelques grandes soucoupes formant godets, une plus grande remplaçant la palette, une petite terrine d'eau, tout cela étalé par terre à droite du travailleur. Lui s'accroupit à terre allongé sur ses coudes et promène le pinceau sur la feuille de papier étalée devant lui. Il serait trop long et trop compliqué de s'établir sur un chevalet, et d'ailleurs la disposition verticale ne permettrait pas aux grands lavis de sécher convenablement sur le papier ou sur la soie.

Notre homme se met au travail, accoudé dans la position que je viens de dire. La main gauche emprisonne la main droite pour en arrêter le tremblement; le papier commence à se couvrir d'encre de Chine. Voici tout d'abord, en trois coups de pinceau, une forme noire, confuse, qui tout à l'heure représentera un rocher; de là s'élance une tige menue, surmontée d'une roue à jantes évasées; cette roue se transforme en chrysanthème, puis la tige se garnit de feuilles; il s'en détache d'autres fleurs; dans chacune on peut compter le nombre de coups de pinceau; un seul suffit quelquefois pour représenter la révolution d'une feuille tordue. Jetant par-ci par-là une vigueur sans jamais s'y reprendre à deux fois, pour finir le même trait, sans se donner un instant de repos ou de réflexion, l'artiste travaille avec la rapidité et la sûreté d'une mécanique.

Hélas! c'est en effet vers ce but trivial que tendent tous ses efforts. Le mérite consiste dans une très grande habileté de main et une très grande promptitude d'exécution. Pour gagner sa vie, il faut pouvoir en très peu de temps faire un très grand nombre de ces dessins à bon marché, petits *kakemono*, éventails, écrans, imagerie d'enfans, que la femme vend dans la boutique du rez-de-chaussée. On ne tombe pas tous les jours sur un amateur disposé à payer cher quelque grand travail sur soie. Alors du moins le peintre donnera-t-il carrière à son imagination? Pas davantage. Il fera comme celui-ci quand on lui demande un projet de *kakemono*. Il tirera d'un vieux coffret des modèles calqués avec soin sur d'anciennes peintures, et vous offrira de recopier sur soie, à votre choix, celui qui vous plaira le mieux. — Faites tout simplement mon portrait, di-

sais-je à mon hôte. — Il en rit encore. — Mais du moins essayez! Vous voyez mes yeux, mon front, pourquoi ne pas les reproduire? — Et de se tordre plus fort. Peindre d'après nature est une idée qui ne leur vient pas.

On met entre les mains des commençans de petits manuels où les différens traits d'un dessin sont décomposés et indiqués par des carrés correspondant au modèle. L'étudiant divise son papier en autant de carrés, comme une carte géographique, et apprend à les remplir, dans l'ordre indiqué, d'un nez, d'un œil, d'une oreille... On apprend à dessiner des fleurs, des oiseaux, des paysages, des bonshommes, sans avoir jamais mis le nez à la fenêtre ni compté les lignes sur un visage humain. Tout ce qu'il sait, l'élève l'apprend sur des modèles, et il reste élève toute sa vie, — élève des Chinois. C'est eux qui ont imposé à la peinture non-seulement leurs procédés et leurs règles, mais la plupart du temps leurs sujets. Bien des *kakemono* du genre héroïque représentent des personnages et des scènes empruntés à l'hisoire anecdotique de la Chine. Les Japonais s'attachent à un genre compassé qu'ils empruntent à leurs maîtres. Plus on est Chinois, plus on se rapproche de la perfection. Voilà pourquoi les anciens *kakemono* sont si estimés; ils remontent à l'introduction de l'art au Japon et sont dus souvent à des élèves directs des premiers maîtres. Jusqu'à nos jours, on ne s'est préoccupé, depuis cinq cents ans, que de leur ressembler et de les reproduire mathématiquement.

Ainsi, quel que soit le genre que l'on considère, la peinture, conventionnelle et machinale ou négligée et capricieuse, insouciante là de la vraisemblance, ici du dessin, ne cherchant ses effets que dans la couleur, ignorant la noblesse de la figure humaine, atteste à la fois un goût fin de la nature et une pauvreté d'imagination sans seconde, l'amour du fini, l'ignorance de l'idéal.

A la peinture se rattache naturellement la gravure; mais, quoique cet art ait été connu en Chine et au Japon avant d'être découvert par Finiguerra, il n'a jamais dépassé un niveau peu élevé. Il n'a produit que des estampes au trait, confuses, monotones, mal venues, qui servent d'illustrations aux romans, aux petits traités populaires, et des caricatures, quelquefois spirituelles par le sujet, rarement par l'exécution, qu'on vend pour quelques centimes après les avoir grossièrement passées en couleur. Comme exécution et comme goût, cela rappelle notre imagerie d'Épinal, mais n'en est pas moins religieusement acheté dans les magasins parisiens par de prétendus amateurs, victimes d'un engouement bizarre, et trop heureux de se passer à bon marché la fantaisie de quelque objet venu de ce prestigieux pays du soleil levant.

V.

Un aperçu de la musique japonaise devrait compléter cette esquisse des beaux-arts; mais si cet art, le plus subjectif de tous, est plus propre qu'aucun autre à indiquer la température morale d'une nation à un jour donné, elle ne nous fait guère connaître sa chaleur spécifique et constante, sa valeur intellectuelle; il manque pour cela un critérium supérieur, un étalon commun à toutes les races. Autant la musique japonaise paraît barbare à nos oreilles, autant la nôtre déchire le tympan asiatique. Les Grecs, autant qu'on en puisse juger, n'avaient pas un système musical supérieur à celui des Sémites, la moins artiste de toutes les races. Il nous serait d'ailleurs impossible d'exposer les principes de la phonologie japonaise sans tomber dans des détails techniques qui nous écarteraient du but de cette étude. Il nous suffira de dire que les intervalles ne sont pas les mêmes que dans notre gamme, et que les instrumens ne donnent pas avec pureté les sons que l'on obtient sur les nôtres. Très peu de personnes parmi les Japonais connaissent la notation; il faut les chercher parmi les musiciens de la cour, qui jouent seuls la musique sacrée. C'était jadis une charge exercée par des daïmios; elle ne tarda pas à être abolie, et le secret de cet art étrange sera aussi complétement perdu dans quelques années que celui des modes dorien et lydien. Il nous a été donné d'entendre cet orchestre de la cour. Rien ne peut rendre la sensation nerveuse que produit ce long gémissement, comparable à celui d'une foule en larmes, se perpétuant pendant des heures entières avec de très-légères inflexions. Des instrumens à cordes, des flûtes de diverses sortes, des tambours petits et grands, des instrumens à percussion en métal concourent à ce déchirant *lamentabile*. Dans le peuple, on ne connaît que quelques airs transmis oralement d'une génération à une autre, très rhythmiques, d'un caractère gai, d'une allure vive, mais où l'on chercherait vainement une phrase musicale complète. On a peine à comprendre comment des Japonais peuvent supporter ces accens criards et la voix plus criarde encore des *guesha* qui s'en accompagnent, pendant toute une longue journée de ripaille. La musique paraît au Japon un art originaire de la Chine, quoique les Japonais s'en attribuent l'invention. Le mythe qu'ils racontent à ce sujet semble même identique à celui des Grecs sur l'invention de la lyre par Apollon : un des guerriers qui accompagnaient Sinmu Tenno (an 665 avant Jésus-Christ), ayant placé six arcs ensemble, eut l'idée d'en frapper les cordes et réussit à en tirer des sons délicieux. De là naquirent le *wangong* à six cordes, puis

le *koto* à treize cordes, sorte de harpe qui donne les plus beaux sons de tout l'orchestre japonais.

A la musique se rattache la danse, qui nous rapproche des arts plastiques, car elle est avant tout la science du geste et de l'harmonie des mouvemens. Il en faut distinguer au Japon deux genres différens : les danses nobles et sacrées, qu'on ne voit qu'à la cour, dans les représentations de plus en plus rares des *No*, sortes de pantomimes hiératiques, — la danse populaire et profane, qu'on peut voir dans toutes les réjouissances, et que connaissent plus ou moins toutes les jeunes filles. La première, qui réclame l'accompagnement d'un orchestre sacré, est exécutée, sur un rhythme très lent, par des hommes et des femmes en costume de cour, coiffés d'un casque de forme spéciale, vêtus de longues robes flottantes; elle consiste dans des gestes des bras et des flexions de la taille, dont l'ampleur semble encore s'accroître par celle des vêtemens et des sons qui l'accompagnent. Grave, majestueuse, élégante, elle a bien plus le caractère d'un rite célébré en grande pompe, conformément à son origine, que celui d'un amusement inventé pour le plaisir des yeux. Le spectateur le moins initié y pressent un sens religieux; il sait qu'il assiste à la représentation d'un mystère (1). Tout autre est la danse profane, plus vive en ses allures, plus libre en ses poses, quoiqu'elle n'atteigne jamais ni la vivacité de mouvemens, ni la hardiesse de postures que nos danseuses déploient sur nos théâtres. Les robes longues et traînantes ne permettent ni sauts, ni pointes, ni écarts. Des attitudes gracieuses, des mouvemens modérés et comme timides, donnent un charme réel à cette chorégraphie expressive sans être violente. La danse japonaise est, comme le geste chez les Japonais bien élevés, sobre, concise et grave.

Comment concilier tant de mesure dans les attitudes de la mimique avec l'intempérance du rire, de la colère, des larmes, dans la statuaire et la peinture? Ce contraste est un trait saillant des mœurs locales. Élevés à l'école chinoise, les Japonais ont appris de leurs maîtres, déjà vieillis dans une civilisation raffinée, l'habitude de composer leur visage, de se faire un maintien grave et compassé; la pétulance, la brusquerie des manières, leur paraissent le comble de la grossièreté; leur politesse est surtout faite de froideur; ils ont un sentiment délicat de la bonne tenue, que déroutent singulièrement aujourd'hui le contact et l'imitation de nos mœurs de *Yankees*, mais qui ne les trompe jamais quand ils ne sortent pas de leur milieu d'éducation. S'ils s'inquiètent peu des libertés du pinceau et de l'ébauchoir, n'attachant pas comme nous à l'art l'idée

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mars 1876, l'origine de ces mystères.

de sacerdoce, ils ne sauraient voir sans dégoût l'homme s'abaisser par des gestes exubérans, par des postures forcées et des contorsions au-dessous de sa dignité naturelle. A défaut de l'intuition du beau, ils ont un goût instinctif très sûr et très aiguisé de tout ce qui est décent, convenable, eurythmique. C'est ce goût merveilleux que nous allons voir à l'œuvre dans des branches secondaires des beaux-arts, où, selon nous, ils excellent autant qu'ils se montrent inférieurs dans les plus importantes.

VI.

Il y a trois choses, dit Théophile Gautier, dans la confection desquelles aucune nation civilisée ne peut rivaliser de goût avec une race barbare; savoir : un harnais, une cruche et une natte. A son tour, un auteur anglais déclare, sous une forme non moins humoristique, que la perfection dans les arts décoratifs n'a rien d'incompatible avec le cannibalisme et la polyandrie. Il serait peut-être plus juste de dire que la grâce dans les petites choses peut se rencontrer à côté de l'insuffisance dans les grandes, et que sans être barbare un peuple peut être à la fois privé du sentiment intuitif du beau, et doué cependant du goût le plus pur en matière d'ornement, de même qu'un homme dépourvu de génie peut avoir beaucoup de bon sens. Tel est le cas pour les Japonais. Livrés à eux-mêmes et placés à l'abri des conseils et des exemples européens qu'ils n'ont que trop de tendance à suivre sans discernement, ils mettent dans tout l'appareil extérieur de la vie cette bienséance qu'on trouve dans leurs manières quand elles sont restées purement nationales, la mesure qu'une civilisation raffinée exige de tout ce qu'elle emploie. Avant que ces heureuses qualités eussent été sophistiquées par notre contact, ils savaient partout se montrer inimitables dans le choix des meubles, dans l'association des couleurs, dans l'arrangement des décorations. Pénétrez dans l'intérieur d'un Japonais resté fidèle aux anciennes modes, vous ne trouverez dans ces appartemens simples, modestes même, mais d'une élégance discrète, aucune des discordances optiques, aucun de ces scandales des yeux qui déparent presque toujours nos salons bourgeois. Livrez des fleurs à un jardinier, à une jeune fille, ils sauront d'instinct les disposer en un bouquet sans symétrie, qui aura le piquant d'un impromptu. C'est par ce côté que le Japonais l'emporte sur le Chinois. Tandis que celui-ci demeure dans ses arts industriels minutieux, ponctuel, stérilement méthodique, bref un barbare consciencieux, son voisin se livre aux hasards de la fantaisie avec l'abandon d'un artiste. Le Chinois fantaisiste est un ours

en délire et tombe dans le monstrueux; il est rare que le Japonais ne rencontre pas quelque effet agréable ou ingénieux.

Le régal des yeux et, si j'ose le dire, la gastronomie optique, la science du décor, ses applications à la céramique, aux bronzes, aux meubles, au costume même, voilà donc le terrain sur lequel triomphe l'art ou, pour parler plus exactement, l'industrie du Japon, car nous sortons ici du domaine de l'artiste pour entrer dans celui de l'artisan.

Le principe de cette supériorité est la connaissance approfondie des lois de la couleur. Personne n'en possède la théorie et la pratique à un plus haut degré que les Chinois et les Japonais. Pourquoi ces dessinateurs maladroits sont-ils de si habiles coloristes? Pourquoi ces écoliers sans génie sont-ils en un seul point des maîtres? C'est que, pour dessiner, l'homme tire de son moi la beauté des formes et des proportions; il ne se contente pas d'imiter la nature, il la refait sur un patron idéal : c'est affaire d'imagination; la nature au contraire est le premier des coloristes; pour colorier, il suffit de l'aimer et de l'imiter, c'est affaire de procédé. Où pourrait-on d'ailleurs lui demander de meilleurs exemples? N'a-t-elle pas ici des tons plus vifs, plus énergiques que dans nos climats brumeux? En hiver, quand le soleil s'élève peu sur l'horizon et répand ses rayons obliques, si favorables au relief du paysage, l'air, balayé par les moussons, est d'une transparence et d'une pureté incomparables; une clarté tranquille et irisée baigne et caresse tous les objets, leur donne des valeurs plus intenses, une coloration plus chaude. Qui ne s'est senti ému, en parcourant ces contrées bénies du soleil, par l'éloquence muette du décor qui flamboyait sous ses yeux? Quoi de surprenant que, charmés par cette fête de la lumière, les Japonais aient essayé avec bonheur d'en fixer l'éclat dans leurs œuvres? Imitateurs patiens et fidèles de la nature, ils n'ont pas eu d'autre maître. C'est d'elle qu'ils ont appris à chercher l'harmonie optique, non dans les dégradations savantes, mais dans la juxtaposition des tons francs portés à leur plus haute puissance et s'exaltant réciproquement par le contraste; à faire vibrer et chatoyer la couleur par le rapprochement des diverses teintes, en un mot, à étaler hardiment les trésors de leur palette en vue de produire un spectacle joyeux et invraisemblable, une féerie absurde et resplendissante. C'est à cette école qu'ils ont pris l'audace de peindre sur un fond d'or mat des paysages, des oiseaux, semblables à autant de silhouettes entrevues dans l'atmosphère rutilante d'un coucher de soleil. Aussi combien ces décorations jurent à côté des froides couleurs étendues sur nos tissus, nos papiers! Et quel mauvais goût de les rapprocher, comme on le fait si souvent et chez

nous et au Japon! Quel dommage de voir l'imitation européenne gâter ces dons naturels, notre timidité de coloris succéder à cet heureux laisser-aller, le secret des belles nuances se perdre, et la coruscation des anciennes porcelaines faire place à la tiédeur des nouvelles.

C'est dans les vieilles broderies de Kioto, qu'on appelle des *fuksa*, dans certaine grande tapisserie représentant la mort de Bouddha, dans les papiers de tenture, les paravens à fond d'or, les plats anciens ou les soieries à ramages qu'il faut chercher aujourd'hui ces riches décorations; c'est encore dans les papiers gaufrés, imitant le cuir de Cordoue dont on fabrique les blagues à tabac, et qui pourraient fournir des tentures magnifiques sans l'odeur d'huile dont on ne peut les désinfecter, ou bien dans les éventails peints avec une si charmante délicatesse de touche. Il ne faut demander à toutes ces décorations ni dessin, ni formes, ni sujets bien déterminés. La composition n'est qu'un prétexte à d'heureuses combinaisons, un motif à variations chromatiques, où l'absence totale de perspective prévient au premier coup d'œil le spectateur qu'il est devant une œuvre de pure fantaisie, sans réalité même apparente. C'est précisément cette bizarrerie conventionnelle qui rend un pareil art acceptable. Il ne peut subsister qu'à la condition de s'éloigner de la nature; s'il s'en rapproche, s'il la copie niaisement, il tombe, comme nos enlumineurs de papiers peints et de faïences communes, dans une abominable platitude.

La céramique est peut-être de tous les arts industriels celui qui révèle le mieux, par le caractère et la variété indéfinie de ses formes, le style sobre ou abondant, austère ou riant du génie d'un peuple. De la difformité des potiches ventrues et trapues de la Chine à l'élégante cambrure des vases grecs, il y a la distance qui sépare les deux pôles de l'esprit humain. Le Japon s'écarte quelquefois de la Chine pour faire des rencontres heureuses, bien souvent sans savoir s'y fixer. Il fait en ce sens des progrès quotidiens; mais jusqu'à présent, ce qu'on prise le plus dans une poterie, c'est moins sa forme que sa pâte, sa couleur et les particularités de sa fabrication. Que de fois, en furetant dans les échoppes où l'amateur doit faire sa moisson de curiosités, il nous est arrivé, comptant sur quelque bonne aubaine, de saisir avidement un petit objet soigneusement enfermé dans une gaîne de castor et de ne trouver, après l'avoir développé dans l'attente d'un trésor, qu'un vieux pot de teinte uniforme, craquelé, pointillé ou flambé, dont notre inexpérience avait peine à comprendre la valeur et le prix exorbitant; mais c'était quelque faïence d'un bleu lapis, d'un vert céladon ou d'un rouge irisé dont la couleur nuancée sur elle-même ou la cuisson

ravissait les gens initiés aux difficultés du métier. Encore ne trouve-t-on rien de comparable à cette magnificence que les Chinois ont obtenue par l'imitation du porphyre, du jaspe sanguin, de l'obsidienne ou de la serpentine.

Toute la porcelaine employée aux usages communs est à fond blanc avec ornement bleu de cobalt. Cette couleur, choisie par un empereur, dit la légende, à cause de l'agréable reflet vert qu'elle donne au thé, est universellement adoptée. C'est dans la province d'Owari qu'on fabrique en quantités prodigieuses toute cette poterie vulgaire. C'est de là aussi que viennent les belles jardinières à fond gros bleu, à ornemens blancs en saillie, si prisées des indigènes pour leur pâte fine, leur émail uni et leur belle teinte. Kanga fabrique des petites tasses, des théières minuscules, des vases lagènes et des cuvettes ornées de dessins rouge et or d'une grande délicatesse. Inari produit des plats dont les décorations chimériques envahissent un fond d'un ton grisâtre, qui attiédit l'éclat des couleurs. Hizen envoie des plats à grands ramages, dont le fond disparaît complétement sous des teintes bleu de Prusse et rouge brique d'une épaisseur sensible au doigt et même à l'œil, des vases couverts de fleurs, d'oiseaux, de personnages, et aujourd'hui des services de table, copiés sur des modèles anglais, d'un mauvais goût lamentable. Nagasaki est le principal centre d'exportation de la porcelaine du Japon; il en a exporté en 1875 pour la somme de 280,000 francs. On fabrique encore, sous le nom de terre de Hizen, des théières d'argile brune couvertes par endroits d'un émail diversement coloré. C'est à Satzuma seulement que l'on trouvait jadis ces brûle-parfums ventrus et ces pitons d'une pâte tendre où des gerbes de fleurs, d'une adorable exécution, s'élancent sur un fond craquelé d'un blanc œuf d'autruche. Aujourd'hui le vieux satzuma est devenu introuvable; le nouveau est rare. C'est à Yeddo que se fabrique la majeure partie des majoliques vendues sous ce nom, très inférieures aux anciennes comme fini et comme éclat. Enfin Kioto, la ville industrieuse par excellence, n'a pas de rivale dans l'art de marier et de calmer les couleurs sur un fond terre de Sienne.

Il ne faut chercher dans aucune de ces provinces, sauf à Owari, une grande manufacture rappelant Sèvres ou le fameux établissement chinois de King-te-tchin. Comme toutes les autres industries du Japon, celle-là est morcelée et s'exerce sur une petite échelle dans des fabriques multiples et restreintes. Si au penchant d'une colline vous voyez s'élever, sous une petite toiture inclinée, une série de huit ou dix compartimens en brique, étagés les uns au-dessus des autres et communiquant entre eux, de telle sorte que, le feu étant allumé dans celui du bas, la flamme et la fumée puissent

les parcourir tous jusqu'en haut, entrez dans l'enclos, c'est un four à porcelaine, et vous n'en trouverez nulle part de plus considérable. Chaque patron a ses procédés particuliers de malaxage et de cuisson, qu'il tient soigneusement cachés, et de là vient l'infinie variété de la céramique japonaise.

Très supérieurs aux Chinois, sinon pour la transparence et l'homogénéité de la pâte, au moins pour la décoration des porcelaines, qui demande un goût sûr et délicat, les Japonais sont au contraire dépassés par leurs voisins dans les émaux incrustés, où le procédé et la patience tiennent une place prépondérante. Ils ne connaissent pas l'art de champlever, c'est-à-dire de ménager sur l'excipient métallique les filets de cuivre qui doivent former des dessins et séparer les différentes cellules de la matière vitreuse diversement colorée; ils n'emploient que le cloisonnage, qui consiste à promener sur l'excipient un mince fil de cuivre contenant l'émail dans ses volutes. Leurs ornemens rouge brique ou jaune orange sur un fond vert de mer n'ont pu jusqu'ici rivaliser avec les colorations bleu azur, vert clair, blanc sale, des cloisonnés chinois; mais ils font dans cette voie des progrès qui ne resteront pas longtemps inaperçus.

Le bronze ne joue qu'un rôle fort restreint dans les habitudes japonaises comparativement à la porcelaine; il n'y entre qu'à titre de luxueuse inutilité, sous la forme de vases à fleurs, de brûle-parfums, de *chibatchi* ou *brasero;* nous ne reparlons plus de son emploi dans la statuaire. Une bouteille au long col, à la panse aplatie, une fiole mince et allongée, sont les sujets les plus fréquens. Les brûle-parfums ont tous un galbe courtaud et ramassé qui leur vient de la Chine; quelques vases à fleurs ont des cambrures sveltes et énergiques, une ampleur de formes digne de l'art grec. Ce sont les plus anciens; on les reconnaît à la nudité de leurs parois. Les modernes sont au contraire surchargés de sujets en haut relief, d'un style tourmenté et fatigant; le véritable amateur japonais préfère de beaucoup placer sa branche de cerisier dans un récipient plus simple et d'aspect moins compliqué. Le mérite spécial des bronzes japonais, au point de vue industriel, est sans contredit leur belle patine; elle est due non-seulement à la pureté du cuivre employé par les bronziers, exempt d'antimoine et d'arsenic, et chargé d'oxyde de cuivre, mais à la composition de l'alliage et à l'habileté patiente de ces artisans scrupuleux.

On ne saurait s'imaginer dans quelles misérables échoppes et par quels moyens primitifs ils obtiennent ces résultats. Pénétrons par exemple au moment d'une coulée chez l'un des artistes les plus en renom, le vieux Obata. Dans une petite cuisine, un brasier contient les moules, qui sèchent, tandis que le métal en fusion bouil-

lonne dans le creuset sur un fourneau en terre réfractaire activé par un vieux soufflet à manche. L'artisan, en costume de travail, se penche de temps à autre sur le fourneau, ajoutant tour àt our un peu de plomb, un peu de cuivre, un peu d'étain, — car il fait son alliage d'instinct et sans règle fixe, — tandis que l'un de ses fils manie le soufflet et que l'autre lui présente les outils dont il a besoin. On dirait un atelier d'alchimiste, et, pour compléter l'illusion, un entassement confus d'objets de toute sorte, d'outils, de creusets, de vieux débris, de moules brisés, de modèles préparés, et de temps à autre l'antique moitié d'Obata montrant sa tête de sorcière et s'agenouillant devant ses visiteurs pour leur présenter une tasse de thé.

Presque tous les bronzes sont faits à cire perdue. Il faut voir la cire pétrie dans les doigts devenir en un clin d'œil un dragon, la gueule béante, la queue tordue, puis s'achever peu à peu sous le couteau. Quand le modèle retourné, retouché, mis de côté, repris, corrigé, est enfin terminé, on l'enduit d'une couche de terre glaise très humide, puis on applique la terre plus consistante qui prend exactement l'empreinte. Alors ce travail de modelé, qui, après avoir été ébauché en un instant, n'a été achevé qu'au bout de plusieurs mois, qui ne peut être recommencé qu'avec des peines infinies, on le détruit en un clin d'œil. L'instant est solennel : on penche le bloc de terre glaise qui contient la précieuse cire au-dessus d'un brasier; peu à peu la cire fond et tombe goutte à goutte; plus rien ne reste qu'une empreinte vide que va remplir le métal. C'est toujours un moment d'émotion que celui où commence à frémir le bronze en fusion. Il faut si peu de chose pour faire manquer la coulée : un peu trop d'humidité ferait éclater le moule, trop de chaleur ferait adhérer le métal. Les moules remplis sont à mesure couverts de terre afin de hâter le refroidissement; le vieux Tubalcaïn se repose un instant entouré de ses fils. Comment ne pas partager ses anxiétés? Si la cire n'avait pas fondu tout entière! s'il allait manquer une griffe au dragon ou une anse au vase! si la glaise n'avait pas pris fidèlement l'empreinte! si le bronze s'était boursouflé!.. Mais non. Au bout de quelques minutes, le bronze est encore très chaud, mais solide; Obata peut démouler devant les curieux qu'il a convoqués; voici que le moule de terre tombe sous le marteau, et à sa place apparaît un vase. Le bloc sort noir, presque informe d'abord; mais quelques semaines encore de travail, et il sera débarrassé de ses scories, gratté, poli et devenu, après quelques retouches, définitivement immortel; il rappellera, par le fini et la vérité de ses détails, ces descriptions, si chères à Homère et à Hésiode, de boucliers antiques dus sans doute à un art aussi grossier. Poétiques réminiscences qui viennent à chaque heure, en parcourant cette civilisation

plus naïve que la nôtre, s'appliquer sur la réalité comme une laque d'or sur en bambou laqué. C'est précisément le charme secret du Japon qu'on s'y trouve jeté tantôt au milieu du moyen âge, tantôt au milieu de l'antiquité, et qu'on y peut ressaisir le sens de ces souvenirs classiques dont la poésie intime ne se révèle qu'à celui qui les a vécus.

Que de visites il nous faudrait faire, si nous voulions conduire nos lecteurs chez les nielleurs, les orfévres, qui font des bijoux en argent et des ustensiles de parade en or, les armuriers qui fabriquaient jadis des lames célèbres, qu'ils se contentent aujourd'hui de monter avec des gardes neuves ou vieilles artistement travaillées! Dans toutes ces industries, le Japonais déploie les mêmes qualités d'exactitude, de précision, les mêmes saillies d'originalité éclatant au milieu d'habitudes routinières.

On s'étonnera sans doute qu'étudiant le sentiment esthétique dans l'appareil extérieur de la vie nous n'ayons pas parlé encore du mobilier proprement dit; mais autant vaudrait demander à un notaire de dresser un inventaire dans une maison vide. Les meubles sont rares en effet dans un appartement japonais; on s'assoit par terre sur les *tatami*, nattes fines de paille de riz, qui couvrent le plancher; on dort sur un *f'ton*, mince matelas de ouate qui chaque soir est étendu et chaque matin replié dans un placard remplaçant l'armoire absente; la tête repose sur un billot de bois garni d'une matelassure de papier. On écrit sur une petite table basse devant laquelle la personne se tient sur ses talons, l'encrier posé à terre, à côté d'elle. Les meubles ne sont ni bien nombreux, ni bien haut perchés dans cette vie à ras de terre. Le Japon est un pays pauvre, où l'on ne trouve pas cette richesse accumulée par les siècles, qui se traduit dans le luxe des ameublemens; enfin la menace perpétuelle de l'incendie contribue encore à en arrêter l'essor. Ce n'est donc que chez les riches qu'il faut chercher quelques pièces de mobilier. Voici d'abord le *todana*, sorte de commode cubique où l'on serre les habits; le *tantsu*, petite étagère à tablettes et à tiroirs, dont l'asymétrie et la planchette supérieure relevée en corne rappellent l'architecture des temples, puis des cabinets et des coffrets de différentes dimensions et de formes rectilignes sans grande variété; enfin des supports aux lignes sobres, des boîtes à parfums, de petits nécessaires, et l'indispensable *chibatchi*, ce brasier à fleur de terre qui affecte mille formes diverses et répand sa chaleur sans flamme. Point de glaces, ils ne connaissent pas la verrerie. Tous ces objets sont en bois laqué de diverses manières. La laque rouge indique un meuble chinois ou directement imité du chinois. La laque d'or la plus belle et la plus chère atteint des tons

presque métalliques; on ne l'emploie guère qu'à de petites boîtes qui valent jusqu'à 80, 100 ou 200 piastres. Le *nashiji* ou peau de poire, l'aventurine, s'emploient pour des objets plus gros; mais c'est la laque noire qui est la plus usitée. Quand elle atteint une extrême finesse, elle a le poli d'un miroir, et sur cette surface unie l'artiste japonais excelle à représenter en laque d'or, parfois fort épaisse, des arabesques, des feuilles de bambou, des sujets de la mythologie ou de la légende, des paysages au milieu desquels se répète le *mon* (armoiries) du prince auquel est destiné l'objet. La fantaisie se donne en ce genre une carrière sans limite, et les motifs de décoration, n'étant presque jamais tirés que du règne végétal, ont en général autant d'élégance que de hardiesse. Enfin le bois et le carton laqué entrent encore dans une foule d'ustensiles, forment la vaisselle, la coiffure, l'armure et jusqu'à la chaussure. Mais le vieux laque seul mérite l'engouement dont tous les *bibelots* japonais sont aujourd'hui l'objet en Europe. On ne sait plus à présent consacrer des mois et des années à la confection d'un cabinet; il faut produire vite et à bon marché pour l'exportation, et l'on finit par oublier les procédés patiens des anciens laqueurs pour suffire aux commandes de nos marchands de nouveautés. Cette décadence s'accentue chaque jour, et entre les produits envoyés à Vienne et ceux envoyés à Philadelphie, on pouvait constater la dégénérescence du goût qui distinguait jadis l'ouvrier japonais.

En somme, c'est dans les musées et les collections d'Europe qu'il faut aujourd'hui chercher les plus beaux spécimens de cet art agonisant. Presque tout l'ancien stock a disparu du Japon, drainé par quelques commissionnaires et quelques amateurs; c'est à grand'peine que l'on découvre encore une vraie curiosité. Et pour cela, que d'heures il faut passer dans la même échoppe à causer avec le brocanteur, tout en buvant ce thé fade qu'il vous offre, soulevant par-ci par-là une boîte, palpant un bronze ou une porcelaine, feignant d'examiner avec attention quelque médiocrité, tandis qu'on lorgne du coin de l'œil la maîtresse pièce qu'il s'agit d'emporter à un prix modéré.

VII.

Quelque opinion que l'on se forme du tempérament esthétique des Japonais, il est incontestable qu'il a d'ores et déjà atteint son complet développement. Leur génie a rencontré dès à présent sa plus haute expression. Loin d'être comparables aux tâtonnemens d'un peuple naïf qui s'ignore et se cherche, leurs productions portent les signes visibles d'une civilisation mûre et parachevée dont

tous les germes sont éclos, dont toute la séve est utilisée et prête à s'épuiser. Si l'on jette en effet un coup d'œil sur l'histoire de l'art, on voit dès le VIIIe siècle les premières leçons données par les Chinois, puis jusqu'au XIIe siècle une période de progrès lents, troublée par les guerres civiles, du XIIe au XIVe, avec l'établissement des shoguns à Kamakura, un moment d'éclat suivi d'une nouvelle éclipse jusqu'à la fondation du shogunat de Yeddo par Yéyas au début du XVIIe siècle. Depuis lui jusqu'à nos jours, une paix profonde règne au Japon et permet au génie national de s'épanouir à l'abri de tout contact étranger. C'est alors que l'art japonais devient lui-même, qu'il se sépare de l'imitation pure, conservant des maîtres chinois leurs procédés, leurs méthodes, leur science, mais pour les appliquer à des sujets nouveaux, traités dans un style propre, avec plus d'élégance et d'imagination. Il s'accomplit alors un mouvement comparable, toutes proportions gardées, à la naissance de l'art romain au contact de la Grèce. C'est l'âge le plus fécond et le plus brillant de l'histoire de l'art japonais.

Cette histoire est du reste difficile à faire d'une manière précise, faute de renseignemens, faute d'esprit critique chez les amateurs, mais surtout faute de collections publiques. Il n'en faut pas chercher dans une nation qui renie aussi violemment tout son passé, et d'ailleurs combien peut-on compter jusqu'ici de nations arrivées à cette période qu'on pourrait appeler l'âge de réflexion, où elles aiment à regarder dans leurs annales pour y suivre la trace de leur propre développement? Il faut à un peuple un haut degré de culture intellectuelle pour ne pas rougir de sa barbarie primitive. Les vieillards ne reviennent-ils pas plus volontiers que les jeunes hommes sur les scènes et les puérilités de leur adolescence? Toute renaissance est iconoclaste, et bien souvent le règne des collectionneurs est aussi celui de la décadence.

D'ailleurs le respect des souvenirs de cette nature est en raison de la place que tient l'art dans la vie, et nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'il n'en tient ici aucune dans la vie publique, puisqu'elle n'existe pas, sauf dans les temples, et encore les fidèles n'y sont-ils appelés que bien rarement à des cérémonies communes. La vie privée elle-même ne comporte guère, excepté à la cour, ces grandes réunions, ces fêtes entre égaux, qui provoquent les œuvres grandioses destinées à un Laurent ou à un Côme de Médicis; on ne se reçoit pas, on ne se donne ni bals ni réjouissances entre daïmios; on s'enferme au milieu de *keraï*, de serviteurs dévoués, et l'on ne songe qu'à satisfaire les caprices d'une fantaisie purement individuelle. L'art n'est pas proscrit de ces demeures silencieuses où règnent une volonté et un goût uniques, mais il s'y rétrécit; il y

prend la mesure du toit bas qui l'abrite et de l'hôte qui l'héberge. Il se fait fantaisiste ou solennel, lascif ou sévère, suivant le caractère du maître; il ne prend pas sa volée pour planer sur tout un public. De là l'absence de toutes les industries relatives à l'embellissement des festins, de là vient encore que les arts décoratifs prennent le pas sur les beaux-arts proprement dits. Le besoin d'orner sa demeure, commun à tous les hommes, se traduit diversement suivant le nombre d'hôtes qu'on y reçoit. Un solitaire aimera mieux une draperie gaie, une peinture murale capricieuse qu'une statue, qu'il serait bientôt las d'admirer sans faire partager son admiration à personne. De son côté, l'artiste n'ayant à satisfaire qu'un homme et non une foule se gardera d'étudier et de rendre des sentimens généraux, de poursuivre dans son œuvre la réalisation d'un idéal commun à tous. Quand Phidias faisait ce Jupiter olympien, si beau que l'on considérait comme un malheur de mourir sans l'avoir contemplé, il savait qu'il allait traduire la pensée du monde hellénique et que toute la Grèce viendrait saluer sa statue. Mais qui viendra jamais saluer dans le yashki, où elle est enfermée, l'œuvre de l'artiste japonais? Aussi l'artiste tel que nous l'entendons n'existe-t-il pas au Japon. Ce n'est qu'un artisan, plus ou moins intelligent, mais de niveau social très inférieur, auquel nul talent ne permet de s'élever à une caste plus haute; il est assimilé aux marchands, qui forment la quatrième classe de la population. Il demeure un ouvrier comme son art demeure une besogne. Quelquefois, il est vrai, à l'ancienne cour de Kioto, des *kugé*, réduits par l'indigence à gagner leur vie, s'adonnaient à des carrières libérales; mais ils se faisaient surtout professeurs de musique, peintres d'éventails, maîtres d'armes ou même de cuisine; jamais il ne leur vint à l'idée qu'une argile grossière pût ennoblir les mains qui la touchent.

Telles sont les conditions dans lesquelles l'art a vécu et atteint sa maturité, toujours plus voisin du métier que du sacerdoce et plus enclin à s'étioler qu'à s'élargir. Faut-il s'étonner après cela d'y constater les caractères et les lacunes que nous avons signalés au cours de cette étude? Faibles dans la conception, inimitables dans l'exécution, maîtres en matière de goût, toutes les fois que la figure humaine est hors de cause, écoliers maladroits quand ils veulent la traiter, les artistes japonais ont moins visé au beau qu'au sublime, qui émeut plus aisément un public moins cultivé; ils l'ont parfois rencontré, mais le plus souvent ils sont tombés dans une emphase ridicule, et, voulant faire grand, n'ont réussi qu'à faire énorme; admirateurs passionnés de la nature, ils ne savent pas y « ajouter l'homme, » suivant la belle pensée de Bacon, ils ne savent que l'imiter avec un scrupule inintelligent ou la défier avec une

naïveté puérile. Leur mépris de la forme rappellerait notre moyen âge, si l'on retrouvait au Japon le sentiment profond qui donne la vie à notre vieil art gothique. Inhabiles à employer la figure humaine à l'expression réfléchie des sentimens, ils se rejettent dans le domaine de la sensation et produisent ces choses jolies à l'œil, éclatantes, coquettes, parfois spirituelles et suffisantes à satisfaire un dilettantisme banal, mais dépourvues de toute haute portée esthétique, que l'on admire tant, que l'on admire trop aujourd'hui! Qu'on y prenne garde en effet! Cet art minutieux mais trivial ne parle qu'aux yeux, ne réjouit que par la bizarrerie des sujets ou la nouveauté des procédés, il n'élève pas l'âme; il est, suivant une expression fort en vogue aujourd'hui, « amusant. » Soit : qu'on s'en amuse donc; mais gardons-nous de cet engouement excessif et quelque peu moutonnier pour des niaiseries exotiques et des industries dépassées depuis longtemps par les nôtres, défendons-nous de cette recherche exclusive qui veut se donner pour un goût élégant, gardons-nous surtout dans nos tableaux, dans nos compositions de toute sorte, de ces imitations et de ces emprunts dont l'afféterie égale la maladresse.

Non, ce n'est pas à l'extrême Orient de nous fournir des modèles. Ce n'est pas à cette source épuisée que notre imagination se renouvellera. L'art japonais comme l'art chinois est un art dépourvu de souffle, d'aspirations élevées, d'élans vers l'au-delà. L'idéal ne s'est jamais pour lui dégagé de la chimère; il prend pour imaginaire ce qui est pour nous la vérité par essence, le beau absolu. Réaliste et prosaïque ou bien fantastique et monstrueux, il ne procède d'aucune conception supérieure et n'en saurait provoquer. Il atteint quelquefois le caractère, rarement le style, jamais le beau. La différence entre le monde bouddhiste et le nôtre, entre les races touraniennes et les fils des Aryas, c'est que nous cherchons encore, nous chercherons à perpétuité, le type éternel de la beauté, — l'idéal; tandis qu'ils ne cherchent plus, ne comprennent même pas nos inassouvissemens, nos révoltes, nos angoisses, et déclarent le cercle des idées définitivement clos. Si loin que puissent aller les progrès de l'extrême Orient dans la sphère matérielle, on ne voit pas jusqu'à présent qu'ils aient porté remède à cette incurable cécité morale. Un avenir lointain apprendra à nos descendans si un long contact et un effort continu peuvent adoucir les lois inexorables de l'ethnologie, ou si au contraire une race porte à jamais l'empreinte du moule primitif où elle a été fondue.

GEORGE BOUSQUET.

LES GRANDS ÉPISODES

DE

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LE PROCÈS DES MINISTRES.

— 1830 —

II.

LA COUR DES PAIRS (1).

I.

Saisie par la chambre des députés de l'accusation portée contre M. de Polignac et ses collègues, la chambre des pairs s'était constituée en cour de justice. Elle avait confié l'instruction à son éminent président, le baron Pasquier, et à trois de ses membres, MM. de Bastard, Séguier et de Pontécoulant. Cette instruction, ouverte le 26 octobre par l'interrogatoire des accusés, marchait activement, et l'heure s'approchait où pourrait être jugé ce solennel procès qui passionnait par avance la France et l'Europe.

C'était une épreuve difficile pour le gouvernement nouveau. A peine institué, il voyait les factions acharnées à le perdre se réjouir du péril qui se dressait sur ses pas et s'apprêter à en profiter. Chaque jour, la conviction se formait davantage que, pour conjurer

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

ce péril et le vaincre, il était nécessaire que l'homogénéité régnât dans le ministère. Or c'est justement l'homogénéité qui manquait le plus au cabinet imposé à Louis-Philippe au lendemain de la révolution; les préliminaires du procès avaient démontré la diversité comme l'étendue de ses discordes intérieures, la multiplicité des opinions qui s'y trouvaient représentées, « les unes trop accommodantes pour les dispositions publiques et les exigences révolutionnaires, disposées à leur passer beaucoup et à se promettre de leur développement sans gêne une heureuse issue, » les autres résolues à ne considérer la révolution que comme un changement de dynastie, réalisé pour restituer au pays le régime représentatif dans toute sa sincérité, mais non pour disloquer le mécanisme du pouvoir ou affaiblir le principe d'autorité, unique base d'un système libéral, durable et fécond. Une modification ministérielle devenait donc nécessaire; elle était dans le désir de tous les membres du ministère, et à la suite de l'échauffourée du 18 octobre, après divers incidens graves et de laborieuses tentatives pour conserver dans le ministère la plupart de ses membres, MM. Casimir Perier, Molé, Louis, Dupin, de Broglie et Guizot offrirent successivement leur démission au roi. M. Laffitte, ministre des finances, resta chargé de constituer le cabinet nouveau dans lequel M. Dupont de l'Eure conserva les sceaux, le général Sébastiani la marine et le maréchal Gérard la guerre. Avec l'assentiment du roi, M. Laffitte offrit le portefeuille de l'intérieur à M. Casimir Perier, qu'il aurait voulu associer à son œuvre et qu'il s'efforça d'attirer à lui, prêt à sacrifier au besoin M. Dupont de l'Eure; mais M. Perier, duquel on peut dire, sans faire injure à sa grande mémoire, qu'il se gardait pour un ministère de durée et qui ne croyait pas à l'avenir de celui que formait M. Laffitte, refusa d'en faire partie. C'est à défaut de lui que M. de Montalivet devint ministre de l'intérieur (1). Le maréchal Maison eut les affaires étrangères, M. Mérilhou l'instruction publique et les cultes. Peu de jours après, le comte Gérard et le marquis Maison s'étant retirés, on donna pour successeur au premier le maréchal Soult et au second le général Sébastiani, qui céda le portefeuille de la marine au comte d'Argout.

Parmi les hommes que M. Laffitte venait de s'adjoindre et dont il s'était assuré le concours en vue de la crise décisive qui se préparait, il en était un que sa jeunesse, l'éclat de sa carrière ultérieure, le courage dont il fit preuve, l'importance de son rôle pendant le procès des ministres, nous obligent à distinguer dès à présent entre ses collègues, déjà illustres pour la plupart, et au milieu desquels il apparaissait, connu non-seulement par le nom de son père, mais

(1) Mémoires inédits.

encore par de brillans débuts dans la vie publique, nous voulons parler du comte de Montalivet. Né avec le siècle, fils d'un ministre de l'intérieur de l'empire, dont le nom est resté attaché à de mémorables réformes administratives, M. de Montalivet était entré à la chambre des pairs en 1823, par le privilége de l'hérédité. Le droit de vote ne devant lui appartenir qu'à l'âge de trente ans, en 1831, il y avait siégé jusqu'à la révolution avec voix consultative. Admis en 1826 dans la réunion des pairs constitutionnels, il s'était vu chargé plusieurs fois de présenter des amendemens dont l'intervention des plus influens d'entre eux venait ensuite assurer le succès. L'année suivante, il avait fait échec au comte de Peyronnet, candidat au grand collége de Bourges, et à la suite de la révolution de juillet, la 4e légion de la garde nationale le nommait colonel, préférablement à M. Ternaux et au général Bertrand. En même temps, la confiance du baron Louis le chargeait, avec MM. de Schonen et Duvergier de Hauranne, de la liquidation de l'ancienne liste civile et lui confiait l'administration provisoire du domaine de la couronne. Enfin, peu de jours avant son entrée au ministère, il venait de monter à la tribune de la chambre des pairs et d'obtenir de ses collègues qu'ils fissent comparaître devant eux le comte de Kergorlay, un des leurs, auteur d'une lettre insultante pour la royauté nouvelle.

C'est à ce jeune homme de vingt-neuf ans, distingué déjà par M. de Martignac, qui voulait lui ouvrir le conseil d'état et qui, sur son refus, le nomma conseiller général du département du Cher, que M. Laffitte avait fait offrir le poste périlleux de ministre de l'intérieur. Le général Sébastiani était chargé de cette mission. M. de Montalivet commença par décliner l'honneur redoutable et la lourde responsabilité qu'on voulait lui imposer; mais le général insista. Il rappela à son interlocuteur qu'en 1826 M. Laffitte le voulait pour gendre; il ajouta que, si ce projet, dont le poète Béranger avait pris l'initiative en même temps que M. de Kératry, ne s'était pas réalisé, le ministre des finances n'en avait pas moins conservé pour le jeune pair des sentimens de confiance et d'estime. Il énumera les services déjà rendus par M. de Montalivet, les circonstances qui l'avaient mis en évidence. Ces services justifiaient le ministère d'avoir songé à l'appeler dans son sein, malgré sa jeunesse. Cette jeunesse, au surplus, n'était-elle pas une qualité, après une révolution dans laquelle l'École polytechnique, d'où sortait M. de Montalivet, avait joué un si grand rôle? Pour traverser la dangereuse épreuve du procès des anciens ministres de Charles X, pour lutter avec succès contre les passions aveugles qui s'efforçaient de faire violence à la cour des pairs par un coupable appel à la vengeance du peuple, ce qu'il fallait avant tout, chez le ministre de l'inté-

rieur, c'était l'action, l'énergie, la popularité. M. de Montalivet avait reçu cette triple force de ses études, de ses idées libérales, de l'élection de la garde nationale. Il devait la mettre au service de la France, quand même il trouverait quelque témérité à accepter une mission que, de son côté, le ministère lui offrait, parce qu'il avait la plus grande confiance dans son succès. — M. de Montalivet ne se laissa pas fléchir par ces flatteuses obsessions; mais le même jour le roi, l'ayant fait appeler, lui dit : — Ce n'est pas un ministère que je vous prie d'accepter, c'est une responsabilité. Ne voulez-vous pas m'aider à sauver la vie des ministres? — M. de Montalivet céda sur-le-champ et n'hésita plus à jouer, sur la chance redoutable d'une seule journée, l'avenir de sa carrière politique tout entière (1).

A peine constitué sur ces bases nouvelles, le ministère Laffitte se trouva uni dans un sentiment commun, conforme à celui du roi, et dans la résolution de tout tenter pour repousser les exigences révolutionnaires aussi bien que pour sauver la vie des anciens ministres. L'influence de M. de Lafayette, celle de M. Odilon Barrot, y étaient encore puissantes, surtout dans la personne de M. Dupont de l'Eure; mais elles tendaient à s'affaiblir, et leur échec définitif devait succéder au dénoûment du procès. On sait en effet que, peu de jours après la condamnation de M. de Polignac et de ses collègues, M. de Lafayette fut contraint d'abandonner le commandement suprême des gardes nationales de France, supprimé par un vote de la chambre, et que M. Odilon Barrot un peu plus tard quitta la préfecture de la Seine, où son libéralisme imprudent et complaisant ne pouvait plus tenir contre le libéralisme plus habile et plus ferme de M. de Montalivet. Il convient d'ailleurs d'ajouter que ni M. de Lafayette ni M. Odilon Barrot n'étaient partisans de la peine capitale. Eux aussi voulaient une solution plus humaine et souhaitaient que le sang ne fût pas versé; mais leur erreur consistait à croire qu'on pouvait attendre la clémence de la générosité de la garde nationale et de la population de Paris. Mieux éclairé, le ministère était convaincu que la fermeté de son attitude pouvait seule avoir raison des passions qui commençaient à s'agiter autour de la cour des pairs. Au prix même de sa popularité, et sans la marchander plus que ne la marchandait le roi, qui se vouait tout entier à l'accomplissement de cette œuvre courageuse, il entendait résister à des exigences dont le triomphe eût déshonoré, en l'affaiblissant, le gouvernement de juillet et peut-être préparé sa chute.

Il trouvait des complices dans l'immense majorité de la haute assemblée qui siégeait au Luxembourg, nous aurions dit dans l'una-

(1) Mémoires inédits.

nimité, si cette unanimité n'eût été détruite par la colère d'une douzaine de pairs acharnés contre M. de Polignac, résolus à le sacrifier, et allant jusqu'à prétendre que le sacrifice du principal accusé sauverait les trois autres. A la chambre des députés, où les passions du dehors recrutaient des complices en plus grand nombre, le parti de la clémence trouvait cependant des adeptes éloquens et convaincus. Dans la séance du 9 novembre, quelques phrases de M. Odilon Barrot sur l'adresse au roi contre la peine de mort amenèrent M. Guizot à la tribune. Comme, en s'y rendant, il passait devant M. Casimir Perier, ce dernier lui dit : — Vous ferez d'inutiles efforts; vous ne sauverez pas la tête de M. de Polignac. — M. Guizot s'exprima en ces termes : — Je ne porte aucun intérêt aux ministres tombés, je n'ai avec aucun d'eux aucune relation; mais j'ai la profonde conviction qu'il est de l'honneur de la nation, de son honneur historique, de ne pas verser leur sang. Après avoir changé le gouvernement et renouvelé la face du pays, c'est une chose misérable de venir poursuivre une justice mesquine à côté de cette justice immense qui a frappé, non pas quatre hommes, mais un gouvernement tout entier, toute une dynastie. En fait de sang, la France ne veut rien d'inutile. Toutes les révolutions ont versé le sang par colère, non par nécessité; trois mois, six mois après, le sang a tourné contre elles. Ne rentrons pas aujourd'hui dans l'ornière où nous n'avons pas marché, même pendant le combat. — La chambre accueillit ces paroles avec une émotion sympathique. M. Royer-Collard dit à M. Guizot : — Vous ferez de plus grands discours; vous ne vous ferez jamais à vous-même plus d'honneur. — M. de Martignac, s'asseyant à côté de l'orateur pour le remercier du secours qu'il venait d'apporter aux anciens ministres, ajouta : — C'est grand dommage que cette cause ne se juge pas ici et en ce moment; elle serait gagnée. — Ainsi, devant les clameurs de la rue, commençait une généreuse et humaine conjuration dont il nous reste maintenant à raconter les péripéties et la victoire.

A la cour des pairs, l'instruction judiciaire se poursuivait. De tous les ministères arrivaient au président des pièces à l'appui, propres à éclairer les juges. Des incidens singuliers se produisaient. On recherchait au parquet de la Seine les mandats d'amener que l'ancien ministère était accusé d'avoir dressés contre des députés et des journalistes, et l'on n'en trouvait aucune trace. Un malfaiteur enfermé dans les prisons de Toulouse déclarait spontanément avoir reçu de M. de Polignac l'ordre d'allumer des incendies en Normandie. On l'amenait à Paris pour le mettre en présence de l'ex-président du conseil, et en y arrivant il rétractait sa déclaration, laissant entendre qu'elle était sans fondement, qu'il ne l'avait faite que pour se procurer l'agrément d'un voyage et se ménager une occa-

sion de fuir. Un sieur Lizoire, inventeur de projectiles, prétendait avoir reçu une commande de bombes destinées à être employées contre l'insurrection, et pour démontrer la fausseté de son assertion, il ne fallait rien moins qu'une lettre du général Sébastiani attestant que les engins de Lizoire étaient parfaitement inoffensifs.

En même temps, le président recevait des lettres signées ou anonymes pour et contre les ministres. Nous avons eu la patience de dépouiller aux archives de France le volumineux dossier de ces documens ignorés. L'orgueil de l'homme, sa générosité, sa naïveté, sa sottise, s'étalent là en toute liberté. Voici d'abord les dénonciateurs. Celui-ci a entendu M. de Polignac donner des ordres sanguinaires; celui-là a vu le duc de Raguse tirer sur le peuple. Un troisième n'a rien vu, mais il connaît un individu dont le frère peut fournir des renseignemens précieux. Un quatrième aspire à faire à la cour des révélations importantes; il ajoute « qu'aucun motif de vaine célébrité ne l'a dirigé, bien qu'il attache à cette circonstance de sa vie une importance relative à sa grandeur. » Un médecin veut être entendu le 8 décembre; en réalité il n'a rien à dire et ne cherche qu'à se procurer, comme témoin, un billet d'entrée dans la salle des séances, billet qu'il ne peut obtenir, ainsi que cela résulte des plaintes qu'il adresse le 16 au grand référendaire de la chambre des pairs.

Les griefs privés se mêlent aux griefs politiques. Le subrogé-tuteur de l'héritier de M. de Lally-Tolendal se plaint d'un déni de justice dont son pupille a été l'objet. De bonnes âmes présentent des argumens en faveur des ministres accusés. Un anonyme raconte que le prince de Polignac lui a fait la charité à Londres; un commissaire de police de la Gironde affirme que M. d'Haussez lui a dit un jour être l'ennemi des lois d'exception. Les fous ne manquent pas à la collection. Il en est un qui aspire à présenter la défense des coupables et débute ainsi : « Très nobles et puissans seigneurs, de toutes les ambitions qui ont dévoré le cœur de l'homme depuis qu'il existe, jamais aucune d'elles ne fut plus caractérisée que celle qui me parle déjà depuis l'âge le plus tendre. » Un autre se dit « chargé par Clio de composer l'histoire de la révolution. » Une lettre sans signature dénonce aux pairs la conspiration qui s'organise contre eux pour les massacrer si les ministres ne sont pas condamnés. Un esprit fort demande que la France entière soit constituée en jury pour prononcer sur leur sort. Enfin un philanthrope propose de substituer, en cas de condamnation, deux têtes à celles des condamnés. « Je serai à l'échafaud, s'écrie-t-il, à neuf heures du soir. » A côté de ces folies, les menaces. On écrit de Lyon : « La France et l'Europe entière ont les yeux sur vous. Malheur! malheur! Si les ministres sont condamnés, la Vendée, le Midi et les braves gens

des autres villes de France les vengeront. Malheur à Paris l'infâme! Elle doit être brûlée. Vive Henri V! » On écrit de Paris : « Malheur à vous, si vous ne présentez pas un juste arrêt de mort. Mort ou vengeance! Le peuple attend! »

Puis, c'est une lettre de la duchesse de Raguse, demandant au nom de son mari qu'une enquête soit ouverte afin de rechercher: « 1° si l'ordre confidentiel du 20 juillet était destiné à protéger les ordonnances et en assurer l'effet, ou si au contraire ce n'était qu'une formule militaire en usage depuis dix ans; 2° si l'ordonnance du 25 juillet qui confia le commandement au maréchal lui a été communiquée avant le 27; 3° si les chefs de corps ont eu l'ordre écrit de tirer sur le peuple sans ménagement, ou si au contraire une extrême modération leur avait été recommandée. » Enfin, dans le même dossier, nous pouvons prendre connaissance de trois pièces trouvées après la bataille, dans le jardin des Tuileries ou aux environs. La première est un billet du prince de Polignac au duc de Raguse, l'engageant à faire savoir aux insurgés « que le roi donnera de l'argent à ceux qui abandonneront les rangs de l'émeute et que les autres au contraire seront traduits devant un conseil de guerre. » La seconde et la troisième sont des adjurations adressées l'une « aux Français, » pour les convaincre qu'ils doivent défendre leurs libertés menacées, l'autre à Charles X, le 26 juillet, pour lui faire savoir « que sa tête est mise à prix. » On est heureux de se reposer de ces violences en lisant les lettres éloquentes que l'Académie et le barreau de Lyon adressaient à la cour des pairs afin de recommander M. de Chantelauze à la générosité de ses juges.

Le 29 novembre, l'instruction était close, et M. de Bastard en rendait compte à ses collègues dans un volumineux rapport qui n'est, à vrai dire, qu'une édition nouvelle de l'acte d'accusation, déjà dressé par les commissions de la chambre des députés. Il convient cependant d'observer qu'il y est fait preuve de plus de justice à l'égard des accusés. Les événemens y sont racontés avec impartialité; le désir de rechercher la vérité s'y retrouve à toutes les pages, avec la volonté de ne pas charger les ministres au gré des passions du dehors. De l'examen des ordonnances, il résultait pour le rapporteur qu'en les publiant les ministres de Charles X avaient violé la charte. Il admettait cependant qu'ils n'avaient ni prémédité longtemps à l'avance cette violation criminelle, ni prévu ses résultats. Il cherchait ensuite à distinguer dans leur responsabilité collective la part qui pesait plus spécialement sur chacun d'eux. Il attribuait à M. de Polignac la culpabilité la plus grande. Il déplorait son aveugle confiance, lui reprochait la mise en état de siége de Paris, la résistance opposée par lui à la suspension des hostilités; mais, passant sur ces faits, qu'il appuyait de preuves et de

témoignages, il terminait la première partie de son travail en déclarant que la seule signature des ordonnances constituait à ses yeux le véritable crime de M. de Polignac et de ses collègues. Dans la seconde partie, il s'appliquait vainement à découvrir la cause des incendies de Normandie, dans lesquels il voyait le résultat d'un complot; mais il était obligé de reconnaître qu'il n'existait aucune preuve de la complicité des ministres dans cet exécrable attentat. Dans la troisième partie enfin, il s'efforçait, en démontrant la compétence de la chambre des pairs, de répondre à des observations préjudicielles déjà faites par les accusés et qui devaient être reproduites dans leur défense.

Après avoir entendu la lecture de ce rapport, la cour des pairs rendit un arrêt par lequel elle traduisait devant elle les ministres accusés, absens ou présens, sans que l'instruction de la contumace pût retarder le jugement des détenus. Elle décida en outre qu'il ne serait admis dans les débats aucun intervenant ou partie civile, tous les droits étant d'ailleurs réservés. L'ouverture de ces débats fut fixée au 15 décembre. On touchait donc à la crise; on entrait dans ce que M. Guizot a heureusement appelé « le défilé du procès des ministres. » Les bonnes volontés étaient prêtes, les dévoûmens allaient s'élever à la hauteur des périls, et ce fut l'honneur et le mérite des hommes mêlés à ces dramatiques péripéties de n'avoir pas perdu un seul instant l'énergie, le courage et l'espérance.

Aux approches du procès, l'agitation augmentait dans Paris. Elle se traduisait par les manifestations bruyantes de la rue, les placards séditieux, par des scènes de violence aux théâtres, dans les écoles, aux portes des deux préfectures, où les ouvriers sans travail allaient demander de l'ouvrage et du pain. Si l'on ajoute à ces symptômes d'un état révolutionnaire menaçant, la détresse des affaires, la multiplicité des faillites, la crainte de la guerre, l'audace de la démagogie, un mécontentement général, l'on pourra se rendre compte de la physionomie de Paris au moment où les anciens ministres de Charles X allaient comparaître devant leurs juges.

II.

Le 10 décembre, à sept heures du matin, M. de Polignac et ses collègues, à l'exception de M. de Chantelauze, que son état maladif retint à Vincennes jusqu'au soir, furent transférés, sous la protection d'une imposante escorte, du château dans lequel ils venaient de passer trois mois au palais du Petit-Luxembourg, où un appartement avait été transformé en prison pour les recevoir. M. de Montalivet présidait à ce transfèrement. Cinq jours après, le 15 dé-

cembre, le procès commençait. Avant l'ouverture de la séance publique, le président Pasquier réunit les pairs en conférence dans la chambre du conseil et leur fit connaître, dans une allocution brève et ferme, l'étendue de leurs devoirs et de leurs droits, en même temps qu'il établissait, par les précédens, que la direction des débats lui appartenait exclusivement (1). Une foule énorme restait groupée aux abords du palais dont les cours et les issues étaient gardées par les troupes de ligne, plusieurs piquets de cavalerie et de forts détachemens de la garde nationale. Deux colonels de cette garde, MM. Ladvocat et Feisthamel, étaient chargés spécialement de veiller à la sûreté des accusés. Sous les ordres du général de Lafayette et du président, le général Fabvier avait le commandement supérieur de toutes les troupes, d'un effectif d'environ 2,000 hommes, y compris la police. Le palais était exceptionnellement fortifié par des grilles et des enceintes improvisées; on n'y pénétrait qu'avec des cartes sévèrement contrôlées. Le ministre de l'intérieur, le préfet de la Seine, le préfet de police exerçaient eux-mêmes une active surveillance de tous côtés, afin d'être assurés que les mesures de précaution ordonnées depuis plusieurs jours étaient rigoureusement observées.

Vers onze heures, la cour entra en séance, et les pairs occupèrent leurs siéges. La salle offrait un aspect saisissant. Le corps diplomatique, la chambre des députés, les cours, les tribunaux, le barreau, les représentans de la presse, les députations des écoles avaient des tribunes réservées. Une foule compacte remplissait les tribunes publiques. Parmi les hommes appelés à tenir un rôle dans ce grand débat, cette foule désignait les plus illustres : entre les pairs, ceux qui avaient été les juges du maréchal Ney; au fauteuil, ce fin et habile baron Pasquier, qui préludait à sa glorieuse présidence de dix-huit ans par une épreuve solennelle de laquelle il devait sortir victorieux; au banc des commissaires, placé à la gauche du président et faisant face aux accusés, MM. Bérenger, Madier de Montjau et Persil, solennels et graves, revêtus de l'ancien costume des députés, dont les manches et le collet n'étaient plus ornés des fleurs de lys; sur les bancs de la défense, M. de Martignac avec son visage sympathique et doux, encadré de longs cheveux et qui trahissait par sa pâleur les émotions de l'ancien ministre sur qui portait la plus lourde part dans la responsabilité de la défense; M. Paul Sauzet, avec sa haute taille, mince et flexible, ses traits altérés et son regard brillant; MM. Hennequin et Crémieux, alors dans tout l'éclat d'une célébrité que la politique laissait encore intacte.

Il fut procédé d'abord à l'appel des pairs : 163 répondirent; 29

(1) Archives nationales.

étaient absens, 19 excusés pour des motifs de santé, 3 parce qu'ils étaient retenus loin de Paris par des missions diplomatiques; le duc de Gramont, à cause de sa parenté avec l'un des accusés; le maréchal Soult et le comte de Montalivet, à raison de leurs fonctions ministérielles; l'abbé de Montesquiou, par suite de son caractère ecclésiastique; MM. de Sémonville, de Glandèves et de Chabrol-Crouzols, parce qu'ils figuraient au procès comme témoins. Après cette formalité, on introduisit les accusés. Leur attitude imposa sur-le-champ le respect. M. de Polignac souriait en adressant autour de lui quelques saluts; M. de Chantelauze se traînait avec peine et semblait accablé; M. de Peyronnet affectait un air affligé, qui n'enlevait rien à sa fierté. Quant à M. de Guernon-Ranville, après avoir serré la main de son défenseur, il se plongea dans la lecture d'une brochure, affectant de ne rien regarder de ce qui se passait autour de lui. La cause s'ouvrit par les questions d'usage aux accusés. Après y avoir répondu, ils déposèrent les protestations et les réserves qu'ils avaient déjà faites touchant l'incompétence de la cour, et que leurs défenseurs devaient développer. Puis le président donna la parole aux commissaires de la chambre des députés. L'un d'eux, M. Bérenger, exposa d'abord l'objet et les moyens de l'accusation, laquelle n'offrait plus qu'un intérêt secondaire, les faits qu'elle avait à dénoncer et les argumens qu'elle devait faire valoir ayant été énumérés longuement dans les deux rapports qui lui servaient de base.

Il n'est pas cependant inutile de signaler en passant le caractère un peu suranné, même pour le temps, de l'éloquence des accusateurs. L'éloquence parlementaire et judiciaire était alors en voie de transformation. Tendant à se rajeunir dans la bouche des Martignac, des Guizot, des Sauzet, des Berryer, des Dupin, elle gardait encore dans l'accent d'hommes tels que MM. Bérenger, Madier de Montjau et Persil, une physionomie solennelle et compassée qui rend aujourd'hui difficile et ingrate la lecture de leurs rapports et de leurs réquisitoires. Au surplus, on n'attend pas de nous que nous insérions ici des documens volumineux où le récit des événemens déjà connus est encadré dans des objurgations passionnées, froidement calculées et débitées froidement; nous n'en devons retenir que ce qui est nécessaire à l'histoire de cette cause mémorable. M. Bérenger résuma ainsi les charges qui pesaient sur les accusés : « La presse périodique détruite, la censure rétablie, les opérations des colléges, audacieusement annulées sous le prétexte d'une dissolution, nos lois électorales abrogées et remplacées par un vain simulacre d'élections, la force des armes inhumainement employée pour comprimer l'indignation et pour assurer le succès de ces désastreuses mesures, voilà les crimes dont la réparation

est due au pays. » A ce premier réquisitoire succéda l'appel des témoins au nombre de 31 à charge et 10 à décharge.

Puis le président procéda à l'interrogatoire des accusés; celui de M. de Polignac devait offrir et offrit plus d'intérêt que celui de ses collègues. Après avoir refusé de s'expliquer sur ce qui s'était passé dans le conseil qu'il présidait et de nommer les ministres rédacteurs des ordonnances, l'accusé nia avoir eu connaissance de manœuvres illégales commises pendant les élections; il se défendit énergiquement d'avoir eu l'intention de violer la charte et prémédité les ordonnances, dont la pensée n'était née que quelques jours avant leur signature, de n'avoir pas concouru de tous ses efforts à arrêter l'effusion du sang. Aucun des ordres donnés à la troupe n'émanait de lui; s'il n'avait pas tenu compte immédiatement de la démarche faite auprès du ministère par des députés pour obtenir la cessation du combat, s'il avait refusé de les recevoir, c'est qu'il ne pouvait leur répondre sans avoir consulté le roi. En revanche, aussitôt après la visite de MM. de Sémonville et d'Argout au maréchal Marmont, et après l'entretien qu'il avait eu lui-même avec les deux pairs, il les avait précédés à Saint-Cloud pour donner sa démission et faire retirer les ordonnances. Quant à l'argent distribué aux troupes sur la place du Carrousel dans la matinée du 29, la distribution en avait été faite sans son ordre, qu'il eût refusé si on le lui eût demandé.

M. de Peyronnet repoussa vivement le reproche d'avoir ordonné des mesures illégales pendant les élections. Il invoqua une circulaire adressée par lui aux préfets le 15 juin, pour leur enjoindre de respecter la liberté des électeurs. Il reconnut avoir rédigé l'ordonnance de dissolution; mais, tout en laissant entendre qu'il s'était efforcé d'abord de s'opposer au système qui avait prévalu, il refusa de faire connaître l'opinion exprimée par ses collègues dans les conseils où ce système avait été discuté. Sur les points de l'accusation qui étaient communs à lui et à eux, il confirma les dires de M. de Polignac.

M. de Chantelauze déclara n'avoir pas désiré le renversement du ministère Martignac, encore qu'il souhaitât alors quelques modifications dans la marche du gouvernement. Il ne nia pas avoir employé des « moyens légaux » pour diriger les votes des magistrats; mais il n'avait mis aucun prix à cet acte de conscience. Il n'avait prononcé qu'une destitution, et encore était-ce pour un motif étranger à la politique. Comme ses collègues, il refusa de divulguer les délibérations du conseil; mais il avoua être l'auteur du rapport sur la presse, tout en faisant remarquer que l'ordonnance contre les journaux n'était que provisoire et devait être convertie en loi. Aux questions que le président lui adressa pour savoir s'il avait

participé à la direction des mouvemens militaires, il répondit par une dénégation formelle. — J'aurais voulu pouvoir arrêter l'effusion du sang, dit-il; plus que personne j'ai gémi du malheur des trois journées et du sort des victimes qui sont tombées; mais il ne m'appartenait pas de provoquer des mesures à cet égard.

M. de Guernon-Ranville, interrogé le dernier, rappela qu'en entrant dans le cabinet du 8 avril, il dit à M. de Polignac que « la charte était son évangile politique. » Il se défendit d'avoir employé des menaces ou des promesses pour obtenir les suffrages des fonctionnaires, et cita une de ses circulaires dans laquelle il les adjurait de consacrer leur influence à faire élire des députés « fidèles au roi et au pays. » Il avoua n'avoir pas partagé l'opinion de ses collègues sur les ordonnances et les avoir combattues. Il ne les avait ensuite signées que pour se conformer à la décision de la majorité. — Dans les deux journées que nous avons passées aux Tuileries, ajouta-t-il, il n'est pas un de nous qui n'eût voulu racheter au prix de son sang les malheurs qui désolaient la capitale; mais en ce moment il était impossible de prendre aucune détermination; ce n'était qu'à Saint-Cloud, en présence du roi, qu'elle pouvait être prise.

Ces interrogatoires avaient occupé la plus grande partie de la première séance. On entendit cependant plusieurs témoins : M. Billot, ex-procureur du roi, qui déclara n'avoir pas participé à l'ordre donné un moment d'arrêter un certain nombre de députés; le maréchal Gérard, qui rendit compte de la démarche faite par lui comme député et par quatre de ses collègues, MM. Casimir Perier, Laffitte, le comte de Lobau et Mauguin, le 28 juillet, auprès du duc de Raguse pour faire cesser le combat; le comte de Chabrol-Volvic, ex-préfet de la Seine, à qui M. de Peyronnet avait dit le 26 juillet « que si le gouvernement était sorti, en vertu de l'article 14 de la charte, de son caractère légal, c'était pour y rentrer très prochainement; » M. de Champagny, directeur du ministère de la guerre, qui attesta la sollicitude déployée par M. de Polignac pour arrêter les incendies de Normandie.

L'audition des témoins continua pendant toute la séance du lendemain. Il y eut ce jour-là des dépositions empreintes du plus dramatique intérêt. Ce fut d'abord M. Laffitte qui, reprenant le récit fait la veille par le maréchal Gérard, présenta un saisissant tableau des angoisses du duc de Raguse pendant le combat et le montra pénétré de l'horreur de sa situation, n'osant prendre sur lui de faire cesser les hostilités, n'attendant qu'un ordre qui n'arrivait pas et qui ne fut provoqué par M. de Polignac que le 29 juillet, c'est-à-dire le troisième jour de l'insurrection, alors qu'elle était déjà victorieuse; puis ce fut M. de Komierowski, aide-de-camp du duc de

Raguse. Il raconta que le maréchal n'avait eu connaissance des ordonnances qu'après la publication, et qu'il avait dû quitter Saint-Cloud le 26 juillet sans pouvoir se procurer *le Moniteur* qui les contenait (1). Il ajouta que le 28, à midi, il avait été chargé par le maréchal de porter au roi une dépêche qui décrivait l'état de Paris et réclamait une prompte détermination, et qu'après une longue attente le roi lui avait ordonné de dire au maréchal « de tenir, de réunir ses forces sur la place du Carrousel et d'agir avec des masses.» Un autre aide-de-camp de Marmont, M. de Guise, confirma ce témoignage et prouva que la cour avait été plusieurs fois informée de la gravité du péril que le défaut de résolution faisait courir à la dynastie. On entendit également M. François Arago rendre compte de ses entretiens avec le duc de Raguse pendant la journée du 28. L'illustre témoin émut singulièrement ses auditeurs en rapportant le trait suivant. En attendant le maréchal qui l'avait quitté pour aller recevoir la députation que conduisait M. Laffitte, il causait avec un aide-de-camp, le chef d'escadron Delarue, et lui racontait qu'en parcourant différens quartiers, il avait vu les troupes fraterniser avec le peuple. La gravité de ce renseignement alarma M. Delarue, qui voulut le faire connaître au prince de Polignac. Il s'éloigna, laissant M. Arago seul; mais il revint au bout de quelques instans et s'écria : — Nous sommes perdus! Notre premier ministre n'entend même pas le français. Lorsqu'on lui a dit que les troupes fraternisaient avec le peuple, il a répondu : « Eh bien! il faut aussi tirer sur les troupes.» — La déposition de M. Arago causa dans l'auditoire une certaine émotion. M. de Martignac, se levant au milieu du trouble de l'assemblée, fit observer à la cour que le témoin n'avait pas entendu lui-même cette criminelle parole et que le témoignage direct de M. Delarue ne pouvait malheureusement être invoqué, cet officier se trouvant à l'étranger.

Mais de toutes les dépositions la plus impatiemment attendue et la plus émouvante fut celle du marquis de Sémonville. Le grand référendaire de la cour des pairs avait à raconter la démarche que le 28 juillet il avait faite, en compagnie de son collègue M. d'Argout, auprès des ministres d'abord, à Saint-Cloud ensuite. Il entra pâle, chancelant, accablé par le poids de ses souvenirs plus encore que par la vieillesse, et, s'appuyant contre le dossier d'un fauteuil apporté à son intention, il commença son récit. Dans sa physionomie, dans sa parole, dans son attitude, dans son geste, il y avait une solennité apprêtée, un peu théâtrale, bien conforme d'ailleurs au caractère de ce spirituel et malin personnage duquel on disait qu'il

(1) Un ordre du roi avait arrêté, le 26 juillet, la circulation du *Moniteur* dans le palais de Saint-Cloud.

était un incomparable comédien; mais sa relation traitait d'événemens d'un si puissant intérêt que l'émotion qu'il laissait voir en parlant devait être aussi sincère que celle qu'on ressentait autour de lui en l'écoutant. Il raconta donc comment, le 28 juillet, il s'était rendu à l'état-major où il avait trouvé le maréchal Marmont en proie au plus visible désespoir; comment ayant demandé à voir le prince de Polignac, et ce dernier étant venu, il lui avait parlé « avec une violence qui touchait presqu'à l'outrage » en lui enjoignant d'arrêter l'effusion du sang. « L'élévation de ma voix et de celle de M. d'Argout, dit-il dans son récit, amena dans le salon où nous étions, d'une part les officiers généraux et les officiers de l'état-major qui étaient dans la première pièce, et de l'autre tous les ministres. Dès ce moment l'entretien, la discussion, je ne pourrais pas dire la dispute, devint général. On pria les officiers de se retirer, et nous restâmes avec les ministres. » Dans ce conseil, M. de Polignac, supplié par le témoin de faire cesser les hostilités, se retranchait derrière l'autorité du roi, « toujours avec le même calme et la même politesse. Les autres ministres semblaient être de notre opinion, mais craignaient de la manifester, à ce qu'il nous a paru. » Enfin M. de Polignac demanda à se retirer pour délibérer avec eux. Pendant ce temps, M. de Sémonville et M. d'Argout proposèrent au maréchal d'arrêter les ministres. M. d'Argout se chargeait de faire connaître à la population de Paris la nouvelle de cette arrestation pendant que le duc de Raguse et M. de Sémonville iraient expliquer leur conduite au roi. Les indécisions du maréchal empêchèrent la réalisation de ce projet. M. de Sémonville et M. d'Argout partirent alors, suivis des ministres, pour Saint-Cloud, où ils virent le roi, et le ordonnances furent retirées.

Dans sa déposition, écoutée religieusement, le grand référendaire de la cour des pairs n'avait trahi aucun des détails de son entrevue avec le roi, détails dont il n'était pas question dans sa déposition écrite et qui par conséquent étaient complétement ignorés des juges comme du public. Sur l'observation du président qui fit délicatement allusion au serment de dire « toute la vérité » prêté par le témoin, ce dernier reprit : « Je crois, j'ai toujours cru que les résolutions que je voulais combattre en entrant dans le cabinet du roi étaient personnelles, anciennes, profondes, méditées, le résultat d'un système tout à la fois politique et religieux. Si j'avais eu un doute à cet égard, il aurait été entièrement dissipé par ce douloureux entretien. Toutes les fois que j'ai approché du système du roi, j'ai été repoussé par son inébranlable fermeté; il détournait les yeux des désastres de Paris, qu'il croyait exagérés dans ma bouche, il les détournait d'un orage qui menaçait sa tête et sa dynastie. Je ne suis parvenu à sa résolution qu'après avoir

passé par son cœur, lorsqu'après avoir tout épuisé, j'ai osé le rendre responsable envers lui-même du sort qu'il pouvait réserver à Mme la dauphine, peut-être éloignée à dessein dans ce moment; lorsque je le forçai d'entendre qu'une heure, une minute d'hésitation pouvait tout compromettre, si les désastres de Paris parvenaient sur son passage dans une commune ou dans une cité, et que les autorités ne pussent pas la protéger. Je le forçai d'entendre que lui seul la condamnait au seul malheur qu'elle n'eût pas encore connu, celui des outrages d'une population irritée. Des pleurs ont alors mouillé les yeux du roi; au même instant, sa sévérité a disparu, ses résolutions ont changé, sa tête s'est baissée sur sa poitrine; il m'a dit d'une voix basse, mais très émue : — Je vais dire à mon fils d'écrire et d'assembler le conseil. »

A la suite de cette importante révélation, M. de Polignac, pressé d'en détruire l'effet, demanda à y répondre. Il avoua que ce fut après la démarche de MM. de Sémonville et d'Argout qu'il reconnut et que ses collègues reconnurent avec lui que deux obligations s'imposaient au cabinet, celle de donner sa démission et celle de retirer les ordonnances. C'est dans ce sens qu'ayant précédé à Saint-Cloud M. de Sémonville et M. d'Argout, il parla au roi. Quant aux paroles qu'on lui attribuait, il en désavouait la signification en rappelant qu'il avait fait, pour mettre un terme à la lutte engagée dans les rues de Paris, tout ce qu'il pouvait faire. M. de Peyronnet appuya ces observations, en rappelant qu'il s'était joint à M. de Polignac pour faire connaître au roi l'opinion du duc de Raguse.

L'audition des témoins fut terminée dans la séance du 18 décembre, et M. Persil, l'un des commissaires de la chambre des députés, procureur-général à Paris, prononça son réquisitoire. Ce long discours, dans lequel, à côté des revendications qu'il fit entendre comme représentant de la loi, trouvèrent place les opinions du député qui, dès son entrée dans la chambre, juin 1830, s'était prononcé contre le ministère Polignac et avait ensuite protesté contre les ordonnances, était divisé en trois parties. La première traçait l'histoire de la révolution, de ses causes, et s'attachait à en légitimer les résultats, en mettant en relief la conduite criminelle des ministres de Charles X, auxquels elle reprochait surtout d'avoir armé les soldats contre des citoyens inoffensifs, des femmes et des enfans, et de n'avoir pas, dès le 28 juillet, arraché au roi la révocation des ordonnances. La seconde était consacrée à démontrer la trahison du ministère, à justifier les bases de l'accusation. Quant à l'objection tirée de la violation de la charte à l'égard du roi, violation qui, selon les accusés, détruisait leur responsabilité, l'orateur y répondait en disant : « La morale la plus commune exige que ceux qui ont commis la faute en supportent les conséquences. » La troisième

partie du réquisitoire énumérait les motifs de la poursuite et résumait ainsi les trois chefs d'accusation : 1° abus de pouvoir afin de fausser les élections; 2° changement arbitraire et violent des institutions; 3° attentat à la sûreté de l'état; excitation à la guerre civile. Le ministère public abandonnait l'accusation en ce qui touchait les incendies. En vain les conseillers de Charles X objectaient les périls de la monarchie. M. Persil soutint qu'au moment des ordonnances aucun péril ne la menaçait, et il apporta la plus âpre, la plus incisive éloquence pour établir la culpabilité personnelle de chacun des accusés. Il conclut en ces termes : « Nous vous demandons, messieurs, la condamnation des anciens ministres parce qu'ils ont trahi les intérêts de la France, livré toutes ses libertés, déchiré son sein en y portant la guerre civile. »

Les deux journées suivantes appartinrent à la défense. Elles ne furent pas les moins brillantes ni les moins glorieuses de ce mémorable procès. Elles tirèrent leur éclat non pas seulement du talent des défenseurs, mais aussi de leur courage et de leur attitude intrépide, au milieu des passions populaires qui grondaient, déchaînées et furieuses, autour du palais du Luxembourg. M. de Martignac, à qui était échue la tâche de diriger les plaidoiries et de traiter les points généraux communs à tous les accusés, parla le premier, au milieu d'un silence sympathique. « Sans vaine rhétorique, sans affirmation de générosité à l'égard de ses anciens adversaires devenus ses humbles cliens, sans étalage de fausse sensibilité sur leur sort actuel ou d'appréhension exagérée sur leurs périls, il se plaça naturellement entre les vainqueurs et les vaincus. Il tint compte aux uns de la difficulté du temps et des hommes qu'il avait lui-même encourue, sans parvenir à la surmonter; il leur tint compte d'un dévoûment honorable même dans ses excès et digne d'une meilleure cause; il demanda compte aux autres de leur victoire et de l'emploi qu'ils allaient en faire. — Le sang que vous verseriez aujourd'hui, leur dit-il, pensez-vous qu'il serait le dernier? En politique comme en religion, le martyre produit le fanatisme et le fanatisme le martyre. Ces efforts seraient vains, sans doute; ces tentatives viendraient se briser contre une force et une volonté invincibles; mais n'est-ce donc rien que d'avoir à punir sans cesse et à soutenir des rigueurs par d'autres rigueurs? n'est-ce donc rien que d'habituer les yeux à l'appareil du supplice et les cœurs au tourment des victimes, au gémissement des familles? Le coup frappé par vous ouvrirait un abîme et ces quatre têtes ne le combleraient pas... En prononçant ces paroles d'un accent solennel et prophétique, M. de Martignac se retourna vers les accusés, les couvrit en quelque sorte d'une commisération respectueuse et les remit entre nos mains avec un mélange inexprimable de grâce et d'autorité

Cicéron lui-même aurait avoué l'action, le geste et le langage (1). »

A M. de Martignac succéda M. de Peyronnet, qui voulut prendre la parole avant son défenseur pour raconter brièvement sa vie, et qui parla pendant quelques instans avec autant de calme que de simplicité. Aux actes reprochés à son ministère, il opposait ses services, des bienfaits ignorés, la liberté ou la vie rendue par lui à 300 condamnés politiques. « S'il me faut une rançon, elle est payée d'avance. J'ai rendu à l'ennemi 300 têtes des siens pour la mienne. » Parlant des ordonnances, il ajouta : « Pourquoi les ai-je signées? Ce secret est dans mon cœur et n'en doit pas sortir. Il y est accompagné d'amertume et de souvenirs douloureux... Le sang a coulé, voilà le souvenir qui me pèse... Un malheureux frappé comme moi n'a guère plus que des larmes, et l'on doit peut-être lui tenir compte de celles qu'il ne garde pas pour lui-même. » Cette allocution attendrie facilitait la tâche de M. Hennequin. Il n'eut plus qu'à suivre, jour par jour, la conduite de M. de Peyronnet, à la justifier par la lecture de documens et de preuves. Il lui rendit un éloquent hommage, allant jusqu'à dire que les couronnes civiques avaient récompensé des services moindres que ceux de son client. « J'ai parlé de couronnes! s'écria-t-il tout à coup. De couronnes! Malheureux, quand la patrie est en deuil! Ah! des couronnes, c'est aux tombes qui se sont ouvertes qu'il faut les offrir, et non pas à l'homme si profondément malheureux de les avoir vues s'ouvrir! »

Le tour de M. Paul Sauzet était venu. En écoutant M. de Martignac trouver des accens généreux et pathétiques pour défendre son ancien adversaire et mettre au service d'une cause désespérée sa persuasive éloquence, l'assemblée tout entière avait été saisie de cet indicible émoi que tout grand spectacle éveille dans l'âme humaine. Elle éprouva une sensation analogue quand elle vit se lever le jeune avocat de Lyon et quand sa voix harmonieuse commença à se faire entendre. M. Paul Sauzet, ce jour-là, se couvrit de gloire. Inconnu la veille, il fut célèbre le lendemain. M. Royer-Collard déclara que, depuis Mirabeau, aucun discours plus saisissant n'avait été prononcé, et l'historien Niebuhr, quelques semaines plus tard, couché sur son lit de mort, oubliait son mal pour se faire lire cette magnifique plaidoirie dont les auditeurs ont conservé un inoubliable souvenir. On ne saurait analyser une telle page; il faut la lire pour l'admirer. M. Sauzet plaida la nécessité, et, avec un art consommé, s'attacha à démontrer que la restauration devait fatalement faire ce qu'elle avait fait, qu'elle ne pouvait pas ne pas le faire. Il y avait guerre entre les Bourbons et la France, et la liberté

(1) Notes biographiques du duc de Broglie, citées dans notre livre, *le Ministère de M. de Martignac.*

de la presse était incompatible avec leur gouvernement. C'est là ce qui justifiait M. de Chantelauze. « Il n'est pas de charte sans article 14, s'écria l'orateur; quand il n'y est pas, la nécessité peut forcer un jour à l'y mettre. C'est la nécessité qui est l'interprétation vivante des chartes. Il faut toujours un pouvoir prédominant. Cette vérité de l'histoire s'appellera : ostracisme, dictature, lits de justice, et chez nous régime des ordonnances. » Puis il développa cette pensée que, la royauté ayant été frappée, les ministres ne pouvaient plus être responsables. Il demandait donc leur acquittement, au nom de la justice et de la pacification des esprits.

Cette plaidoirie, commencée dans la séance du 19 décembre, ne s'acheva que dans la séance du 20. M. Crémieux, défenseur de M. de Guernon-Ranville, eut alors la parole. Il y avait déjà en faveur de son client une réaction générale. Il ne songea donc qu'à le faire absoudre d'un moment de faiblesse, de cette fatale signature, « erreur de son esprit ou concession de son cœur. » Si M. de Guernon-Ranville avait signé les ordonnances, du moins, loin de les conseiller, il les avait combattues. L'orateur touchait au terme de son discours, quand tout à coup une clameur que dominait le bruit du tambour se fit entendre au dehors; bientôt on apprenait que le palais était menacé par la populace et qu'on battait le rappel dans les rues de Paris. En même temps, suffoqué par la fatigue ou l'émotion, M. Crémieux s'évanouit; il fallut l'emporter hors de la salle. La séance se poursuivit cependant au milieu d'un certain trouble. La foule, rassemblée dans la rue de Tournon, poussait des cris stridens. Un moment même, elle parvint à forcer les portes de la grande cour, d'où elle fut expulsée par la garde nationale. C'était à l'heure où M. Bérenger répliquait à la défense. Le président recevait du dehors des informations qui lui étaient apportées de minute en minute. Il interrompit soudain le commissaire de la chambre des députés, et dit : — Je suis informé par le chef de la force armée qu'il n'y a plus de sûreté pour nos délibérations. La séance est levée.

Les accusés furent ramenés dans leur prison; les pairs se retirèrent; mais la foule ne se dispersa que fort tard dans la soirée, et après qu'on eut opéré un certain nombre d'arrestations. Cette foule, qui interrompait ou ralentissait la circulation aux abords du palais, était menaçante. On y remarquait des figures sinistres, des hommes débraillés qui menaçaient du poing les équipages. Plusieurs pairs furent insultés, leurs voitures souillées de terre et de boue. Néanmoins, on n'eut à déplorer aucun accident grave, et la soirée s'acheva paisiblement; mais en prévision de la journée du lendemain, durant laquelle la cour des pairs devait rendre son arrêt, le gouvernement avisait cette nuit même aux mesures à prendre pour

maintenir la sécurité publique, assurer au tribunal suprême la liberté de ses délibérations et protéger la vie des accusés.

III.

Les troubles qui venaient d'éclater avec tant de force dans la journée du 20 décembre étaient la conséquence de la sourde agitation qui régnait depuis cinq mois dans Paris. Ils étaient aussi l'œuvre des associations populaires et des sociétés secrètes qui cherchaient l'occasion de briser le trône élevé soudain, contrairement à leurs vœux, à l'issue des journées de juillet. Quoique prévus et attendus par un pouvoir qui connaissait sa force et ses droits et qui s'apprêtait à tenir tête à toute insurrection, ils tiraient leur gravité de la complicité tacite, mais réelle, d'une partie de la garde nationale, chargée de les réprimer, et surtout des complaisances inconscientes du général de Lafayette et de M. Odilon Barrot, que leur entourage, composé de mécontens, poussait à profiter de ces instans pour faire des conditions et réclamer des garanties.

Dès la veille, en présence des symptômes inquiétans pour la sécurité publique, le général Lafayette adressait aux gardes nationales du royaume une proclamation empreinte de cet esprit de naïve générosité qui lui était propre, mais qui dans ces circonstances ne pouvait être efficace, et qui semblait plutôt la manifestation d'une grande faiblesse et d'une vive inquiétude que celle d'une énergique résolution. « Le général en chef, disait-il, à l'entrée de cette semaine où la gloire de la grande semaine paraît menacée d'être ternie par des désordres et des violences, croit devoir rappeler à ses concitoyens les principes et l'expérience de toute sa vie. Il s'adresse aux citoyens égarés qui croiraient servir la justice en menaçant des juges et en cherchant à se faire justice de leurs propres mains. Il aime sa popularité beaucoup plus que sa vie; mais il sacrifierait l'une et l'autre plutôt que de manquer à un devoir ou de souffrir un crime. » M. Odilon Barrot, préfet de la Seine, M. Treilhard, préfet de police, tenaient un langage analogue, donnant à entendre l'un et l'autre à ce peuple qu'ils conjuraient de contenir ses colères qu'elles étaient légitimes. M. Odilon Barrot ajoutait, il est vrai, « que le premier acte d'agression violente serait considéré et puni comme crime; » mais cette menace, perdue dans une phraséologie nuageuse, ne modifiait guère le caractère général de ces proclamations. S'attachant à flatter les passions qu'on voulait combattre, elles furent accueillies avec des railleries par les meneurs de l'émeute, avec effroi par les hommes modérés, que ces accens, où la force et la résolution du pouvoir n'étaient pas suffisamment affirmées, alarmaient au lieu de les rassurer. Elles n'empêchèrent

pas la populace, qui devinait sinon des encouragemens, du moins des sympathies parmi quelques-uns de ceux qui s'efforçaient de la contenir, de se porter, comme on l'a vu, vers le Luxembourg, dans la journée du 20, de proférer des vociférations contre les ministres accusés et contre leurs juges, d'injurier même ces derniers à l'issue de la séance de la cour des pairs, levée subitement, tandis que le rappel était battu dans tous les quartiers.

A ce moment, la chambre des députés était réunie et discutait la loi relative à l'organisation de la garde nationale. A la nouvelle des attroupemens qui s'étaient formés dans le quartier latin, M. de Kératry interrompit la discussion et interpella le président du conseil des ministres afin de connaître la pensée du gouvernement sur le caractère de l'émeute naissante. Le discours de M. Laffitte eut un ton d'énergie et de courage qui contrastait heureusement avec les proclamations citées plus haut. Il exposa que de vives inquiétudes s'étaient répandues pour le roi, pour la chambre, pour la France, mais qu'elles étaient exagérées. Le gouvernement connaissait ses ennemis, les ennemis de la loi, et ferait son devoir : « Des hommes qui s'inquiètent peu du sort de quatre accusés, dit-il en terminant, mais qui ne peuvent supporter l'ordre, se sont dit que les lois ne seraient pas observées; ils l'ont dit, et c'est là ce qu'ils veulent. Peu leur importe que tel ou tel individu succombe sous la sévérité de la justice; ce qui leur importe, c'est d'attenter à l'état de choses existant. Voilà le secret des troubles prémédités, s'ils sont réels. Il faut, messieurs, que la brave population de Paris le sache, on n'en veut pas à l'existence des anciens ministres, mais à l'ordre; or, vous pouvez y compter, le gouvernement protégéra l'ordre, parce que, nous le répétons, c'est son devoir. » MM. Dupin aîné et Odilon Barrot, ce dernier par un vaillant et noble langage, bien différent de celui qu'il tenait quand il s'adressait directement au peuple, confirmèrent les assertions de M. Laffitte. « J'ai dévoué ma vie, s'écria M. Odilon Barrot, pour opérer cette révolution que j'ai considérée comme la seule transaction possible entre le pouvoir et la liberté. Je suis prêt à la dévouer encore pour empêcher que la révolution ne soit déshonorée. » M. Guizot, oubliant de récens ressentimens, applaudit aux paroles du préfet de la Seine, et le général Sébastiani acheva de rendre la confiance à la chambre, en déclarant que le gouvernement avait pris les mesures nécessaires à la défense de l'ordre et des lois. L'interpellation de M. de Kératry eut donc le précieux avantage de démontrer qu'en dépit de quelques défaillances plus apparentes que réelles, tous les hommes qui tenaient au gouvernement étaient d'accord pour imposer au pays le respect de la décision solennelle que se préparait à rendre la cour des pairs.

C'est en vue de cette décision, qui devait être prononcée le lendemain, qu'il s'agissait maintenant d'aviser. Depuis l'ouverture des débats, le comte de Montalivet, dans une circulaire aux préfets, dans son appel à la garde nationale, dans toutes ses paroles et tous ses actes, avait donné d'heureuses preuves de tact, de prudence et d'intrépidité. Témoin et confident des angoisses du roi, qui, durant ces heures bruyantes, songeait avant tout au salut des accusés dont le sang, à ce qu'il lui semblait, eût déshonoré l'aurore de son règne, le ministre de l'intérieur avait fait de leur sûreté personnelle l'objet de ses ardens efforts; mais le trouble de la journée, les clameurs qu'il avait entendues autour du Luxembourg pendant cette après-midi du 20 décembre, l'exaspération de la foule venaient accroître tout à coup sa responsabilité au moment où l'issue du procès allait déchaîner toutes les passions et tous les périls. Il n'entendait pas décliner cette responsabilité, mais il voulait être assuré du concours de tous ceux qui, placés à ses côtés ou sous ses ordres, avaient le devoir de le seconder. C'est sous l'empire de ces considérations qu'il provoqua, pour le même soir, la réunion d'une conférence dans laquelle devaient être examinées les éventualités de la journée du lendemain. La conférence se tint vers onze heures au palais du Luxembourg (1). C'est là que se rencontrèrent le général de Lafayette et son fils, le baron Pasquier, président de la cour des pairs, le marquis de Sémonville, grand référendaire, le général Sébastiani, ministre des affaires étrangères, le comte de Montalivet et M. Odilon Barrot. Le maréchal Soult, dont la place eût été naturellement dans ce conseil, se tenait en permanence au ministère de la guerre afin d'être prêt à donner les ordres nécessités par les incidens qui se pressaient d'heure en heure et d'en surveiller l'exécution.

La conférence s'ouvrit sous la présidence du général de Lafayette. Après un exposé de la situation de Paris présenté par le ministre de l'intérieur, et sur la proposition du baron Pasquier, il fut unanimement décidé qu'aussitôt après la clôture des débats engagés devant la cour, et avant que les pairs entrassent dans la chambre du conseil, les anciens ministres seraient immédiatement conduits, par un petit escalier communiquant directement avec le jardin du Luxembourg, jusqu'à des voitures destinées à les ramener à Vincennes, en traversant le jardin uniquement occupé par la troupe de ligne. Le général de Lafayette ne se rallia pas à ce plan sans le discuter avec vivacité. L'occupation du jardin par la ligne et l'exclusion de la garde nationale étaient à ses yeux une injure pour celle-ci,

(1) Ces détails et ceux qui suivent sont empruntés aux Mémoires inédits que nous avons déjà cités.

une insulte à la générosité du peuple. Il alléguait que ces mesures, dictées par la défiance, deviendraient non un acte de sagesse et de prudence, mais une sorte de défi propre à exciter les colères et non à les apaiser : — Vous employez trop d'armée et pas assez de peuple, répétait-il. — Mais il dut renoncer à convaincre la majorité de ses auditeurs, et finit par céder. Il consentit, quoiqu'à regret, à ce que la troupe de ligne occupât seule le jardin à l'heure où les anciens ministres devaient le traverser. De son côté, le baron Pasquier, pour mieux assurer le succès de ce plan si simple et si facile, devait s'efforcer de hâter la fin des débats publics, afin que le transfèrement, qui surexcitait et ameutait tant de mauvaises passions, eût lieu dès la première heure de l'après-midi, bien avant le moment présumé par l'attente publique. On arrêta encore toutes les mesures militaires que dictait la prudence. Des postes devaient être échelonnés entre le palais du Luxembourg et le château de Vincennes, sur la route qu'avaient à parcourir les anciens ministres, afin de prêter main-forte au besoin à leur escorte. Cette escorte devait se composer de deux escadrons de cavalerie. Elle attendrait les prisonniers aux grilles, du côté de l'Observatoire, avec des voitures et des chevaux que M. de Sémonville se chargeait d'y faire conduire. Le président signa, séance tenante, l'ordre de transfèrement des prisonniers. Le général de Lafayette signa également cet ordre, dont on décida de confier l'exécution au général Fabvier. D'ailleurs, le général de Lafayette annonçait le projet de passer la journée sur le théâtre des événemens, comme à un poste de combat.

Ainsi nulle précaution n'avait été négligée; tout était calculé et prévu, et, malgré l'inquiétante gravité des rapports de police que M. de Montalivet trouva au ministère de l'intérieur en y rentrant, il était permis d'espérer que la journée du lendemain s'écoulerait, sinon paisible et sans émotions, du moins sans accident. Toutefois les notes parvenues au gouvernement dès le matin, les prédictions sinistres dont elles étaient remplies, les desseins meurtriers qu'elles attribuaient aux chefs de l'émeute, les doutes qu'elles laissaient planer sur l'attitude de la garde nationale ébranlèrent ces espérances, et chacun se rendit à son devoir, l'âme anxieuse et troublée.

Vers onze heures, le quartier latin offrait le spectacle d'une agitation aussi bruyante que celle de la veille. Les mêmes cris se faisaient entendre. Seulement, le palais était rigoureusement et solidement gardé. La garde nationale et la ligne remplissaient les rues qui l'avoisinent. On ne comptait pas moins de 25,000 hommes en armes, mis sur pied pour résister aux bandes qui avaient résolu de se saisir des ministres accusés et de préluder, en les massacrant, à une révolution nouvelle. Avant l'ouverture de la séance, le président Pasquier fit appeler M. de Martignac, chargé par ses codé-

fenseurs de répliquer pour tous les accusés au réquisitoire, et, lui ayant fait part des résolutions arrêtées la veille, il lui demanda de se borner à une courte réplique. M. de Martignac s'y engagea, bien qu'il eût arrêté déjà l'ordonnance et le plan de son discours. Puis la séance s'ouvrit, et celui des commissaires de la chambre des députés qui n'avait pas encore parlé, M. Madier de Montjau, prit la parole pour résumer l'accusation. Mais tandis qu'accusés, juges et public l'écoutaient au milieu d'un profond silence que troublaient seules les clameurs du dehors, le grand référendaire vint informer tout à coup le président que, contrairement au plan primitivement arrêté, le jardin du Luxembourg avait été envahi par la garde nationale de la banlieue, avant même que la troupe de ligne l'eût occupé. Le général de Lafayette, toujours animé d'intentions généreuses, mais qui ne savait pas plus résister à sa passion pour la popularité qu'à l'influence de son entourage, avait, sans prendre avis de personne, adopté et ordonné des dispositions nouvelles. Maintenant l'attitude et le langage non équivoques des gardes nationaux étaient un obstacle insurmontable au passage des accusés par le jardin, et le ministre de l'intérieur demandait un sursis pour arrêter un autre plan.

Sur cette communication si soudaine et si grave, le président dut, en se contenant et sans rien trahir de l'émotion qu'elle lui causait, s'efforcer aussitôt de substituer à la marche rapide des débats une discussion propre à les prolonger. M. de Martignac seul devint immédiatement le confident de son embarras. La première communication du président lui avait suggéré déjà le plan qui devait rendre sa réplique aussi brève que possible, sans lui rien ôter de sa force. Il fallait maintenant qu'il laissât un libre cours à toute l'abondance de sa parole et qu'il remplaçât un résumé, rendu nécessaire par le dévoûment à la cause, par des développemens que ce même dévoûment lui imposait tout à coup. Ce n'était pas un avocat qu'il fallait pour un tel effort. C'était un homme tout entier, avec son énergie, avec toutes les facultés de son esprit et de son âme. « M. de Martignac fut cet homme, nous dit le témoin oculaire qui a bien voulu recueillir pour nous ses souvenirs. On ne saurait trop l'admirer dans ce drame intime, connu de si peu de personnes. Ce jour-là, il accomplit un grand acte plus encore qu'il ne prononça un éloquent discours. Il y fit d'ailleurs, dans le double effort de la parole et de l'émotion, une si large dépense des forces d'une santé si délicate, que tout à coup un cri s'échappa de sa poitrine : — Nobles pairs, les forces manquent à mon zèle ! — Un tel aveu arraché à ses souffrances, augmentées par un dernier effort devenu nécessaire, ne fit qu'ajouter encore à l'émotion dont la cour des pairs ressentait profondément l'effet sans en connaître toutes les causes. »

Les autres défenseurs n'ajoutèrent que peu de mots à cette éloquente réplique. M. Paul Sauzet, brisé par la fatigue, garda le silence. M. Hennequin fit un suprême appel à la générosité de la cour. Quant à M. Crémieux, il rectifia l'allégation d'un journal du matin qui l'accusait d'avoir, comme tous les autres défenseurs, défendu la légalité des ordonnances. M. de Martignac, en répondant à M. Madier de Montjau, venait de relever déjà cet injuste grief et d'y répondre victorieusement. Après que les accusés eurent tour à tour déclaré qu'ils n'avaient rien à ajouter à leur défense, M. Bérenger prononça ces mots adressés à la cour : « Notre mission est finie. La vôtre va commencer; la résolution de la chambre des députés est sous vos yeux, le livre de la loi y est également. Il vous trace vos devoirs; le pays attend, il espère, il obtiendra bonne et sévère justice. » Le président déclara alors que les débats étaient clos. Les accusés furent ramenés dans leur prison, tandis que, la séance levée, les pairs se retiraient dans la salle de leurs délibérations.

Pendant que se déroulaient ces dernières péripéties du procès des ministres, M. de Montalivet travaillait à assurer leur prompt départ, maintenant compromis et entravé. C'est en arrivant au palais qu'il avait connu les ordres donnés par le général de Lafayette et l'inexécution du plan si minutieusement élaboré la veille. Cette nouvelle, l'aspect de la garde nationale, qui occupait le jardin, bruyante, excitée, et dans les rangs de laquelle on entendait des menaces de mort contre les hommes dont l'imprudence du général de Lafayette lui confiait la défense, jetaient le jeune ministre dans la plus grande perplexité. Si les collaborateurs sur lesquels il était en droit de compter lui refusaient leur concours, que pouvait-il? Le danger était pressant. En venant du ministère, il avait pu se convaincre de l'exaspération de la foule, contenue partout par la garde nationale, mais non apaisée. Cette populace, habilement et perfidement déchaînée, attendait quatre têtes. Elle souhaitait une condamnation à mort, et si le jugement de la cour ne lui donnait pas la satisfaction qu'elle réclamait, il était à craindre qu'elle ne trouvât parmi les gardes nationaux assez de complices pour lui faciliter l'accès de la prison et lui permettre d'exercer ses cruelles vengeances. Il importait donc d'agir, d'agir sans retard et de mettre les anciens ministres à l'abri de ses fureurs. Un court entretien avec le général de Lafayette prouva à M. de Montalivet que le glorieux mais imprudent vétéran de la révolution ne comprenait pas le danger comme lui et osait encore espérer pour le conjurer en la garde nationale, sans tenir compte des souvenirs irritans des trois journées, conservés par celle-ci et qui pouvaient, en présence des anciens ministres de Charles X, se réveiller terribles, malgré le bon esprit dont elle

était animée. Sans manifester d'ailleurs aucune inquiétude, le ministre, s'étant plaint des modifications apportées aux ordres convenus, n'obtint que cette réponse : — Les gardes nationaux ont demandé à être chargés de veiller à la sécurité des accusés. J'ai cru devoir faire droit à leur patriotique réclamation. On ne pouvait leur refuser une place d'honneur (1).

M. de Montalivet s'éloigna; puis, avec l'esprit de résolution qui lui était propre, il s'arrêta au parti de procéder par l'audace et d'agir seul avec les ressources dont il disposait. Il avait auprès de lui, à défaut de M. Odilon Barrot, qui était retourné à l'Hôtel de Ville, où sans doute il jugeait sa présence nécessaire, le général Fabvier, ancien chef de palikares pendant les guerres de Grèce, caractère aventureux, affamé de popularité, mais honnête et vaillant soldat, les colonels Ladvocat et Feisthamel, qui, bien qu'appartenant au parti avancé de la révolution, étaient hommes à remplir bravement un grand devoir. C'est sur les deux colonels qu'il compta, à eux qu'il fit part de ses projets. Préalablement il écrivit à M. Laffitte pour connaître son avis. « Le conseil n'est pas en nombre et ne saurait délibérer, répondit le chef du cabinet; mais il a confiance en vous. Agissez suivant votre inspiration. » La voiture de M. de Montalivet était demeurée à ses ordres; il l'envoya à la porte de la geôle dans la rue de Vaugirard. Le général Fabvier et les cavaliers sous ses ordres allèrent également attendre dans une cour qui précédait cette porte, tandis que M. de Montalivet se rendait à la prison afin de se faire remettre les anciens ministres; mais là une autre difficulté l'attendait. Le concierge réclama la levée de l'écrou. M. de Montalivet, à qui cette pièce manquait, déclina son nom et ses qualités; néanmoins le concierge refusa de lui confier les prisonniers. — Si vous ne cédez pas à mes instances, reprit le ministre, vous céderez à la force. — Soit, mais alors donnez-moi reçu sur le registre et veuillez y déclarer que je n'ai obéi qu'à la violence. — Le ministre signa cette déclaration; puis il descendit avec les quatre accusés, les fit défiler sous les yeux d'une escouade de grenadiers de la garde nationale, réunis dans la cour qu'il fallait traverser, et qui paraissaient animés d'intentions malveillantes. Il atteignit ainsi sa voiture, dans laquelle ils prirent place avec MM. Ladvocat et Feisthamel. Lui-même monta le cheval d'un sous-officier de chasseurs, et se mit à la tête du cortége, ayant à ses côtés le général Fabvier. Puis il se dirigea rapidement sur Vincennes par les boulevards extérieurs et en évitant le faubourg Saint-Antoine. Il eut le bonheur d'accomplir sa courageuse mission sinon sans angoisses, du moins sans accidens, et à six heures, un coup de canon tiré du

(1) Mémoires inédits.

donjon de Vincennes annonçait au roi et aux ministres que les anciens conseillers de Charles X étaient en sûreté, à l'abri des murailles du vieux donjon et de la vaillante épée du général Daumesnil, quand la population de Paris les croyait encore enfermés dans la prison du Luxembourg.

Au cours de ce dramatique incident, tandis qu'autour du palais la garde nationale et la police contenaient les flots pressés d'une population arrachée à toutes ses habitudes, exigeante et cruelle comme les foules, la cour des pairs, retirée dans la salle du conseil, délibérait. Sa délibération fut laborieuse. Le président dut interroger successivement tous les juges sur chacun des accusés. Cent trente-six voix contre vingt-quatre les proclamèrent tous les quatre coupables de trahison. En dépit du réquisitoire, la cour avait décidé qu'il n'y aurait que cette seule question posée et que les autres chefs d'accusation seraient abandonnés. L'application de la peine fut longue à déterminer. En ce qui touchait le prince de Polignac, cent vingt-huit voix se prononcèrent pour la déportation, vingt-huit pour la prison perpétuelle, accompagnée de l'interdiction légale, et quatre seulement pour la peine de mort. Ces quatre voix ne se retrouvèrent pas pour les autres accusés, contre lesquels la majorité décréta la détention perpétuelle et la minorité la déportation. Quand les votes eurent été recueillis, le président se retira pour rédiger le jugement, après avoir fixé à dix heures du soir l'ouverture de la séance dans laquelle il en serait donné lecture. C'est pendant cette longue délibération présidée par le baron Pasquier avec un calme et un courage qui ne s'étaient pas démentis un jour durant ces longs débats que fut prononcée une parole qui témoigne de l'intrépidité dont les juges étaient animés. L'un d'eux crut entendre tout à coup une formidable détonation; c'était peut-être celle qui annonçait l'arrivée des anciens ministres à Vincennes. Il se pencha vers son voisin en disant : — Entendez-vous le canon? — Eh! mon cher collègue, répliqua ce dernier, qu'a de commun le canon avec la délibération qui nous occupe?

A l'heure indiquée, sans tenir compte des clameurs de l'émeute que la garde nationale et la ligne avaient refoulée peu à peu jusqu'au carrefour de Buci d'un côté et jusqu'au Pont-Neuf de l'autre, les pairs montaient sur leurs siéges. Devant les places des accusés restées vides, les défenseurs occupaient leur banc. Les tribunes étaient pleines, car la plupart des spectateurs ne les avaient pas quittées, afin de ne rien perdre des émotions de la journée. Le baron Pasquier, pressé de clore ce solennel procès, se leva dès que tous les juges eurent pris séance et donna lecture d'un long jugement précédé de quatre considérans, lequel déclarait Auguste-Jules-Armand-Marie, prince de Polignac, Pierre-Denis, comte de

Peyronnet, Jean-Claude-Balthazar-Victor de Chantelauze et Martial-Louis-Annibal-Perpétue-Magloire de Guernon-Ranville, coupables de haute trahison; à défaut d'une loi déterminant la peine, y suppléait par l'application des articles 7, 17, 18, 28 et 29 du code pénal, et l'article 25 du code civil, les condamnait à la prison perpétuelle et prononçait, avec la déchéance de leurs titres, grades et ordres, la mort civile pour M. de Polignac, l'interdiction légale pour ses coaccusés (1).

Le lendemain matin dès l'aube, M. Cauchy, greffier de la cour des pairs, se transportait à Vincennes afin de donner lecture de ce jugement aux condamnés. C'est dans la chambre de M. de Polignac, lequel était encore couché, qu'ils eurent connaissance de la condamnation prononcée contre eux. L'ancien président du conseil ne s'attendait pas à un arrêt aussi sévère et ne put se défendre d'une vive émotion à l'énoncé de la peine de la mort civile qui n'était appliquée qu'à lui. M. de Peyronnet au contraire s'attendait à une condamnation capitale et ne dissimula qu'imparfaitement un mouvement de satisfaction. Quant à M. de Chantelauze, il se retourna vers M. de Guernon-Ranville et lui dit avec simplicité: —Eh bien, mon cher, nous aurons le temps de faire des parties d'échecs.

Dans Paris, la nuit s'était écoulée assez calme, troublée seulement par la marche des patrouilles ou les rumeurs des troupes campées autour de grands feux sur les quais et dans les rues entre le Luxembourg et le Pont-Neuf. Les attroupemens qui avaient menacé gravement la sécurité publique s'étaient dispersés vers minuit sans se montrer irrités du transfèrement des ministres et de leur condamnation, bien qu'elle semblât trop clémente à la plupart de ceux qui l'attendaient depuis la veille; mais au matin, ces dispositions pacifiques se modifièrent. On put même craindre que les proclamations du géneral de Lafayette et de M. Odilon Barrot apposées dès le matin sur les murs de la capitale afin de remercier la garde nationale et la ligne de leur attitude de la veille et de rassurer la population ne fussent impuissantes à contenir des passions que surexcitaient sans relâche les propagateurs de désordre. Les rassemblemens de la rue devinrent bientôt si tumultueux que le rappel fut battu. La garde nationale reprit les armes et demeura en permanence sur les points menacés au Luxembourg, aux Tuileries et au Louvre. Comme au 18 octobre, le gouvernement redoutait une marche sur Vincennes. Des rumeurs sinistres circulaient. On disait que la troupe se laissait désarmer, que l'artillerie de la garde nationale avait livré ses

(1) Ils étaient condamnés en outre personnellement et solidairement aux frais du procès, qui furent liquidés à la somme de 921 francs 15 centimes. Le 11 avril 1831, la cour des pairs prononça les mêmes peines contre les ministres fugitifs, le baron d'Haussez, le baron Capelle et le comte de Montbel.

pièces, que les écoles se réunissaient au peuple pour proclamer la république; mais vers midi ces rumeurs furent démenties, et l'on vit descendre des hauteurs du Panthéon une colonne composée de plusieurs milliers d'étudians, qui se promena dans Paris en invitant tous les citoyens à respecter la loi et l'ordre public et délégua vers le roi quelques-uns de ses membres afin de lui exprimer ces sentimens. Cette manifestation, bien qu'elle révélât plus d'un danger et transformât les écoles en pouvoir nouveau avec lequel le gouvernement serait bientôt tenu de compter, s'il n'arrivait à le dominer, apaisa ce jour-là la fermentation naissante et prévint sans doute des troubles nouveaux et sanglans. Le soir, Paris fut paisible; les hauts personnages du gouvernement et des chambres, réunis dans les salons de M. de Montalivet, où l'on vit ce soir-là, empressés à louer le jeune ministre, MM. Royer-Collard, de Martignac, le corps diplomatique, les chefs de l'armée, se félicitaient d'avoir pu, grâce à un concours d'efforts et de bonnes volontés rassurant pour l'avenir, faire franchir heureusement au pays cette crise depuis si longtemps redoutée et assurément redoutable.

Le lendemain, le roi, après avoir adressé dans une lettre au général de Lafayette ses félicitations à l'armée et à la garde nationale, parcourut à cheval tous les quartiers de Paris. Il reçut d'innombrables témoignages de respect et de sympathie d'une population délivrée et rassurée par le triomphe du gouvernement sur le parti du désordre, par le succès décisif des idées d'humanité et de clémence, et surtout par la volonté que venait de manifester l'immense majorité des pouvoirs publics d'en finir avec les forces anarchiques dont la révolution de juillet avait déchaîné les espérances et qui s'étaient liguées pour imposer leurs coupables volontés au trône nouveau ou pour le briser, si elles ne parvenaient pas à l'affaiblir irréparablement en le déshonorant. A ce point de vue, le procès des ministres eut un épilogue qui doit être aussi celui de ce récit. Malgré sa crédule confiance dans les élémens populaires dont nous venons d'exposer la funeste influence et les méfaits, le général de Lafayette avait tenu, durant le procès, un rôle aussi loyal qu'important. La générosité naturelle de son cœur, la droiture de ses intentions, en dépit de quelques imprudences, s'étaient affirmées avec éclat; mais à l'issue de la crise il eut la faiblesse de ne pas se montrer satisfait de l'interprétation donnée de tous côtés à un dénoûment auquel pour sa part il avait noblement concouru, et à la victoire du gouvernement auquel, de concert avec MM. Dupont de l'Eure, Odilon Barrot et quelques autres, il reprochait souvent de renier son origine et d'oublier ses promesses. Son mécontentement éclata peu de jours après, quand, afin de ne pas laisser s'élever dans l'état un pouvoir rival de celui du parlement et de celui de la

couronne, la chambre des députés supprima le commandement supérieur des gardes nationales du royaume que le vieux général avait exercé pendant cinq mois dans une situation exceptionnelle, mais qui, de son propre aveu, devait prendre fin, avec cette situation elle-même. Cette suppression fut prononcée à une imposante majorité avec l'appui du ministère, sans que la chambre voulût adopter l'amendement proposé par les amis du général et qui maintenait exceptionnellement et à son profit personnel les fonctions frappées par le vote. A la suite de ce vote, émis le 24 décembre, M. de Lafayette, sans attendre que la suppression fût devenue définitive par la ratification de la chambre des pairs, envoya sa démission au roi, avec le secret espoir, s'il faut en croire M. Guizot, de se mettre à même de dicter des conditions et d'obtenir pour ses amis politiques « ce qu'il leur avait fait ou laissé espérer. »

Le roi, résolu à n'être le prisonnier de personne, ne voulait pas se donner cependant l'apparence même d'un tort envers un homme protégé à ses yeux par les services qu'il en avait reçus plus encore que par sa popularité. Il essaya donc de le détourner de son dessein, et dans un long entretien d'abord, par l'intermédiaire de MM. Laffitte et de Montalivet ensuite, il lui demanda de conserver le commandement des gardes nationales de Paris et d'accepter à titre honoraire le commandement général de celles du royaume. M. de Lafayette commença par ne donner que des réponses évasives, puis, à une troisième démarche faite auprès de lui par M. de Montalivet, il déclara que conserver son commandement supérieur, même à titre honoraire, serait se mettre en opposition avec le vote de la chambre; que conserver celui de Paris serait se faire le complice de l'inexécution du programme de l'Hôtel de Ville, et qu'en conséquence, il refusait le premier et ne garderait le second qu'autant que ses amis obtiendraient les satisfactions auxquelles ils avaient droit, c'est-à-dire une chambre des pairs choisie par le roi sur une liste de candidats élus par le peuple, une large extension du droit de suffrage et un ministère de gauche. Devant de telles conditions, le gouvernement ne pouvait qu'accepter la démission. C'est ce qu'il fit.

Le même soir, ou plutôt dans la nuit, M. de Montalivet convoqua les colonels de légion et, après leur avoir exposé les motifs pour lesquels M. de Lafayette déclinait les offres honorables du roi, leur présenta le général comte de Lobau dont il avait obtenu le concours, en lui parlant du péril auquel la brusque retraite du commandant général exposait la sécurité publique. L'illustre soldat prit possession de son commandement, simplement, sans phrases. On sait qu'il devait l'exercer avec une salutaire fermeté et dans une sorte d'obscurité volontaire, plus propre à maintenir et fortifier la disci-

pline que ne le pouvaient les verbeux et éclatans discours du héros de l'indépendance Américaine.

C'est ainsi que fut définitivement et résolûment close la crise du procès des ministres, par la victoire de la charte de 1830 et la défaite des dangereuses et vagues utopies de l'Hôtel de Ville dont le général de Lafayette s'était fait le champion sans en saisir tous les dangers. Le règne de Louis-Philippe était destiné à connaître d'autres épreuves. Dès ce moment, on pouvait les prévoir, mais aussi les attendre sans faiblesse, car les péripéties de la première, la plus redoutable, venaient de mettre en évidence le courage du roi et de sa famille et la fermeté des hommes ralliés sans arrière-pensées à sa cause devenue la cause de tous les Français épris au même degré de sécurité et de liberté.

Au moment même où par la nomination du comte de Lobau se dénouait la crise, le 28 décembre, à deux heures du matin, les anciens ministres de Charles X quittaient le château de Vincennes pour être dirigés sous bonne escorte sur le fort de Ham, où ils devaient subir leur peine. Ils firent le voyage dans deux voitures. Le prince de Polignac et M. de Chantelauze occupaient la première avec le commandant de Ham; MM. de Peyronnet et de Guernon-Ranville avaient pris place dans la seconde avec le colonel Ladvocat et l'un des aides-de-camp du ministre de la guerre. Grâce aux mesures prises pour protéger leur route, le voyage s'accomplit paisiblement. On n'eut d'alerte qu'à Compiègne, où l'attitude de la population obligea les conducteurs à traverser la ville au galop.

La captivité des condamnés dura six ans et ne laissa pas d'être rigoureuse. Pressée d'y mettre un terme, c'est seulement au mois de novembre 1836 que la clémence royale, retenue jusque-là par d'implacables nécessités politiques, put accorder leur grâce aux quatre ministres, sans leur imposer d'autres conditions que celles d'une retraite absolue, aggravée pour M. de Polignac d'un bannissement de vingt ans, justifié par la peine de la mort civile prononcée contre lui. Ils vécurent dès ce moment obscurs et ignorés, M. de Chantelauze à Lyon, où il s'éteignit en 1859, M. de Peyronnet à Montferrand, près de Bordeaux, où une attaque d'apoplexie l'enleva en 1854; M. de Guernon-Ranville aux environs de Caen. Des quatre principaux acteurs du drame de 1830, M. de Guernon-Ranville était le plus jeune. Il disparut le dernier en 1866. M. de Polignac avait précédé ses collègues dans la tombe en 1847, à Saint-Germain, oublié déjà comme eux, aussi bien oublié que les passions déchaînées par son imprudence et son aveuglement, et dont il fut la plus illustre victime après le roi Charles X.

ERNEST DAUDET.

DÉSIRÉE TURPIN

I.

La pluie redoublait, cinglante et glaciale, me coupant le visage de ses mille lanières serrées, sous l'impulsion d'un vent furieux qui arrachait aux vagues moutonneuses de gros flocons d'écume pour les éparpiller bien loin sur le galet.

— Ce n'est qu'un grain ! m'étais-je dit d'abord avec l'entêtement du chasseur de marais, décidé à ne pas perdre une seule des précieuses journées qui lui amènent sa proie; mais la bourrasque prenait décidément de formidables proportions, et, à demi aveuglé, hors d'haleine, mouillé jusqu'aux os, je commençai à chercher machinalement un abri autour de moi. Recherche vaine; j'étais sur l'un des points les plus déserts de cette côte picarde où des couches épaisses de cailloux roulés se soulèvent, pareilles à des vagues. Derrière moi, Cayeux ne montrait ses maisons d'argile et de paille dispersées en désordre, sa silhouette étrange de village arabe englouti dans le sable, qu'à travers une brume grisâtre; je connaissais trop bien l'effet de mirage de son phare et de sa haute église, qui dans l'immensité plane semblent toujours proches en s'éloignant toujours, pour me laisser prendre à leur appel menteur. Dans la direction opposée, blotti au fond d'une anfractuosité de la longue ligne de falaises qui, après le Tréport, s'abaisse graduellement, le bourg d'Ault était invisible à une distance presque aussi grande. Que faire, bloqué par la mer à droite, par le marais à gauche?

Le marais en question, bien connu des destructeurs de canards sauvages, remplit, entre les levées successives égalisées par le flot, ouvrage colossal sur lequel s'amoncellent sans cesse de nouveaux projectiles, et les gradins de riche verdure qui remplacent la falaise

jusqu'à Saint-Valery, un vaste espace qu'occupait jadis la mer. Celle-ci, en se retirant, a découvert un sol crayeux de mieux en mieux cultivé à mesure que l'on s'éloigne du galet. Sur certains points cependant, la végétation est purement sauvage et aquatique, fouillis inextricables de roseaux à aigrettes d'argent ou à quenouilles de velours, autour desquels se tordent de minces ruisselets peuplés d'anguilles et de salamandres qui glissent sous les lentilles d'eau et les conferves, tandis que les grenouilles tiennent leur concert plaintif. Quelques flottilles de canards, taillés en bois et montés sur du liége, émaillent la surface des étangs limoneux où sont amarrées de mauvaises barques pour la pêche du gibier. Cette amorce perfide est souvent compliquée d'un appeleur, et les hutteaux d'affût s'échelonnent sur le rivage. Je me proposais d'aller attendre la fin de la pluie dans un de ces terriers, quand une spirale de fumée s'élevant au-dessus des remparts successifs de galet m'avertit soudain du voisinage d'une habitation. Je me dirigeai vers ce signal, en luttant contre les flots houleux de l'océan de cailloux qui me dérobait d'autres flots dont j'entendais le bruit, dont j'entrevoyais par intervalles la crête blanchissante.

— Qui donc, pensais-je, a pu établir son foyer dans ce labyrinthe presque inaccessible? Comment des êtres humains se résignent-ils à vivre au sein de cette crau désolée où ne pousse ni un arbuste, ni un buisson, ni seulement une ronce? — En me rapprochant de la mer, j'aperçus enfin devant moi une ferme considérable. Elle avait, comme le paysage qui l'entourait, un aspect austère, presque sinistre, et sortait du galet qui avait servi à la construire, grise comme lui et pareille à un fort plutôt qu'à une métairie, avec ses murs bas et massifs qui défiaient la tempête, ses ouvertures étroites, son enceinte de véritables fortifications soigneusement entretenues. Le porche principal ouvrait sur un chemin carrossable qui s'en allait rejoindre apparemment la grande route de Saint-Valery au Tréport; j'avais dû, avant de m'égarer, traverser ce chemin, mais sans y prendre garde, car il ne pleuvait pas alors, et je ne pensais qu'à me rapprocher des marécages que hantait mon gibier de prédilection. J'entrai dans la basse-cour; ses hôtes emplumés s'étaient réfugiés sous les hangars, ils caquetaient perchés parmi les fagots; un véritable déluge était en train de noyer le tapis de paille dorée où d'ordinaire ils prenaient leurs ébats; gens et animaux s'étaient mis à l'abri, abandonnant qui son travail, qui sa pâture. Je pénétrai dans la ferme sans avoir vu personne. La vaste cuisine où j'entrai était déserte comme la cour; il y régnait une aisance évidente, plus même que de l'aisance, une certaine richesse, révélée par la surabondance d'ustensiles de ménage qui brillaient comme de l'or. Il

n'y avait qu'un feu mourant dans l'âtre, l'heure n'étant point celle du repas. J'aurais voulu cependant pouvoir me sécher. Une porte était ouverte entre cette cuisine et une autre chambre plus petite, sur le seuil de laquelle je m'arrêtai, partagé entre le désir de conjurer une imminente bronchite et la crainte d'être indiscret.

Près de la fenêtre, une jeune femme était assise; je voyais son profil se détacher nettement, fin, régulier et d'une pâleur brune, sur le mur lavé à la chaux. Elle était vêtue de gros camelot d'Amiens, mais son corset sans manches, bien ajusté, dessinait une taille plus svelte que ne l'ont d'ordinaire les robustes filles de cette contrée. Deux petites galoches scrupuleusement cirées dépassaient le bord de sa jupe, et un ample fichu drapait le contour des épaules, laissant voir un cou incliné, mordu par le hâle, mais d'une forme charmante, ronde et flexible à la fois, sur lequel frisottaient des cheveux drus et noirs.

Cette tête pensive et sérieuse, qui au premier coup d'œil m'avait intéressé, quoique je ne fusse pas d'humeur bienveillante ni admirative, grelottant et trempé comme je l'étais, se baissait vers la tête mutine et drôlement ébouriffée d'un petit garçon qu'elle initiait aux premiers mystères de l'alphabet. Il semblait que l'attention de l'enfant fût des plus difficiles à fixer. Il regardait tantôt les vitres en pleurs, tantôt le plafond où se promenaient dolentes les dernières mouches, tantôt un chien qui, blotti sous la table, le museau en l'air, semblait attendre aussi impatient que lui-même la fin de la leçon pour reprendre des jeux interrompus. Avec une ténacité douce, égale à l'étourderie de son élève, la mère, — une mère seule, pensais-je, pouvait avoir autant de patience, — lui faisait vingt fois épeler le même mot, répéter la même lettre. — Tu vois bien qu'il pleut, disait-elle, c'est le moment de lire. — Tout à coup le marmot battit des mains. Il m'avait aperçu et saluait mon apparition comme un heureux prétexte, le prétexte qu'il cherchait depuis longtemps pour en finir avec l'alphabet. — Un monsieur! s'écria-t-il, un beau monsieur! — En même temps le roquet couché sous la table venait flairer amicalement mon chien, crotté plus encore que moi-même, car depuis l'aube il barbotait dans le marais.

La jeune femme avait levé les yeux, deux beaux yeux d'un gris lumineux, largement fendus, frangés de noir et d'une expression très particulière, douce, assurée, franche surtout, et capable de commander au besoin. — Qu'y a-t-il, demanda-t-elle, pour votre service? — Elle n'attendit pas ma réponse. Jetant un regard rapide et quelque peu inquiet sur mes bottes fangeuses, en ménagère qu redoute de laisser salir le carrelage immaculé de sa chambre : — Je vois! dit-elle souriante, et ce sourire équivalait à un salut de bien-

venue, je vois, c'est une bonne flambée qu'il vous faut. Passez dans la cuisine.

Elle m'y suivit, mit prestement le feu à une brassée de chènevottes, puis, tandis que la flamme rose dansait, pétillait, en léchant les noires parois de l'âtre, la jeune femme avança un siége sous le manteau même de la grande cheminée, elle me débarrassa de mon fusil, de mon carnier. En soulevant celui-ci : — Oh! dit-elle gaîment, il n'est guère lourd; je gage que vous n'avez pas vu beaucoup de canards ni de bécasseaux. C'est qu'il s'agit de partir de grand matin et de connaître les bons endroits! — Elle m'indiqua quelques points particulièrement favorisés; par une belle nuit d'hiver bien froide, il était impossible que le plus mauvais tireur ne fît pas de ce côté un vrai carnage, et le gibier était de toute espèce : pluviers, vanneaux, sarcelles, quelquefois même des oiseaux de passage isolés bien plus rares, des hérons, des oies sauvages, et les belles bernaches donc! mais le bon moment pour tuer celles-là, c'était mars et avril.

Cette hospitalière personne causait volontiers et avec une politesse, une sorte de distinction native qui ne m'étonna pas, habitué que j'étais déjà, depuis quelques semaines de voyage, aux mœurs douces, à l'aisance naturelle et à l'esprit éveillé des habitans de la côte; mais mon interlocutrice avait néanmoins quelque chose de supérieur à tous ceux que j'eusse rencontrés encore, une grâce à part qui s'étendait jusqu'aux notes un peu graves et gutturales de cet accent picard, sans dureté dans sa bouche. A la lueur brillante du feu qu'elle avivait, dans cette salle, mieux éclairée que celle où je l'avais aperçue d'abord, je vis qu'elle n'était plus de la première jeunesse. Ses traits fatigués portaient des traces que l'on pouvait attribuer à la souffrance aussi bien qu'aux années, qui pèsent plus lourdement qu'ailleurs sur le front des rudes travailleuses des champs, en ces parages où les intempéries de la mer s'ajoutent à celles des saisons. Était-ce le climat, était-ce la vie qui lui avait été trop rude? Sa physionomie n'en était que plus frappante; il m'y semblait voir l'empreinte d'une âme forte, éprouvée, mais victorieuse. Désirant la faire parler d'elle-même :

— Je vous demanderai des renseignemens pour mes chasses futures, lui dis-je, les mains étendues vers le feu et enveloppé comme d'un nuage par l'épaisse vapeur qu'exhalaient mes habits. Vous paraissez connaître votre marais sur le bout du doigt.

— Ce n'est pas bien étonnant, dit-elle, je n'en suis jamais sortie; je suis née ici.

Je dus la regarder d'un air de compassion, car elle reprit aussitôt :

— Vous avez l'air de me plaindre; le marais vaut bien un autre pays pourtant!

— Un autre pays triste, fis-je observer.

— Je ne le trouve pas triste, j'en ai l'habitude. Il donne beaucoup à qui sait le cultiver, et au printemps, lorsqu'il est tout en fleurs, rien n'est plus beau!

— Mais l'hiver?.. L'hiver doit vous paraître long!

— Le temps n'est jamais long quand on s'occupe d'un enfant et qu'on a beaucoup de besogne dans la maison. Je mets tous mes comptes en ordre, je file... En effet, l'hiver est terrible. Nous sommes ici comme sur un navire, la tempête roule autour de nous, et il faut se défendre contre elle. On bouche vite avec de la paille et du mortier les brèches que fait le vent, on lutte de son mieux; bien souvent tout de même on craint d'être emporté. L'an dernier notre toiture a été enlevée presque tout entière par les grands ouragans, les murs s'écroulaient, on a sauvé les bestiaux comme on a pu. Au printemps, notre ferme était une vraie ruine; mais, vous voyez, tout a été bien réparé, il n'y paraît plus.

— Il faut, lui dis-je, que votre mari soit un homme résolu pour ne pas se lasser de ce continuel combat, qui doit entraîner nécessairement de grosses pertes, de grosses dépenses...

— Je ne suis pas mariée, répondit-elle simplement; je suis Désirée Turpin. Vous avez certainement entendu parler de mon père défunt, Pierre Turpin, et de mes deux oncles, ajouta-t-elle avec un orgueil naïf. Ils étaient connus de tout le monde et bien aimés dans le pays.

— Maman! vint crier le petit gars en se jetant dans ses jupes tout éploré.

Elle n'était pas mariée, et on l'appelait *maman*. Je l'interrogeai malgré moi d'un regard surpris, et je vis qu'elle rougissait un peu tout en se penchant vers la cheminée pour y jeter une nouvelle charge de chènevottes.

— Maman, disait l'enfant, Criquet ne veut plus jouer avec moi, il ne fait attention qu'au chien du monsieur!

En effet, le petit chien-loup tenait compagnie assidue à mon barbet, qui, couché sur la pierre chaude du foyer, s'était montré médiocrement sensible aux avances de ce rustique jusqu'à ce que son poil fût sec et son premier besoin de sommeil assouvi. Maintenant, les paupières demi-closes encore, il daignait répondre par un grognement de bonne volonté aux invitations de son nouvel ami, qui bondissait autour de lui, le mordillant et l'agaçant pour le décider à quelques cabrioles.

— Eh bien, mon Jeannot, dit la maman interpellée, joue avec

tous les deux. Je suis sûre que le chien-canard est aussi aimable que Criquet à sa manière.

Elle passa la main sur la tête de mon chien, qui lui donna raison en allongeant un coup de langue au marmot et en ouvrant tout à fait ses bons yeux pour regarder celle qui le caressait. Il y a des êtres sympathiques aux hommes, aux enfans, aux animaux, à tout ce qui respire. Cette femme devait exercer sur ceux qui l'entouraient une affectueuse domination et mettre les plus récalcitrans sous le joug de cette énergique bonté qui est la première de toutes les puissances.

Au nom de chien-canard, Jeannot était parti d'un éclat de rire inextinguible. Il se jeta tout de son long sur mon pauvre Fricot, qui continua de le lécher, car il était barbouillé du beurre d'une tartine que les trois camarades, après quelques menues disputes, se partagèrent fraternellement, puis chiens et enfant s'endormirent pêle-mêle.

Une paysanne de haute stature et de démarche presque masculine, l'œil farouche, le visage labouré de rides profondes, enveloppée de la tête aux pieds dans une cape goudronnée toute ruisselante, était entrée cependant à grand bruit de sabots.

— Comme te voilà faite, ma pauvre Gendarme! lui dit Désirée. Veux-tu te chauffer un peu?

Elle lui laissait place sur le banc auprès d'elle; mais l'étrange vieille, à qui ce nom ou ce sobriquet de *Gendarme* convenait si bien, secoua brusquement la tête, s'accroupit devant la cheminée, saisit entre deux doigts crochus un tison et l'appliqua sur la petite pipe courte qu'elle cachait sous sa cape; après quoi elle mit cette pipe entre les deux dents qui lui restaient, et sortit du même pas délibéré, qui pouvait d'abord faire douter de son sexe.

— Quelle singulière figure! dis-je.

— Oui, répliqua Désirée, elle ne ressemble pas à tout le monde! Elle est de Cayeux, et les gens de Cayeux passent pour sauvages; mais la Gendarme, telle que vous la voyez, nous a rendu de fiers services! Quand mon grand-père l'a prise toute petite à la maison pour débarrasser ses parens, des pêcheurs très pauvres, de leur dixième enfant, la ferme n'était pas ce qu'elle est devenue; c'était un méchant corps de garde abandonné par les douaniers. Mon grand-père, qui était pauvre, lui aussi, s'est établi là, faute de mieux, après des malheurs. Il a commencé tout seul à dépierrer, à dessécher, à amender un coin du marais. Ses trois fils l'ont imité; ils ne se sont jamais séparés; on aurait dit qu'ils ne faisaient qu'un tant ils étaient d'accord entre eux, et le résultat de leurs peines, c'est le bien qui est aujourd'hui à moi, qui sera plus tard à Jean-

not, de bonnes terres, je m'en flatte. Les pâtis du marais font de fameux moutons. Quant à la maison, elle est mal située certainement; à cela on ne peut rien, mais mon père y avait ajouté bien des bâtimens qui la rendent commode, et elle ne le serait pas que je ne la quitterais jamais quand même, parce qu'elle a été la sienne, que tout y a été fait par lui. Mais, poursuivit Désirée après cette chaleureuse profession de tendresse filiale, mais je ne vous dis pas combien la Gendarme a aidé mon père et mes oncles à disputer la terre qui nous a rendus riches au galet et à l'eau, et au sable qui souffle des dunes! Elle a partagé leurs efforts comme si elle avait dû avoir part à leurs profits, par attachement, et elle m'a élevée, car j'ai perdu ma mère en venant au monde. C'est une chèvre, ajouta Désirée, qui a été ma nourrice. On prétend que les personnes nourries par des chèvres sont toujours remuantes, et je ne fais point mentir le dicton.

En effet, elle ne restait pas une minute en place, rangeant, donnant ici un coup de balai, là un coup de torchon, vive comme un oiseau. Sa petite taille menue, son pas léger rendaient d'autant plus juste la comparaison.

Je la regardais agir, je l'écoutais parler avec un intérêt croissant et serais resté là de grand cœur sous ce chambranle hospitalier, même après qu'eut cessé le prétexte du mauvais temps. La curiosité maintenant me retenait; mais je découvris bientôt qu'il était impossible de faire parler Désirée quand elle n'en avait pas envie.

— Y a-t-il longtemps, lui-dis-je, que votre père est mort?

— Il est mort l'année de la guerre, répondit-elle. Il n'a pu supporter de voir les Prussiens entrer dans notre pays. Mon père avait été soldat.

— Et vous vivez toute seule, sans homme pour vous protéger dans ce lieu écarté?

Elle fit un geste d'insouciance.

— Il n'y a que des bonnes gens par ici. D'ailleurs, j'ai mes domestiques, et la Gendarme vaut bien un homme pour son compte; et puis, dit-elle en riant et en montrant le petit Jeannot, bientôt nous aurons celui-là. Le luron ne craindra rien, allez!

Elle vit peut-être que j'allais la questionner au sujet de Jeannot, et elle ne se soucia pas de me répondre, car, quittant le banc où elle venait de se rasseoir, elle alla se poser sur le pas de la porte et dit : — Il ne pleut plus! — d'un ton qui me donnait amicalement congé.

Voyant que je reprenais mon fusil appuyé contre le mur : — Vous ne partirez pas, ajouta-t-elle, sans vous être réconforté l'estomac.

Et, rinçant un verre, elle y versa du vin, qui est la boisson de luxe par excellence dans ce pays voué au cidre.

Comme j'en faisais l'observation : — Oh! dit-elle, avec un bruyant cliquetis des clés suspendues à sa ceinture, nous en avons d'autre à la cave, mais celui-ci est le meilleur; on le réserve aux étrangers.

Avant de sortir, je soulevai, pour l'embrasser, maître Jeannot, qui s'était réveillé et qui infligeait à mon chien, en le chevauchant à sa manière, une poignée de poils dans chaque main, un véritable martyre que la bonne bête supportait patiemment.

Il se rejeta en arrière, les deux bras croisés sur ses yeux pour marquer sa profonde confusion.

— C'est un petit sauvage, dit la maman, il faut lui pardonner, presque jamais nous ne voyons de monde par ici. Quand il ira enfin à l'école, il aura de plus jolies façons. J'ai peut-être trop tardé à l'y envoyer.

— Mais non, puisqu'il a en vous un bon maître. Je gage que vos leçons en valent bien d'autres.

— Ah! dame, chez nous tout le monde sait lire. Ce n'est pas comme à Cayeux, ajouta-t-elle du ton de supériorité que les citoyens du canton d'Ault prennent volontiers au sujet de leurs voisins déshérités.

Dans la cour, les poules s'étaient remises à gratter le fumier en gloussant. Le cri bref et strident des courlis du marais déchirait l'air redevenu calme. Jeannot eut beaucoup de peine à se séparer de mon chien, que Criquet reconduisit poliment jusqu'à moitié chemin du bourg.

Désirée Turpin m'avait remis sur la route. A quelques pas de la ferme, je me retournai. Elle était adossée contre la porte, l'enfant à ses pieds, et me suivait du regard bienveillant et ferme de ses beaux yeux gris, des yeux tels qu'on en rencontre deux ou trois fois dans le courant de sa vie, et qui ensuite vous hantent à la façon d'un bon conseil ou d'une bonne pensée.

Le ciel était clair maintenant, et quand j'eus gagné les hauteurs, la mer m'apparut toute rayée de soleil. Les lignes planes et fuyantes du lointain se coloraient doucement de lilas, de bleu et de jaune pâle jusqu'à Saint-Valery, où les sables irisés finissaient par se perdre dans le ruban d'argent de la Somme. Les moulins de la falaise tournaient sous le vent adouci.

En arrivant au bourg où j'étais descendu à l'auberge, mon premier soin fut de m'informer de ce que pouvait être Désirée Turpin, et, de côtés et d'autres, j'appris une bonne partie au moins de son histoire.

II.

Le père de Désirée s'était marié fort tard, si tard que, lorsque sa fille vint au monde, il eût été d'âge à être son aïeul. Ce ne fut qu'après la mort successive de ses frères, vieux garçons comme lui, que le brave homme s'avisa de prendre femme. Le célibat avait été entre eux une sorte de pacte : on disait que les aînés, Léon et François, deux jumeaux, ayant pris de l'amour pour la même fille, s'étaient défendu l'un et l'autre de prétendre à sa main, et que le cadet, Pierre, n'avait pas voulu donner à la maison une maîtresse qui eût peut-être été de trop dans l'étroite intimité fraternelle dont les trois Turpin avaient fait tout leur bonheur. Resté seul, il s'ennuya, ses idées changèrent, la ferme lui semblait désormais vide; bref, il se dit que ce serait grand dommage de ne pas léguer le sol arrosé de ses sueurs à un héritier de son nom. Dans ce temps-là, Pierre Turpin était déjà au faîte de la prospérité. Les filles se disputèrent, cela va sans dire, un si beau parti : aux champs comme ailleurs, il se fait des mariages d'argent, et les Picards n'ont pas le mépris des richesses; d'ailleurs Pierre Turpin n'était pas seulement riche, il était généralement considéré; sa maturité se parait encore de la beauté virile que l'on rencontre fréquemment dans la province qui fournit à notre armée les soldats les mieux bâtis. Il trouva donc une jeune et gentille femme. Celle-ci malheureusement mourut dix mois après en donnant le jour à la petite Désirée.

Désirée devint aussitôt l'unique intérêt, la boussole, pourrait-on dire, de cette vie austère que la tendresse conjugale n'avait traversée que comme un prélude fugitif à la tendresse paternelle, plus profonde et plus absorbante encore. Elle grandit comme une petite fleur dans cette morne solitude, menant la vie la plus saine pour un enfant, en pleine et sauvage liberté, préservée de tous les contacts vulgaires du village, familiarisée dès le berceau avec la mer, qui était comme la compagne de ses jeux, soit qu'elle allât y cueillir des moules ou y pêcher des crabes, soit qu'elle courût sur les grèves à la rencontre du tribut d'algues magnifiques que le flux apporte comme des dépouilles arrachées aux prairies, aux forêts sous-marines.

Jusqu'à l'âge de six ans, elle ne connut que son père, la Gendarme, d'autres vieux serviteurs de la maison et le berger, qui, vêtu de peau de brebis, sa houlette à la main, promène sur la côte empierrée des moutons qu'on pourrait prendre de loin, grisâtres sur le sol gris, pour un troupeau pétrifié.

Vers l'âge de six ans, Désirée accompagna son père à la grand'-

messe du bourg. Fière et intimidée à la fois, elle trottait à ses côtés en belle toilette. Le bourg de quatorze cents âmes lui fit l'effet d'une grande ville grouillante et affairée, le magasin d'épicerie, où se confondent les étoffes, les chaussures et les barils de cidre, représenta un bazar magnifique à ses yeux éblouis, l'église enfin, avec sa tour bigarrée de brique et de pierre, son énorme horloge, son porche roman, les navires suspendus et les figures de bois peint qu'elle renferme, frappa son imagination comme un monument incomparable. Ces pompes religieuses, auxquelles jamais encore elle n'avait assisté, l'aigle du lutrin, les chants accompagnés du fracas des ophicléides, les chapes de velours des chantres, quelque fanées que fussent leurs dorures, la voix grave du curé, M. le doyen, comme on l'appelle, prononçant des paroles mystérieuses, inintelligibles, et surtout le spectacle d'une si nombreuse assemblée, tout cela émerveilla Désirée de telle sorte qu'elle n'eut pas de peine à se tenir tranquille, stupéfaite qu'elle était, jusqu'à la fin du long office, qui avait été pour elle la révélation de toutes les splendeurs divines et humaines. En sortant, son père, qui paraissait tout glorieux de la présenter à l'admiration du bourg, conduisit Désirée devant une des tombes les plus belles du cimetière escarpé qui entoure l'église et lui lut l'inscription gravée sur la croix de pierre :

« Ici repose Désirée-Clotilde Palpied, femme Turpin,
décédée à l'âge de vingt ans. Priez pour elle. »

Puis il lui fit baiser cette pierre en disant : — Ta mère est là, — d'un ton solennel qui pénétra l'enfant de recueillement et de crainte, comme si elle eût senti sur ses lèvres les lèvres froides de la morte.

Bien des gens vinrent saluer Turpin avec déférence. Dans cette partie de la province où il n'existe ni château ni fabriques, le paysan-propriétaire marche en tête de la société; le maître du Corps-de-Garde, — on persistait à nommer ainsi sa demeure, — était donc un des gros bonnets de l'endroit. Chacun le complimenta sur la fraîche petite figure de Désirée, sur sa sagesse à l'église. Désirée apprit qu'elle était jolie et que c'était un mérite de l'être; toute honteuse, elle cachait sa tête dans le vaste pan de l'habit paternel, elle se sentait comme étourdie et finit par pleurer. C'étaient trop d'étonnemens, trop d'émotions, trop d'impressions nouvelles en un jour.

Lorsqu'ils reprirent le chemin du marais, Pierre Turpin et sa fille ne marchaient plus seuls; une jeune femme, propre et avenante, qui suivait la même direction avec son petit gars, les avait rejoints; elle se mit à causer d'un ton plaintif avec le propriétaire du Corps-de-Garde. Elle lui demandait quelque délai pour de l'argent qui lui

était dû : — Je le veux bien, répondait Turpin. Vous êtes d'honnêtes gens, ton mari et toi, des travailleurs; mais plus j'attendrai, vois-tu, plus vous vous mettrez dans l'embarras. Vous m'avez loué trop de terre pour pouvoir venir à bout de la cultiver entre vous deux.

— Et puis, disait la femme, vous nous la louez bien cher, monsieur Turpin.

— Soixante-dix francs le *journal?* De quoi te plains-tu? Est-ce que ce n'est pas de la bonne terre? Je voudrais, ma foi, n'en avoir que de pareilles.

— Oh! sans doute, cela vaut mieux que le bas du marais, mais enfin...

— Mais enfin vous voulez vous enrichir trop vite, mes enfans, et vous manquez de ce qu'il faut pour réussir. Des gens qui n'ont seulement pas de charrue, rien que leurs bras...

— Notre intention est pourtant bonne, monsieur Turpin, interrompit la pauvre femme avec un soupir; arriver à acheter un jour le champ que vous nous louez et à y faire travailler avec nous notre garçon pour n'être jamais forcés de l'envoyer gagner son pain chez les autres.

— Il ne s'agit pas d'intention, répondit Turpin, s'armant de cette rudesse que les petits fermiers rencontreront toujours chez les travailleurs enrichis dont ils dépendent, plutôt que chez les maîtres d'une autre classe qui connaissent moins le prix de l'argent, n'ayant pas eu la peine de le gagner; — il s'agit du fait. Vous vous endettez, et c'est un mauvais commencement.

Les enfans n'avaient pas prêté l'oreille à cette conversation, qu'ils n'eussent d'ailleurs point comprise. Ils marchaient en avant, assez éloignés l'un de l'autre d'abord et les yeux baissés chacun de son côté. Ce fut Désirée qui insensiblement se rapprocha du petit gars; il venait d'attraper un papillon, elle voulut le voir, et il le lui donna. Tandis qu'elle hésitait à saisir ses ailes palpitantes, le captif prit son vol, ne leur laissant aux doigts qu'un peu de poussière et tous les deux de le poursuivre en riant, mais sans succès cette fois. Désirée se désolait. — Je t'en attraperai d'autres, dit le petit gars.

— Comment t'appelles-tu? demanda-t-elle.

— Jean, Jean Paday.

Le silence se rétablit entre eux, mais Désirée tenait désormais la main du petit Jean dans la sienne et osait le regarder. C'était un beau garçon, d'un blond vif, les joues colorées comme un brugnon, bien découplé de tournure et plus grand qu'elle de toute la tête quoiqu'il ne fût guère son aîné que de deux ans.

— Où demeures-tu? demanda Désirée, curieuse comme le sont les petites filles.

Il répondit : — Là! — en désignant au bas du talus verdoyant que surmontait la route une méchante maisonnette couverte en chaume et entourée de quelques ruches.

Honival, dont faisait partie cette chaumière, est fameux pour son miel. Un bourdonnement continu remplit le hameau qui ne compte que trois ou quatre *ménages*, enclavés dans des champs de trèfle et de luzerne dont les fleurs sucrées attirent les abeilles. Un pan de mur s'écroule à la place qu'occupa jadis une église. Deux ou trois arbres couchés et dénudés d'un côté par le vent de mer indiquent l'appauvrissement de la végétation sylvestre, qui s'efface absolument à mesure que l'on avance dans le marais dont Honival marque la limite supérieure.

— N'entrerez-vous pas vous reposer? dit Jeanne Paday au père Turpin, votre petite en a peut-être besoin.

Paday, qui avait gardé la maison pendant la messe, se leva du pas de la porte où il était assis la pipe à la bouche, pour joindre ses instances à celles de sa femme. C'était un homme jeune encore, mais usé par la fièvre et dont le visage exprimait un profond découragement. La male chance, disait-il, s'était toujours attachée à tout ce qu'il faisait : si la grêle dévastait un champ, c'était le sien, si une grange brûlait, c'était la sienne; ses abeilles émigraient dans des ruches étrangères, sa chèvre s'étranglait au piquet, ses poules pondaient moins que celles du voisin, et ainsi de suite. Paday n'avait pas le talent de se faire bien venir ni celui de se débrouiller, il était maladroit ou malheureux et il s'en rendait compte. On le voyait à son air ahuri, timide et méfiant; la certitude de ne pas réussir qui le poursuivait avant même d'avoir rien entrepris contribuait à son échec en toutes choses. Le seul bien qu'il eût au monde était une femme courageuse et résignée qui, sans jamais se plaindre, l'aidait à réparer les coups du sort.

— Veux-tu t'arrêter ici? demanda Pierre Turpin à sa fille.

— Oh! oui, répondit la petite, qui, ayant trouvé un camarade de son âge pour la première fois de sa vie, ne tenait pas à le quitter si vite.

Elle entra donc dans la pauvre maison, mais ce ne fut pas pour s'y reposer. Jean l'entraîna partout, et la fille du riche Turpin, si accoutumée qu'elle fût à l'abondance, trouva moyen d'admirer les détails de cette pauvreté qui lui était nouvelle; par cela même tout lui paraissait plus joli que chez elle. Pendant une heure, elle resta devant les ruches, accroupie, à questionner Jean avec curiosité; elle s'extasia sur la poitrine mouchetée, l'œil cerclé de blanc et l'aile verte d'une sarcelle que Jean avait dénichée dans les marais et apprivoisée; c'était tout ce qu'il possédait en propre, il la mit

dans une cage de bois et pria Désirée de la prendre, bien qu'il lui en coûtât de se séparer d'elle; mais il aimait donner, dit sa mère.

— Eh bien! dit Désirée, partagée entre le désir d'emporter l'oiseau et le chagrin d'en priver son nouvel ami, tu viendras la voir à la maison.

— C'est cela, tu viendras quelquefois, dit le père Turpin d'un air de condescendance, et nous te garderons à souper. — Il était touché des attentions dont sa fille était l'objet, mais n'en fut pas moins dur avec le pauvre Paday, critiquant tous ses procédés de culture, lui prédisant qu'il finirait sur la paille s'il continuait à s'y prendre aussi mal.

Pendant ce temps Jeanne Paday offrait à Désirée une tartine de miel qui fut trouvée délicieuse, et raccommodait un grand accroc que la petite fille avait fait à sa robe du dimanche en grimpant au grenier pour aller voir avec Jean une portée de petits chats parmi lesquels le généreux garçon l'autorisa encore à choisir le plus beau.

— Si tu te dépouilles toujours ainsi pour les autres tu seras gueux comme ton père, c'est moi qui te le prédis, fit le père Turpin en lui frappant sur la joue.

— J'aime mieux qu'il soit gueux et bon comme son père, dit la Paday, que de le voir riche avec un cœur dur.

Le petit gars sauta au cou de son père et de sa mère successivement. Ces gens-là s'aimaient et possédaient dans leur amour mutuel un trésor qui en valait bien d'autres. Désirée voulut être embrassée, elle aussi, et lui tendit si gentiment son petit museau que tout le monde se mit à rire et que Jean prit l'air honteux.

Sa cage d'une main, le chat dans son tablier, heureuse comme elle ne l'avait jamais été, Désirée se remit à marcher vers sa demeure sans trop sentir la fatigue.

— Je ne te croyais pas si brave, lui dit son père; voyez-vous ces deux petites pattes qui tiendraient dans le creux de ma main et qui jamais ne se lassent!

— Papa, dit Désirée, qui, recueillie en elle-même, semblait poursuivre une idée, tout le monde ce matin à la messe avait des livres, et je n'en ai pas, moi!

— Parce que, répondit son père, tu ne sais pas encore lire.

— Je voudrais apprendre, dit Désirée, dont la petite âme éveillée s'ouvrait à l'ambition.

— On apprend à l'école, et l'école est trop loin. Nous verrons plus tard.

— L'école n'est pas plus loin que l'église, et je suis bien allée à

l'église aujourd'hui, répondit Désirée avec une imperturbable logique.

— Mais tu es trop jeune pour aller seule.

— Le petit gars va aussi à l'école, et il m'a dit qu'il me conduirait, insista Désirée, qui décidément avait réponse à tout.

— Tiens! fit son père. Pourquoi pas? Il a l'air doux et bien tranquille, ce petit Jean!

III.

Depuis lors Désirée partit chaque matin pour l'école, son panier au bras; elle traversait le marais seule parfois, mais plus souvent Jean venait à sa rencontre et tous deux s'en allaient dans le brouillard dont le soleil pompait peu à peu les vapeurs floconneuses. Sur la route, ils rejoignaient les enfans des différens hameaux qui s'échelonnent à de courtes distances les uns des autres, retranchés derrière les haies vives et les bois. Des recrues nouvelles grossissaient peu à peu la procession enfantine jusqu'au bourg, mais Jean et Désirée se tenaient volontiers à part du groupe tapageur et médiocrement pressé d'arriver en classe que formait la majorité des petits écoliers. Ils avaient toujours beaucoup de secrets à se dire, sur leurs jeux, sur leurs bêtes. Jean avait découvert un nid, on irait le voir dimanche, ensemble; Jean savait où trouver les meilleures mûres, et les actinies qui diaprent certains rochers de tous les tons variés de l'anémone, et des coquillages d'autant plus précieux que les bancs de sable accessibles sont rares sur ces côtes de galet; une autre fois son père avait tué un grand oiseau blanc à échasses rouges que jamais encore on n'avait vu dans le pays et que l'on montrerait à M. le doyen pour apprendre son nom. Ce Jean était toujours bourré de nouvelles extraordinaires, et ne les confiait qu'à Désirée, qui était incapable d'abuser de pareils épanchemens en allant, comme n'eussent pas manqué de le faire les autres gars et même certaines filles déterminées, s'emparer avant lui de ses trouvailles. D'ailleurs Désirée se montrait toujours émerveillée, et Jean était sensible à l'admiration. Sur la place du bourg, une scission s'opérait entre les deux sexes, celles-ci allant chez les sœurs, ceux-là chez le maître d'école, mais on se réunissait de nouveau à la sortie du soir pour s'en retourner comme on était venu, avec cette différence que le plus grand nombre des enfans, au lieu de marcher à peu près en bon ordre, se dispersait pour mille aventures. C'était l'heure où Désirée soumettait à Jean, plus avancé qu'elle, les difficultés qu'elle rencontrait dans ses leçons. L'instituteur, homme très intelligent et bien supérieur à la position qu'il

occupait dans ce village, s'entendait à instruire ses élèves tout autrement que les bonnes sœurs. Jean, pénétré de ses enseignemens, les communiquait à Désirée, dont les questions multipliées à l'infini faisaient travailler à leur tour son intelligence un peu lente.

Le temps ne tarda pas à venir où, l'esprit délié de la petite fille ayant fait de rapides progrès, elle aida son compagnon plus qu'il ne l'avait aidée elle-même. Il s'établit entre ces deux enfans une sorte d'éducation mutuelle; ils s'asseyaient à l'ombre des meules de grain qui, telles que d'énormes ruches, se dressent le long du rivage, à distance prudente de la mer toutefois, et, protégés ainsi contre le vent, ils échangeaient leurs cahiers.

En passant à Honival, Désirée ne manquait pas d'entrer chez les Paday, où toujours on lui faisait bon accueil. Jeanne Paday était la première femme qui l'eût jamais caressée, car la Gendarme, bien qu'elle l'aimât plus que tout le reste du monde ensemble, ne savait pas témoigner ce dévoûment par des câlineries; elle avait le ton et les mains rudes, ses chansons de nourrice devaient ressembler quelque peu à la chanson de Caliban. Et puis Jeanne était une mère, et, blottie contre son sein, la petite Désirée pensait peut-être à la sienne qu'on ne lui avait montrée que dans le tombeau. De son côté, Jeanne, qui avait perdu, avant la naissance de son fils, un premier-né, une petite fille, croyait ressaisir celle-ci quand elle tenait Désirée sur ses genoux, et c'était entre la jeune femme et l'enfant une sorte de parenté d'âmes chaque jour plus étroite : — Quand je serai grande, disait Désirée à Jean, je veux ressembler à ta maman.

Quelquefois on était triste dans la chaumière; Jeanne pleurait silencieusement, son mari avait dû renoncer à payer un fermage trop lourd, le père Turpin avait repris son champ, en leur faisant grâce de deux termes en retard il est vrai. De nouveau ils s'étaient vus forcés de *s'esclavager*, selon l'expression du pauvre Paday, après avoir goûté de l'indépendance! Désirée, sans bien comprendre la peine de ses amis, avait imploré son père pour eux, mais Turpin, qui pourtant ne savait rien lui refuser, l'avait fait taire cette fois en lui disant que les affaires d'intérêt ne regardaient pas les petites filles. Paday était donc redevenu journalier; le sentiment de sa déchéance le minait désormais plus encore que la fièvre.

Jean souffrait de voir ses parens malheureux, mais comme on souffre à cet âge, en se laissant distraire par une mouche qui vole. D'ailleurs Désirée s'entendait à le consoler, à l'égayer, et d'abord elle l'accaparait, l'éloignant des autres enfans avec un soin jaloux. Il était son bien, dont elle s'arrogeait le droit de disposer. Désirée avait, avec plus de douceur, l'humeur fière et quelque peu absolue

des Turpin, mais Jean ne regimbait pas contre cette affectueuse domination, car il comprenait lui-même à cette époque les préférences exclusives et se fût affligé si Désirée eût marqué de l'amitié à d'autres que lui-même. Jean appartenait si visiblement à Désirée, Désirée était si empressée de plaire à Jean, tout en le tyrannisant un peu, que le vieux berger du marais, qui les voyait chaque jour revenir bras dessus bras dessous de l'école, ne manquait jamais, quand par hasard ils passaient à sa portée, de crier bien haut :

— Te voilà donc, mignonne, toi et ton petit mari? — Le berger jetait chaque mot dans l'air avec la plus bizarre solennité comme une menace ou un oracle. Son perpétuel isolement l'ayant presque retranché de l'humanité, l'exercice de la parole était devenu pour lui un effort; cette voix caverneuse qui semblait se dérouiller avec peine, et qui bêlait comme celle des moutons, effrayait Désirée. Elle se mettait à courir : — Entends-tu, disait-elle cependant à son compagnon; entends-tu, il dit que je suis ta femme. Et c'est la vérité.

— Non, non, répondait Jean, averti déjà par les discours de ses parens de l'abîme qui sépare ceux qui possèdent de ceux qui n'ont rien. C'est impossible.

— Et pourquoi?

— Tu es trop riche.

— Voilà, dit-elle, éclatant de rire, une belle raison, ma foi! Si tu y tiens, je me ferai pauvre, ce n'est pas difficile! On n'a qu'à tout donner.

Des années s'écoulèrent ainsi, paisibles et tout unies, chaque jour, chaque instant resserrant entre les deux inséparables un lien dont le père Turpin ne s'inquiétait nullement. N'était-il pas naturel que le petit Paday fût plein de prévenances, quand il avait, lui Turpin, obligé ses parens à l'occasion, quand aujourd'hui encore il leur procurait toute l'année du travail, employant Paday au labourage bien qu'il fût plus lambin qu'un autre, et Jeanne à raccommoder le linge, bien qu'elle n'y fût pas très habile? C'étaient là de vrais services. Leur garçon pouvait bien en échange se sacrifier un peu aux caprices de sa petite fille, qui lui faisait l'honneur de jouer avec lui volontiers.

Un dimanche, l'orage les ayant chassés du marais où ils barbotaient à la recherche d'anguilles, Jean et Désirée allèrent demander un refuge aux dunes voisines. La butte de sable à laquelle ils s'étaient adossés les préservait tant bien que mal. Désirée fermait les yeux, cachait son visage dans la poitrine de Jean afin de n'être pas aveuglée par la poussière étincelante qui tourbillonnait autour d'eux; il la retenait blottie contre lui avec le sentiment très agréable de la

protéger. Jamais Jean n'était plus aise que quand il pouvait étendre cette mâle protection sur Désirée. Une accalmie se fit. Fatigués d'avoir tenu tête au vent et au sable soulevé, ils se laissèrent glisser sur les moelleux coussins que leur offrait la dune et restèrent longtemps à regarder les moindres oscillations de l'atmosphère se refléter sur la surface argentée qui ondulait devant eux comme celle des flots, ridée par la brise la plus légère. Les petits cratères ouverts du côté du sud-ouest étaient remplis de coquillages brisés et de menus ossemens blanchis. Un grisart attiré par la chasse aux lapins, aux taupes, aux souris et autres hôtes de terriers tournoyait alentour, effleurant parfois du bout de son aile les cimes de ces monticules mobiles que forme, disperse et rétablit la rafale au gré de son haleine capricieuse. Il fallait que les deux petits compagnons fussent par hasard condamnés au repos pour parler de leurs propres affaires; autrement les objets extérieurs les détournaient vite d'eux-mêmes. Cette fois, l'aridité monotone de la dune le poussant peut-être à la tristesse, Jean exhala tout à coup un gros soupir :

— Qu'as-tu? dit Désirée, se rapprochant de lui encore.

— Voilà, répondit Jean, la fin des vacances, et mon père ne veut pas que je retourne à l'école.

— Que fera-t-il donc de toi? demanda la petite fille alarmée.

— Il me mettra en apprentissage chez un serrurier, au bourg... Mon père dit qu'il ne faut pas que je sois comme lui, que je dois avoir un état.

Le cœur de Désirée se serra; elle voyait la fin de leurs courses quotidiennes jusqu'à l'école, de leurs congés en commun, de leur intimité en un mot.

— Pourquoi, dit-elle d'une voix un peu tremblante, pourquoi apprendre à faire des serrures quand on peut travailler aux champs?

— C'est que nous n'avons pas de champs, nous n'avons rien, vois-tu?

— Comment cela? Tu prétends toujours que je suis riche. Tu l'es donc aussi. Est-ce que tout ce que j'ai n'est pas à toi?..

Ce fut dit avec tant d'abandon et de grandeur à la fois que Jean, vaguement ému, l'embrassa.

— Nous ne nous verrons plus bien souvent, reprit Désirée après un silence, si tu vas au bourg pour y rester.

— Non. C'est là ce qui me contrarie, et puis une autre chose encore; j'aurais voulu avoir deux années de classe de plus, parce que M. Bourdon, — M. Bourdon était l'instituteur, — dit que je commençais à me débrouiller, à bien avancer même; mais le père trouve que c'est assez de lire, d'écrire fin et de compter, qu'il m'a même laissé trop longtemps à l'école, s'il faut en croire M. Turpin...

— C'est l'avis de papa qui le décide?.. Oh! bien alors je le ferai changer, interrompit résolûment Désirée. Mais sois tranquille quand même, mon Jean. Si ce n'est que l'école qui te tourmente, moi j'irai toujours chez les sœurs et je t'apprendrai le dimanche tout ce que j'aurai appris dans la semaine. Je te le promets.

Désirée sentait avec son instinct féminin qu'il ne fallait pas ajouter aux regrets du pauvre garçon en s'apitoyant sur lui. Seulement le soir même elle se plaignit à son père du projet des Paday qui allaient lui enlever son camarade.

— Jean n'est pourtant pas fait pour rester toujours ton joujou, répliqua le père Turpin. Je l'ai dit à ses parens, il n'a déjà que trop fainéantisé...

— Fainéantisé! répéta Désirée, relevant l'insulte, toute rouge d'indignation.

— Eh! je ne prétends pas que Jean soit un paresseux précisément; mais il deviendrait à l'école une espèce de bourgeois qui ferait fi, pouvant travailler de la tête, du travail des mains, et c'est ce qu'il y a de plus fâcheux quand on n'a pas le sou. Toi, tu peux lire tant que tu voudras; si tu perds le goût de la lessive et de la cuisine, tu auras le moyen de payer des servantes pour t'aider; mais Jean, lui, sera de ceux qui servent les autres, à moins qu'on ne lui donne un métier qui devienne son gagne-pain, et il n'y a pas d'autre métier dans le pays que celui de serrurier. J'ai vu des gens s'y enrichir. Il sera de ceux-là si Dieu le veut.

Désirée, sans bien se rendre compte de ce qui retenait sa langue, d'ordinaire prompte à la riposte, n'osa insister davantage; mais la Gendarme l'entendit au milieu de la nuit sangloter dans son lit.

— Tu ne dors pas?.. es-tu malade! lui demanda-t-elle.

— J'ai du chagrin, répondit Désirée sanglotant plus fort.

— Du chagrin? et de quoi donc? fit la Gendarme abasourdie, car la fille des Turpin lui paraissait un être invulnérable à tout, sauf peut-être à quelqu'une de ces incommodités purement physiques qui n'épargnent pas les grands de ce monde.

— J'ai du chagrin d'être si petite, poursuivit Désirée tout en larmes; je voudrais être déjà la femme de mon pauvre Jean... parce que les gens mariés ne se quittent jamais, tandis qu'il va s'en aller au bourg et que moi je reste ici.

— La femme de Jean Paday! s'écria la Cayeusaine d'une voix basse et presque épouvantée, comme s'il se fût agi de quelque sacrilége, toi... Désirée Turpin!.. Que ton père n'entende jamais cela, ma fille!

Désirée fut ainsi confusément avertie de certaines distinctions sociales bien plus multiples qu'on ne le croit d'ordinaire et qu'elle

n'avait point soupçonnées jusque-là, en même temps que de la nécessité de cacher à son père un attachement disproportionné que ses préjugés d'homme riche eussent condamné sans miséricorde. Elle fit son profit des paroles de la Gendarme et s'arma de prudence autant que de courage.

IV.

La serrurerie est l'industrie principale du canton d'Ault; les villages de Béthencourt et d'Escarbotin, de Fressonville et de Tully, de Vallines et de Woincourt, d'autres encore sont renommés pour leurs produits en ce genre. Selon les localités, les petits ateliers se perchent sur la falaise ou se groupent le long d'un chemin ombreux. Au bourg d'Ault, toute la longue rue escarpée qui domine la mer en est garnie; collés les uns contre les autres comme des cellules d'abeilles, ils suivent les accidens du terrain, à hauteurs inégales, dans un désordre pittoresque, sans s'écarter jamais cependant du bord de la falaise. Toutes les devantures en vitre donnent sur la mer qui, pour cette population aux mœurs douces et graves, est un spectacle sans cesse admiré, toujours nouveau. Chaque serrurier travaille séparément chez lui, sans se hâter, en levant les yeux de temps à autre sur les flots changeans qui lui présentent des beautés imprévues, soit qu'ils s'étendent sous les feux du soleil levant, tels qu'un miroir sans bornes que tache au loin çà et là quelque barque de pêche immobile et comme endormie, si petite qu'on la prendrait pour un goëland à l'affût, soit que sur ses transparences verdies glisse le grand bateau à vapeur de Newhaven, laissant traîner derrière lui un panache fumeux, soit encore qu'après la pluie de gros nuages noirs courent et frissonnent sur son sein agité que rayent par intervalles des lueurs menaçantes, ou bien que la grande marée arrive avec son cortége de tempêtes, battant la longue ligne de falaises qui, à perte de vue du côté de Dieppe, dressent leurs blanches murailles.

Le serrurier regarde, silencieux, tout en poursuivant sa tâche, et rien n'est plus intéressant que de voir tous ces visages empreints d'une placide mélancolie et d'un calme rêveur s'élever au-dessus de la petite enclume ou de l'établi, tandis que brillent les lueurs intermittentes de la forge et que dans le silence monte, mêlée au grincement des limes, au retentissement régulier du marteau et au rhythme puissant de la mer, quelque complainte interminable que semble se chanter à lui-même chacun de ces solitaires si voisins les uns des autres. L'heure du repas vient-elle à sonner, tous sortent tranquillement, sans se parler beaucoup, sans que jamais sur-

tout éclatent les grossièretés bruyantes communes dans la plupart des réunions d'ouvriers. Leur dîner sous le pouce, ils vont s'appuyer à la balustrade qui, barrant la rue principale, domine la plage, et, là, ils mangent, en regardant le soleil s'enfoncer graduellement dans la mer. Par les belles soirées d'été, avant de s'endormir, ils vont encore jouir de la phosphorescence des vagues ou du ruissellement diamanté de la lune sur les flots. Cette perpétuelle contemplation donne le secret de leur caractère et du sourire lent, du regard profond qui, chez eux, prêtent aux visages les moins beaux un charme d'expression tout intime.

Tel est du moins le serrurier sédentaire dont les entrepreneurs qui font leur ronde à époques fixes viennent enlever le travail en échange d'un maigre salaire. Sa femme l'aide le plus souvent, elle prépare les pièces qui, habilement rassemblées, forment la serrure. Il y a aussi le limeur, qui s'en va de village en village raccommoder les outils de ses confrères. Celui-ci se distingue par des mœurs toutes différentes : c'est un nomade, il n'a, pour ainsi dire, pas de ménage. Ses enfans errent dans les rues sans surveillance, tandis qu'il bat la campagne avec leur mère. Ces petits vagabonds grossissent au bourg d'Ault la population peu recommandable des Quatre-Rues, faubourg assez mal famé où grouillent les gamins à demi nus, les pêcheuses de moules et de crevettes en haillons, tous les irréguliers du travail, tous les fainéans qui vivent du produit de la mer et, pendant la belle saison, de la charité des étrangers, coureurs de grèves, infirmes de profession, mendians. La partie industrieuse des habitans du bourg les regarde avec mépris et les redoute un peu. On recommande aux enfans de l'école de ne pas frayer avec ceux des Quatre-Rues; en épousant une fille des Quatre-Rues, tout ouvrier déroge. — A l'inconduite, à l'ivrognerie, les honnêtes gens trouvent cette excuse dédaigneuse : — Que voulez-vous? Il est des Quatre-Rues! — On hausse les épaules, et tout est dit.

L'atelier où allait travailler Jean désormais était malheureusement trop voisin des Quatre-Rues. Il n'en pouvait sortir sans rencontrer de mauvais sujets des deux sexes qui dévisageaient le nouvel apprenti en se demandant s'il serait ou non des leurs. Quelques-unes de ces figures suspectes contre lesquelles on l'avait prémuni n'étaient pas désagréables à regarder. Ainsi la première fois qu'il sortit de chez son patron, certaine fillette, blonde et rose, vêtue d'une chemise et d'une cotte trop courte, sans bas ni galoches, éclatante et superbe cependant sous la toison dorée qui lui tombait, inculte, jusqu'aux épaules, quitta en riant une troupe de vauriennes aussi déguenillées qu'elle-même, toutes maigres et tannées à faire

peur, celles-là, et s'avança vers lui avec un effronté dandinement des hanches. Les autres l'observaient, incrédules, et chuchotaient entres elles, attendant ce qu'elle allait faire.

— Tiens! dit la grande blonde, voilà le plus joli gars du bourg malgré ses airs de demoiselle! Laisse-moi t'embrasser, veux-tu?

Avant qu'il eût pu répondre ni se défendre, elle lui avait sauté au cou en l'embrassant aussi brutalement que si elle l'eût mordu; puis elle rassembla les loques de sa jupe dans ses deux mains, et, craignant sans doute d'être poursuivie, s'enfuit, rapide comme une flèche, en riant et en criant : — J'ai gagné! j'ai gagné! — Tandis que ses compagnes, qui apparemment avaient tenu le pari contre elle, la suivaient à toutes jambes, avec des exclamations moqueuses, indignées. — N'as-tu pas honte, Flore! — Et un torrent d'épithètes peu choisies à l'adresse de la Flore en question. Toutes ces petites diablesses se retournaient cependant pour narguer le pauvre apprenti qui était resté immobile, rouge comme braise et planté au milieu de a rue à suivre des yeux la bande agressive; celle-ci montait toujours la pente rapide de la falaise au sommet de laquelle elle finit par s'abattre comme un vol de mouettes. Ces vilaines filles riaient, dansaient, se battaient entre elles, se roulaient sur l'herbe et semblaient l'attendre; mais il pensait à tout autre chose qu'à les suivre : il était confus pour elles. Le dimanche suivant, lorsqu'il retourna au marais, après sa première semaine d'apprentissage, Jean parla de cette aventure à Désirée avec la plus sincère indignation : — Les monstres! s'écria-t-elle en fermant le poing. Est-ce que tu vas les voir tous les jours? Je voudrais tenir cette Flore, je l'étranglerais.

— Bah! pourquoi? Elle ne m'a pas fait grand mal après tout. C'est une petite malheureuse, une fille qui n'a jamais eu ni père ni mère et qui vit de sa pêche.

— Comment la connais-tu si bien? repartit vivement Désirée. Tu t'es donc amusé à parler d'elle avec d'autres?

— Ce sont les apprentis d'à côté qui me l'ont dit. Ils ne la croient pas si mauvaise fille qu'elle le paraît. Comment veux-tu qu'une pareille abandonnée sache se tenir convenablement? Personne ne lui a jamais rien appris, ce n'est pas sa faute.

— Ah! dit froidement Désirée, tu la défends?..

Et elle retira sa main de la sienne. Tout le reste du jour, elle se montra boudeuse comme il ne l'avait jamais vue.

Jean ne savait ce qu'il avait pu faire pour l'offenser, et elle ne comprenait pas elle-même comment, après avoir compté les jours, les heures jusqu'à sa venue pendant cette semaine, longue comme un mois entier, elle ne le revoyait que pour lui en vouloir. Ce fut

leur première querelle. Il est vrai qu'elle ne dura guère, et qu'aucune autre ne la suivit. Jean fut mieux reçu que jamais le dimanche suivant, et on ne parla plus de Flore. En réalité, la conduite de Jean ne donnait prise à aucune critique. Le patron qu'on lui avait choisi, un certain Hannequin, qui, étant le doyen de la serrurerie au bourg, se montrait rarement satisfait, comme c'est l'habitude des vieux, de ce qui se faisait « au jour d'aujourd'hui, » plaçait son nouvel apprenti bien au-dessus de ceux qui l'avaient précédé; Jean travaillait sans perdre une minute et de la bonne manière. — Le curé, dans ses tournées pastorales, s'arrêtait quelquefois pour causer par la fenêtre de l'atelier et il ne manquait jamais de faire au patron, qui n'avait garde de le contredire, l'éloge des bons sentimens du petit Paday, plus grand que lui déjà de toute la tête, par parenthèse, et fort à proportion.

La pauvre Jeanne était heureuse pour la première fois de sa vie, heureuse en dépit des rigueurs du sort, heureuse par son fils, pleine de confiance, grâce à lui, dans l'avenir. Elle se trouvait bien seule depuis qu'il logeait chez le père Hannequin; mais Désirée avait soin de remplacer l'absent le mieux possible. Lorsque Jean venait voir sa mère, il rencontrait presque chaque fois dans la pauvre maison d'Honival Désirée Turpin aidant, avec une bonne volonté joyeuse qui le pénétrait d'attendrissement, à mille humbles travaux dont la Gendarme ne lui eût pas permis de s'occuper chez elle. Un jour vint où les soins de l'excellente fille furent plus utiles que jamais. Des maladies de toute sorte ravagèrent le marais vers la fin d'un hiver tiède et humide; Paday le père, qui ne manquait jamais d'amasser du guignon, comme il disait, fut très vite atteint, bien entendu; son tempérament fiévreux et les privations, le souci, l'excès d'efforts, le désignaient au fléau. Puis Jeanne tomba malade à son tour. En dépit des admonestations paternelles, Désirée ne les quittait pas, apportant avec elle tout ce qui pouvait leur être utile. Après l'avoir bien grondée, la Gendarme l'accompagnait toujours pour lui éviter de la peine; elle allait jusqu'à donner aux disparitions fréquentes et prolongées de Désirée des prétextes singulièrement plausibles dont le père Turpin était dupe, d'autant plus qu'il croyait cette sauvage incapable dans sa stupidité de la plus faible invention.

Jean pouvait être assuré que ses parens ne manquaient de rien; Désirée lui avait persuadé qu'il ne fallait pas interrompre ses journées de travail, sous prétexte que, commençant à gagner, il pourrait ainsi payer le médecin et les remèdes, mais ce n'était là qu'un stimulant à son énergie et à sa fierté; elle voulait surtout lui épargner la vue des progrès que faisait le mal. Jean se rendait compte

malgré tout du deuil qui le menaçait. Souvent, étranglé par les larmes, il s'éloignait brusquement du chevet de son père pour s'en aller dans quelque coin obscur donner un libre cours à son chagrin; mais partout où il cherchait à se cacher, Désirée savait le rejoindre comme l'ange même de la pitié et de l'espérance.

Rien ne peut sauver, hélas! ceux que le trépas a marqués de son doigt de glace! Du moins Paday devait-il mourir en bénissant son fils agenouillé auprès de lui; la pauvre Jeanne n'eut pas cette consolation. Elle languit plus longtemps, eut un semblant de convalescence, puis tout à coup, à l'improviste, la lueur vacillante que l'on croyait pouvoir ranimer s'éteignit. Jean, qui était retourné au bourg, fut averti en toute hâte. Il n'arriva pas assez vite cependant pour recevoir son dernier soupir. Déjà Désirée avait fermé les yeux de la morte; elle priait au pied du lit, devant deux cierges allumés, la Gendarme murmurant de sa voix rauque les répons en latin. Jean les écarta toutes deux et, avec une explosion de désespoir farouche, se jeta sur le corps de la douce et patiente créature à jamais endormie, après tant de labeurs dont il avait été l'objet. Cette fois, Désirée lui laissa verser toutes ses larmes. Quand il fut tombé dans cet accablement qui suit les grands coups, elle l'emmena, docile et comme anéanti, s'asseoir sur un petit banc à l'écart, derrière la maison.

— Allons, Jean, dit-elle, du courage!

— A quoi bon? répondit-il en se détournant. Qui donc m'en saurait gré maintenant? J'ai tout perdu...

— Est-ce que je ne te reste pas? fit Désirée d'un ton de tendre reproche; est-ce que je ne serai pas toujours là?..

Elle avait appuyé en parlant sa tête contre l'épaule de Jean, comme elle faisait autrefois. — Désirée depuis peu était devenue plus réservée : elle venait d'avoir seize ans. — Non, dit l'orphelin en secouant cette caresse d'un mouvement brusque, non, tu n'y seras pas toujours,... tu n'y seras même pas longtemps. Une fois mariée, tu auras bien d'autres idées en tête. Je ne compterai plus pour rien...

— Jean, repliqua Désirée, tu n'as pas à craindre cela. Si tu ne veux pas de moi pour femme, je ne me marierai jamais.

La joie soudaine qui se mêla en ce moment à l'immense douleur qu'il éprouvait ne peut se comparer qu'à celle du martyr, qui sur l'échafaud entrevoit le ciel ouvert; puis peu à peu la douleur s'apaisa comme vaincue, et violemment il attira Désirée sur sa poitrine gonflée de sanglots.

— Je t'aime, reprit Désirée. — Jean répéta : — Je t'aime. — Ce mot, qu'ils avaient prononcé si souvent, prenait un sens nouveau,

chacun d'eux avait en même temps donné son véritable nom à une affection si ancienne, dont jamais jusque-là ils n'avaient ni l'un ni l'autre cherché à démêler la nature, et ils se remirent à pleurer, ne sachant plus si c'était d'angoisses ou de délices. Désirée venait de faire connaître à Jean ce sentiment, si beau que les saintes Écritures l'ont consacré dans leur texte, cet amour qu'Isaac ressentit pour l'épouse de sa jeunesse, un amour tel qu'il tempéra la douleur que la mort de sa mère lui avait causée.

V.

L'occasion se présenta vite pour la fiancée de Jean de tenir ses promesses. Étant connue pour l'une des filles les plus riches du pays, elle devait être très jeune demandée en mariage. Son père s'était promis de ne la donner que le plus tard possible; mais, certain parti, qui se présenta tout d'abord, lui parut si brillant, qu'il résolut de prendre en considération la démarche officieuse de M. le doyen. Ce digne prêtre, professant une égale estime pour les deux familles intéressées, s'était chargé en effet de tâter le terrain. Tout en soupant un soir avec sa fille : — Eh bien! commença Pierre Turpin, te voici donc une femme que l'on pense à courtiser, toi qui me faisais encore hier l'effet d'un petit enfant!

Désirée rougit jusqu'au blanc des yeux. Elle pensa que son père avait peut-être quelque soupçon de son engagement avec Jean. Celui-ci était venu la veille apporter le produit de sa chasse dans le marais. Le plus pauvre est chasseur de ce côté-là, et Jean prenait souvent pour prétexte à ses visites un cadeau de gibier toujours bien accueilli. Donc il était venu la veille et elle l'avait reconduit jusqu'au bourg. Son père les avait-il suivis à leur insu? avait-il surpris des conversations qui n'étaient point faites pour ses oreilles? La chose semblait pourtant peu probable en y réfléchissant; le marais est si plat, si dénué d'accidens et de feuillage qu'on y découvre la plus petite figure à une grande distance. Et puis comment admettre que Pierre Turpin se fût abaissé au métier d'espion?

La fille se reprocha d'avoir eu cette pensée, qu'elle résolut aussitôt d'expier par une entière franchise. Ce n'était pas difficile, car le père paraissait disposé à l'indulgence :

— Dis-moi, continua-t-il, serais-tu disposée à te marier?

— Cela dépend du mari que vous avez à m'offrir, répondit Désirée en souriant comme lui.

— Oh! si tu trouvais quelque chose à reprendre au parti en question, tu serais, ma foi, trop difficile. D'abord le jeune homme est riche...

— Ah!.. fit Désirée, dont le sourire s'effaça tout à coup.

— Autant que toi pour le moins et c'est ce qu'on aurait peine à trouver, ma fille, dans un rayon de plus de dix lieues. Il possède deux bonnes fermes, un moulin, et il héritera d'une tourbière que le père de sa défunte mère a sur ses terres aux environs d'Abbeville; c'est un fameux produit... Tu ne m'écoutes pas, reprit Turpin. Les jeunes filles se soucient peu de l'argent, elles ont tort. Ce n'est pas tout dans la vie, mais...

— Non, mon père, dit vivement Désirée, ce n'est pas tout, bien loin de là, et nous en avons assez, il me semble, pour nous passer de celui des autres.

— Celui des autres en s'y ajoutant ne sera pas de trop, pourvu qu'il soit bien acquis, et je te parle d'honnêtes gens, Désirée, de gens qui nous valent, ce qui n'est pas peu dire encore! Une chose qui te décidera mieux que tout le reste, c'est que le jeune homme a été élevé au collége comme un bourgeois. Il a de l'instruction et des manières.

— C'est trop, mon père, je serais toute gênée avec un si beau mari, étant ce que je suis.

— Toi gênée? Pourquoi donc? Tu auras l'air d'une dame, le jour où il te conviendra d'en être une. Mais quant à avoir un beau mari, oui, tu as raison, tu pourras t'en vanter! Je n'ai jamais vu de gaillard mieux campé sur ses jambes, avec des mains blanches, des moustaches, des cheveux pommadés, tout ce qui s'ensuit... et solide en outre, autant que gentil... Tu hausses les épaules? Les filles ne méprisent pourtant pas ces choses-là... Tu verras! Mais au fait, tu le connais déjà! Nous l'avons rencontré un dimanche au bourg avec son père, le gros Honfroy de Friaucourt, et je t'ai dit : — Ils sont cousus d'or, ces gens-là!

— Est-ce que je me rappelle! s'écria Désirée. Est-ce qu'on connaît un homme pour l'avoir aperçu une fois!

— Bah! vous aurez le temps de faire connaissance. Rien ne presse; on ne te demande pas de te décider aujourd'hui même!

Désirée s'était levée un peu pâle.

— Je ne me déciderai ni aujourd'hui ni plus tard, mon père, ou plutôt, je suis décidée depuis longtemps... J'ai choisi mon mari...

— Toi? balbutia le père Turpin en reculant sa chaise. Es-tu folle? Où donc aurais-tu fait ton choix? Personne ne vient ici à ma connaissance, personne!.. — A son tour, il se leva, blanc de colère et de crainte : — Car tu ne vas pas me dire, malheureuse, que tu es tombée assez bas pour...

— J'aime Jean Paday, interrompit Désirée avec audace. — Ja-

mais on ne lui avait parlé de ce ton dur et méprisant. Sa fierté se révoltait.

— Tu aimes ce meurt-de-faim! dit Turpin en se frottant les yeux comme pour s'éveiller d'un mauvais rêve, tu aimes le fils d'un misérable petit journalier...

— Mon grand-père n'était rien de plus.

— Elle me répond Jean Paday quand je lui parle d'Honoré Honfroy! se répétait à lui-même en bégayant le père Turpin, qui était retombé assis sur sa chaise comme si les jambes lui eussent manqué.

— Si quand vous aimiez ma défunte mère on vous avait parlé d'une autre fille, vous ne vous en seriez guère soucié, répliqua Désirée. Pensez à cela, mon père, reprit-elle d'une voix suppliante, tâchez de vous rappeler votre jeunesse...

Mais la jeunesse du père Turpin était loin, les quelques journées tardives et trop courtes qu'il avait données à l'amour disparaissaient noyées dans une longue vie toute de calculs sensés et quelquefois sordides.

— Tais-toi, interrompit-il hors de lui, jamais je ne prendrai mon parti de te voir descendre jusqu'à un méchant serrurier sans le sou...

— Sans le sou! Vous en revenez toujours là! Un homme peut avoir de pires défauts que la pauvreté. Avouez-le, mon père, vous n'en connaissez pas d'autres à Jean.

— Je ne lui en connais pas d'autres, rugit le père Turpin, quand il est venu dans ma maison comme un voleur pour me prendre ma fille, quand il a comme un lâche abusé de ma confiance! Sot que j'étais de le traiter en homme d'honneur et de croire que tu avais le respect de toi-même, le respect du nom que tu portes, un nom sans tache jusqu'ici!.. Toute sa conduite est infâme, entends-tu, et la tienne ne vaut pas mieux. Il ne remettra jamais le pied ici, et tu épouseras qui je voudrai!

En parlant ainsi, Turpin saisit un verre sur la table et d'un geste violent le brisa, comme il comptait briser la volonté de sa fille.

Celle-ci l'écoutait, consternée. C'était la première fois qu'elle le voyait s'abandonner à un pareil emportement, se montrer injuste et brutal, lui jeter les injures et les menaces au visage.

— Si, aimant Jean Paday, j'épousais Honoré Honfroy, je serais infâme comme vous le dites, répondit-elle, grave et navrée. Jusqu'ici je n'ai eu aucun tort, Jean n'en a pas eu non plus, et nous continuerons l'un et l'autre à bien agir. Il ne remettra plus le pied ici, puisque vous le défendez, je veux vous obéir en tout, sauf pour le mariage... à cela je résisterai toujours, c'est mon droit.

— Et tu te trouveras malheureuse, dit le père Turpin avec une pitié ironique, nous aurons des plaintes, des gémissemens jour et nuit...

— Est-ce que vous ne me connaissez plus, mon père? Je ne me trouverai jamais malheureuse auprès de vous, et si vous entendez une plainte sortir de ma bouche, je consens à devenir Mme Honfroy.

Elle le défiait d'un vaillant sourire.

— Mais tu t'arrangeras pour rencontrer en cachette ce polisson?

— Quand vous ne voulez pas qu'il vienne chez vous? Allons, me croyez-vous donc fourbe et menteuse? Je le serais devenue bien vite. Non, Jean n'entendra plus parler de moi qu'une fois, en apprenant que vous lui fermez la maison.

— Je le lui apprendrai bien moi-même!

— Vous ne ferez pas cela, dit Désirée, vous ne voudrez pas l'humilier, en même temps que vous lui causerez un grand chagrin! Si vous lui parliez, ce serait rudement, vous ne pourriez pas rester maître de vous. Et puis je ne me soucie pas de paraître obéir par force; vous devez comprendre cela, mon père. Ce sera moi qui ferai connaître votre volonté à Jean, et il s'y soumettra, comme je m'y soumets.

— Mais tu n'épouseras pas Honoré Honfroy, tu y es bien décidée, même quand ton père t'en prie? dit Turpin essayant un peu tard de la persuasion.

— Ni lui ni un autre, jamais! Vous ne savez pas ce que vous me demandez. Ce serait mon malheur.

— Tiens! s'écria le vieillard en sortant brusquement et en faisant retomber la porte derrière lui avec fracas, j'aime mieux m'en aller, tu me rendrais fou avec tes entêtemens et ta tranquillité!

Pendant des semaines, Pierre Turpin s'arma de rigueur, ne parlant à sa fille que lorsqu'il y était forcé, lui marquant son mécontentement en toute occasion, et l'observant néanmoins avec une inquiétude mêlée de vague remords. Elle était pour sa part, comme toujours, d'humeur douce et sereine; il eût été impossible de démêler le moindre changement dans ses allures. Enjouée, diligente, attentive au ménage, elle semblait ne cacher dans son cœur ni secrets ni chagrins d'aucune sorte. Parfois le père Turpin en venait à croire que la soumission qu'elle avait promise ne lui coûtait guère, qu'elle ne pensait plus à Jean. Elle n'avait point d'autre pensée au contraire; on peut dire qu'elle était avec lui plus que jamais en esprit depuis qu'il lui avait été interdit de le voir. Le matin son premier regard se portait vers la falaise lointaine que surmontait l'atelier des Hannequin. Elle savait qu'à cette même heure Jean regardait du côté du marais, et leurs cœurs se rejoignaient en route.

Dans le courant de la journée, quand elle laissait tomber son ouvrage pour rester immobile, perdue dans une méditation vague, la Gendarme se disait en grommelant : — La voilà encore partie!.. — Un jour elle n'y tint plus, et, interpellant son maître à brûle-pourpoint : — Vous ne voyez donc pas ce qui se passe? dit-elle avec un accent de reproche terrible.

— Eh! que se passe-t-il donc? demanda Turpin. — Le désir de la faire parler des faits et gestes de Désirée, qu'elle pouvait surveiller plus constamment que lui, le dévorait depuis longtemps, mais toujours il était retenu par une sorte de mauvaise honte.

— Elle ne dort pas, je vois sa lumière briller quelquefois jusqu'au milieu de la nuit, elle pleure...

— Ma fille pleure! C'est impossible... Je ne m'en suis jamais aperçu.

— Bien d'autres choses, ma foi, vous ont échappé! Pour ne parler que de ses amours avec Jean Paday...

— Dont tu m'aurais instruit, si tu avais fait ton devoir, vieille!

— Pourquoi? pour que vous la fassiez souffrir plus tôt, elle, mon enfant? Ne comptez pas sur moi pour la garder, Pierre Turpin. Elle me commanderait aujourd'hui d'aller lui chercher son galant que j'irais, aussi vrai que j'existe...

— Mais elle ne te commandera rien de pareil, dit Turpin avec une satisfaction hautaine.

— Oui, sang-Dieu, j'irais le chercher, répéta la Gendarme comme si elle n'eût rien entendu de ces derniers mots, j'irais, quand vous devriez me chasser ensuite.

— Tu es folle, dit Turpin en lui frappant sur l'épaule. Te chasser, toi, après quarante ans?..

— Je vous crois capable de tout depuis que je vous ai vu si dur avec votre propre sang. Vous la tuerez...

— Quelle sottise! Elle est toujours la même!

— Elle sera la même jusqu'au bout, elle a du courage et elle est fière, c'est votre fille; mais un jour vous pleurerez, vous aussi, dit la grande Cayeusaine d'un ton prophétique en secouant sa main osseuse.

Le père Turpin était resté songeur. — Ainsi, reprit-il au bout d'une minute, tu prétends que tu l'as vue pleurer?..

— Plus d'une fois!

Il passa rapidement un doigt sur ses yeux comme pour en chasser lui-même quelque humidité insolite.

— Ma fille serait malheureuse?.. malheureuse par ma faute?.. Non! — Et il frappa du pied pour s'affermir contre lui-même. Non! par sa faute à elle... à elle seule! Dût-elle souffrir, je tiendrai bon, vous le verrez bien!

Cependant les paroles de la Gendarme restaient gravées dans sa mémoire et le troublaient. C'était vrai, Désirée avait les yeux rouges parfois,... mais comme elle savait dissimuler... quelle énergie tenace !

Il l'en estimait davantage et répétait après la Gendarme : — Elle est bien ma fille,... un vrai rocher...

Désirée se désolait beaucoup moins du reste qu'on ne pouvait le supposer autour d'elle. Les grands cœurs ont foi en eux-mêmes et dans les autres; elle se savait incapable de changer, elle croyait son amant fidèle et patient, elle n'avait pu se résigner d'un coup à douter de la droiture, de la générosité de son père : — Le cher homme s'est emporté une fois, pensait-elle, et maintenant il s'obstine, mais il redeviendra ce qu'il était, si nous savons attendre. — Elle attendait donc, triste sans doute, mais résignée, confiante surtout.

L'événement lui donna raison. Assez longtemps encore ce despote prit un cruel plaisir à éprouver l'autorité qu'il avait sur sa fille, c'était une compensation du moins à la honte qu'il éprouvait de se sentir faiblir; puis un soir, alors que Désirée se demandait s'il resterait encore bien des jours silencieux et sévère avec elle, le père Turpin s'en alla heurter à la vitre de l'atelier où travaillait Jean. — Sors, grommela-t-il, j'ai à te parler.

Le jeune homme obéit avec un mélange d'empressement et de crainte, s'attendant à quelque scène pénible. Sans rien dire d'abord, Turpin marcha droit devant lui, jusqu'au sommet désert de la falaise, les bras croisés derrière le dos, l'air soucieux; Jean le suivait tel qu'un condamné que l'on mène au supplice. Il ne l'avait pas vu depuis l'explication dont l'avait informé Désirée.

— Comme te voilà maigre et jaune ! fit tout à coup le père Turpin en se tournant vers lui d'un air railleur. Bientôt on ne pourra plus dire que tu es un joli garçon. As-tu donc été malade?

— Non, monsieur Turpin, répondit Jean. — Il était changé en effet. Le chagrin avait agi sur lui plus visiblement que sur Désirée; il avait moins de force morale et depuis longtemps était sans espérance, ne travaillant plus, au dire du vieux Hannequin, comme si le but eût manqué désormais à ses efforts.

Tous deux se turent, les yeux fixés sur l'horizon. Le soleil couchant y allumait un incendie; lentement son globe rouge s'abaissait derrière le rideau de nuages qu'il teignait d'incarnat, pour reparaître ensuite à demi, se dérober de nouveau, rayer de flammes violentes le ciel, puis la mer, et s'abîmer enfin dans le sein de celle-ci, qui un instant ne fut qu'une nappe de feu.

— Il fera beau demain, remarqua le père Turpin d'un air dégagé.

— Oui, répondit Jean, toujours sur la défensive, comme s'il se

fût trouvé en face des feintes d'une bête féroce prête à s'élancer.

— Ah ça, dit le père Turpin ramenant ses bras sur sa poitrine et toisant le jeune homme de la tête aux pieds, tu te permets donc de vouloir épouser ma fille?

— Jamais je n'ai dit cela, jamais je n'ai seulement osé le penser, s'écria le pauvre diable éperdu.

Sa confusion ne déplut pas au maître du Corps-de-Garde. — Au moins, pensa-t-il, ce malheureux comprend la distance qui le sépare de Désirée.

— Tu prétends l'aimer, continua-t-il, c'est la même chose que de vouloir l'épouser, puisqu'elle t'aime aussi. Les honnêtes gens qui s'aiment se marient.

— Monsieur Turpin, dit Jean d'une voix défaillante, ne vous moquez pas de moi! J'ai toujours compris que je n'étais point le gendre qu'il fallait à un homme riche comme vous. Si j'aime Désirée, c'est malgré moi, et je saurai me taire; elle n'entendra plus parler de ma folie, je quitterai le pays, puisque vous l'exigez...

— Pour l'affliger encore davantage, dit Pierre Turpin toujours goguenard, mais quelque peu attendri au fond. Tu ferais là de jolie besogne! A quoi remédierait ton départ? La sotte te trouverait d'autant plus de qualités que tu serais absent... On connaît cela! Sans doute tu n'es pas le mari que j'aurais choisi pour Désirée, je te déclare même franchement que je lui trouve mauvais goût, et que si elle m'avait consulté autrefois, si je pouvais seulement aujourd'hui l'empêcher de penser à toi... Mais ne parlons pas de ce qui est impossible. Je dis donc que tu n'es pas digne de Désirée...

— Personne n'est digne d'elle, interrompit Jean avec vivacité.

— Bien parlé, mon gars, mais écoute : chacun de nous peut gagner sa part de paradis. Je ne suis pas plus fier que le bon Dieu...

— Monsieur Turpin! Qu'est-ce que vous me dites là?.. est-ce que vraiment vous consentiriez?..

— Je dis qu'il dépend de toi de mériter ton bonheur, fit le père avec un mélange curieux de sévérité, d'émotion et de secret dépit, comme si une puissance plus forte que sa volonté lui eût dicté cette réponse. Prouve-moi que tu es un garçon rangé, un bon travailleur... je ne me contenterai pas d'une année d'épreuve, ni de deux, entends-tu bien? Il me faudra être sûr de toi comme je le suis de moi-même...

— Oh! rien ne me sera impossible, s'écria Jean à demi fou de joie. Que faut-il que je fasse?..

— Rien de bien malin. Tu es serrurier. Sois habile et laborieux dans cette partie-là. Tu me diras peut-être que c'est inutile,

si tu dois devenir cultivateur? Mauvaise raison! Quand on réussit sur un point, on est capable de réussir sur un autre. Si tu travailles convenablement le fer, tu travailleras de même la terre, si tu épargnes ton salaire d'ouvrier, tu ne gaspilleras pas ton bien quand tu seras propriétaire. D'ailleurs je t'avertis que tant que je vivrai, et je suis encore vert, Dieu merci, il n'y aura pas d'autre maître au Corps-de-Garde que Pierre Turpin. Fais ton chemin comme tu l'as commencé, montre que tu es capable de te suffire à toi-même. Que je sache bien à qui je donnerai ma fille, quand je te dirai enfin : — Elle est ta femme! — Tu as le temps, blanc-bec! Je ne me suis marié qu'à cinquante ans, tel que tu me vois.

Turpin se mit à rire devant la mine allongée du pauvre Jean. — Allons! rassure-toi, on ne te laissera pas languir jusqu'à cet âge-là; mais vous marier dès à présent, cela n'aurait pas le sens commun, un méchant gars qui n'a seulement pas tiré au sort! Il faudra voir si tu seras bon soldat! A ton retour du service, que diable... Qu'est-ce qui te prend? Tu as l'air de ne pas savoir si tu dois te réjouir!

— Je suis trop heureux, monsieur Turpin, et maintenant vous me permettrez de voir Désirée?...

— Parbleu! puisque vous êtes d'accord... Avec ma permission, cette fois!

Jean faillit tomber aux genoux du père Turpin, et celui-ci dut s'avouer à lui-même qu'il avait, depuis qu'il était parvenu à dominer son orgueil et sa cupidité, l'âme bien plus légère. Il ne voulut point cependant revenir lui-même sur ce qu'il avait dit à Désirée, se refusant ainsi par un reste d'obstination le plaisir de lui raconter son entrevue avec Jean. Ce fut le jeune homme qui le lendemain, dès le lever du jour, apporta la bonne nouvelle à sa fiancée. Elle ne parut pas trop surprise. — Pauvre père! dit-elle, j'étais bien sûre qu'il m'aimait! Comme je vais l'embrasser!

— Embrasse-moi d'abord, s'écria Jean, — et elle ne se le fit pas demander deux fois; — tâche surtout, ajouta-t-il, que ton père nous marie plus tôt qu'il ne l'a dit.

— Oh! quant à cela, répliqua Désirée, il a grandement raison de vouloir attendre. Nous sommes trop jeunes, toi surtout. Que nous importe, puisque nous nous verrons autant que nous voudrons et que nous serons sûrs de l'avenir?

— Je ne peux pas être tout à fait de ton avis, soupira le jeune homme. S'il avait seulement fixé le terme...

— Ne le pressons pas trop. Il a été si bon déjà!

— Sans doute, pourtant...

— A quoi penses-tu? interrompit tout à coup Désirée en repous-

sant de la main sa tête frisée pour le regarder gaîment, droit dans les yeux. Tu n'as pas l'air bien satisfait? Que vous faut-il de plus, monsieur l'ambitieux?...

— Je pense, balbutia Jean, qui ne voulait évidemment dire qu'une partie de sa pensée, quelle joie ce serait pour ma pauvre mère si elle était encore de ce monde...

— Eh bien! interrompit encore Désirée d'un ton presque sévère, qu'as-tu fait de ta religion? Est-ce que la chère femme ne nous voit pas d'où elle est? Crois-tu qu'on soit moins content au ciel que sur la terre?

Jean venait de la quitter pour retourner à sa besogne; c'était le matin, un beau matin de printemps. Elle continuait d'errer à travers le marais, qu'embellissait une magnifique explosion de vie. Des myriades d'insectes diaprés, étincelans, pullulaient dans chaque rayon de soleil; on les voyait monter et descendre parmi les vapeurs roses. Rien ne saurait rendre la beauté de ces tons humides des contrées marécageuses à pareille heure et en pareille saison; un peintre eût voulu les saisir pour rendre l'aurore. L'hépatique fleurissait partout au bord des mares; une musique étrange : cris grêles et tremblotans, bourdonnemens joyeux, soupirs et chansons mêlés en cadence se dégageaient de la forêt de roseaux toute grouillante de nids. Les yeux et les oreilles de Désirée étaient accoutumés à ces bruits, à ce spectacle, elle en savait le sens secret, et de longs entretiens s'engageaient souvent entre ce rêve confus de toutes choses et sa propre pensée.

— Que je suis heureuse! murmura-t-elle soudain. — Et sa voix frémissante se perdit dans le grand chœur d'allégresse qui s'élevait des différens points du marais, où chaque être vivant célébrait ses amours, ses noces ou les fêtes plus douces encore de la maternité.

Le père Turpin cependant venait à sa rencontre. Elle résolut de ne pas lui adresser de remercîmens qui l'eussent embarrassé, irrité peut-être, en lui rappelant qu'il avait dû céder. Sans rien dire, elle prit sa main calleuse et la porta précipitamment à ses lèvres avec une telle effusion de tendresse, de reconnaissance et de joie, que le bonhomme se sentit aussi triomphant pour le moins que s'il avait eu le dernier mot de leur querelle, que s'il eût conduit à l'autel selon ses vœux la riche épousée du bel Honoré Honfroy de Friaucourt.

Th. Bentzon.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'ASIE CENTRALE

ET

LE RÉVEIL DE LA QUESTION D'ORIENT

I. *Clouds in the East : travels and adventures on the Perso-Turkoman frontier*, by Valentine Baker. London 1876; Chatto and Windus. — II. *The Roof of the World, being the narrative of a journey over the high plateau of Tibet, to the Russian frontier and the Oxus sources on Pamir*, by lieutenant-colonel T. E. Gordon. Edinburg 1876; Edmonston and Douglas. — III. *Turkistan : Notes of a journey in Russian Turkistan, Khokand, Bukhara and Kuldja*, by Eugène Schuyler. London 1876; Sampson Low.

C'est en vain que de sages conseillers essaient d'arrêter les conquérans dans la voie des agrandissemens : leurs remontrances, comme celles de Cynéas, sont éternellement destinées à demeurer infructueuses. Les conquérans, hommes ou peuples, sont des instrumens dans la main de Dieu, qui se sert d'eux pour mettre en contact des races séparées par la langue, les mœurs et la religion, pour renverser les barrières humaines à l'aide desquelles les nations essaient de s'isoler, et pour renouveler ainsi la face du monde. A un certain moment de la vie des nations, il semble qu'une secrète et irrésistible force d'expansion les entraîne en dehors de leurs frontières et les jette sur leurs voisins; comme chaque pas en avant crée un nouveau voisinage, de nouvelles inimitiés et de nouveaux sujets d'appréhensions, la nation conquérante, à la poursuite d'une sécurité qu'elle n'atteindra jamais, continue à s'étendre par une succession d'agrandissemens, jusqu'à ce qu'elle se trouve en face d'un autre flot humain assez fort pour l'arrêter.

C'est ainsi que Rome et Carthage, étendant, chacune de son côté, leur domination sur des peuples d'une civilisation inférieure ou

frappée de décadence, se rencontrèrent en Sicile, et, ne voulant s'arrêter ni l'une ni l'autre, engagèrent cette lutte mémorable, dont le dénoûment assura l'empire du monde aux Romains, désormais sans rivaux. C'est ainsi que, de nos jours, l'Angleterre et la Russie, obéissant toutes les deux à des nécessités du même ordre, et contraintes d'assujettir à leur domination des voisins turbulens et inquiets, ont, par des annexions successives, étendu si loin leur empire, qu'elles sont sur le point de se rencontrer au cœur même de l'Asie. Elles sont déjà assez rapprochées l'une de l'autre pour que le choc de ces deux puissances européennes soit la préoccupation dominante des populations asiatiques. Ce n'est point sans dessein que nous venons de rappeler à ce propos les noms de Rome et de Carthage. En effet, la lutte, si elle s'engage, mettra aux prises, comme autrefois en Sicile, deux systèmes et deux politiques. Puissance maritime et commerciale, l'Angleterre, comme Carthage, laisse volontiers aux populations leurs institutions politiques et religieuses et même leur autonomie; elle s'assure la disposition de leurs forces militaires et le monopole de leur commerce : elle n'essaie ni de coloniser, ni de s'assimiler l'Asie. Les Russes procèdent, comme les Romains, par voie d'absorption successive : ils s'établissent fortement au sein des populations vaincues, ils les désarment et les plient à leurs lois; pour leurs voisins, l'alliance russe, justement redoutée et impossible à refuser, est toujours le présage d'une servitude prochaine.

La proie que poursuivent l'Angleterre et la Russie, c'est le commerce de ces heureuses contrées qui, de temps immémorial, ont été réputées les plus riches du monde, où les fleuves roulent de l'or, où les montagnes recèlent des pierres précieuses, où la nature a réuni ses productions les plus variées, le thé, les épices et la soie, où se fabriquent ces tissus d'une finesse et d'une beauté incomparables que tout l'art de l'Europe est impuissant à égaler. Depuis les croisades, l'Europe, qui s'ignorait elle-même, connaît et répète les noms de Samarcande, Kharizm, Boukhara, Khokand, Balkh et Kashgar. Les contes arabes et persans dont notre enfance est bercée abondent en tableaux de la richesse et de la magnificence de ces villes fameuses. Cet éclat, aujourd'hui disparu, était un éclat d'emprunt; malgré la fertilité de leur territoire, ces villes célèbres devaient la splendeur qu'attestent les récits des écrivains et des voyageurs arabes, et dont témoignent les ruines accumulées dans leur enceinte, à leur situation sur la route des caravanes qui venaient y échanger contre les produits de l'Occident les merveilles de la culture et de l'industrie chinoises. Aucune guerre, aucune révolution n'a pu interrompre ces relations commerciales, aussi anciennes que le monde. Vingt fois des conquérans barbares, entraînant à leur

suite des hordes fanatisées, ont promené dans l'Asie centrale, dans la Chine et dans l'Inde la dévastation et la mort; dès que le bruit des armes cessait de retentir, les caravanes reprenaient la route accoutumée, comme on voit au lendemain de la tempête les oiseaux de mer voltiger de nouveau à la surface des vagues apaisées. La puissance qui, reprenant l'œuvre d'Alexandre le Grand, pacifiera l'Asie centrale et y assurera la sécurité des routes commerciales verra se rouvrir à son profit une source de richesse plus abondante et plus certaine que les mines du Mexique et du Pérou.

Avant d'étudier les intérêts et les forces des deux rivaux, il convient de faire connaître le champ-clos où s'engagera la lutte.

Du point où la chaîne de l'Oural commence à s'abaisser, pour descendre graduellement vers la mer Caspienne, part une autre chaîne de montagnes beaucoup plus hautes qui traverse l'Asie dans toute sa largeur et vient finir à l'Océan-Pacifique. C'est l'Altaï, dont les pics les plus élevés atteignent la région des neiges éternelles: les fleuves qui en descendent vont se perdre dans l'Océan-Glacial ou dans la mer du Kamtchatka. L'immense région située au nord de l'Altaï est soumise tout entière, sous le nom de Sibérie, à la domination russe. Parallèlement à l'Altaï court une autre chaîne de montagnes qui part du golfe Persique sous le nom d'Hindou-Koush, prend le nom d'Himalaya quand elle atteint l'élévation des neiges éternelles, et vient finir à la presqu'île de Malacca et à la mer de Chine. Toutes les contrées situées au sud de cette seconde chaîne sont soumises à l'autorité ou à la suprématie de l'Angleterre. Entre les deux chaînes de l'Altaï et de l'Himalaya s'étend l'Asie centrale, c'est-à-dire la Perse, le Turkestan et l'empire chinois, si justement nommé par ses habitans l'Empire du Milieu; mais l'Asie centrale est elle-même divisée en deux régions distinctes. Des plus hauts sommets de l'Himalaya, des vallées de moins en moins élevées descendent vers le nord comme les gradins d'un escalier gigantesque; puis, à partir des plateaux d'Alaï et de Kashgar, le terrain se relève et, par une succession d'autres vallées, remonte graduellement jusqu'aux sommets de l'Altaï. La chaîne centrale à laquelle toutes ces vallées se rattachent prend au sud divers noms : au nord, elle a reçu des Chinois, auxquels elle sert de limite, le nom de Tien-shan ou Huen-shan. Au milieu de cette chaîne s'élève, comme un pilier colossal, un pic isolé, le Tagharma, dont le sommet atteint la hauteur de 7,600 mètres et qui semble soutenir le *toit du monde*. Le ciel prend en effet, aux yeux des populations de ces vallées, dont l'horizon est partout fermé par les montagnes, l'apparence d'un toit appuyé sur les cimes neigeuses, et ils en ont donné le nom à leur pays. Des eaux qui descendent de ces cimes, les unes courent vers l'ouest, et vont se jeter dans le lac d'Aral ou se perdre dans le

Désert-Salé qui entoure la Perse d'une ceinture de sables; les autres, courant vers l'est, vont former les grands fleuves de la Chine, ou aboutissent à des marais au milieu du désert de Gobi, cette immense mer de sables, où les vents soulèvent et promènent sans cesse des dunes gigantesques qui renversent et engloutissent tout sur leur passage. Ces cours d'eau présentent tous la même particularité : presque à sec l'hiver, lorsque l'intensité du froid a fermé les sources qui les alimentent, ils roulent un volume d'eau considérable dès que l'été fait fondre les neiges dans les glaciers. Aussi les caravanes qui veulent passer d'un versant sur l'autre préfèrent-elles la saison d'hiver malgré sa rigueur, parce que les yaks et les moutons qui leur servent de bêtes de somme traversent aisément, sur la glace, les rivières que l'abondance et la rapidité de leurs eaux rendent presque infranchissables pendant l'été. Un autre trait commun à tous les fleuves de l'Asie centrale, c'est que leur volume diminue à mesure qu'ils s'éloignent de leur source, par suite des dérivations qui sont pratiquées pour arroser les terres cultivables. Les deux versans de la chaîne centrale, celui qui regarde la Perse comme celui qui regarde la Chine, sont occupés par des tribus de races et d'origines diverses, mais qui peuvent se ramener à deux types principaux, séparés par la nature de leurs occupations bien plus que par des traits distinctifs. Dans les régions élevées se tiennent les Kara-Kirghiz, qui l'été conduisent leurs troupeaux paître sur les hauteurs, et les ramènent l'hiver autour de leurs villages, dans les vallées les mieux abritées. Le pied des montagnes et la plaine jusqu'à la limite des sables, partout où un cours d'eau permet l'irrigation, sont habités par des tribus de race turque, adonnées à l'agriculture et à l'industrie, lorsque la turbulence de leurs voisins ne les contraint pas à reprendre la vie de maraude et d'aventures. Ces tribus parlent divers dialectes de la langue turque; mais toutes comprennent et parlent le persan. Depuis Abbas le Grand et Nadir-Shah, qui soumirent, tous les deux, à leur domination la presque totalité du Turkestan, la langue persane est demeurée la langue des affaires, et comme un lien commun entre toutes les populations de l'Asie centrale.

Le terrain ainsi reconnu, voyons, en commençant par le versant chinois, quels événemens s'y accomplissent ou s'y préparent.

I.

Toutes les populations du Turkestan professent l'islamisme, mais elles appartiennent, comme les Turcs et les Arabes, à la secte des sunnites, qui considèrent les chiites, ou sectateurs d'Ali, comme des hérétiques, et les détestent presque à l'égal des infidèles. Les Per-

sans, on le sait, sont chiites, et c'est l'inimitié entre les deux sectes musulmanes qui a toujours rendu précaire et de peu de durée la domination de la Perse sur le Turkestan. Nadir-Shah, après l'avoir rétablie, au milieu du XVIIIe siècle, par d'éclatantes victoires, essaya vainement de la consolider. Ce grand homme rêva un moment de réconcilier les deux principales sectes de l'islamisme, en leur faisant adopter, comme moyen terme, la doctrine de Djafar, l'un des douze imans successeurs d'Ali, celle qui s'éloigne le moins de l'enseignement sunnite. Il demanda même au sultan l'autorisation de faire élever à la Mecque, à côté des quatre autels où viennent prier les pèlerins des quatre rites orthodoxes, un cinquième autel qui aurait été celui des Djafariens. La Porte refusa pour ne pas servir les desseins d'un ennemi dont elle avait éprouvé la puissance, et pour ne pas se dessaisir d'un moyen d'influence dans les affaires de l'Asie centrale, où sa suprématie religieuse était acceptée par tous les sunnites. Les faibles successeurs de Nadir-Shah ne surent conserver aucune de ses conquêtes : toutes les tribus du Turkestan reprirent leur indépendance, et recommencèrent à s'épuiser par des luttes acharnées.

Cet état de choses ne pouvait manquer d'attirer l'attention des Chinois, parce que toutes les caravanes qui partent de la Chine à destination de l'Inde, de la Perse et de la Russie doivent franchir sur quelque point la chaîne centrale, dont les tribus turques détiennent toutes les passes. L'empereur Khian-loung, dont le règne, de 1736 à 1795, ne fut qu'une suite de conquêtes, n'eut pas plus tôt dompté la révolte des tribus mongoles, soulevées en 1755 contre son autorité par Dawadgi, qu'il entreprit de soumettre tous les états mahométans voisins de la Mongolie. Ce fut l'œuvre de trois années : Khuldja, Aksou, Kashgar, Yarkand, tombèrent successivement au pouvoir des Chinois. Le sultan de Badakshan, c'est-à-dire de la contrée arrosée par le cours supérieur de l'Oxus et placée par conséquent sur le versant persan, dut se reconnaître tributaire de la Chine et livrer les princes de Kashgar et de Yarkand, qui avaient cherché un refuge dans ses états. La terreur et la consternation se répandirent jusqu'en Perse. En avril 1760, Khian-loung célébra, par une entrée triomphale à Pékin, les succès des armées chinoises. Pour assurer la soumission des populations vaincues, il en déplaça une partie et il établit au milieu d'elles des familles chinoises. Il transporta ainsi une partie de la population du Kashgar, sous le nom de Tarantchis, au-delà de la chaîne du Tien-shan, sur le cours supérieur de l'Ili, où il établit également en 1770 les Torgoutes, tribus cosaques qui quittèrent les bords du Volga pour venir se replacer sous l'autorité chinoise. En 1775, Khian-loung compléta son œuvre en entreprenant de soumettre ou plutôt d'exterminer

les populations musulmanes établies dans les vallées inférieures de l'Himalaya, et en réduisant à l'état de vassalité le Cachemir, le Thibet et les divers états de la Birmanie.

La domination chinoise eut pour résultat d'introduire dans le Turkestan oriental une agriculture plus avancée, certaines industries, un degré de civilisation supérieur, et de développer les ressources naturelles du pays. Sous les successeurs de Khian-loung, princes amollis par le luxe et les plaisirs, l'administration chinoise se relâcha de sa sévérité et de sa vigilance : l'islamisme releva peu à peu la tête et reprit silencieusement, au pied de l'Himalaya, son travail de propagande aux dépens du bouddhisme, qui est aux yeux des musulmans une coupable idolâtrie. A partir de 1840, une sourde fermentation sembla s'emparer de toutes les populations mahométanes de l'Asie centrale. Un prince animé d'un sombre fanatisme, Nasrullah, venait de s'asseoir sur le trône de Boukhara, et, dans cette ville sanctifiée par les tombeaux de docteurs vénérés, il avait rétabli et assuré par des supplices l'observation des préceptes les plus rigoureux du Coran. Les pèlerins, qui viennent chaque année par milliers visiter les saints tombeaux, retournaient dans leur pays, exaltés par les prédications ardentes qu'ils avaient entendues, et réchauffaient à leur tour le zèle religieux de leurs compatriotes. L'attitude menaçante de la Russie vis-à-vis de la Porte en 1853 et l'explosion de la guerre de Crimée vinrent ajouter à cette fermentation des populations asiatiques. Ce n'était pas au souverain de Constantinople, c'était au commandeur des croyans, c'était à la foi musulmane que la guerre était déclarée : ces périls de la foi naissaient de l'oubli où étaient tombés les préceptes du Coran et de la coupable faiblesse avec laquelle les croyans acceptaient le joug des infidèles et des idolâtres. Avec le fanatisme religieux se réveillaient, par une connexité naturelle, le désir et le besoin de l'indépendance. L'affaiblissement de l'empire chinois, abaissé et humilié par les victoires des Européens, déchiré et ravagé par la révolte des Taïpings, semblait annoncer l'heure marquée par la Providence pour l'affranchissement des enfans du prophète.

L'explosion ne se fit pas attendre. Dans les premiers jours de 1856, les populations musulmanes établies au pied des montagnes du Thibet, à l'extrémité de la province d'Yunnan, la plus occidentale de la Chine méridionale, levèrent l'étendard de la révolte. Un plein succès couronna leurs efforts : la presque totalité de l'Yunnan et de la province voisine, le Sé-tchuen, fut arrachée à la domination chinoise. Les Panthaïs, c'est le nom que prenaient ces insurgés, devenus maîtres de l'importante position de Momien, y installèrent un de leurs chefs avec le titre de sultan. Il a fallu près de dix-sept années à la Chine pour replacer l'Yunnan sous son autorité.

Les victoires des Panthaïs déterminèrent le soulèvement d'une autre population chinoise, convertie à l'islamisme, les Dunganis, établis au nord du grand désert et au sud de la Mongolie. En 1862, deux mollahs commencèrent à prêcher la guerre sainte, et, à la tête de quelques centaines de partisans, attaquèrent et prirent la petite ville de Tazgi. Ce fut le point de départ d'une insurrection générale qui embrassa bientôt les deux provinces de Hansu et de Chen-si. La ville d'Amritsi, centre d'un commerce considérable, fut prise d'assaut et saccagée; 130,000 Chinois et Mandchoux y furent passés au fil de l'épée; les immenses bazars et les dépôts de thé que la ville renfermait furent livrés aux flammes. L'insurrection avait également gagné le gouvernement de Khuldja, qui confine à la Sibérie, et où les autorités chinoises avaient découvert, dès 1860, des complots musulmans. Toutes les villes de cette province tombèrent successivement au pouvoir des musulmans, à l'exception de Khuldja, où le gouverneur général chinois s'était renfermé avec 8,000 Mandchoux. Les Dunganis et les Tarantchis se réunirent pour l'assiéger. La ville fut prise d'assaut et la population chinoise massacrée; la garnison mandchoue, réfugiée dans la citadelle, s'y défendit obstinément; lorsqu'elle eut épuisé ses vivres et perdu tout espoir d'être secourue, elle fit sauter la place et s'ensevelit sous les ruines. D'une cité florissante de plus de 30,000 âmes, il ne resta que des décombres. Les Chinois exterminés ou expulsés, la discorde se mit entre les musulmans : les Tarantchis, originaires du Kashgar, établis dans le pays par Khian-loung et adonnés à l'agriculture, voulurent demeurer maîtres de la province, et une lutte s'engagea entre eux et les chefs des Dunganis. Cette lutte se continua avec des fortunes diverses jusqu'en 1870; un corps d'armée russe pénétra alors dans la province, battit successivement tous les prétendans et occupa le pays militairement. En même temps, le gouvernement russe fit savoir à Pékin qu'il était prêt à remettre la province à un commandant chinois, si la cour céleste y envoyait des forces suffisantes pour rétablir et faire reconnaître son autorité. Cette condition n'a pu encore être remplie par la cour de Pékin, soit que l'éloignement et la nécessité de traverser le grand désert y aient mis obstacle, soit qu'elle n'attache pas assez d'importance à cette dépendance lointaine : l'une des plus fertiles contrées de l'Asie centrale demeure donc et demeurera sans doute indéfiniment aux mains de la Russie. Les musulmans de la province de Khuldja se trouvent avoir échangé l'autorité faible et tolérante des Chinois contre le despotisme méthodique et rigide des Russes; mais épuisés par plusieurs années de luttes intestines, ils subissent en frémissant le joug d'infidèles qui, à leurs yeux, ne sont ni moins idolâtres ni moins impurs que les bouddhistes.

L'intervention inattendue de la Russie dans le Khuldja, après que cette puissance y avait laissé écraser les forces chinoises, que le moindre secours aurait sauvées, a été déterminée par la crainte de voir une autre puissance mettre fin à la lutte des Tarantchis et des Dunganis et s'emparer de la province. Cette puissance contre laquelle la Russie prenait ses précautions est le nouveau royaume de Kashgar, dont il nous faut retracer la naissance (1).

Depuis sa conquête par Khian-loung, Kashgar était devenu, comme Amritsi, le chef-lieu d'une province relevant du gouverneur général chinois de Khuldja. Au temps de son indépendance, cette province, où la population est presque exclusivement musulmane, était gouvernée par la famille des Khodjas ou descendans de l'apôtre Makdoum-el-Azam, qui était venue de Boukhara apporter l'islamisme dans cette partie du Turkestan. Après la conquête chinoise, les Khodjas dépossédés s'étaient réfugiés sur l'autre versant de la chaîne centrale, dans la province de Khokand, demeurée musulmane et indépendante. De là ils entretenaient des relations avec leurs anciens sujets. Lorsque le mouvement insurrectionnel gagna les populations du Kashgar, elles appelèrent le représentant de la famille Khodja, Bouzourk-Khan, et l'invitèrent à venir se mettre à leur tête. Bouzourk-Khan organisa aussitôt une expédition. Parmi les chefs khokandiens qui mirent le plus d'empressement à se ranger sous sa bannière se trouvait Mohammed-Yakoub-Khan, né à Piskend, dans la province d'Andijan, et qui s'était illustré par l'héroïsme avec lequel, en 1853, il avait défendu contre les Russes la forteresse khokandienne d'Ak-Masjid, dont les vainqueurs ont fait le fort Pérowski. Il avait soutenu vingt-cinq jours de tranchée ouverte, derrière des murs de terre et sous le feu incessant de l'artillerie. C'était un musulman fervent, animé d'une haine profonde contre les Russes, envahisseurs de son pays et ennemis de sa foi; c'était en même temps un chef militaire brave, intelligent et hardi. Il fut le premier à franchir les montagnes et à attaquer les Chinois; en 1864, il enleva d'assaut la ville de Kashgar, fait d'armes dont le retentissement s'étendit jusque dans l'Inde. Installé dans le palais des Khodjas, Bouzourk-Khan, qui n'avait aucune des qualités du commandement et n'avait jamais paru à la tête des soldats, ne songeait qu'à mener la vie fainéante d'un despote oriental; il se montrait indifférent à la poursuite de la guerre sainte, alors que la domination chinoise croulait de toutes parts. Yakoub-Khan n'hésita pas à déposer son maître, et, sous le titre d'*atalik* ou de général en chef, il reprit les hostilités contre les Chinois. Il leur enleva successivement Ush-Turfan, Aksou et toutes les autres villes du Kashgar.

(1) On trouvera d'autres détails dans la troisième étude de M. H. Blerzy sur *les Révolutions de l'Asie centrale*. — *Revue* du 15 mai 1874.

Il délivra ensuite la province d'Yarkand, puis celle de Khotan, réunissant ainsi sous sa domination tout le Turkestan oriental, à l'est jusqu'au désert de Gobi, et au sud jusqu'aux monts Kuen-luen, c'est-à-dire jusqu'au petit Thibet. Partout la population chinoise fut contrainte d'émigrer ou d'embrasser l'islamisme. Yakoub-Khan fit également reconnaître son autorité par les tribus des Kara-Kirghiz qui peuplent les montagnes, et même par le petit état d'Ouakan, où se trouvent les sources de l'Oxus, situé par conséquent sur le versant occidental, et tributaire jusque-là des Afghans. Remontant ensuite vers le nord, il profita des dissensions des chefs dunganis pour les soumettre à sa domination, s'empara de Karashar, Kutché, Amritsi et des autres villes de la Mongolie musulmane, et il se préparait à envahir et à annexer à ses états la province de Khuldja, lorsque les Russes se hâtèrent de l'y devancer en occupant militairement le pays au nom du gouvernement chinois.

La création d'un grand état musulman dans le Turkestan devait d'autant plus porter ombrage à la Russie que le fanatisme religieux est le principal obstacle à l'affermissement de la domination russe dans l'Asie centrale. Les gouverneurs-généraux de la Sibérie et du Turkestan refusèrent, pendant plusieurs années, de reconnaître Yakoub-Khan, sous prétexte que les Chinois étaient les alliés des Russes et devaient être considérés par ceux-ci comme les légitimes propriétaires de Kashgar jusqu'à ce qu'ils eussent cédé ou abandonné leurs droits. De plus, en 1868, les Russes construisirent sur la rivière Narym, affluent principal du Syr-Daria, à 30 milles d'une des passes par lesquelles on descend dans le Kashgar, une forteresse importante qui pouvait servir de place d'armes pour une campagne d'invasion. De son côté, Yakoub-Khan, ne cachant pas sa haine pour les Russes, interdisait l'entrée de son territoire aux sujets russes et faisait arrêter à la frontière les caravanes qui venaient, soit de la Sibérie occidentale, soit des autres possessions de la Russie. En même temps, il formait une armée de 40,000 hommes, infanterie, cavalerie et artillerie, dont il confiait l'instruction à des Polonais, déserteurs de l'armée russe, ou à des officiers indigènes de l'armée anglo-indienne. Il établissait à Kashgar un arsenal et de grands ateliers pour la fonte des canons, la fabrication des fusils et des munitions de guerre. Désireux en même temps d'enlever à la Russie les prétextes dont elle s'est invariablement servie pour chercher querelle aux autres souverains du Turkestan, à savoir la suppression du commerce des esclaves et la délivrance des sujets russes retenus en captivité, Yakoub-Khan eut soin d'abolir la servitude et d'interdire aux marchands d'esclaves l'entrée de ses états.

Ce n'était pas là seulement une précaution contre la Russie, c'é-

tait en même temps une avance à l'Angleterre, dont Yakoub-Khan désirait obtenir la bienveillance et l'appui. Il envoya dans l'Inde un de ses principaux lieutenans, un Khokandien qui avait toute sa confiance, Akrar-Khan, chargé de recruter des instructeurs militaires et des artisans habiles, mais avec la mission secrète de faire des ouvertures aux autorités anglo-indiennes. La lutte des Kashgariens contre la puissance chinoise avait excité un vif intérêt parmi les musulmans de l'Inde : la caravane qui vient annuellement de Kashgar à Lahore alimentait cette curiosité par ses récits, et le rapide développement du nouvel état ne pouvait manquer d'éveiller l'attention du gouvernement de Calcutta. Celui-ci voulut savoir à quoi s'en tenir sur l'importance et les chances de durée de l'œuvre entreprise par Yakoub-Khan, et il envoya à Kashgar en 1870 un de ses agens les plus habiles, M. Douglas Forsyth, avec la mission ostensible de négocier un traité de commerce, et de chercher les moyens de rétablir les communications interrompues entre l'Inde et le Khotan. Il existe, pour se rendre dans le Khotan, une route relativement facile par la vallée de Cachemir et le Rudok; mais elle oblige à traverser un territoire encore au pouvoir de la Chine, et les autorités chinoises, mises en défiance contre les Anglais depuis les rapports de ceux-ci avec les Panthaïs, ont interdit absolument cette voie aux caravanes. L'objet essentiel du voyage de M. Forsyth était de recueillir des renseignemens complets sur un pays où nul Européen n'avait pénétré depuis Marco-Polo. La mission anglaise s'achemina donc à petites journées : elle put se convaincre que les récits du célèbre voyageur vénitien sur les richesses naturelles de cette contrée n'avaient rien d'exagéré. Elle trouva, à sa grande surprise, une population laborieuse et aisée, un état bien ordonné, un souverain intelligent et actif dont l'autorité est obéie sans hésitation jusque dans les gorges les plus reculées des montagnes. Partout des routes carrossables, avec des relais de poste et des maisons pour recevoir et abriter les voyageurs isolés ou les caravanes peu nombreuses, des ponts bien entretenus sur les principales rivières, et partout aussi une sécurité absolue pour les personnes et les propriétés. Rien ne pouvait différer davantage du tableau que les Anglais avaient sous les yeux dans l'Afghanistan et de la peinture que les Russes se plaisent à faire de leurs nouveaux sujets du Turkestan occidental.

Il est évident que la domination chinoise n'a pas été sans compensations pour le Kashgar. Elle y a introduit une civilisation fort supérieure à celle des autres états turcs; elle y a développé l'agriculture, fertilisé le sol par des irrigations bien entendues et amélioré diverses industries. Les tissus de soie et de laine du Kho-

tan donnent lieu à un commerce très étendu. Yarkand est une ville de plus de 40,000 âmes, avec des rues régulières, des maisons bien bâties et à plusieurs étages, des bazars bien approvisionnés; la population y est industrieuse et active, et l'aisance y paraît être générale. Au dire du docteur Bellew et du colonel Gordon, Yarkand, avec ses habitans affairés, avec ses cafés toujours remplis, ses restaurans où des cuisiniers en robe blanche et tablier blanc servent aux consommateurs, sur de petites tables séparées, les mets les plus divers, avec les étalages de ses bouchers et de ses pâtissiers, ses marchands de gâteaux ambulans, promenant leurs marchandises sur un éventaire et appelant les chalands, avec ses rondes régulières d'agens de police, dissipant les attroupemens, faisant livrer passage aux voitures, vérifiant les poids et mesures des marchands en discussion avec leurs cliens, produit l'impression d'une ville européenne transportée au fond de l'Asie, et ne ressemble en rien aux indolentes cités de l'Inde et de la Perse. Moins peuplée qu'Yarkand, malgré l'étendue considérable de son enceinte fortifiée, Kashgar ne compte guère plus de 25,000 âmes, mais elle n'est pas moins prospère : elle est le centre d'un commerce considérable avec le Khokand et la Chine, et le rendez-vous de nombreuses caravanes. La ceinture de jardins bien cultivés qui l'entoure atteste une agriculture avancée et florissante.

Accueillie partout sur sa route avec les prévenances les plus empressées, la mission anglaise fut reçue à Kashgar par Yakoub-Khan avec les plus grands honneurs; mais l'atalik, tout en promettant de donner au commerce les facilités les plus étendues et d'assurer aux marchands anglo-indiens la protection la plus efficace, témoigna quelque hésitation au moment de se lier à l'Angleterre par un traité en règle. Il appréhendait de donner par là de nouveaux griefs au gouverneur-général du Turkestan, qui lui avait plusieurs fois fait proposer un traité de commerce, qui lui avait même dépêché un marchand, puis un officier russe, le capitaine Rheinthal, et dont il avait toujours éludé les ouvertures. L'atalik soupçonnait que des agens russes cherchaient à réveiller dans la population les sentimens d'attachement à la famille des Khodjas, en faisant ressortir que lui-même et les principaux dignitaires de sa cour étaient des Khokandiens, c'est-à-dire des étrangers. Il se défiait également de la fidélité des Chinois, convertis par force à la foi musulmane. Aussi avait-il mis garnison dans toutes les villes importantes; les gouverneurs de province étaient astreints à venir tous les six mois à Kashgar pour verser à son trésor le produit des impôts et pour rendre compte de leur gestion. En outre, il entretenait dans chaque ville, suivant la coutume persane, un *mirza* ou correspondant secret chargé de l'informer de tout ce qui se passait et de lui fournir

ainsi le moyen de contrôler les rapports des gouverneurs. Malgré cette défiance et ces précautions minutieuses, on s'accordait à reconnaître que l'administration de l'atalik était aussi juste et aussi intelligente qu'elle était sévère : l'ordre et la tranquillité régnaient dans tout le pays, la sécurité des routes était complète, les voyageurs et les étrangers trouvaient partout accueil et protection.

M. Forsyth était trop intelligent pour ne pas voir, du premier coup d'œil, que les succès de Yakoub-Khan tenaient à la valeur personnelle de l'homme, et que son œuvre périrait avec lui si la dynastie qu'il essayait de fonder ne recevait d'une consécration politique et religieuse un prestige et une autorité propres à frapper l'esprit des populations. M. Forsyth suggéra donc à l'atalik de demander cette consécration au chef religieux de tous les sunnites, au commandeur des croyans, au gardien du tombeau du prophète, et d'envoyer à cet effet à Constantinople un des princes de sa famille. Non-seulement cet envoyé recevrait des autorités anglo-indiennes toute facilité pour accomplir sûrement et promptement ce lointain voyage, mais l'appui de l'Angleterre lui serait assuré à Constantinople. Ce conseil, donné secrètement, fut goûté de l'atalik, et à peine M. Forsyth avait-il regagné l'Inde, que le confident le plus intime de Yakoub-Khan, Seyd-Mohammed-Tora, s'y rendait sur ses pas pour conclure avec le gouvernement anglo-indien le traité de commerce dont les bases avaient été posées à Kashgar. Cette négociation terminée, il s'embarquait à Bombay, emportant de riches présens pour la cour de Constantinople.

Dès que les Russes eurent connaissance de la présence de M. Forsyth à Kashgar et de l'accueil qu'il y recevait, ils résolurent la perte de l'atalik. L'attaquer eux-mêmes, sans motif, eût été donner un juste grief à l'Angleterre, et ils ne pouvaient annexer à leurs possessions des contrées qu'ils affectaient de considérer comme appartenant aux Chinois, leurs alliés. Ils suggérèrent à leur protégé, le khan de Khokand, d'entreprendre la conquête du Kashgar et de réunir cette province à ses états, lui promettant toute espèce d'assistance. Khudayar-Khan était obligé de ménager les Russes parce qu'il ne se soutenait sur le trône que par leur compromettant appui; mais il les détestait et il se serait reproché de contribuer à la chute d'un prince qui pouvait être le vengeur de la foi et le libérateur des vrais croyans. Non-seulement il déclina les offres intéressées des Russes, mais il fit donner un avis secret à Yakoub-Khan en l'engageant à prendre une attitude plus conciliante vis-à-vis de la Russie. Cet avis, joint aux préparatifs belliqueux que les Russes faisaient au fort Narym, détermina Yakoub-Khan à écrire au général Kaufmann, gouverneur-général du Turkestan, que, si les négociations pour un traité de commerce n'avaient point abouti, c'est

qu'on avait affecté de ne pas le traiter en souverain en lui faisant porter des messages par des marchands asiatiques; mais que, si on lui envoyait un dignitaire russe, comme on faisait pour les khans de Khokand et de Boukhara, il s'empresserait à son tour de faire partir un envoyé pour Tashkend. A la réception de cette lettre, le général Kaufmann envoya à Yakoub le baron Kaulbars, auquel il adjoignit un officier du génie et un topographe, chargés d'étudier les passes qui conduisaient dans le Kashgar, et un négociant qui pût faire un rapport sur les ressources du pays. Ce fut ainsi que le rusé Asiatique amena les Russes à le reconnaître officiellement comme souverain. Yakoub-Khan montra une grande fermeté dans les négociations : « Il ne méconnaissait, disait-il, ni la grandeur, ni la puissance de la Russie; mais, comme tous les braves, il mettait sa confiance en Dieu, et il ne refuserait jamais le combat, parce qu'il serait heureux de mourir pour sa foi ! » Il ne consentit à signer le traité de commerce que lorsque les Russes eurent discontinué tout préparatif et tout envoi de matériel au fort Narym.

Le traité fut signé le 10-22 juin 1872; Yakoub-Khan, reconnu souverain indépendant, sollicita et obtint la faveur d'envoyer un dignitaire de sa cour à Saint-Pétersbourg pour saluer le tsar blanc. Le mollah Tarap arriva donc à Saint-Pétersbourg dans l'été de 1873, fut reçu en audience par le tsar, fut conduit aux revues et traité avec la plus grande considération. L'amélioration de ses rapports avec la Russie ne fit pas illusion à l'atalik sur le péril qui le menaçait, et il prit soin de rétablir et d'augmenter les forts destinés à fermer les passes qui conduisent du Turkestan occidental ou du gouvernement de Khuldja dans ses états. Il attendait impatiemment des nouvelles de Constantinople. Quelque flatteur que fût pour le sultan l'hommage qui lui était rendu du fond de l'Asie, la Porte hésita à l'accueillir de peur de déplaire à la Russie; elle ajournait sans cesse sa décision, et, sans l'appui de l'Angleterre, il est douteux que la mission de Seyd-Mahmoud-Tora eût abouti. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois d'attente que l'envoyé d'Yakoub-Khan put quitter Constantinople, emportant le firman qui étendait sur le Kashgar le protectorat de la Porte et conférait à l'atalik le titre d'émir.

Une seconde mission anglo-indienne attendait dans la vallée de Cachemir le retour de Seyd-Mahmoud-Tora pour l'accompagner à Kashgar. M. Forsyth, devenu sir Douglas Forsyth, était encore le chef de cette mission, dont l'objet ostensible était d'échanger les ratifications du traité de commerce et de porter à Yakoub-Khan des présens du vice-roi, mais dont l'objet réel était d'assister à la proclamation de l'atalik en qualité d'émir. En pieux musulman, Yakoub-Khan se prépara à cette solennité par un pèlerinage au tombeau

d'un des apôtres de l'islamisme dans ces contrées. La cérémonie, dont la présence d'officiers anglais en uniforme releva singulièrement l'éclat, eut lieu, avec la plus grande pompe, à la célébration de la fête religieuse du Curban, le 28 janvier 1874. Le firman d'Abdul-Aziz fut lu publiquement : Yakoub-Khan se reconnut le vassal et le protégé du sultan, dont il ordonna que le nom figurât désormais dans la khutba, c'est-à-dire dans la prière pour le souverain régnant, qui se récite quotidiennement dans les mosquées. Il fit distribuer à tous les assistans et à ses troupes des *tillas*, monnaie d'or valant environ 11 shillings, qui portaient le nom d'Abdul-Aziz et la mention : royaume protégé de Kashgar. Le titre d'émir, conféré à Yakoub-Khan par la plus haute autorité politique et religieuse de l'islamisme, l'élevait au niveau des plus puissans souverains musulmans de l'Asie. La légitimité de son pouvoir, après cette consécration, était désormais au-dessus de toute contestation aux yeux des vrais croyans : la méconnaître devenait un crime religieux en même temps qu'un acte d'insubordination. Le prestige d'Yakoub-Khan s'en accrut d'autant plus que la présence de sir Douglas Forsyth et de son brillant cortége ne pouvait manquer d'être considérée comme le gage des sympathies de l'Angleterre. La mission anglaise, dont faisait partie un des aides-de-camp du vice-roi de l'Inde, le colonel Gordon, prolongea son séjour à Kashgar : le capitaine Biddulph alla explorer la passe qui conduit, à travers la chaîne du Tien-shan, dans la province de Khuldja. Le colonel Gordon, de son côté, poussa jusqu'à 30 milles du fort Narym, par la passe qui mène dans le Khokand. Il n'est pas à présumer que les officiers anglais aient résisté à la tentation de donner à Yakoub-Khan, ne fût-ce que par amour de l'art, quelques conseils pour la mise en état de défense des forts qui ferment les deux routes par lesquelles un corps d'armée russe peut pénétrer dans le Kashgar.

Ces conseils, s'ils ont été donnés, n'étaient point intempestifs, car les Russes n'eurent pas plus tôt connaissance de ce qui s'était passé à Kashgar qu'ils résolurent de renverser Yakoub-Khan, afin de ne point lui laisser le temps de consolider sa puissance et de devenir trop dangereux. Des approvisionnemens furent acheminés vers le fort Narym, qui devait être la base des opérations contre le Kashgar, et les préparatifs se poursuivaient avec activité lorsque l'insurrection du Khokand vint détourner le coup qui menaçait le nouvel émir. Après que l'insurrection eut été comprimée au milieu de flots de sang, les autorités russes recherchèrent avec grand soin quelle part le souverain de Kashgar pouvait y avoir eue, soit par des encouragemens, soit par des envois d'hommes ou d'argent. Elles ne parvinrent à découvrir aucun fait dont elles pussent se faire un grief et un prétexte pour attaquer Yakoub-Khan. La perte de ce-

lui-ci n'en était pas moins résolue dans l'esprit des principaux fonctionnaires russes. Unanimes à en proclamer la nécessité, ils n'étaient divisés que sur les moyens à employer. Les officiers se prononçaient pour la conquête immédiate et l'annexion du Kashgar tout entier. Les dépenses d'une pareille entreprise, après la coûteuse expédition contre Khiva et l'insurrection du Khokand, l'inconvénient d'ajouter aux possessions si étendues de la Russie tous les territoires réunis sous l'autorité d'Yakoub-Khan, l'appréhension de provoquer des observations et des plaintes de la part de l'Angleterre, paraissaient, aux yeux des fonctionnaires plus élevés, des objections sérieuses à une action directe de la Russie. Le retour du Kashgar et de ses dépendances sous la domination chinoise paraissait une solution préférable, les Chinois étant des voisins paisibles et peu disposés à encourager une explosion du fanatisme musulman. Il fallait seulement déterminer la cour de Pékin à faire valoir ses droits et à rétablir son autorité sur ces régions lointaines. La Russie paraît y être parvenue, car une armée chinoise s'est mise en marche depuis plusieurs mois pour attaquer le Kashgar. Yakoub-Khan est allé à sa rencontre, et, en ce moment même, les forces chinoises et musulmanes sont en présence dans le pays des Dunganis. Si la fortune, qui a jusqu'ici couronné tous les efforts d'Yakoub-Khan, ne l'abandonne point, et qu'il réussisse à repousser l'invasion chinoise, son rôle dans les événemens dont l'Asie centrale peut devenir le théâtre sera considérable.

II.

Les possessions russes dans l'Asie centrale, en dehors de la Sibérie et du Caucase, embrassent une superficie de 400,000 milles anglais carrés, c'est-à-dire un territoire égal à celui de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la Hollande et de la Belgique réunies. La création de cet immense empire est presque exclusivement l'œuvre des quinze dernières années. En effet, depuis la mort de Pierre le Grand, l'attention et les efforts de la Russie se sont tournés surtout du côté de l'Europe : la transformation de la Russie en puissance européenne, l'absorption de la Pologne et le démembrement de l'empire turc, tels ont été les objets principaux de la politique russe. Jusqu'à une date relativement récente, le gouvernement de Saint-Pétersbourg se contentait d'une suzeraineté à peu près nominale sur les tribus nomades qui, sous le nom général de Kirghiz, promenaient leurs troupeaux des confins de la Perse à ceux de la Sibérie, et des bords du Volga à ceux de la mer d'Aral. Quelques marques de vassalité et la liberté du passage pour les caravanes asiatiques qui fréquentaient la foire de Nijni-Novgo-

rod, voilà tout ce que la Russie exigeait des tribus les plus voisines de son territoire européen. C'est seulement après 1810 que le gouvernement russe, pour tirer parti des richesses minérales de l'Oural, établit une colonie de paysans russes autour des mines de sel d'Iletsk, et érigea en district administratif un territoire peu étendu, abandonné jusque-là aux nomades. Les premières colonies de Cosaques établies dans la Sibérie méridionale, le long de l'Yrtish, ne datent que de 1824. L'empereur Nicolas est le premier souverain qui se soit préoccupé sérieusement et avec suite de développer la puissance russe en Asie. Il ouvrit des relations directes avec l'empire chinois, et tantôt par les négociations, tantôt par la force des armes, il essaya d'assurer à la Russie le commerce de la Chine orientale par la vallée de l'Amour et par Kiakhta, et le commerce de la Chine occidentale et de la Mongolie par Semipalatinsk, Buktarmy et Petropaulosk, qui lui doivent sinon leur fondation, au moins leur existence réelle et leur développement. Si, de ce côté, les efforts de l'empereur Nicolas n'ont pas été couronnés d'un plein succès, la création de routes carrossables et l'organisation d'un service régulier des postes dans toute l'étendue de la Sibérie n'en ont pas moins été des germes féconds qui commencent à fructifier (1). Désireux de doter la Russie d'une industrie nationale, Nicolas devait chercher à assurer des débouchés à cette industrie naissante. Si elle était trop faible pour affronter la concurrence de l'Europe occidentale, n'était-il pas possible de lui ouvrir les marchés de l'Asie? Or, tandis que les marchands des contrées les plus reculées de l'Asie circulaient librement dans toute l'étendue de l'empire russe, et y recevaient partout accueil et protection, les marchands russes ne pouvaient s'aventurer dans les steppes sans s'exposer à être pillés et souvent à être réduits en esclavage. Deux états musulmans s'étaient peu à peu arrogé une suprématie effective sur tous les nomades de l'Asie centrale. Le khan de Khiva se considérait comme le souverain de tous les Kirghiz établis entre la mer Caspienne et la mer d'Aral. Les khansde Khokand, depuis que ce pays s'était soustrait à la domination chinoise, avaient assujetti au tribut tous les Kirghiz établis au nord de la mer d'Aral et du Syr-Daria, l'Iaxarte des anciens. Les Khokandiens avaient fermé toutes les passes des montagnes par des forts en terre, d'où ils faisaient des incursions fréquentes dans la Sibérie occidentale, pillant et emmenant en captivité les sujets russes.

L'empereur Nicolas prit des mesures énergiques pour mettre fin à cet état de choses. Les nomades furent refoulés du Volga à l'Ou-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1858, *la Sibérie et les progrès de la puissance russe en Asie.*

ral, puis de l'Oural à l'Emba, et un fort fut élevé en 1834 sur les bords de la mer Caspienne pour arrêter les incursions des Kirghiz et des Turcomans, vassaux de Khiva. Une ligne de postes fortifiés, gardés par des Cosaques de l'armée d'Orenbourg, fut établie du fleuve Oural au fleuve Ili, et prolongée ensuite jusqu'au Torgai, puis jusqu'à l'Irghiz, pour aboutir finalement à la mer d'Aral. En même temps, la région au sud de l'Yrtish fut organisée administrativement, et au centre de chaque district furent établies des colonies de paysans russes, protégées par des forts. Les postes avancés de la domination russe furent même portés jusque dans la vallée de l'Ili. Les nomades, dont le domaine se trouvait diminué à la fois au nord et à l'ouest, ne voulurent pas d'abord accepter la suprématie russe. Un chef des Kirghiz sibériens, Khazimof, réussit à réunir dans un effort commun les tribus du gouvernement d'Orenbourg et celles de la Sibérie occidentale, et, de 1838 à 1844, soutint pendant six années contre les forces russes une lutte qui ne prit fin qu'avec sa vie. Deux ans plus tard, les Kirghiz de la Grande Horde, las des exactions des Khokandiens, se placèrent d'eux-mêmes sous la domination russe. Pour protéger ces nouveaux sujets, il fallut porter plus au sud les avant-postes russes : une nouvelle province, celle de Semiretch, fut créée dans la vallée de l'Ili; elle reçut pour capitale une forteresse, Vierny, qui est devenue en vingt ans une ville de 12,000 âmes et un centre commercial important. On reconnut bientôt qu'il était impossible de laisser les passes de montagnes aux mains des Khokandiens, et que, pour assurer la sécurité de la nouvelle province, il fallait porter la frontière russe par-delà les monts Alatau, jusqu'à la rive droite du Syr-Daria. Cela ne se pouvait faire qu'au prix d'une lutte contre les Khokandiens. Quelques détails géographiques deviennent ici nécessaires.

Quatre états, à ce moment, étaient rangés en demi-cercle autour de la mer d'Aral, qui est bornée à l'ouest et au nord par un vaste désert de sable. Le premier, en commençant par l'est, était le khanat de Khokand, qui comprenait toute la vallée du Syr-Daria, et dont les villes les plus importantes après la capitale étaient Khodjent, placée au coude que forme le fleuve lorsqu'après avoir couru de l'est à l'ouest il tourne vers le nord pour aller rejoindre l'extrémité septentrionale de la mer d'Aral, et au nord de Khodjent Tashkend, qui a souvent été le siége d'une principauté indépendante. Au sud du khanat de Khokand, au-delà des monts Zarafshan, qui séparent la vallée du Syr-Daria de celle de l'Amou-Daria, l'Oxus des anciens, était le khanat de Samarcande, récemment conquis par les émirs de Boukhara, qui l'avaient annexé à leurs possessions. En tournant à l'ouest, on trouvait Boukhara, dont l'émir Nasrullah avait fait l'état le plus puissant de l'Asie centrale, soumettant à sa domination

toutes les principautés établies sur le cours supérieur de l'Oxus ou sur les bords de ses affluens. Enfin, au-delà de l'Oxus, dans une oasis protégée par une ceinture de sables, l'orgueilleux khan de Khiva disputait à l'émir de Boukhara la possession des bouches de l'Oxus, et prétendait étendre sa domination jusqu'à la mer Caspienne et jusqu'à la Perse. Tous ces états ont senti successivement le poids des armes russes.

Le premier pas des Russes dans l'Asie centrale fut marqué par la construction en 1847 du fort Raim à l'embouchure du Syr-Daria dans la mer d'Aral. Ce fort était le dernier anneau de la chaîne de postes fortifiés et de colonies de Cosaques qui partait de l'Oural et avait pour objet de couper toute communication entre les Kirghiz établis dans le voisinage de la mer Caspienne et les Kirghiz de la Sibérie. Deux navires démontés furent apportés pièce par pièce en 1848 au fort Raim et servirent à l'exploration de la mer d'Aral, au milieu de laquelle les Russes découvrirent des îles étendues, non-seulement inhabitées, mais complétement inconnues des populations riveraines. L'établissement des Russes à l'embouchure du Syr-Daria fut une nouvelle cause de conflit avec les Khokandiens. La lutte s'engagea : elle eut pour conséquence de faire tomber successivement au pouvoir des Russes les forts que les Khokandiens avaient établis sur le cours inférieur du fleuve; elle se termina par la prise de la forteresse khokandienne d'Ak-Masjid, enlevée d'assaut en 1853 par le colonel Pérovsky. Les généraux russes résolurent alors de prolonger la ligne de postes fortifiés qui s'arrêtait à Raim jusqu'à la rencontre de celle qui avait été établie au sud de l'Yrtish pour protéger les Kirghiz sibériens. On aurait ainsi constitué une ligne non interrompue de postes militaires depuis l'Oural jusqu'à la Mongolie, et rétabli, après plusieurs siècles d'intervalle, une des routes créées par Djinghis-Khan pour servir au commerce de la Chine avec l'Europe et la Perse. La guerre de Crimée vint ajourner à dix années l'exécution de ce dessein. L'insalubrité du fort Raim, inondé à chaque crue du fleuve, contraignit les Russes à transférer à Kazala, à la tête du delta du Syr-Daria, leur principal établissement militaire, qui est devenu une ville florissante. Ils reconstruisirent et armèrent à l'européenne Ak-Masjid, appelée fort Pérovsky, du nom de son vainqueur, et le fort khokandien de Jalek, devenu le fort n° 2, demeura pendant quelques années leur poste le plus avancé. Les Russes se tinrent sur la défensive, assaillis constamment par les Khokandiens, qui désiraient rétablir leur suprématie sur les Kirghiz. Cette lutte incessante donna lieu à quelques faits d'armes héroïques. Au mois d'octobre 1860, le colonel Kolpakofsky, abandonné à ses seules forces pour défendre la vallée de l'Ili et n'ayant avec lui que 800 hommes et 6 canons, surprit dans le défilé d'Urzun-

Agatch une armée khokandienne, forte de près de 15,000 hommes, et la mit en pleine déroute.

En 1864, les autorités russes résolurent de mettre à exécution le plan demeuré en suspens depuis 1853. Les gouverneurs-généraux des provinces d'Orenbourg et de la Sibérie occidentale se concertèrent : une colonne de 1,200 hommes, sous les ordres du colonel Verevkin, partit d'Orenbourg, tandis qu'une colonne de 2,500 hommes quittait la Sibérie sous les ordres du colonel Tchernaïef. La première s'empara de la ville sainte de Turkestan, qui renferme le tombeau d'Achmet-Yasavi, l'apôtre de l'islamisme dans ces contrées et le patron particulier des Kirghiz. Ce tombeau est l'objet d'un des pèlerinages les plus célèbres de l'Asie; il est renfermé dans une immense mosquée construite par Tamerlan à la suite d'un pèlerinage qu'il avait fait lui-même à la tombe de l'apôtre pour appeler les bénédictions du ciel sur son futur mariage avec la belle Tukal-Khanym. En même temps que Turkestan succombait, Aulié-Ata était enlevée d'assaut par le colonel Tchernaïef, et les deux colonnes réunies venaient mettre le siége devant Tchemkent, qui fut également prise d'assaut en octobre 1864. Cette dernière conquête mettait les Russes en possession de tout le cours inférieur du Syr-Daria et suffisait à l'exécution de leurs projets; mais le colonel Tchernaïef, dépassant ses instructions, résolut de profiter de la guerre civile qui déchirait le Khokand : il s'empara encore des forteresses de Niazbek et de Tchinaz pour couper les communications de Tashkend avec Khokand et avec Khodjent, et au printemps suivant il parut brusquement devant Tashkend. Grâce à la puissance de l'artillerie russe, une ville de plus de 100,000 âmes se rendit à un petit corps d'armée de 2,000 hommes.

Pendant que les Russes marchaient de succès en succès, l'émir de Boukhara, à la tête d'une armée, rétablissait sur le trône du Khokand son protégé Khudayar, déjà chassé deux fois par ses sujets, et, pour prix de ce service, il retenait la province de Khodjent. Il aurait voulu également s'approprier la province de Tashkend, et son ambition déçue l'entraîna dans une collision avec les Russes. On a raconté ici même (1) comment la bataille d'Irdjar, en 1866, détruisit le prestige de la puissance boukharienne, et eut pour conséquence la prise de Khodjent et l'annexion de la province entière aux possessions russes. Celles-ci étaient déjà devenues assez importantes pour que le gouvernement de Saint-Pétersbourg reconnût la nécessité de leur donner une organisation particulière. La province de Semiretch fut détachée de la Sibérie occidentale, et forma, avec les nouvelles conquêtes de la Russie, le gouvernement

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er juin 1867, *les Russes en Boukharie*.

du Turkestan, à la tête duquel fut placé un gouverneur-général investi des pouvoirs les plus étendus, et notamment du droit de négocier directement avec les états asiatiques et de conclure avec eux des traités sans l'intervention de la chancellerie impériale. Le général Kaufmann ne tarda pas à être appelé à cette haute fonction, qu'il occupe encore.

Une trêve avait suivi la bataille d'Irdjar : il fut impossible d'obtenir l'adhésion de l'émir de Boukhara au traité qui avait été négocié en son nom. Ce prince ne discontinuait pas les préparatifs militaires que lui imposait le fanatisme surexcité de ses sujets, et néanmoins il n'osait commencer les hostilités. Les mollahs de Boukhara, las de ses hésitations, profitèrent d'un pèlerinage qu'il fit pendant les fêtes religieuses du Kurban-Baïram, et proclamèrent en son absence la guerre sainte contre les infidèles. Le gouverneur-général réunit aussitôt les forces dont il pouvait disposer; mais au lieu de demeurer sur la défensive, comme il en avait l'instruction formelle, il fit envahir par les troupes russes la vallée du Zarafshan. Samarcande fut pris; mais à peine la petite armée russe s'était-elle éloignée pour aller à la rencontre de l'armée boukharienne que la ville se souleva et attaqua la citadelle, où il n'était resté que les malades et une garnison de 700 hommes. Tout le pays était en insurrection; les communications de la colonne expéditionnaire avec Tashkend étaient coupées, et si la victoire de Zera-Buleh et la dispersion de l'armée de l'émir n'avaient permis de dégager Samarcande et n'avaient arrêté le soulèvement général qui se préparait, la domination russe dans l'Asie centrale se serait trouvée gravement compromise. Par un traité en date du 5 juillet 1868, l'émir céda à la Russie la province de Samarcande tout entière et s'engagea à payer une indemnité de guerre de deux millions. Le gouverneur-général aurait pu mettre fin au règne de Mozaffer-Eddin et annexer aux possessions russes le Boukharie entière : il n'osa méconnaître à ce point les volontés de l'empereur Alexandre. Le soulèvement de Samarcande lui prouvait d'ailleurs qu'il ne pouvait entreprendre de retenir sous le joug Boukhara et les autres villes du pays sans y mettre de fortes garnisons et sans demander à Saint-Pétersbourg une augmentation considérable des troupes russes en Asie. Il préféra réduire l'émir de Boukharie à l'état de vassal : il soutint ce prince contre la révolte qui éclata comme une protestation contre la conclusion de la paix, et lorsqu'il jugea utile de détrôner les beys de Sharisabs, il donna leurs états à l'émir, qui les réunit aux siens.

Pour s'assurer la tranquille possession de Samarcande, les Russes soumirent, en 1870, et annexèrent toute la vallée supérieure du Zarafshan, Falgar, Matcha, Fareb et Magian, jusqu'aux glaciers où

le fleuve prend sa source. Grâce à cette annexion, ce qui demeurait du khanat de Khokand devint presque une enclave des possessions russes, et toute communication se trouva coupée entre Kashgar et Boukhara. Restait Khiva, qui n'avait point encore senti les atteintes de la puissance russe et dont le souverain puisait dans cette immunité la plus folle présomption. Les tentatives faites par les Cosaques, pendant le XVIIIe siècle, pour s'emparer de Khiva avaient toujours misérablement échoué. Une expédition russe, conduite par le général Pérovsky, n'avait pas eu un meilleur résultat en 1839 : arrêtée dans sa marche par un froid rigoureux, elle n'avait pu franchir la distance qui sépare la mer Caspienne de Khiva : elle avait dû revenir à son point de départ en laissant derrière elle un quart de son effectif, 9,000 chameaux sur 10,000, ses munitions et tous ses bagages. Ces souvenirs rassuraient le khan de Khiva, et l'empêchaient de tenir compte des observations et des menaces des autorités russes. Les Kirghiz s'étant soulevés en 1870 et 1871, il n'hésita pas à les encourager dans leur rébellion, et à leur envoyer des secours. Un châtiment était nécessaire, et en octobre 1872 on fit marcher contre Khiva, sous les ordres du colonel Markozof, un corps détaché de l'armée du Caucase. Le colonel Markozof remonta le cours de l'Attrek; mais dès qu'il eut quitté les bords du fleuve pour s'engager dans le désert, la soif et les privations décimèrent sa petite troupe, et il fut obligé de battre en retraite. Ce nouvel échec compromettait trop gravement le prestige de la puissance russe pour qu'il ne fût pas indispensable de le réparer immédiatement. Le général Kaufmann se rendit à Saint-Pétersbourg, et, malgré l'opposition du prince Gortchakof, qui prévoyait et appréhendait des observations de la part de l'Angleterre, il obtint le consentement de l'empereur à une nouvelle expédition. Un grand conseil de guerre fut tenu à Saint-Pétersbourg. Il y fut décidé que Khiva serait attaqué de trois côtés. Un corps de l'armée du Caucase, sous les ordres de Markozof, devait partir des bords de la mer Caspienne; un corps de l'armée d'Orenbourg, sous les ordres du général Verevkin, devait marcher sur Khiva à travers les steppes; enfin, le corps principal, sous la conduite du général Kaufmann, devait partir de Djizakh, dans la province de Tashkend, traverser le désert de Kyzilkhum en se dirigeant vers le cours inférieur de l'Oxus, non loin duquel est l'oasis de Khiva. Près de 25,000 chameaux avaient été réunis pour ces trois corps d'armée, Khiva étant à 200 lieues de Tashkend, à 310 d'Orenbourg et à 180 de la mer Caspienne. L'événement prouva que l'on n'avait point exagéré les précautions. Le détachement du colonel Markozof s'égara dans le désert et dut revenir sur ses pas, tant le nombre des malades l'avait affaibli; il dut abandonner dans sa re-

traite son matériel et ses bagages et enterrer dans le sable une partie de son artillerie. Pareil sort faillit arriver au corps d'armée principal, commandé par le général Kaufmann en personne : ses bagages, et une grande partie du matériel et des munitions durent être laissés au milieu du désert de Kyzilkhum, sous la garde d'un détachement, pendant que le reste des troupes poussait à marches forcées vers l'Oxus, qui fut franchi avec difficulté. Si l'émir de Boukhara, au lieu de venir en aide aux Russes s'était déclaré contre eux et avait coupé leurs communications, le corps d'armée du général Kaufmann aurait péri par la faim et la soif. La colonne partie d'Orenbourg arriva seule en bon état à Koungrad, sur la mer d'Aral, qui avait été désigné comme rendez-vous général. Ce fut elle qui attaqua la ville et qui y pénétra la première. Le khan se rendit à discrétion. Le général Kaufmann lui accorda la paix, mais aux plus dures conditions. Toute la partie de ses états située sur la rive droite de l'Oxus fut annexée aux possessions russes; l'émir de Boukhara reçut un district qui était depuis longtemps un sujet de contestation entre les deux principautés. Le khan se reconnut le vassal du *tsar blanc*. La navigation de l'Oxus fut réservée exclusivement aux Russes, sans le consentement desquels les barques des Khiviens et des Boukhariens ne pouvaient plus ni descendre ni remonter le fleuve. Les priviléges commerciaux les plus étendus étaient assurés aux sujets russes, dont les contestations avec les sujets du khan devaient être soumises au jugement de l'autorité russe la plus rapprochée. Une indemnité de guerre de 2,200,000 roubles fut stipulée, et comme cette somme eût épuisé le pays, le paiement, avec les intérêts à 5 pour 100, en fut réparti sur une période de vingt années; le premier versement devait avoir lieu en décembre 1873, et le dernier en novembre 1893. Comme un conseil de gouvernement avait été formé dans lequel des fonctionnaires russes devaient siéger à côté des dignitaires khiviens, il est facile de voir qu'une pareille paix n'était qu'une annexion déguisée. On est fondé à croire que, sans les engagemens pris au commencement de 1873 par le comte Schouvalof, lorsqu'il fut envoyé à Londres pour donner des explications au gouvernement anglais, le khanat de Khiva serait devenu tout entier une province russe.

De tous les états voisins de la mer d'Aral, le Khokand, bien que démembré par la perte successive de la rive droite du Syr-Daria, et des provinces de Tashkend et de Khodjent, conservait seul une sorte d'indépendance. Le souverain de cet état, Khudayar, qui avait connu deux fois les amertumes de l'exil, était décidé à ne point aventurer sa couronne dans une lutte dont l'exemple de ses voisins lui avait révélé tout le danger. Il était demeuré sourd aux propositions d'alliance et aux demandes de secours qu'il avait reçues de

tous les khans attaqués ou dépouillés par les Russes. Il se conduisait en tout comme un vassal de la Russie, plutôt que comme un souverain indépendant. Il se contentait d'accabler ses sujets d'impôts, voulant, avec une prévoyance que les événemens ont justifiée, s'assurer une fortune qui le rendît indifférent aux coups du sort. Ses sujets lui auraient peut-être pardonné ses exactions et ses cruautés; mais ils ne pouvaient lui pardonner sa servilité vis-à-vis des infidèles, et l'abandon dans lequel il avait toujours laissé la cause des vrais croyans. Une première insurrection éclata en 1873 dans la partie montagneuse du pays : elle fut comprimée. De nouveaux soulèvements, en 1874, avortèrent également; mais au mois de juillet 1875, la nouvelle que les Russes se préparaient à attaquer le Kashgar, l'arrivée à Khokand d'une mission chargée de reconnaître les routes du pays et les passes des montagnes, enfin le bon accueil fait par Khudayar à cette mission, exaspérèrent le fanatisme des populations. Une nouvelle insurrection éclata dans la montagne, et le fils aîné du khan, Nasreddin, fut un des premiers à aller rejoindre les insurgés, pour lesquels les villes d'Ush, Namengan, Andijan et Assaké se prononcèrent immédiatement. Le beau-frère et le propre frère de Khudayar, et les corps d'armée envoyés contre les insurgés, se joignirent à ceux-ci. Enfin, la veille du jour où Khudayar devait prendre le commandement en personne, son second fils et le reste de ses soldats passèrent à l'ennemi. Khudayar n'eut d'autre ressource que de quitter sa capitale en toute hâte, avec la mission russe et avec son harem et ses trésors, et de prendre la route de Tashkend, poursuivi chaudement par ses anciens sujets.

La guerre sainte fut aussitôt proclamée, et une grande agitation s'empara de toutes les provinces soumises à la domination russe. Les Khokandiens firent un effort désespéré. Ils réussirent à enlever plusieurs postes russes et à couper les communications de Tashkend avec Khodjent et avec Samarcande. Ils assiégèrent Khodjent, et leurs cavaliers poussèrent jusqu'aux portes de Tashkend, où l'inquiétude fut très grande : on y redoutait un soulèvement de la population indigène. Telle était la surexcitation des esprits, que les propres serviteurs de Khudayar, qui n'avaient dû leur salut qu'à la protection des Russes, parlaient tout haut dans Tashkend en faveur de l'insurrection et appelaient de leurs vœux la destruction des infidèles. Les autorités russes se hâtèrent de faire partir Khudayar et sa suite pour Orenbourg.

Le général Kaufmann, qui était sur les confins de la Sibérie, accourut et rassembla toutes les forces disponibles. Khodjent fut débloqué. La principale armée khokandienne fut battue et dispersée à Makram et la ville de Khokand ouvrit ses portes sans résistance. La plupart des villes ayant fait leur soumission, le gé-

néral Kaufmann crut cette aventure terminée : il conclut avec Nasreddin un traité par lequel il laissait la couronne à ce prince moyennant la cession de Namangan et de toute la province située au nord du Syr-Daria, et une indemnité de guerre de 3 millions de roubles. Mais les principaux chefs de l'insurrection étaient loin d'avoir perdu courage : ils s'étaient réfugiés dans les montagnes où ils recrutaient de nouvelles forces, et les Russes s'étaient à peine retirés que le pays se soulevait de nouveau. Khokand chassait Nasreddin pour avoir traité avec les infidèles. Il fallut recommencer la campagne, reprendre une à une toutes les villes, et quelques-unes plusieurs fois parce qu'elles se révoltaient aussitôt après le départ des troupes russes. Ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois qu'on réduisit le pays à l'obéissance et que l'on contraignit les derniers chefs de la révolte à faire leur soumission. Une occupation complète du pays était jugée nécessaire, il parut plus simple de le réunir aux possessions russes. Le décret d'annexion fut signé par l'empereur Alexandre, le 2 mars 1876, et le khanat de Khokand devint, à partir de ce jour, la province de Fergana. Les fils de Khudayar et les principaux chefs de l'insurrection furent gardés prisonniers à Tashkend : quant à Khudayar, il continue de vivre à Orenbourg avec la fortune qu'il a sauvée et qu'on n'évalue pas à moins de 25 millions. Il y donne des bals et des dîners somptueux aux autorités russes, dans l'espoir de se faire des amis et des protecteurs, et d'obtenir par leur crédit la restitution de son trône. Jamais espoir ne fut moins fondé.

L'annexion du khanat de Khokand ajouta aux possessions russes un territoire de 60 lieues de long sur 30 de large, d'une admirable fertilité. Le climat est celui du midi de la France. Les céréales, les fruits, le raisin, y sont récoltés en abondance; mais les principaux produits du pays sont le coton et la soie. Les montagnes qui séparent le Khokand du Kashgar renferment du cuivre, du plomb, du minerai de fer et des turquoises. Ces richesses naturelles n'ont pas peu contribué à déterminer l'annexion, dans l'espérance que les impôts à percevoir sur un pays aussi riche pourraient combler le déficit croissant du budget du Turkestan. Les forces russes, qui ne dépassaient pas 36,000 hommes en 1872, avaient dû être augmentées en prévision de l'expédition de Khiva; l'insurrection du Khokand ne permit pas de les diminuer, et aujourd'hui c'est à peine si une armée de 50,000 hommes suffit à assurer la soumission de l'immense région que la Russie a rangée sous ses lois. Le jour n'est pas loin d'ailleurs où il faudra pourvoir à l'occupation permanente de Boukhara et de Khiva.

Le traité avec ce dernier état a produit les résultats que la politique russe en attendait. Méprisé de ses sujets pour avoir traité avec

les infidèles, le khan a encore été obligé de les écraser de taxes pour payer la contribution de guerre qui lui a été imposée. Pour comble de malheur, il s'est vu enlever, en 1875, une partie notable de ses ressources. Il considérait comme ses vassaux les Turcomans qui fréquentent les bords de la mer Caspienne, et il percevait sur eux un tribut. Un ukase, motivé sur la nécessité d'assurer une protection efficace aux colonies russes nouvellement établies sur la côte asiatique de la mer Caspienne, a déclaré territoire russe et érigé en gouvernement-général toute l'étendue de steppes comprise entre l'Emba et l'Attrek. Les Turcomans, qui y font paître leurs troupeaux, sont désormais réputés sujets russes, et c'est à la Russie qu'ils devront payer tribut. Le khan de Khiva, placé entre le mécontentement croissant de ses sujets et la crainte de ne pouvoir remplir ses engagemens, a demandé, dans le courant de 1876, à échanger ses états contre une pension. Le réveil de la question d'Orient et l'appréhension de précipiter un conflit avec l'Angleterre ont seuls empêché le gouvernement russe de consommer l'annexion de Khiva; mais cette solution n'est que différée, et le jour n'est pas éloigné où Mohammed-Rahim ira rejoindre Khudayar à Orenbourg.

III.

Que vaut cet empire si rapidement créé? La Russie trouvera-t-elle dans la possession de l'Asie centrale la compensation des sacrifices d'hommes et d'argent qu'elle a faits pour conquérir cette immense région, et qu'il lui faudra faire encore pour la maintenir sous le joug? Un observateur intelligent et désintéressé a émis des doutes sérieux à cet égard. M. Eugène Schuyler, qui appartient à l'une des familles les plus anciennes et les plus considérables de l'état de New-York, a représenté pendant plusieurs années les États-Unis à Saint-Pétersbourg. Possédé d'un goût très vif pour l'archéologie et la numismatique, il a consacré la plus grande partie de l'année 1873 à parcourir l'Asie centrale, et, à l'exception de Khiva, il n'est aucune ville importante qu'il n'ait visitée. La protection empressée des autorités russes a aplani devant lui tous les obstacles et lui a ouvert toutes les portes. Parlant le russe et ayant une teinture des langues orientales, préparé à ce voyage par la fréquentation assidue de tous les savans russes qui se sont occupés de l'Asie, il a pu voir plus vite et mieux que personne. La relation de son voyage, publiée à Londres en 1876, n'est point une œuvre littéraire, mais elle est remplie d'observations, de faits et de chiffres puisés aux sources les plus sûres, et elle contient un tableau fidèle de l'administration russe en Asie. Cela eût suffi pour en assurer le succès; les événemens politiques sont venus lui donner un surcroît

d'intérêt, et cinq éditions en ont été épuisées en quelques mois. M. Schuyler appréhende que l'Asie centrale ne soit longtemps encore une lourde charge pour les finances déjà obérées de la Russie. Le budget du Turkestan s'est toujours soldé en déficit, et l'écart entre les recettes et les dépenses s'accroît en proportion de l'augmentation des forces militaires. On ne peut attendre un revenu considérable d'une population de 2 millions 1/2 d'âmes dont une notable partie est vouée à la vie pastorale. M. Schuyler n'évalue pas au-delà de 150 millions de francs la valeur totale des marchandises de transit qui sont apportées par les caravanes, et qui peuvent être soumises au droit de douane ou de passage du quarantième, c'est-à-dire de 2 1/2 pour 100. Quant à l'agriculture, il ne la croit pas en état de se développer et de nourrir une population plus nombreuse; il n'estime pas à 10 pour 100 de la superficie totale l'étendue des terres cultivées ou susceptibles d'être mises en culture, le reste du sol étant ou envahi par les sables ou occupé par les montagnes.

On ne peut se défendre de taxer ces appréciations d'un peu de pessimisme : elles sont en contradiction avec le témoignage unanime des anciens sur la fertilité de cette région, et avec les relations des auteurs et des voyageurs du moyen âge. Nous ne parlons pas seulement des Arabes et des Latins, dont les brillantes peintures pourraient être mises sur le compte de l'imagination, mais surtout des Chinois, dont les descriptions ont une précision et une exactitude que M. Schuyler a souvent constatées. Le voyageur américain rapporte lui-même un dicton universellement répandu dans l'Asie centrale, qu'autrefois un chat aurait pu aller de Kashgar à Samarcande sans quitter un instant les murs des jardins. D'où seraient sorties ces armées formidables, ces avalanches d'hommes que les conquérans asiatiques ont précipitées tour à tour sur l'Inde, sur l'Asie-Mineure et même sur la Russie? D'où ces villes immenses, dont tant de récits attestent la splendeur et dont les vastes enceintes enferment tant de monumens à demi détruits et tant de monceaux de ruines, auraient-elles tiré leur subsistance, si l'étendue du sol cultivable avait été aussi restreinte? Il suffit de lire l'esquisse que M. Schuyler a tracée de l'histoire de ces régions, cette interminable série de guerres, de discordes intestines, de révoltes et de révolutions de palais, pour se convaincre que nulle part l'humanité n'a été outragée par une aussi effroyable consommation d'hommes. Tous les petits despotes de l'Asie centrale ont été des bourreaux, versant le sang à flots, par vengeance, par cupidité ou par caprice. Toutes leurs guerres ont eu la rapine pour objet, le pillage, l'incendie et la destruction pour conséquences. La domination

russe, comme autrefois la domination chinoise, apportera à ces contrées la paix, la tranquillité matérielle, la sécurité des personnes et des propriétés, la liberté des routes. Les caravanes seront plus nombreuses et feront des voyages plus fréquens, la population croîtra dès qu'elle ne sera plus mise en coupe réglée par un despotisme sans souci de la vie humaine. Il suffira de relever les barrages renversés, de déblayer les canaux obstrués ou comblés pour rétablir l'admirable système d'irrigation dont les traces sont partout visibles, et pour rendre à l'agriculture la plus grande partie des terres envahies par le sable. M. Schuyler rend témoignage de l'état florissant dans lequel il a trouvé les colonies de paysans russes établies dans la Sibérie occidentale. Quelques années ont suffi à transformer des districts entiers, à y développer la culture des céréales et à y faire naître le commerce. Pourquoi les mêmes résultats ne seraient-ils pas obtenus dans le Turkestan, lorsque la Russie aura eu le temps d'y introduire le même système de colonisation?

L'humanité et la civilisation n'ont qu'à s'applaudir des progrès de la puissance russe en Asie. Une domination humaine et éclairée est substituée à un despotisme sanguinaire et cupide. Ce ne sont pas seulement les produits européens qui pénètrent en Asie à la suite des soldats et des fonctionnaires russes, ce sont aussi les arts, les habitudes et, peu à peu, les idées de l'Occident. Tashkend est demeurée le siége du gouvernement : sa position centrale la destinait à ce rôle. En quelques années une ville européenne est sortie de terre, à côté de la ville turque, autour du palais et des magnifiques jardins du gouverneur-général. L'hiver, on habite les maisons; mais l'été venu, chacun se transporte dans son jardin, au bord du Tchirtich, et s'y fait dresser une grande tente en feutre, sur le modèle de celles des Turcomans, qui peuvent se diviser en compartimens. Ces abris légers sont impénétrables au soleil : le voisinage de l'eau procure quelque fraîcheur, et il suffit de relever quelques draperies pour profiter du moindre souffle d'air. Tous les voyageurs, le colonel Baker aussi bien que M. Schuyler, reconnaissent qu'il n'est point d'habitation préférable à ces tentes de feutre pour braver les ardeurs d'un été asiatique.

Le gouverneur-général vit entouré d'un faste royal : il se fait traiter comme un souverain. S'il sort, c'est à cheval ou en carrosse, précédé et suivi d'un nombreux et brillant état-major : la voiture de sa femme et de ses filles est toujours accompagnée par une escorte de cavalerie. S'il rentre à Tashkend après une absence, on dresse sur sa route des arcs de triomphe et des trophées, on tire des salves d'artillerie, et on célèbre son heureux retour par des réjouissances publiques et des feux d'artifice. Les indigènes se prosternent sur le passage de l'*yami-padicha* (le vice-empereur). Si de tels hon-

neurs sont rendus au gouverneur-général, et si celui-ci traite d'égal à égal avec les orgueilleux souverains de l'Asie, quelle idée les Orientaux ne doivent-ils pas se faire du *tsar blanc*, dont le gouverneur-général n'est que le serviteur? N'est-ce pas avec raison que ses sujets le prétendent le plus puissant souverain de la terre? On peut conjecturer que c'est la connaissance du prestige dont les Russes ont su entourer leur maître aux yeux des Orientaux qui a déterminé et le voyage du prince de Galles et la fastueuse cérémonie de la proclamation de la reine Victoria en qualité d'impératrice des Indes.

La petite cour de Tashkend est soumise à la même étiquette que celle de Saint-Pétersbourg : l'ordre des préséances y est rigoureusement observé, et le cérémonial des levers, des réceptions officielles et des présentations est réglé avec la plus minutieuse et la plus irréprochable précision. Cette cour en miniature a aussi, au dire de M. Schuyler, ses rivalités, ses cabales et ses intrigues. Les chefs des différens services administratifs, qui jouent le rôle de ministres, se disputent l'influence : les fonctionnaires civils et militaires se jalousent réciproquement. On met mille ressorts en jeu pour obtenir un poste lucratif ou le commandement d'une expédition. Ce qu'un ministre anglais a appelé plaisamment la fièvre de Sainte-Anne, c'est-à-dire la passion des décorations et de l'avancement, sévit avec fureur. C'est à qui découvrira quelque méfait d'une tribu nomade ou d'un bey quelconque pour être chargé du châtiment et recevoir au retour un grade ou une croix de Sainte-Anne. A une certaine période de la conquête de l'Algérie, cette fièvre ne nous était pas complétement inconnue. M. Schuyler est sévère pour les officiers et les fonctionnaires qu'il a vus à l'œuvre dans le Turkestan. Le gouvernement russe envoie volontiers dans cette possession lointaine les esprits inquiets et aventureux, les caractères indisciplinés, les fils de famille dont le jeu ou quelque fredaine ont rendu la position difficile, les fonctionnaires pauvres ou ruinés qui ont besoin de faire ou de rétablir leur fortune. L'administration russe n'a donc pas seulement importé dans le Turkestan ses habitudes tracassières et paperassières, elle y a conservé de fâcheuses traditions d'improbité. Les concussions seraient fréquentes et couvertes d'un voile indulgent. Les fonds de l'état seraient gaspillés et souvent détournés par des administrateurs infidèles : les mêmes fournitures figureraient plusieurs fois sur les feuilles de paiement. Des fortunes illicites seraient faites aux dépens de la nourriture et de l'habillement des troupes. Ce sont là des désordres regrettables, inséparables peut-être d'une organisation hâtive, car la conquête a marché si vite qu'il a fallu en quelque sorte improviser une administration dans les provinces soumises. Ce n'est pas là ce qui peut

mettre en danger la domination russe, et M. Schuyler reconnaît d'ailleurs qu'un ordre plus rigoureux et une comptabilité plus sévère commencent à s'établir.

Un péril plus sérieux est le mécontentement des populations écrasées d'impôts, inquiètes pour leur foi religieuse, et fidèles à des traditions et à des préjugés que l'administration russe heurte sans ménagement. La nouvelle domination, succédant à une longue période de guerres civiles, a été d'abord accueillie comme une délivrance par la population des villes, parce qu'elle apportait avec elle la paix, la fin de continuelles tueries et le terme des exactions incessantes des beys. Ces sentimens n'ont pas tardé à se modifier. Par des proclamations lues aux populations assemblées dans les bazars, les Russes avaient solennellement promis de s'en tenir à la dîme, à la taxe sur les terres et au droit d'entrée dans les bazars; ces impôts étaient les seuls qui devaient être perçus, ils ne devaient pas être augmentés et les bases n'en devaient pas être changées. Aucune de ces promesses n'a été tenue; de proportionnels au rendement des récoltes, les impôts ont été rendus fixes : chaque district doit payer tous les ans la même somme, même quand les récoltes ont été faibles ou ont manqué absolument. En même temps que les anciens impôts étaient rendus plus lourds par un mode de perception inusité, de nouvelles taxes étaient établies en vue de subvenir à des dépenses locales. Quelques-unes, comme la taxe pour l'entretien des routes, ont une destination utile; mais l'Asiatique, peu sensible à des améliorations qu'il n'a point désirées et qu'il n'apprécie pas encore, ne fait point de distinction entre les impôts perçus pour le gouvernement et les taxes appliquées aux dépenses locales : il ne considère que le montant total des sommes exigées de lui par le fisc, et il trouve que la nouvelle administration est plus onéreuse pour lui que celle de ses anciens maîtres. Ce sentiment est d'autant plus naturel que certains préfets russes ne se font pas faute d'ajouter aux impôts réguliers quelques menues perceptions qu'ils opèrent pour leur compte, et d'appliquer à leurs besoins personnels, à l'ameublement de leurs habitations ou à l'entretien de leurs jardins le produit des taxes locales.

Les Russes ont fait table rase des institutions politiques qu'ils ont trouvées établies dans le Turkestan. Au-dessous du khan gouvernant directement un district et suzerain de tout le territoire, régnait dans chaque ville un bey, dont la dignité était l'apanage d'une famille, et qui administrait librement son petit état à la charge d'accompagner son souverain à la guerre, de lui payer un tribut et de lui envoyer souvent des présens. Sous l'autorité du bey, les aksakals administraient les petites localités et les villages. C'était la féodalité pure; les populations étaient façonnées à ce régime, dans

lequel toute famille considérable avait son rang et trouvait sa place : il leur suffisait que le détenteur de l'autorité, à tous les degrés de la hiérarchie, conformât sa conduite aux maximes du Koran. Les exécutions les plus cruelles, ordonnées par un khan contre des ennemis vaincus pour assurer les fruits de la victoire, ou contre des rebelles pour punir une révolte, n'ôtaient rien à sa popularité, étant autorisées par la loi religieuse. A ce régime tout féodal, les Russes ont substitué brusquement leurs institutions locales, si profondément démocratiques. A côté de leurs préfets, ils ont établi des assemblées provinciales électives ; l'aksakal est devenu l'élu de ses concitoyens, il reçoit un traitement sur les fonds de la commune, il a un conseil municipal électif ; le vote des taxes locales et la fixation du budget appartiennent aux assemblées provinciales et communales. Les fonctions des juges indigènes ont elles-mêmes été mises à l'élection. Habitués à voir toute autorité venir d'en haut, les Asiatiques ne comprennent rien au système électif, ils supplient les fonctionnaires russes de leur désigner qui ils doivent élire, et ils ne voient dans les institutions dont on les a dotés que des instrumens d'exactions. Tous les membres des familles influentes se tiennent à l'écart des élections et des fonctions électives, de peur de compromettre leur dignité ou leur popularité, et les Russes se trouvent avoir atteint un but contraire à celui qu'ils poursuivaient.

La haine de la domination étrangère est entretenue et attisée par l'antagonisme religieux. Les populations du Turkestan sont ardemment musulmanes. Le vendredi, les 300 mosquées de Tashkend suffisent à peine à contenir les croyans qui viennent accomplir les rites de la *jumma*. Des ordres religieux et des confréries sans nombre ravivent sans cesse le zèle des fidèles. Les Russes n'apportent aucun obstacle à l'exercice du culte musulman, mais ils ne cachent point assez le dédain qu'ils ressentent pour lui : sans respect pour les préjugés et les croyances de leurs sujets, ils pénètrent dans les mosquées, s'y promènent librement et se donnent le spectacle des cérémonies qui s'y accomplissent. Ils n'hésitent point à s'emparer des édifices religieux pour les approprier à des services publics : c'est ainsi qu'à Samarcande une mosquée a été transformée en salle à manger et en salle de billard pour les officiers de la garnison. La population considère ces actes comme autant d'outrages à ses croyances. Aussi les autorités russes ont-elles été obligées, à Samarcande et à Tashkend même, d'interdire les prédications que les derviches avaient l'habitude de faire en public, parce que ces prédications étaient toujours suivies de désordres. Les fêtes religieuses et les pèlerinages sont pour elles un sujet constant d'inquiétude, et elles surveillent avec la plus grande attention toute tentative pour établir des rapports avec Constantinople. Un de leurs premiers griefs

contre l'émir de Boukhara fut d'avoir, sous prétexte de pèlerinage à La Mecque, envoyé son neveu Mohammed-Jarissak à Calcutta et à Constantinople. Ayant découvert en 1872 qu'un certain Abdul-Haï avait été reçu à Constantinople comme envoyé de l'émir, le gouverneur-général fit de cette mission l'objet d'une correspondance menaçante, et l'émir dut prendre l'engagement formel de s'abstenir désormais de tout rapport direct avec le commandeur des croyans. Malgré ces précautions, les haines religieuses couvent sourdement, et leur intensité se trahit de temps en temps par quelque explosion, comme le soulèvement de la ville de Khodjent en 1872. En 1875, les émissaires des Khokandiens pénétrèrent jusque dans Tashkend, et le bey de Makram séjourna deux jours à Khodjent sans qu'aucun avis fût donné aux Russes. Pour faire courir aux armes une partie de la population, il suffira toujours que la guerre sainte soit prêchée par une voix autorisée. Si les Russes donnent suite aux projets qu'ils paraissent avoir formés d'attribuer au trésor public le revenu des *vacoufs*, c'est-à-dire des biens affectés à l'entretien des mosquées et des fondations religieuses, et de revendiquer pour l'état la nue propriété des terres en transformant les propriétaires actuels en simples tenanciers, des collisions sanglantes sont inévitables. Les succès rapides et constans que les Russes ont obtenus, malgré l'énorme disproportion des forces engagées, s'expliquent par l'effet que les armes de précision et la nouvelle artillerie produisaient sur des masses indisciplinées et aussi mal armées que possible; mais le courage et l'esprit guerrier de la race turque ne sauraient être mis en doute, et déjà l'insurrection du Khokand, comprimée seulement après plusieurs mois de lutte, a montré quels dangers pourraient résulter de la révolte simultanée de plusieurs provinces. Si l'Angleterre, plus prévoyante, avait fourni aux souverains indépendans du Turkestan des armes et quelques bons instructeurs, elle eût créé à peu de frais un obstacle sérieux aux progrès de la Russie.

La domination russe dans l'Asie centrale a donc ses côtés vulnérables dans le fanatisme religieux des populations qu'un souverain étranger peut soulever et dans l'appui inappréciable que la moindre force disciplinée apporterait à une insurrection. Aussi la Russie prend-elle ses précautions : elle ne songe à s'emparer des biens *vacoufs* que pour ruiner et faire tomber les institutions religieuses du Turkestan, et se créer un domaine qui lui permette d'introduire dans l'Asie centrale le système de colonisation qui lui a si bien réussi dans l'Oural et dans la Sibérie. Chaque colon, assujetti au service militaire, est un soldat de plus qui se bat non plus seulement pour l'honneur du drapeau, mais pour sa famille et pour sa terre. En même temps, elle appelle à son aide toutes les ressources de la civilisation. Le service télégraphique s'étend déjà jusqu'à

Tashkend et Khodjent. On étudie l'établissement soit d'un chemin de fer direct d'Orenbourg à Kazala, soit d'un embranchement partant de Tashkend pour aller rejoindre la ligne qui desservira toute la Sibérie. Un autre projet vivement appuyé consisterait à ramener dans son ancien lit l'Oxus, qui se jetait autrefois dans la mer Caspienne, et à établir ainsi une voie navigable à travers la steppe. En attendant, un service de caravanes franchit en vingt jours la distance de Krasnovodsk, sur la mer Caspienne, à Khiva. Toutes ces entreprises profiteront à la civilisation en même temps qu'elles consolideront la puissance russe, mais la force principale de celle-ci est dans les qualités qui font du soldat russe le plus admirable instrument de conquête et de colonisation. Docile autant que brave, facile à contenter, supportant sans se plaindre toutes les fatigues et toutes les privations, prêt à tout, le soldat russe construit les routes, déblaie les canaux et rétablit les digues, il fabrique les briques dont il bâtit ensuite les murailles des forts et les casernes qu'il doit habiter; il confectionne ses cartouches et ses projectiles; il est maçon, charpentier ou fondeur suivant le besoin de l'heure présente, et le lendemain du jour où il sera congédié il conduira avec bonheur la charrue, en bénissant Dieu qui lui a donné des bras vigoureux, et son père le tsar qui lui a donné un carré de terre. Avec de tels instrumens à sa disposition, la puissance russe ne reculera jamais : il lui suffit de quelques années pour rendre définitive la conquête de toute terre où elle a mis le pied.

IV.

« L'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie relativement à l'Asie centrale n'a pas toute la dignité désirable. Ce ne sont perpétuellement que questions, protestations, demandes d'explications et même menaces, — au moins dans les journaux et au sein du parlement, — mais jamais un seul acte. On a jeté les hauts cris au sujet de l'expédition de Khiva; mais quand l'occupation a été un fait accompli, les mêmes hommes et les mêmes journaux ont déclaré n'y voir aucun mal... Il semblerait plus sage et plus digne, au lieu de harasser sans cesse la chancellerie russe par de petites tracasseries, de faire savoir franchement à la Russie quelles limites elle ne doit pas dépasser dans sa marche en avant. Un état de mutuelle suspicion ne présage rien de bon pour les relations des deux gouvernemens. » Ce jugement sévère, porté sur la politique anglaise par M. Schuyler, est manifestement un écho des sentimens qui règnent à Saint-Pétersbourg; mais les oscillations de la politique anglaise entre la fermeté et la faiblesse sont la conséquence des fluctuations parlementaires qui amènent alternativement au pouvoir les hommes

de l'école de Manchester, partisans avoués de la paix partout et à tout prix, et les tories, plus jaloux de maintenir au dehors la puissance et l'influence de l'Angleterre. Suivant les uns, la Russie forme dans l'Asie centrale une pépinière de soldats pour la conquête de l'Inde; suivant les autres, elle prépare de nouveaux cliens pour les filateurs anglais. Comment avec une pareille divergence de vues le langage et la conduite pourraient-ils demeurer les mêmes?

Les Anglais ne sont pas moins injustes que leurs rivaux lorsqu'ils accusent la politique russe de manquer de franchise et de bonne foi. Ils mettent en opposition la célèbre circulaire du prince Gortchakof, de 1866, et les conquêtes qui l'ont suivie, les engagemens pris par le comte Schouvalof au commencement de 1873 et l'annexion d'une partie du territoire de Khiva aux possessions russes. La contradiction que les faits semblent établir entre les promesses et les actes n'est pas intentionnelle. Les documens officiels et surtout les instructions adressées à diverses reprises aux autorités du Turkestan le démontreraient surabondamment. La chancellerie de Saint-Pétersbourg, dont l'attention est tournée presque exclusivement vers l'Occident, et qui est obligée de compter avec l'Angleterre dans le règlement de toutes les questions européennes, n'est point disposée à compromettre le succès des plus graves et plus importantes négociations pour la satisfaction d'ajouter à l'immense empire du tsar le territoire de quelque peuplade turcomane. Les instructions envoyées dans le Turkestan interdisent invariablement toute annexion nouvelle; mais les gouverneurs-généraux, abusant de l'éloignement où ils sont de l'autorité centrale et des pouvoirs étendus qu'il faut bien leur laisser, n'hésitent jamais à placer leur propre gouvernement en face d'un fait accompli qu'ils lui laissent la tâche d'expliquer et de justifier. Les complications locales, les nécessités militaires, l'entraînement de la conquête, ne permettent pas de s'arrêter. Les recommandations de la chancellerie russe ne sont pas plus écoutées à Tashkend que celles du parlement et de Downing-Street ne le sont à Calcutta. Chaque pas que les deux empires font en avant coûte sa couronne à quelque khan de l'Asie centrale ou à quelque rajah de l'Hindoustan.

Les deux gouvernemens ont cherché s'il ne leur était pas possible d'écarter, par un partage anticipé de l'Asie centrale, tout sujet de rivalité et toute occasion de conflit. Au commencement de 1869, dans un entretien avec le baron Brunnow, ambassadeur de Russie, lord Clarendon, tout en déclarant que le gouvernement britannique n'avait pas sujet de s'inquiéter des rapides progrès de la Russie dans l'Asie centrale, ajouta qu'il y avait néanmoins quelque chose à faire pour calmer l'émotion et les soupçons du peuple et des journaux anglais. Il suggéra donc la détermination entre les

possessions des deux empires d'une zone intermédiaire dont la neutralité serait reconnue et garantie par l'Angleterre et la Russie. Le prince Gortchakof accueillit favorablement cette ouverture et proposa comme zone neutre l'Afghanistan. Cela ne faisait point le compte de l'Angleterre, qui protégeait et pensionnait l'émir de Caboul, et qui l'avait rétabli sur le trône d'où il avait été renversé, afin d'avoir la haute main dans l'Afghanistan. A la suite d'une entrevue que lord Clarendon eut à Heidelberg avec le prince Gortchakof, le cabinet anglais décida l'envoi à Saint-Pétersbourg de M. Douglas Forsyth, qui était fort au courant des affaires de l'Asie centrale et des vues des autorités anglo-indiennes. Le gouvernement de Calcutta proposait de garantir, non pas l'indépendance complète, mais l'existence et l'autonomie d'une ceinture de petits états indigènes autour des deux empires, Khélat, l'Afghanistan et Kashgar devant demeurer sous l'influence de l'Angleterre, Boukhara et Khokand sous celle de la Russie. Ce projet fut écarté, mais l'on tomba d'accord que la Russie s'interdirait toute ingérence dans les affaires de l'Afghanistan, et que l'Angleterre prendrait le même engagement au sujet de la région située au nord de l'Afghanistan et abandonnée à l'action exclusive de la Russie. Il fut convenu encore que l'on entendrait par Afghanistan tous les territoires qui avaient reconnu l'autorité ou la suzeraineté de Dost-Mohammed. Il s'agissait d'en déterminer les limites exactes, et de part et d'autre on demanda des renseignemens en Asie. La négociation traîna pendant deux années, malgré les efforts du gouvernement anglais pour arriver à une solution. Enfin le 17 octobre 1872 lord Granville adressa à lord Loftus, pour être communiquée au gouvernement russe, une dépêche portant que le gouvernement anglais, n'ayant reçu aucun renseignement de la part du gouvernement russe, avait dû prendre un parti d'après les meilleurs renseignemens qu'il avait pu se procurer, et s'était arrêté à considérer comme appartenant à l'émir de Caboul : 1° le Badakshan avec sa dépendance, le district d'Ouakhan, le lac Sirikul à l'est et la rivière Koktcha jusqu'à sa jonction avec l'Oxus, devant former la frontière nord de cette province afghane dans toute son étendue; 2° le Turkestan afghan, comprenant les districts de Kondouz, Khulm et Balkh, et ayant pour frontière au nord la ligne de l'Oxus, depuis le confluent de ce fleuve et de la rivière Koktcha jusqu'au poste de Khoja-Saleh inclusivement, sur la route de Balkh à Boukhara : l'émir afghan ne pourrait rien revendiquer sur la rive gauche de l'Oxus au-dessous de Khoja-Saleh; 3° les districts intérieurs d'Aksha, Seripoul, Maimené, Shibberjan et Andkhoï, ce dernier devant former l'extrême frontière de l'Afghanistan au nord-ouest, et le désert qui s'étend au-delà appartenant à des tribus turcomanes indépendantes; 4° l'Afghanistan occidental avec Hérat et

ses dépendances, dont les limites du côté de la province persane de Khorassan étaient trop notoires pour avoir besoin d'être spécifiées.

En réponse, le prince Gortchakof commença par communiquer au gouvernement anglais un rapport du général Kaufmann et un mémorandum rédigé par M. Struve, dans lequel on contestait que le Badakshan et l'Ouakhan fussent soumis à l'autorité de l'émir de Caboul; mais le gouvernement russe avait intérêt à accepter les propositions anglaises, qui lui abandonnaient les points les plus intéressans pour la Russie, la région occupée par les Turcomans Tekkès et l'oasis de Merv. Aussi, dans une nouvelle note, le prince Gortchakof déclara-t-il retirer toute objection relativement au Badakshan et à l'Ouakhan, « pour faire plaisir au cabinet anglais. » Il ajoutait : « Nous sommes d'autant mieux disposés à donner au gouvernement anglais cette marque de courtoisie, que ce gouvernement s'engage à user de toute son influence sur Shir-Ali-Khan pour l'amener à garder une attitude pacifique, comme aussi pour lui faire abandonner toute mesure d'agression et tout projet de conquête nouvelle. Il est indispensable que cette influence s'exerce. Elle repose non-seulement sur l'ascendant matériel et moral de l'Angleterre, mais sur les subsides que Shir-Ali reçoit d'elle. En cet état des choses, nous voyons dans l'assurance que nous donne l'Angleterre une garantie effective du maintien de la paix. » Les choses paraissaient ainsi réglées; mais, lorsque cette correspondance fut communiquée au parlement et publiée, on demanda quelle était l'étendue de l'engagement dont parlait la note du prince Gortchakof, et si l'Angleterre était tenue à une intervention armée pour contraindre l'émir à demeurer en paix avec ses voisins. M. Gladstone déclara à la chambre des communes, le 23 avril 1873, que l'Angleterre n'avait assumé aucune responsabilité et que l'exercice de son influence devait se limiter à l'emploi des conseils et des avis amicaux. Le gouvernement russe envisagea cette déclaration comme un abandon formel de l'arrangement projeté, la Russie ne pouvant garantir l'inviolabilité du territoire afghan si l'Angleterre ne s'engageait de son côté à contraindre les Afghans à respecter les territoires situés au-delà de l'Oxus, territoires appartenant aux vassaux de la Russie, mais que celle-ci considérait déjà comme siens. Le journal officiel de Saint-Pétersbourg fit au sujet du discours de M. Gladstone la déclaration suivante : « Si l'Angleterre a conservé sa liberté d'action, la Russie a aussi conservé la sienne; en conséquence, les deux gouvernemens n'ont point réellement contracté l'un vis-à-vis de l'autre d'obligations gênantes qui puissent avoir pour effet de les placer dans une fausse position. En réalité, les choses demeurent donc exactement au point où elles en étaient avant les négociations de 1869 et de 1872, sauf qu'on s'est mis d'accord relativement aux

limites de l'Afghanistan. A moins d'un nouvel arrangement, la Russie a parfaitement le droit, en cas de troubles sur les rives de l'Oxus, de franchir le fleuve et de châtier les troupes et les provinces de Shir-Ali. »

Pour comprendre la portée de cette déclaration, il faut savoir que la Russie tient en réserve à Samarcande un prince afghan, le neveu et l'ancien concurrent de Shir-Ali, Abdurrhaman, qui lui a disputé pendant cinq années la souveraineté de l'Afghanistan, et qui avait réussi, en 1866, à le chasser de Caboul. L'appui de l'Angleterre sauva seul Shir-Ali en détachant de son rival un certain nombre de chefs afghans. Vaincu définitivement en 1869, Abdurrhaman se réfugia d'abord à Meshed, en Perse, puis il se rendit à Samarcande, où les Russes lui ont permis de séjourner et lui font une pension de 25,000 roubles. Abdurrhaman a dit à M. Schuyler qu'il lui suffirait d'obtenir de la Russie quelques canons et 100,000 roubles pour opérer une révolution à Caboul, où il se flatte d'avoir conservé tous ses partisans, renverser Shir-Ali et tourner toutes les tribus afghanes contre l'Angleterre, en faisant appel à leurs passions religieuses. Un autre neveu de Shir-Ali, Iskander-Khan, avait également cherché un refuge dans les possessions russes. Celui-là fut envoyé à Saint-Pétersbourg, où il reçut un brevet de lieutenant-colonel dans les hussards de la garde. De son côté, l'Angleterre trouverait aisément, en cas de besoin, un prétendant pour chacun des khanats turcomans.

Les deux gouvernemens sont demeurés depuis 1873 dans un état de suspicion mutuelle, évitant soigneusement de se donner l'un à l'autre aucun grief. Aux demandes de secours et aux propositions d'alliances des khans de Khiva et de Boukhara, l'Angleterre a répondu par le conseil de vivre en bonne intelligence avec la Russie. Le gouverneur-général du Turkestan n'écrit jamais à l'émir de Caboul sans joindre à ses lettres une traduction en anglais, marquant ainsi sa conviction que toute sa correspondance est communiquée aux autorités de Calcutta. L'année dernière, un officier anglais, le capitaine Burnaby, qui parle les langues de l'Orient, avait obtenu du ministère de la guerre de Russie un passeport pour le Turkestan; il lui avait seulement été recommandé de ne pas sortir du cercle des possessions russes, et cette recommandation était motivée sur l'impossibilité de le protéger en dehors des localités soumises à l'action directe de la Russie. Cédant à une irrésistible curiosité, le capitaine Burnaby se déroba à la surveillance dont il était l'objet et gagna Khiva à cheval. Les autorités russes ne cachèrent pas leur mauvaise humeur, et comme l'incartade du capitaine Burnaby coïncidait avec le réveil de la question d'Orient, le cabinet de Londres, averti par son ambassadeur, envoya par le télégraphe au capitaine

Burnaby l'ordre non-seulement de quitter Khiva, mais de revenir immédiatement en Angleterre. Cet incident a fait l'objet d'une demande d'explications dans la séance de la chambre des lords du 12 mars 1877.

Au nord de l'Oxus, tous les voyageurs sont considérés comme des espions anglais, et au sud du fleuve comme des espions russes. Ce ne doit pas toujours être à tort : en 1866, lorsque l'Afghanistan était en révolution et que la Russie était en guerre avec Mozaffer-Eddin, khan de Boukhara, le gouverneur-général du Turkestan envoya un agent indigène, Jubal-Khan, porter des assurances de sympathie aux chefs afghans qui venaient de se soulever contre Shir-Ali et de l'expulser de Caboul; au même moment, un lettré hindou, attaché au service civil du gouvernement anglo-indien, s'acheminait vers Boukhara par Djellalabad et Caboul, sous prétexte de négoce, pour étudier la situation des choses en Boukharie. On se surveille donc réciproquement avec une extrême vigilance. Il fallut un ordre exprès du grand-duc Michel pour que le colonel Baker pût visiter le port et la forteresse de Chikislar, que les Russes établissent sur la mer Caspienne, à l'embouchure de l'Attrek. M. Schuyler, bien qu'ayant apporté de Saint-Pétersbourg les plus hautes recommandations, éveillait la défiance des petits fonctionnaires du Turkestan par son désir de tout voir. D'un autre côté, il fut fort surpris de se voir demander un entretien particulier par un Hindou établi dans le bazar de Tashkend et qui l'avait entendu parler anglais. Comme M. Schuyler naturellement ne produisit aucun signe de reconnaissance, la conversation se borna à un éloge de la justice des Anglais et à des plaintes de la mauvaise foi des habitans de Tashkend. Les sentimens des deux armées sont faciles à deviner. Dans son récent ouvrage sur l'Asie centrale, le colonel Terentief parle de la domination anglaise comme d'un chancre immonde sur le beau corps de l'Inde; il regrette que ce chancre n'ait pu être extirpé en 1857, par la révolte des cipayes, et il exprime l'espoir que l'opération sera recommencée avec l'assistance des Russes, et que cette fois elle réussira. Le colonel Baker accuse les Russes de calomnier les Turcomans afin de donner à leurs propres usurpations le vernis d'autant de services rendus à la civilisation. Le capitaine Burnaby demande qu'on organise un soulèvement général des populations asiatiques contre les Russes.

L'attitude réciproque de l'Angleterre et de la Russie est la grande, pour ne pas dire l'unique préoccupation des populations asiatiques. La croyance est universelle en Orient qu'une lutte entre les deux empires est inévitable et prochaine. Le colonel Baker a pu le constater pendant le voyage d'exploration qu'il a fait dans le nord de la Perse en 1873. Le colonel n'a pu se rendre à Merv et à Hérat,

comme il se l'était proposé, les autorités persanes s'étant opposées à ce qu'il poussât aussi loin; mais il est allé jusqu'à la limite du désert. Partout il a trouvé les chefs kurdes très au courant des affaires de l'Asie centrale, et il a été frappé et du sens politique qu'ils montraient et de la rapidité et de la sûreté de leurs informations. Ces chefs entretiennent dans les contrées voisines des correspondans secrets, appelés *mirzas*, qui les mettent au courant des événemens politiques, et leur font passer des avis soit par les caravanes, soit, en cas d'urgence, par des messagers particuliers. Tous ces chefs étaient convaincus que le colonel Baker avait une mission du gouvernement anglais; ils l'interrogeaient sur les intentions de l'Angleterre et sur l'appui qu'on pourrait attendre d'elle quand on aurait à se défendre contre les Russes. Quelques-unes des conversations que rapporte le colonel sont très intéressantes. En voici une avec Alayar-Khan, gouverneur héréditaire de la province de Dereguez :

« — Il ne faut plus parler, continua Alayar-Khan, de la Perse, de l'Afghanistan ou de Boukhara. Il n'y a plus réellement que deux puissances en Asie, l'Angleterre et la Russie, et d'ici quelques années tous les autres états seront des vassaux de l'une ou de l'autre. Vous me parlez de l'Afghanistan comme d'un état indépendant. Vous ne ferez croire cela à personne en Asie. Nous savons très bien que Shir-Ali doit être plus ou moins le vassal de l'Angleterre ou de la Russie. Croyez-vous que nous ne connaissions pas l'importance de Hérat? Quoi que vous puissiez dire ou croire, il n'y a pas un bazar dans l'Hindoustan où l'on ne considérât votre règne comme fini, le jour où cette ville tomberait dans les mains des Russes... Que deviendriez-vous si tous les Hindous se tournaient contre vous, comme ils le feraient certainement si les Russes étaient à Hérat? Je crois à vos richesses, mais non au nombre de vos soldats. Vous reconnaissez que la Russie a une armée beaucoup plus nombreuse que la vôtre. Cela importe peu tant qu'elle est loin, mais elle se rapproche de plus en plus. Votre sûreté consiste à la tenir loin de vous, et cependant vous la laissez s'avancer avec une prodigieuse rapidité : vous en porterez la peine d'ici quelques années, mais il sera trop tard. Voyez quel chemin elle a fait depuis dix ans. Encore dix années, et elle sera à votre frontière, et ne croyez pas que votre peuple demeurera tranquille dans l'Hindoustan, quand elle sera là. Non, vous aurez constamment des intrigues et des guerres. Je crois que vous gouvernez bien, — on le dit ainsi, — et beaucoup mieux que les Russes; vous essayez de faire du bien au peuple que vous avez conquis. Mais vous l'avez *conquis*, et il désirera un changement. Il pourra s'en repentir plus tard, mais cela ne l'empêchera pas de se tourner contre vous.

« Je parlai de l'Afghanistan comme d'une barrière qui s'opposerait à un voisinage trop rapproché. Il se mit à rire.

« — Croyez-vous que les Afghans tiendront un seul moment devant les Russes; 10,000 Russes iront quand ils voudront de Kizil-Arvat à Candahar. Non, nous ne pouvons rien contre eux aujourd'hui. Tout a changé : nous ne pouvons lutter contre vos nouveaux canons, et nous n'avons pas d'instruction militaire. Des troupes anglaises pourraient arrêter les Russes; les Afghans ne le peuvent pas. D'ailleurs, ajouta-t-il, croyez-vous que tous les Afghans seraient pour vous? Ils sont prêts à tout faire pour de l'argent. Vous les paieriez? les Russes aussi. La moitié serait avec vous, l'autre moitié avec les Russes; mais cela n'a pas d'importance. Ils ne pourraient tenir ni contre vous, ni contre les Russes; mais, — et ici il appuya fortement, — comment comptez-vous empêcher la Russie de prendre Hérat, une fois qu'elle sera à Merv? Est-ce que vous allez envoyer des troupes à Hérat?

« — On n'y songe pas pour le moment, lui dis-je, et la Russie n'est pas encore à Merv.

« — Mais elle y sera et avant peu, si vous ne la devancez pas. Vous parlez de la frontière des Afghans, mais où est cette frontière? Elle est tantôt ici et tantôt là; cela dépend de l'homme qui règne à Hérat et à Caboul. La rivière Mourghab descend de l'Afghanistan à Merv. Vous savez bien que, dans ces régions-ci, où il y a de l'eau, des troupes peuvent se mouvoir. Les bords du Mourghab sont fertiles. Jusqu'à quelle distance de Hérat laisserez-vous les Russes s'avancer et s'établir sur ce fleuve? Vous dites que ce ne sera pas de sitôt; mais cela viendra, et vous aurez à combattre quand il sera trop tard, au lieu que, si vous agissiez aujourd'hui, cette heure fatale ne viendrait pas. »

La relation du colonel Baker et le mémoire politique et stratégique qu'il y a joint ont révélé au public anglais l'importance de Merv et de la vallée du Mourghab. Là est en effet le danger pour l'Angleterre. Certains écrivains russes ont accusé l'Angleterre de vouloir se servir du Kashgar et du Pamir pour attaquer les possessions russes, et d'avoir exagéré la difficulté des communications entre ce pays et l'Inde pour endormir la vigilance de sa rivale. Ces accusations sont de pures fantaisies. D'abord le Pamir n'existe ni comme état, ni même comme province. Le colonel Gordon a établi que *pamir* est un nom générique donné par les Kara-Kirghiz à toute vallée suffisamment abritée et suffisamment pourvue d'eau pour qu'ils y puissent hiverner avec leurs troupeaux. Les rapports du colonel Gordon et des capitaines Trotter et Biddulph, appuyés de relevés opérés sur le terrain, démontrent que la passe de Karakorum, à peine accessible aux caravanes, ne peut servir ni aux Anglais pour attaquer le Turkestan, ni aux Russes pour attaquer l'Inde. Un corps d'armée, avec ses bagages et son artillerie, ne saurait entreprendre de franchir une passe située à 5,500 mètres au-dessus

du niveau de la mer, à laquelle on n'arrive qu'en gravissant une longue suite de glaciers, et qu'une poignée d'hommes résolus défendrait contre les forces les plus nombreuses.

Les Anglais n'ont pas non plus sujet de redouter sérieusement qu'une armée russe, après avoir remonté l'Oxus jusqu'à sa sortie des gorges du Badakshan, s'engage dans un pâté de montagnes, coupé de vallées profondes, pour atteindre Caboul et gagner ensuite la passe de Khyber et entrer par là dans le Pendjab. Ils ont fait eux-mêmes l'expérience de ce qu'il peut en coûter à une armée pour prendre une pareille route; encore les difficultés du terrain sont-elles moindres entre Caboul et Peshawer qu'entre Caboul et Balkh. Les caravanes mettent treize jours de Boukhara à Balkh, treize jours de Balkh à Caboul, et douze jours de Caboul à Peshawer. Elles peuvent aller en vingt jours de Boukhara à Caboul, en laissant Balkh de côté et en passant par Khoulm; mais cette dernière route serait absolument impraticable pour les voitures et l'artillerie. Restent donc les deux routes par lesquelles ont passé tous les conquérans de l'Inde depuis Alexandre le Grand: celle qui conduit par Hérat et la passe de Bolan au cœur de la vallée de l'Indus, et celle qui longe les côtes du Golfe-Persique jusqu'à l'embouchure du même fleuve.

La sécurité dont les politiques de l'école de Manchester font profession à l'égard des projets de la Russie pouvait s'expliquer lorsque la Russie, pour attaquer l'Inde, devait faire franchir à une armée les steppes qui séparent Orenbourg de la mer d'Aral, ou faire passer cette armée par la Sibérie et lui faire traverser ensuite le Turkestan pour arriver à l'Oxus. Les difficultés qui ont failli faire échouer l'expédition contre Khiva seraient insurmontables pour une armée un peu nombreuse : l'Asie tout entière ne fournirait pas assez de chameaux pour préserver cette armée de la soif dans la traversée du désert. On soutenait avec quelque fondement que les préparatifs d'une expédition contre l'Inde exigeraient tant de temps et tant d'efforts que l'Angleterre aurait tout le loisir de se mettre en état de défense. Les choses ont singulièrement changé depuis que la Russie a créé des établissemens importans sur la côte orientale de la mer Caspienne, entrepris de soumettre à ses lois les Turcomans Takkès, et projeté l'occupation de Merv, dont Alayar-Khan expliquait si bien l'importance au colonel Baker.

Pour transporter une armée de Moscou à la mer Caspienne, la Russie peut se servir à la fois du chemin de fer et des bateaux à vapeur du Volga. La flotte de la mer Caspienne transporterait en quelques jours cette armée et son matériel, soit à Krasnovodsk, dotée d'un port admirable par son étendue, sa profondeur et sa sûreté, soit à l'embouchure même de l'Attrek au port de Chikislar.

Vingt jours de marche au plus, en suivant la vallée de l'Attrek et le pied de la chaîne du Kurren-Dag, à travers un pays bien pourvu d'eau et abondant en pâturages et en ressources, conduiraient cette armée à Merv, sans fatigue et sans privations. A Merv, séparée de Boukhara seulement par huit jours de marche, elle trouverait les renforts et le matériel dont le gouverneur-général du Turkestan aurait pu disposer; elle renouvellerait ses approvisionnemens et elle marcherait ensuite sur Hérat en deux divisions par la vallée du Mourghab et par la vallée de l'Hériroud. Hérat pris, la route de l'Inde serait ouverte. Si, dans cette entreprise, la Perse était l'alliée de la Russie, comme cela est à présumer, une partie des forces russes débarquerait à Asterabad, et par Sharoud et Meshed atteindrait la vallée de l'Hériroud par une route encore plus facile et plus courte. La marche d'une armée russe sur l'Inde ne peut donc plus être considérée comme un pur rêve d'alarmiste. Les deux puissantes rivales sont maintenant assez rapprochées l'une de l'autre pour que, si la guerre venait à éclater entre elles, l'Asie centrale devienne forcément un de leurs champs de bataille, soit que chacune d'elles provoque un soulèvement parmi les vassaux de l'autre, soit qu'elles mettent directement aux prises des forces européennes.

Les hommes d'état de l'Angleterre doivent comprendre aujourd'hui combien le gouvernement anglais a été imprévoyant et malavisé lorsqu'il a rompu en 1838 avec la politique traditionnelle de leur pays en Orient. Avertie par les projets de Napoléon et de Paul Ier, l'Angleterre avait voulu faire de la Perse le boulevard de l'Inde, et au prix d'un subside annuel de 6 millions elle s'était assuré une influence prépondérante à la cour de Téhéran. Non-seulement le subside fut supprimé, mais l'Angleterre contraignit par la force des armes le shah à renoncer à la conquête de Hérat, que les souverains de la Perse avaient toujours considéré comme une dépendance de leur empire. Le rétablissement de la puissance persane ne pouvait avoir aucun inconvénient pour l'Angleterre. Foyer de l'hérésie chiite, la Perse ne pouvait exercer aucune influence dangereuse sur les musulmans de l'Inde, qui sont sunnites : le même antagonisme religieux a toujours rendu précaire la domination de la Perse sur Hérat et sur les tribus turcomanes. La Perse ne pouvait donc pas devenir redoutable, et si elle avait été laissée libre de satisfaire son ambition en rétablissant sa suprématie sur les petits états qui l'avoisinent et sur les tribus turcomanes répandues depuis Merv jusqu'à la mer Caspienne, la Russie n'aurait eu aucun prétexte pour pénétrer dans cette région. En défendant les droits de la Perse, l'Angleterre aurait assuré sa propre sécurité. L'expédition anglaise dans le Golfe-Persique a brisé aux yeux des Asiatiques le prestige de la puissance persane : elle a jeté la Perse humiliée et

effrayée dans les bras de la Russie, son ancienne ennemie, qui a pris habilement le rôle d'alliée, abandonné par l'Angleterre, et dont l'influence depuis lors domine exclusivement à Téhéran. Les écrivains anglais sont unanimes aujourd'hui à recommander à leur gouvernement l'alliance de la Perse : il faut encourager ce pays à faire valoir ses droits et à rétablir son autorité dans la vallée de l'Attrek, sur les Turcomans Tekkès et sur Merv; comme si ces droits avaient plus de valeur que ceux que l'Angleterre a refusé de reconnaître quand il s'est agi de Hérat. L'Angleterre n'a rien à offrir à la Perse pour la détacher de l'alliance russe. La Russie au contraire peut promettre à la Perse Hérat en cas de guerre avec l'Angleterre, et en cas de guerre avec la Turquie la province de Bagdad, c'est-à-dire la vallée de l'Euphrate, ou la province arménienne de Meshed-el-Ali, dont la capitale renferme le tombeau d'Ali, objet de la vénération de tous les Persans. Ces deux provinces ont fait l'objet de toutes les guerres entre la Turquie et la Perse, et à satisfaire les convoitises de sa vassale la Russie gagnerait de s'ouvrir la route de l'Inde par le Golfe-Persique.

Quelles mesures défensives l'Angleterre peut-elle prendre pour conjurer les dangers qui la menacent? Indépendamment d'une alliance étroite avec la Perse, le colonel Baker, dans son mémoire, recommandait au gouvernement anglais de s'assurer les sympathies des tribus turcomanes en leur achetant tous les chevaux nécessaires à l'armée de l'Inde. Ces tribus seraient amenées à reconnaître la suzeraineté de l'Afghanistan, et quelques bons instructeurs transformeraient les Turcomans en une excellente cavalerie qui couperait les communications et intercepterait tous les convois d'une armée d'invasion. Des résidens anglais, établis à Caboul, Condahar et Hérat, surveilleraient la politique de l'Afghanistan, qui serait rattaché à la cause de l'Angleterre par la création de chemins de fer et le développement de son commerce. Les dépôts de l'armée russe, à Samarcande, étant plus rapprochés de Hérat que les Anglais ne le sont à Shikarpour, l'Angleterre devrait user du droit que lui donnent ses traités avec l'Afghanistan et occuper fortement Quettah, en avant de la passe de Bolan, afin d'être certaine de devancer à Hérat toute force ennemie, qu'elle vînt de la Perse ou du Turkestan. Le colonel Baker réclamait enfin une réorganisation complète de l'armée de l'Inde, et une augmentation considérable de l'artillerie de cette armée.

Le gouvernement anglais a déjà commencé à agir. Il ne considère plus que l'annexion du Scinde et la possession des bouches de l'Indus aient suffisamment garanti l'Inde des dangers d'une invasion par la côte du Golfe-Persique. Les chefs de toutes les tribus du

Beloutchistan viennent donc d'être réunis à Kélat : un subside annuel leur a été assuré, et ils ont pris l'engagement de ne plus inquiéter les populations du Scinde et de faire cause commune avec l'Angleterre contre la Perse ou contre tout autre ennemi. Des négociations ont été ouvertes et se poursuivent encore à Peshawer avec l'émir de Caboul pour déterminer d'une façon plus précise les obligations du souverain de l'Afghanistan vis-à-vis de la puissance à laquelle il doit sa couronne. La mort presque soudaine de l'envoyé de Shir-Ali et la maladie du plénipotentiaire anglais, sir Lewis Pelly, ont inopinément suspendu la conclusion de l'arrangement préparé. Enfin le gouvernement anglais presse l'exécution des chemins de fer de l'Inde, qui doivent être un de ses moyens de défense les plus efficaces. Lorsque les autorités anglo-indiennes croyaient n'avoir besoin que d'assurer la soumission du Scinde et du Pendjab, elles avaient autorisé la construction d'un chemin de fer du port de Kurrachi à Kotri, tête du delta de l'Indus, et d'un autre chemin de fer conduisant de Delhi à Lahore et à Moultan sur l'Indus. Elles avaient refusé d'autoriser l'établissement d'un chemin de fer entre Kotri et Moultan, comme une entreprise prématurée et une dépense inutile : elles estimaient que la navigation de l'Indus pouvait satisfaire à tous les besoins commerciaux du Pendjab; elles avaient également repoussé tous les prolongemens et tous les embranchemens qu'on avait proposé d'ajouter à ces deux voies ferrées. Tout autres sont les idées qui inspirent maintenant l'administration anglaise. La ligne de Delhi au Pendjab a été prolongée, aux frais du gouvernement, jusqu'à Peshawer, à 6 milles de la passe de Khyber. La ligne de jonction entre Kotri et Moultan se construit également aux frais du gouvernement, et rien n'est épargné pour qu'elle puisse être livrée à l'exploitation avant la fin de l'année 1877. Enfin les ordres ont été donnés pour faire les études et commencer au plus tôt la construction d'un embranchement qui conduirait de cette ligne à la passe de Bolan. Le jour n'est donc pas éloigné où une ligne non interrompue de chemins de fer desservira dans toute son étendue l'immense vallée de l'Indus et permettra de transporter en quelques heures à l'une des deux passes qui conduisent dans l'Afghanistan les troupes débarquées à Kurrachi, le port le plus rapproché de l'Angleterre par la voie de Suez. L'Angleterre a d'autant plus intérêt à développer son réseau de voies ferrées dans cette région, que l'ouverture des premiers chemins de fer du Pendjab a déjà exercé la plus heureuse influence sur la conduite des tribus afghanes de la frontière. Assurées d'un débouché facile et avantageux pour leurs grains et leurs bestiaux, ces tribus renoncent de plus en plus aux habitudes de maraude, qui leur attiraient de

sévères châtimens, pour s'adonner à l'agriculture et au commerce, qui les enrichissent. Les chemins de fer que l'Angleterre construit dans l'Inde consolident donc doublement sa domination sur ce pays : ils établissent un lien entre les intérêts indigènes et les siens ; ils fortifient ses lignes de défense.

C'est là la considération capitale. Dans la lutte entre l'Angleterre et la Russie, si elle s'engage, tous les avantages seront pour la puissance qui pourra le plus facilement et le plus rapidement porter ses forces sur des points stratégiques déterminés : le Golfe-Persique, Hérat et Caboul. De cette vérité incontestable découle, par une conséquence forcée, une modification profonde dans les intérêts et la politique de l'Angleterre. Les hommes d'état turcs, malgré la sagacité politique qui distingue leur nation, se sont mépris complétement dans leurs calculs, lorsqu'ils se sont obstinés jusqu'au dernier jour à regarder l'assistance de l'Angleterre comme forcément acquise à leur pays. Leur erreur est venue de ce qu'ils ne tenaient pas compte de deux grands faits qui se sont accomplis depuis 1854, et qui ont déplacé pour l'Angleterre le nœud de la question d'Orient. Ces deux faits sont l'ouverture du canal de Suez et les progrès de la Russie dans l'Asie centrale. Lorsque la Russie n'avait pas dépassé l'Emba à l'ouest et la vallée de l'Ili à l'est, lorsque la vallée de l'Euphrate paraissait la seule route qui pût conduire une armée russe dans l'Inde, et lorsque les vaisseaux anglais ne pouvaient arriver dans le Golfe-Persique que par le cap de Bonne-Espérance, c'était dans la Mer-Noire et à Constantinople qu'il fallait défendre l'Inde. Aujourd'hui que la Russie n'a plus besoin d'emprunter le territoire de la Turquie ni même celui de la Perse, et qu'une marche de soixante-dix jours peut amener une armée russe des ports de la Caspienne dans la vallée de l'Indus, il faut que l'Angleterre puisse lutter de vitesse avec son ennemie, et la Turquie ne lui est plus d'aucune utilité. C'est à Suez et à Alexandrie que sont désormais les avant-postes de l'Inde. On ne fera admettre par aucun Anglais, pas même par M. Gladstone, que le salut de l'empire anglo-indien puisse être mis en péril par l'hostilité, ou même par la neutralité du souverain de l'Égypte. La route de la Mer-Rouge ne saurait être fermée, même un seul jour, aux forces anglaises. La sécurité de l'Inde demande donc que l'Angleterre dispose, à proximité de Suez, d'un grand port où puisse stationner une flotte capable de défendre et le canal et le chemin de fer de la Basse-Égypte. Si la Russie franchit les Balkans ou si elle cherche à mettre la vallée de l'Euphrate entre les mains de la Perse, sa vassale, l'Angleterre sera le lendemain à Suez et à Alexandrie.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

LES MÉMOIRES

D'UN

HUMANISTE AMÉRICAIN

GEORGE TICKNOR

Life, Letters and Journals of George Ticknor, 2 vol. London 1876.

III.

LA VIEILLESSE D'UN FÉDÉRALISTE (1).

Jusqu'à présent, dans ces Mémoires d'un littérateur américain, il a plus été question de l'Europe que des États-Unis, on a moins parlé de l'auteur que des personnages fort divers que le hasard plaçait sur sa route. Ce qu'il en reste à raconter sera plus biographique. La seconde moitié de sa vie va s'écouler, sauf quelques voyages de courte durée, dans la ville où il est né, au milieu d'une famille qu'il chérissait et de concitoyens dont il avait l'estime, à l'écart des fonctions publiques, mais avec cette oisiveté laborieuse que tout homme de goût et de savoir sait rendre utile aussi bien à lui-même qu'à ceux qui l'entourent.

I.

On raconte que Macaulay, après avoir fait la connaissance de l'historien Prescott, s'étonnait qu'un écrivain de si grand mérite eût le courage de vivre à Boston. Macaulay était injuste. Quelque accroissement qu'eût déjà pris cette ville il y a quarante ans, elle

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril et du 1er mai.

conservait encore à beaucoup d'égards le caractère puritain dont il a été question au commencement de cette étude. Si l'on y comptait 80,000 habitans dont la plupart étaient sans doute de rudes émigrans plus occupés de faire fortune que de cultiver leur intelligence, il y avait aussi un noyau de gens instruits, hommes politiques ou savans ou artistes, et c'est de ceux-là que Ticknor faisait sa compagnie habituelle. Il faut au moins citer les principaux. C'étaient Webster, l'orateur le plus distingué de l'Union, qui devint vers la fin de sa vie l'un des secrétaires d'état du président Tyler; Everett, professeur de Harvard College, conférencier populaire, absorbé plus tard par la vie politique; le juge Prescott et son fils William, l'historien· Agassiz, que la générosité bien placée de Harvard College avait attiré en Amérique. A son second retour d'Europe, Ticknor avait repris sa place dans cette société sérieuse et modeste. Riche et bien portant, il y trouvait ce qui rend l'existence calme et heureuse. Chaque année, pendant les mois brûlans de l'été, il emmenait sa famille au bord de l'Atlantique, ou dans les montagnes de l'état de New-York, ou près du Niagara. L'hiver se passait dans sa maison de Boston, qu'il avait accommodée à sa fantaisie. La pièce principale de cette maison était la bibliothèque, qu'il avait pris soin de garnir lui-même, surtout de livres espagnols, et dans cette bibliothèque il avait suspendu avec joie le portrait de son auteur favori, Walter Scott. Il entretenait une correspondance suivie non-seulement avec ses compatriotes, mais encore avec plusieurs personnes qu'il avait connues en Europe, avec le géologue Lyell, avec sir Edmund Head, gouverneur-général du Canada, avec le prince Jean (plus tard roi de Saxe) dont les habitudes studieuses et les goûts littéraires plaisaient fort à ce républicain austère.

Ticknor ne rechercha jamais les fonctions électives. Non pas qu'il se désintéressât des discussions politiques : son biographe nous apprend qu'il votait en toutes élections, comme un bon citoyen le doit faire; mais, sans cesser d'avoir confiance dans les institutions libres de son pays natal, il était devenu avec l'âge un peu défiant des opinions bruyantes qui se produisaient autour de lui. Il était trop rigide pour plaire à la masse des citoyens. On en verra d'ailleurs la preuve plus loin dans les extraits de ses lettres que nous aurons occasion de citer. En revanche, il accordait volontiers son concours aux entreprises charitables, hôpitaux, écoles, caisses d'épargne. Le reste du temps, il était tout entier à ses études sur les littératures étrangères, ayant pris pour maxime qu'un homme ne peut être heureux qu'à la condition d'avoir toujours dix ans de travail assuré devant lui. En somme, disait-il peu de temps après son retour d'Europe, Boston est un bon endroit pour y vivre, parce que tout le monde y a de l'éducation et que quelques personnes en par-

ticulier sont de caractère à faire honneur à quelque société que ce soit.

Dès cette époque, l'esclavage était la plus grosse question qui se pût discuter aux États-Unis. On le sait, les Américains s'étaient fait sur ce point en quelque sorte une morale à part, que l'Europe ne voulait point comprendre. Ticknor s'en était aperçu plus d'une fois pendant son séjour en Europe. Ainsi il écrivait de Dresde à son ami Prescott, le 8 février 1836 : « Vous ne sauriez croire combien il est difficile et souvent désagréable pour un voyageur américain de répondre aux questions qui lui sont faites à ce sujet et d'entendre les remarques auxquelles il donne lieu. Des étrangers ne discernent pas la complication causée par nos lois constitutionnelles ou par nos conventions locales. Une fois ou deux, ici ou en Angleterre, j'ai eu occasion de traiter la question à fond avec des individus intelligens qui se sont montrés satisfaits. En général, le fait brutal de l'existence d'une population esclave, sous un gouvernement fondé sur l'égalité des droits, avec la circonstance aggravante que les états libres seraient blâmés de rien faire pour une émancipation immédiate, ce fait est tout ce qu'on en saisit. Sur l'un et l'autre point, on nous condamne en des termes qui vous étonneraient si vous étiez ici. C'est fâcheux, car bien des gens sont disposés par esprit conservateur à trouver mal tout ce que nous faisons... Cette opinion de l'Europe pourrait produire quelque chose de bon; par exemple si les états du sud y étaient sensibles. Il vaut mieux que le reproche leur en vienne du dehors que de la Nouvelle-Angleterre. Je n'ai pas besoin de vous dire combien ce sentiment est développé dans la Grande-Bretagne; vous voyez que sir Robert Peel, O'Connell, le *Standard* et le *Morning Chronicle* font chorus, les tories parce qu'ils nous détestent, les whigs parce qu'ils veulent être conséquens, surtout depuis qu'ils se sont débarrassés de l'esclavage dans leur colonie des Indes occidentales plus aisément qu'ils ne le pensaient. Il en est de même sur le continent. Le livre si fin de Tocqueville, qui contient sur nous tant de vérités avec quelques erreurs, — Talleyrand prétend que c'est l'ouvrage de ce genre le plus remarquable depuis *l'Esprit des lois* de Montesquieu, — a exposé la question avec beaucoup d'exactitude, quoique avec beaucoup d'âpreté... De même, les principaux journaux de l'Allemagne répètent ces reproches avec une bonne foi complète; ils sont cause que l'on se moque souvent de nos prétentions à la la liberté. » Cependant, il termine sa lettre en bon patriote : « Malgré tout, en dépit de l'esclavage et des désordres de cet été, — il y avait eu des troubles à New-York, — qu'il nous est difficile d'expliquer, nonobstant certain philanthrope qui nous parle des Cherokees, il est encore bon d'être Américain. Je n'échangerais pas mon passeport,

signé par un obscur secrétaire du gouvernement fédéral, pour l'un de ceux qui sont dans le même casier au bureau de police de Dresde signés des autorités de France, d'Angleterre ou de Russie. »

Ceci n'est qu'un aperçu. La lettre suivante, adressée à Lyell, nous permet de pénétrer plus avant dans la pensée de Ticknor. On serait tenté de croire, par ce qui précède, qu'il accepte l'esclavage comme un mal nécessaire. Ce qui suit, daté de décembre 1843, fait voir qu'il en a vraiment honte, qu'il en souhaite ardemment la fin :

« Je déteste m'occuper de cette question de l'esclavage, tant elle m'est odieuse sous tous les rapports, tant j'y vois de périls pour notre avenir. Cependant il y a quelques aperçus consolans que je vais vous exposer. La dernière discussion importante sur ce sujet eut lieu en 1831-32 dans la législature de Virginie. Par le ton du débat, chacun croyait à l'émancipation prochaine dans la Virginie, le Maryland et le Kentucky; dans les états du nord, tout le monde s'en réjouissait. Nous espérions au moins que quelque mesure nouvelle contrebalancerait le mal causé par l'extension de l'esclavage au Missouri en 1820. Nous fûmes désappointés. Le parti politique des abolitionistes se montrait déjà. Le sud s'en alarma. Au lieu de regarder la servitude comme un fléau politique et moral, ce qui était admis même par les possesseurs d'esclaves, ce qui avait été proclamé par les débats du parlement de Virginie, la majorité des hommes d'état du sud soutinrent que c'était une institution bonne en elle-même, acceptable avec toutes ses conséquences.

« Nous autres, gens du nord, nous soutenions que les auteurs de la constitution de 1788 n'avaient admis l'esclavage que comme une calamité temporaire qui devait disparaître aussitôt que possible. Washington, Jefferson, tous deux possesseurs d'esclaves, l'avaient dit, l'avaient écrit. Tout le monde le pensait. Toutefois n'oublions pas que cette même constitution est un marché conclu entre le nord et le sud, et que d'après ce marché le sud doit se débarrasser de ce fléau à l'époque et par les moyens qu'il jugera opportuns, la nation entière ne se réservant que le droit d'abolir la traite, ce qui fut fait promptement. Nous nous engageâmes en outre à rendre les esclaves fugitifs; cela se fit d'abord de bon cœur, on s'y refuse maintenant ou on ne le fait qu'à regret. Le vice de cette institution est si profond, si fatal, qu'il n'en sort que du mal, de quelque côté qu'on se tourne.

« Que faire, donc? Je réponds : attendre. D'abord parce que le travail servile ne peut soutenir à la longue la concurrence du travail libre, et que les esclaves finiront par devenir une propriété sans valeur. Il faut encore attendre parce que nous n'y pouvons rien, le pouvoir législatif lui-même serait impuissant. Cette affaire concerne 2 millions et demi d'êtres vivans, tous égaux dans la ser-

vitude. Cela dépasse les forces d'un parlement; c'est trop gros pour lui. Ce problème se résoudra de lui-même par sa propre gravité, et non par des artifices d'invention humaine. Enfin, moi, homme du nord, je veux attendre parce que c'est mon intérêt. Le sud s'affaiblit, nous nous fortifions. Non-seulement les états du sud perdent de leur importance relative dans l'Union, bien plus ils deviennent pauvres. Ils perdent en civilisation, en puissance, en raffinement. Chaque année nous donne un avantage de plus, nous prépare à mieux soutenir la lutte, qui sera d'autant plus douce qu'elle sera plus longtemps ajournée, mais qui ne peut être en tout cas que formidable et désastreuse.

« Cependant je ne redoute pas la lutte par crainte du résultat. Il ne peut y en avoir qu'un seul. L'esclavage sera aboli : si bientôt, avec beaucoup de sang; si plus tard, sans qu'il y ait de sang répandu, je l'espère. Dans l'un ou l'autre cas, que deviendront ces pauvres esclaves? Le sort le plus doux qu'ils puissent obtenir est celui des Indiens, et je leur en prévois un plus rigoureux. La race active et entreprenante à laquelle nous appartenons ne souffrira pas que ces tribus molles et paresseuses encombrent la terre dont elle ne sait tirer parti. Ne vous méprenez pas sur mes sentimens. Je suis pour l'abolition universelle de l'esclavage. Bien qu'il en doive sortir de grands maux, le résultat sera avantageux en définitive. Procédons au moins par les moyens les plus sages... n'oublions pas non plus que la condition des maîtres, à la bien considérer, est à peine plus enviable que celle de leurs serviteurs. »

L'homme de bien dont on raconte ici la vie avait une noble qualité, l'horreur des procédés violens, — sans doute parce qu'il ne cessait d'éprouver une mâle confiance dans la sagesse de ses compatriotes. Une autre question, presque aussi grave que celle de l'esclavage, quoique plus transitoire, agitait alors le monde américain. Il était survenu, dans les états du sud et de l'ouest notamment, une crise monétaire. Dans l'Indiana et dans l'Illinois entre autres, l'argent monnayé faisait défaut à tel point que le commerce ne s'opérait plus que par échange, même pour les objets de consommation courante. Les bureaux de poste conservaient les lettres adressées à de riches fermiers, parce que les destinataires n'en pouvaient payer le port qu'en marchandises que les employés refusaient d'accepter. Les dettes des états ne s'élevaient qu'à 25 millions de dollars environ, somme peu considérable; les impôts étaient faibles. Néanmoins cinq ou six états se virent dans l'impossibilité de payer les rentes à leurs créanciers. Ceux-ci, Anglais pour la plupart, protestèrent avec énergie, accusant les états de répudier leurs dettes par mauvaise foi. L'accusation était injuste assurément; enfin il fallait sortir de cette situation.

Cette question est souvent traitée dans les lettres que Ticknor adresse à ses correspondans européens. A son avis, il n'y a qu'un moyen de terminer cette mauvaise affaire, c'est que le peuple arrive à se bien convaincre qu'il est de son intérêt de payer au plus tôt, et par conséquent qu'il est de son devoir de s'imposer les sacrifices nécessaires pour obtenir ce résultat. Il compte que cela viendra, sinon tout de suite, au moins à bref délai. « Souvenez-vous, écrit-il à sir Charles Lyell, que nous ne réussissons en quoi que ce soit que par la boîte du scrutin et par le suffrage universel. » Toute la question est de savoir si le peuple sera sage et honnête. Il en est persuadé. « Le peuple est roi dans la Nouvelle-Angleterre, plus vraiment roi qu'il ne l'a été nulle part sur la terre depuis l'époque des sauriens et des ichthyosaures qui composaient sans contredit une pure démocratie. » La seule difficulté est de lui faire comprendre où est son véritable intérêt; à peine l'a-t-il compris, qu'il arrive à la rescousse avec une vigueur dont on n'a nulle idée dans les sociétés européennes où le pouvoir se partage entre des gouvernemens et des masses populaires qui ne connaissent rien. Ticknor se rappelle ce que Metternich lui a dit, que dans une démocratie on souffre d'un mal avant d'y appliquer le remède. C'est exact, on n'y connaît pas la législation préventive; mais au fond le peuple ne supporte pas le déshonneur, et, s'il réussit à se tirer d'embarras dans ces questions secondaires, ne doit-on pas avoir confiance en lui dans les affaires plus graves? Burke a dit avec raison qu'il est toujours injuste de faire le procès à une nation tout entière. Si elle se trompe quelquefois, du moins elle ne commet jamais d'erreurs fatales, et, lorsqu'elle s'est guérie elle-même, elle est comme l'homme malade qui se rétablit d'une grave maladie avec une constitution améliorée par le traitement qu'il a suivi.

Ne nous y méprenons point cependant. Ce républicain sincère, convaincu des bienfaits de la démocratie, reste imbu de l'idée que son pays natal est seul capable d'en profiter. Et pourquoi? C'est qu'il y a aux États-Unis, dans la Nouvelle-Angleterre en particulier, un principe qui sauvegarde tout, l'instruction universelle. L'éducation de tous les enfans est une charge de la communauté des habitans. L'instruction universelle est une mesure de police morale et politique qui protége les riches aussi bien que les pauvres. De là les idées saines et religieuses de la population, de là son aptitude à gérer les affaires publiques. Il est inutile qu'il y ait des grands hommes pour conduire le gouvernement d'un grand pays. Voyez ce que furent les fondateurs de la constitution des États-Unis; ils avaient peu de talent, peu de savoir, peu d'habileté; on ne rencontre pas dans l'histoire d'assemblée plus honnête, plus pé-

nétrée de son devoir. C'est à son honnêteté qu'est due la meilleure forme de gouvernement qu'il y ait au monde.

Sur ces entrefaites éclatait la révolution de 1848. On s'en souvient, de tous les hommes d'état que Ticknor avait connus en Europe, Guizot était celui qu'il avait préféré. La *Vie de Washington* par Guizot était à son avis un écrit admirable, plein de sagesse politique; personne n'avait mieux compris la situation de l'Amérique au XVIIIe siècle, personne n'avait si bien rendu justice au noble caractère de Washington. Au surplus, Ticknor poussait à l'extrême la haine des coups d'état et des révolutions brutales. Aussi se montre-t-il sévère à l'égard des insurgés triomphans. La lettre que l'on va lire est adressée au prince de Saxe. Que l'on ne s'en défie point toutefois; elle est en conformité complète avec ce qu'il écrivait dans le même temps à ses amis d'Amérique :

« Vous ne serez point surpris d'apprendre qu'aux États-Unis les gens sages ont compris tout d'abord qu'il ne peut résulter rien de bon des changemens violens survenus en France et dans le midi de l'Europe, parce qu'ils ont vu clairement que les institutions sociales une fois renversées, comme elles l'ont été à Paris en février, mars et avril, ne se rétablissent que sur la base d'un despotisme militaire, en la présence et par l'autorité des baïonnettes. Mais vous serez peut-être étonné d'entendre dire que la grande masse de la population n'a pas eu plus de confiance dans la révolution française que les gens sages eux-mêmes. Les hommes des états du nord ont l'habitude d'un gouvernement vraiment populaire; ils ne voient en France rien de conforme à leur propre expérience, rien qui favorise la fondation d'une république raisonnable, dans laquelle les pouvoirs du peuple seraient limités par de sévères lois organiques, dans laquelle le travail et le capital reposeraient sur les mêmes garanties, où les droits de la minorité seraient protégés par les principes mêmes qui confèrent à la majorité la conduite des affaires. Ils n'ignorent point qu'un peuple qui ne sait ni lire ni écrire, bien plus qui n'a pas assez d'éducation politique pour apprécier les mesures du gouvernement créé par lui, ne peut être un souverain raisonnable et pratique. »

A ce puritain qui nous adressait de si rudes remontrances, n'eût-on pas été en droit de répondre par les paroles de Burke qu'il invoquait lui-même à la défense de son propre pays quelques années plus tôt? Il n'est pas bon de faire le procès à un peuple tout entier. Le peuple de la Nouvelle-Angleterre, auquel il attribue tant de vertus, ne s'était-il pas insurgé, lui aussi, soixante-quinze ans auparavant, contre le pouvoir légitime? Ce républicain prévoyant n'entrevoyait-il pas déjà que le sol de l'Union américaine serait bientôt le théâtre d'une lutte abominable? Il n'est point fâché,

qu'on en convienne, de prendre l'ancien monde en faute; il est un peu jaloux, sans l'avouer, de la supériorité intellectuelle que l'Europe conserve sur l'Amérique. A défaut de poètes, d'artistes, de savans, — ce n'est point sa faute si le Nouveau-Monde n'en produit guère encore, — il prétend que l'on accorde à son pays natal le monopole de la sagesse politique. Pardonnons-lui cette prévention trop exclusive, car il n'invoque du moins d'autres remèdes que l'instruction et l'usage de la liberté, et il ne se retient pas de dire que le pouvoir absolu est un instrument de décadence.

La guerre de Crimée ne lui plaît pas davantage. Il n'éprouve aucune sympathie pour le régime impérial; il déteste les Turcs, qui n'ont jamais mis le pied quelque part sans que le sol y devînt stérile; il regretterait l'accroissement de l'influence russe en Europe. En fils dévoué, il souhaite que la voix de l'Angleterre reste puissante dans les affaires du monde. Comme Metternich, mais dans un autre sens, il se dégoûte de la politique de l'ancien monde, et, comme Chateaubriand, mais avec moins d'exaltation, il désespère de la société européenne. D'ailleurs la situation s'aggrave aux États-Unis, si bien qu'il n'a bientôt plus le temps de songer qu'aux affaires de son propre pays. Il voit poindre le parti séparatiste aux deux extrémités de l'Union, à Boston de même qu'à la Nouvelle-Orléans. Bien entendu, le vieux fédéraliste réprouve ces projets de sécession, parce qu'il prévoit que, entre deux confédérations, l'une au nord, l'autre au midi, fondées sur des principes contraires, la guerre serait imminente, un traité de paix impossible. Son grand espoir est que les états de l'ouest, dont la richesse et l'influence croissent à vue d'œil, s'interposeront entre les deux adversaires. Les pionniers de la vallée du Mississipi n'ont pas admis l'esclavage; ils sont avec les états du nord sous ce rapport; ils ne peuvent, d'autre part, consentir à ce qu'un autre drapeau flotte à l'embouchure du fleuve qui leur sert de débouché. L'ouest, le grand ouest, préservera les états de l'Atlantique des folies d'une guerre civile.

Au milieu de ces préoccupations patriotiques, Ticknor poursuivait un long travail qui devait être l'œuvre principale de sa vie. Il avait entrepris d'écrire l'histoire de la littérature espagnole. Ce sujet, qu'il avait traité pendant quinze ans dans son cours à l'université de Cambridge, n'avait cessé de l'occuper depuis son second retour d'Europe. Il eût été difficile de trouver en Amérique, même en Europe, une collection de vieux livres espagnols comparable à celle qu'il avait amassée. Ses amis lui en envoyaient d'Angleterre et d'Allemagne; il s'était procuré des correspondans, pour cette passion innocente, à Hambourg et à Londres aussi bien qu'à Madrid. « C'est inoffensif, disait-il, cela m'amuse et cela profitera plus tard à quelque bibliothèque publique. » Il s'attachait du reste à mettre

dans la composition de ce grand ouvrage quelque chose d'américain. Ce n'était pas pour les érudits seulement qu'il écrivait, le nombre en est trop faible au-delà de l'Atlantique; il voulait se mettre à la portée de la masse des lecteurs et surtout donner un tableau de la littérature espagnole qui fût en même temps la peinture des mœurs, du caractère espagnols. Ce livre, objet d'une si longue étude, fut publié en 1851 et accueilli avec faveur dans les deux mondes; on le traduisit presque aussitôt en français, en allemand, en espagnol. Ticknor put goûter dès lors les charmes de la réputation littéraire.

II.

La création d'une grande bibliothèque publique avait souvent été un grave souci pour cette petite société de littérateurs et de savans que contenait la ville de Boston. La bibliothèque de Harvard College et celle de l'Athenæum, toutes deux assez bien garnies, n'étaient fréquentées l'une et l'autre que par un public restreint. A New-York, un legs important de Jacob Astor avait permis d'en fonder une dont on avait beaucoup parlé. On se disait que, faute de livres à offrir aux gens qui veulent s'instruire, Boston perdrait bientôt la suprématie intellectuelle dont elle avait joui dans les temps passés.

Raconter la vie d'un Américain est une occasion naturelle de montrer en quoi les idées ou les institutions de l'Amérique diffèrent de nos idées ou de nos institutions. Personne n'ignore que les bibliothèques publiques de l'Europe sont des lieux d'études sérieuses, presque des musées, où se conservent avec soin des livres précieux par leur ancienneté ou par leur mérite intrinsèque. Ces établissemens, trop mal dotés d'ailleurs pour être en mesure d'acquérir beaucoup de livres nouveaux, ne semblent pas destinés à ceux qui ne voient dans la lecture qu'une distraction. Aux États-Unis, il en est tout autrement. On dirait que la commune ou l'état, après avoir assuré l'éducation primaire de tous les citoyens, se croit encore obligé de leur fournir des sujets de lecture, afin que personne ne soit excusable de perdre l'instruction acquise. Voyons en effet ce qu'est aujourd'hui la bibliothèque de Boston, dont nous dirons tout à l'heure les commencemens. Au bout de vingt-cinq ans, elle possède déjà 300,000 volumes avec un budget annuel de plus de 500,000 francs. Installée dans un bel édifice construit pour cet usage, elle offre au public deux salles, l'une où tout le monde est admis, l'autre réservée à ceux qui veulent travailler en repos. Tout habitant de la ville, par cette seule raison qu'il paie les taxes municipales, a le droit d'emporter à son domicile les volumes qu'il a choi-

sis, de provoquer l'achat des ouvrages qu'il désire et que ne contient pas le catalogue. Ce n'est pas tout. Cette bibliothèque, déjà si riche, a des succursales en divers quartiers de Boston, afin que les habitans n'aient guère à se déplacer pour se procurer les livres dont ils ont envie. Il y a même, paraît-il, en certains faubourgs des bureaux d'échange où un employé se rend à jours et à heures fixes pour recevoir les demandes et livrer les volumes demandés. En un mot, la bibliothèque va au-devant du public. Elle se soucie peu que ses trésors soient égarés ou détériorés par l'usage, pourvu que les lecteurs soient satisfaits. Ajoutons cependant que les livres précieux ou rares qu'il serait difficile ou coûteux de remplacer sont exclus de ces prêts au dehors. En somme, c'est un vaste cabinet de lecture pourvu de ressources considérables, et dont la population ouvrière profite beaucoup. C'était le but essentiel que les fondateurs avaient en vue. On a objecté aux institutions de ce genre que la masse du public n'a de goût en général que pour les lectures frivoles, et qu'il est malséant que cette fâcheuse disposition soit encouragée aux frais du budget de l'état ou de la commune; mais, en Amérique aussi bien qu'en d'autres pays où l'expérience en a été faite, on a reconnu que le goût s'épure peu à peu, si bien que les bons livres sont seuls réclamés plus tard par ceux même qui n'y prenaient d'abord aucun plaisir.

Ticknor avait compris dès le début que la bibliothèque de Boston devait être créée sur ce principe; une lettre qu'il écrivait en 1851 à son ami Edward Everett, alors sénateur du Massachusetts, en contient l'exposé tout au long. Celui-ci, qui avait aussi voyagé en Europe, s'en serait tenu volontiers aux habitudes européennes. Ticknor insiste; ce qu'il veut, c'est procurer aux jeunes gens sortis de l'école de nouveaux élémens d'instruction qui puissent s'associer au travail manuel quotidien; il pense que la bibliothèque projetée devra non-seulement recevoir les productions de la littérature amusante dans leur primeur, mais encore en avoir assez d'exemplaires pour satisfaire à tous les besoins. Il faut suivre le goût populaire, dit-il, à moins qu'il ne soit dépravé, et faire naître par ce moyen l'appétit des lectures utiles. Alors ce que les lecteurs voudront sera meilleur; en y aidant un peu, sans contrarier les gens, on les amènera à un degré de culture intellectuelle de plus en plus élevé.

Il y avait déjà dans les greniers de l'hôtel de ville de Boston quelques milliers de volumes donnés par diverses personnes. La plupart étaient des documens officiels, peu attrayans pour les petites gens à qui l'on voulait inculquer l'habitude des bonnes lectures. La caisse municipale avait reçu peu d'années auparavant d'un ancien maire de la ville une somme de 1,000 dollars pour la création d'une bi-

bliothèque publique; on en employait le revenu annuel à l'achat de quelques livres. C'était un bien médiocre commencement, lorsqu'un ancien habitant de Boston, devenu banquier à Londres, M. Bates, offrit 50,000 dollars, à la seule condition que la ville construirait un édifice convenable. Ce don magnifique fut accepté avec ses conséquences. Ticknor était l'un des curateurs (*trustees*) auxquels était confié le soin d'organiser le nouvel établisssement. M. Bates annonçait en outre l'intention d'envoyer des livres lorsque le moment serait venu de garnir les tablettes de l'édifice projeté. Il était utile de s'entendre avec lui sur ce sujet; il fallait choisir des correspondans dans les principales villes de l'Europe en vue des achats à faire. Ticknor se résolut à passer l'Atlantique une troisième fois; il s'embarqua le 18 juin 1856.

Il avait alors soixante-cinq ans. C'était un vieillard qui allait repasser par les chemins qu'il avait parcourus une première fois dans l'adolescence, une seconde fois dans l'âge mûr. Il avait trop d'expérience pour éprouver des impressions bien vives, trop de mémoire pour s'intéresser beaucoup au spectacle du monde européen, dont les mœurs lui étaient connues; toutefois il revenait avec des amitiés, une réputation littéraire, une situation sociale, qui devaient lui ouvrir toutes les portes. Par malheur, il négligea cette fois de tenir un journal de voyage. Les lettres qu'il adressait à sa famille, à ses amis Prescott et Everett, permettent seules de savoir ce qu'il a vu dans l'ancien monde, ce qu'il y a appris et ce qu'il en a pensé.

Après un court séjour à Londres, il traverse Bruxelles et vient se fixer à Dresde, comme en 1836, pour y passer quelques semaines. Le prince, dont les études sur le Dante avaient conquis toutes ses sympathies, était devenu roi de Saxe. La plupart des personnages qu'il avait fréquentés vingt ans auparavant étaient morts ou partis pour d'autres pays; mais Dresde était toujours une cité hospitalière, les Allemands accueillaient les étrangers avec la même bonhomie, la même affabilité. Berlin était devenu une plus grande ville, Humboldt était encore là, bien vieilli sans doute (il avait quatre-vingt-sept ans), toujours libéral et néanmoins tout-puissant à la cour de Frédéric-Guillaume IV, comme il l'avait été sous le roi précédent. A Milan, on dirait que Ticknor ne s'arrête que juste assez de temps pour admirer Radetzky, qui, bien que nonagénaire, tient d'une main ferme le gouvernement militaire du royaume lombard-vénitien. L'ancien fédéraliste n'a-t-il donc plus un mot de critique à l'adresse des vieux tories, comme il appelait les hommes d'état de la réaction pendant ses voyages précédens? Enfin il est à Rome, il s'y installe pour l'hiver. Rome est toujours la résidence qu'il préfère, le « salon de l'Europe, » suivant l'expression de Mme de Staël qu'il aime à se rappeler.

Ici ses observations sont moins concises. La société, à l'en croire, est moins gaie et elle étale plus de luxe qu'en 1836. Ce grave voyageur ne dédaigne pas de critiquer l'ampleur des toilettes féminines qui sont, dit-il, un embarras réel dans les salons. Il remarque avec plaisir que l'attitude du clergé est plus grave, qu'on entend raconter moins d'histoires scandaleuses. Jadis les cardinaux se montraient dans les soirées, même dans les bals; il n'était pas rare d'en voir quatre réunis autour d'une table de jeu. Le pape a désapprouvé cette conduite. Le souverain pontife est détesté de son peuple, ce qui est surtout la faute de ses ministres; en revanche, son caractère impose le respect, la pureté de ses mœurs inspire une meilleure tenue à tous les ecclésiastiques. Ticknor résume d'ailleurs son opinion sur la question romaine, ou plutôt sur la politique européenne, avec la verve qu'il apportait autrefois dans ces tableaux :

« Le cardinal Antonelli, à qui j'ai fait visite au Vatican et que l'on rencontre dans tous les salons, m'a frappé. C'est un homme accompli, d'un abord séduisant, sauf qu'il a plus l'air du monde que celui de l'église. Il a toujours été agréable pour moi; il l'est, je pense, pour chacun dans les relations habituelles. Il est à lui seul tout le gouvernement. Le pape s'occupe avec zèle et dévoûment des affaires spirituelles; le cardinal Antonelli fait tout le reste.

« Il serait difficile que le gouvernement romain marchât sans avoir à sa tête un homme vigoureux et capable, tel que le cardinal Antonelli. Les finances sont embarrassées, on ne peut supprimer aucune dépense; les employés ne sont pas toujours payés : les charges augmentent sans cesse, bien qu'on le dissimule autant que possible. Les troupes françaises sont un lourd fardeau; cependant aucune personne raisonnable ne demanderait à les faire partir, car elles sont indispensables au maintien de l'ordre. Le gouvernement est donc dirigé de la façon la plus hardie, comme si tout était calme; autrement, tout s'arrêterait. La question est de savoir combien de temps cela durera. Dans les circonstances ordinaires, ce serait déjà fini; mais il y a tant de pays en Europe en pareille situation, ou dans une situation presque aussi mauvaise, il y règne une décadence morale si étendue, il y a tant besoin de vigueur et de répression militaire que le joug est le sort commun, nécessaire, pour empêcher que tout ne s'écroule dans la même convulsion. Quelle est la condition de l'Espagne et de l'Autriche, toutes deux en faillite? Dans quel état est la France avec ses vastes ressources et son énergie sans emploi, livrée aux spéculations financières les plus extravagantes dont on ait entendu parler depuis les jours de Law? Il me semble en vérité que la question financière est la première à résoudre, et que la solution adoptée remuera l'Europe plus qu'on ne s'y attend. Il n'y a pas de gouvernement qui ne s'endette chaque

année, simplement pour maintenir l'ordre. Le crédit se maintient encore; à la longue il fera défaut. Alors une révolution est inévitable; je ne puis imaginer qu'il en résulte quelque chose de bon. »

Cette fois, se dira-t-on, cet observateur, sagace d'habitude, s'est trompé. Ce n'est point en effet par la banqueroute que le régime de 1856 a pris fin. Aussi bien que les états de l'Amérique du Nord, les nations européennes se sont toutes accommodées, plus ou moins, d'une dose de liberté dont notre républicain les jugeait incapables. Le système de compression militaire a disparu peu à peu sans que la révolution prît la place qu'il abandonnait. Les peuples de l'ancien monde se sont montrés dignes de vivre sous des lois constitutionnelles; ils ne sont point, sous ce rapport, aussi inférieurs aux peuples transatlantiques que Ticknor le supposait. Au surplus, en traversant le Piémont au printemps de 1857, il y constate déjà une vitalité, une énergie qui contrastent avec ce qu'il y a vu jadis, avec ce qu'il vient de voir dans le reste de l'Italie. Cette défiance de notre aptitude à supporter un gouvernement libre date de loin chez lui; on se souvient de ce qu'il en a dit autrefois. Il a bonne opinion du petit royaume de Sardaigne, sans doute parce qu'il y trouve à l'œuvre le comte Cavour, qui a infusé une vie nouvelle à son pays. A son avis, c'est l'homme d'état le plus distingué de l'Italie. Il cause avec agrément et animation; ses opinions sur toutes choses sont élevées, peut-être mal définies quelquefois, son attitude est naturelle, sans solennité. Il a un œil vigilant, comme lord Melbourne, et une oreille qui ne laisse rien perdre. Les affaires de l'état ne l'empêchent pas de rechercher la compagnie des hommes lettrés. C'est un grave changement, observe Ticknor, dans les habitudes du gouvernement piémontais.

Si notre Américain désespère ailleurs de la politique européenne, c'est sans doute parce qu'il s'aperçoit que ceux qu'il aime et qu'il estime le plus sont obligés de vivre à l'écart des affaires publiques. La société française était en effet bien différente de ce qu'il l'avait laissée aux premiers temps du règne de Louis-Philippe. Il retrouvait, il est vrai, le duc de Broglie, Guizot, Tocqueville, Villemain, puis aussi quelques-uns des personnages du parti légitimiste qui l'avaient accueilli avec bienveillance à ses voyages précédens; mais Paris est bien morne au mois de juin, et la vie de château, même au Val-Richer ou à Gurcy, lui paraît presque triste en l'absence de ces discussions politiques dont il avait jadis apprécié le charme. On se défie toujours un peu d'un vieillard qui fait l'éloge du passé. N'y a-t-il pas cependant quelques traits exacts dans la comparaison qu'il en fait au désavantage de l'époque actuelle?

« Les traditions de la vieille société qui rendaient Paris si agréable sont déjà de l'histoire ancienne. Je l'avais connue en 1817 dans le

salon de Mme de Staël mourante, dans ceux de Mme de Chateaubriand et de Mme Benjamin Constant; puis en 1818 et 1819 dans les salons plus brillans de Mme la duchesse de Duras, de Mme de Broglie, de la comtesse de Sainte-Aulaire, sans oublier les samedis des Tuileries, où la duchesse de Duras, en sa qualité de femme du premier gentilhomme de la Chambre, recevait avec une grâce incomparable; enfin, pendant l'hiver de 1837 à 1838, où Mme de Broglie et Mme de Rauzan tenaient la place de leurs mères, où les salons de MM. Thiers, Guizot et Molé ne rappelaient guère les grâces féminines et l'élégance de l'époque précédente. En 1857, tout était changé. C'était une autre atmosphère. Les vieilles traditions étaient oubliées; les vieilles mœurs avaient disparu. Et qu'y avait-il en place? Paris est à l'extérieur la plus magnifique capitale de l'Europe; cette ville devient plus brillante et plus attrayante de jour en jour; mais que sont devenus les salons? que sont devenus la grâce, l'esprit, la conversation qui imprimait à la langue un caractère particulier et l'avait faite ce qu'elle est? »

En arrivant à Londres, il se retrouvait au contraire, malgré les chaleurs de l'été, dans la saison la plus brillante. Il y avait dans le monde parlementaire qu'il fréquentait le plus volontiers quelques hommes politiques d'un rare talent dont le commerce lui était fort agréable : en tête Macaulay, le lion du moment, qui se partageait avec de Tocqueville, alors en Angleterre, la faveur de cette société distinguée, puis sir George Cornewall Lewis, à la fois littérateur et homme d'état, excellent en l'un et l'autre genre. Ce sont de ces gens dont il se plaisait à dire qu'il vaut mieux les écouter que de parler soi-même. Au reste la situation politique était assez calme pour ne troubler en rien le charme des relations mondaines. Les Anglais manifestaient, suivant leur coutume, quelque irritation contre les procédés du gouvernement fédéral : c'était peu de chose. Les plus mal disposés disaient même que, les États-Unis se fortifiant de plus en plus, il était préférable d'entrer en lutte contre eux le plus tôt possible. Au fond, ces dissentimens n'avaient guère d'importance. La révolte de l'Inde, dont on avait reçu les premières nouvelles, n'inquiétait pas davantage parce qu'on n'en soupçonnait pas encore la gravité. En somme, rien n'attristait les réunions de la saison.

Est-ce encore un effet de l'âge? Ticknor ne se plaint que d'une chose : c'est que les repas d'apparat soient trop fréquens, trop longs, trop abondamment servis. « Les déjeuners, écrit-il, sont formidables : ce sont des dîners déguisés; mais on y a de l'agrément; le vieux lord Lansdowne m'a dit que c'est ce qu'il préfère dans la société. » Les *lunches* sont de même, et les dîners commencent à huit

heures et demie, se prolongent jusqu'à onze heures. En toutes choses, le luxe a fait des progrès qui ne profitent à personne; on ne peut résister au courant. Ce qu'il préférait au fond, c'étaient les soirées, quoiqu'il se plaignît d'être obligé, en sa qualité d'étranger, de rester longtemps dans chaque maison, sous peine de paraître impoli, et de ne pouvoir en conséquence se montrer dans plusieurs salons le même jour. A Londres ou ailleurs, la société européenne a de singuliers attraits pour un homme riche, inoccupé, pourvu d'une certaine réputation littéraire. Il semble que Ticknor, à son troisième voyage, apprécie les mœurs et la civilisation raffinée de l'ancien monde plus encore que lorsqu'il les avait étudiées pour la première fois au temps de son adolescence. Cependant les affections de famille, de vieilles habitudes, le rappelaient en Amérique. Après quinze mois de pérégrinations, que les chemins de fer et les bateaux à vapeur avaient rendues supportables pour un vieillard, il se retrouvait à Boston au milieu d'une agitation dont, en bon patriote, il avait prévu les complications depuis longtemps.

III.

En parcourant l'Europe, Ticknor avait eu le chagrin, une fois de plus, de constater que le régime politique des États-Unis y était complétement méconnu. Certes, en 1856, les idées libérales sont loin d'être triomphantes sur l'ancien continent. Les libéraux, réduits à un rôle d'opposition, ont cessé d'être des hommes de gouvernement; ce fin observateur s'en est bien vite aperçu. La philanthropie, dit-il, est devenue l'un des articles de leur programme depuis la révolution française; aussi maudissent-ils l'esclavage. Ils admirent les institutions des États-Unis, ils désirent les introduire chez eux plus qu'il n'est raisonnable et praticable de le faire. L'esclavage est la seule chose qui les trouble. Le roman de *l'Oncle Tom*, avec ses exagérations épiques, en réalité plus nuisibles qu'utiles à la cause des pauvres nègres d'Amérique, a obtenu en Europe un succès prodigieux. On n'y envisage la doctrine de l'abolition que sous les couleurs les plus fausses.

Les partisans des idées aristocratiques, aussi bien que les gouvernemens qu'ils appuient, redoutent la puissance croissante des États-Unis. Ils ne seraient pas fâchés d'une sécession qui briserait le lien fédéral; ils se réjouiraient d'une catastrophe qui prouverait l'imperfection d'un régime politique dont ils craignent la contagion. Ils se plaisent à mettre en lumière les inconséquences de cette république qui laisse des flibustiers attaquer Cuba ou le Mexique, qui répudie les dettes d'état, qui maintient 3 millions de nègres dans la servitude, en contradiction avec les doctrines du suffrage uni-

versel. L'Union américaine est devenue trop grande; elle est un danger pour la liberté des mers. Qu'aurait à regretter l'Europe si la confédération se brisait en trois ou quatre fragmens? Ce seraient autant de nations distinctes avec qui l'on conclurait des traités de commerce en temps de paix, et que l'on opposerait les unes aux autres en temps de guerre. Voilà ce que l'on pense en Angleterre, en France et dans la plupart des cours européennes, sauf une exception : la Russie préfère que les États-Unis restent ce qu'ils sont; elle n'a aucun sujet de discorde avec eux, et elle n'est pas fâchée d'en faire un contre-poids à l'influence des nations occidentales. En résumé, la dissolution de l'Union américaine est un événement que les uns désirent, que les autres verront d'un œil indifférent. Soit à cause de l'esclavage, soit en raison du développement trop rapide qu'elle a acquis, l'Union n'a pas d'amis sur l'ancien continent.

Ticknor, en homme dépourvu de toute passion politique, n'avait aucune défiance contre le président Buchanan. Cependant il pensait que celui-ci ménageait trop les états du sud; il se plaisait à espérer encore que cette grave question de l'esclavage se denouerait peu à peu, sans effusion de sang, par le seul progrès des idées. Cavour le lui avait dit à Turin : « Je crois que vous parlerez beaucoup de l'émancipation et que vous émanciperez fort peu. » Aussi ne s'inquiète-t-il réellement qu'aux premiers jours de l'année 1861, après l'élection de Lincoln. Autour de lui, tout le monde est insouciant; le gouvernement même reste inerte devant les menaces des états du sud. Enfin, au premier coup de canon tiré contre le fort Sumter, chacun se réveille. La lettre qui va suivre est en elle-même un tableau des mœurs américaines :

« La plaine est en feu! J'ignorais encore ce que c'est que l'enthousiasme populaire. J'ai vu souvent la foule aux jours de fête, j'ai vu la guerre de 1812 à 1815; ce n'était rien en comparaison de ce qui se passe maintenant. Dans le nord, du moins, il n'y a jamais eu rien de pareil. Certes l'entrain était bien grand en 1775; il n'était pas unanime, intelligent comme il l'est aujourd'hui, sans compter que la population de cette époque était insignifiante par rapport à la population actuelle. Le fait est que le peuple tout entier a compris qu'il s'agit de savoir si l'on tombera ou non dans l'anarchie. Le souverain, — le peuple seul est souverain chez nous, — est entré en fonctions. Partout les affaires sont suspendues. Les citoyens ne s'occupent que des affaires publiques. Tous, hommes, femmes et enfans sont dans la rue avec le pavillon et les couleurs nationales; l'anxiété ne leur permet pas de rester chez eux; les occupations ordinaires sont abandonnées. Il y a partout des *meetings*, dans les villages de même que dans les grandes villes; on vote des subventions pour soutenir la lutte, pour secourir les familles de ceux

qui s'engagent. Chacun accepte la guerre civile, les uns avec empressement comme le seul moyen de trancher une controverse trop prolongée, les autres comme un jugement de Dieu, tous comme un événement inévitable, comme le moindre des maux entre lesquels nous ayons à choisir.

« Ces derniers six mois montrent d'une façon frappante ce que sont nos institutions politiques. Tant que le peuple ne se remuait pas, l'administration, — celle de Lincoln comme celle de Buchanan, — ne pouvait agir avec efficacité. Nous allions à la dérive, maintenant on sent le gouvernail. Si le Maryland ne cède pas, ce sera le champ de bataille où les armées se rencontreront. Si la ville de Baltimore n'ouvre pas ses portes, on la rasera. Du moins telle est l'opinion ici. »

Telle est, au début de cette atroce guerre civile, la première impression d'un vieillard dont la vie déjà longue n'a jamais connu l'exaltation. Ces lignes furibondes ont été écrites par le voyageur raisonnable et modéré qui jugeait l'Europe avec tant de sévérité. C'est le même homme pourtant qui déplorait l'existence des armées permanentes, qui avait horreur des gouvernemens militaires parce que, disait-il, l'histoire de trois mille ans prouve que c'est un obstacle à la civilisation. Cette contradiction s'explique par un seul mot. Ticknor admire par-dessus tout la constitution des États-Unis. Il n'a rien connu, dans ses longs voyages, de comparable à ces institutions républicaines qui ont été créées pour 4 millions de colons groupés sur le littoral de l'Atlantique, qui s'adaptent aujourd'hui aux besoins de 25 millions d'habitans répartis sur la largeur entière du continent. S'il y a quelques mécontens, c'est que les continuateurs de Washington ont altéré la doctrine primitive de l'Union, c'est que les droits particuliers des états ont été sacrifiés aux prérogatives du gouvernement central. Tant de territoires, situés les uns au nord, les autres au midi, les uns sur le littoral, les autres à l'intérieur des terres, ne peuvent être régis par les mêmes lois, parce qu'ils n'éprouvent pas les mêmes besoins, parce qu'ils n'ont pas les mêmes mœurs. Ce vieux fédéraliste regrette que le lien ait été trop resserré; mais c'est tout, et aux publicistes éminens qui, comme de Tocqueville ou Gustave de Beaumont, reprochent aux Américains d'être fanatiques de liberté et prodigues de servitude, il répond que la liberté est la vraie force de ses compatriotes, que la servitude est un legs du passé dont ils sauront tôt ou tard se débarrasser.

Ticknor, qui avait prévu la lutte de loin, avait confiance dans le succès des états du nord. Il avait toujours annoncé que l'esclavage serait une cause d'appauvrissement pour les états du sud. Ce qu'il voyait ou entendait dire était pour le rassurer. Au-delà du Potomac, à part le pain et la viande, la pénurie est extrême, les

denrées de consommation ordinaire hors de prix, l'or a disparu. A Boston au contraire, les charges de la guerre civile sont à peine perceptibles. Personne ne se décourage, même au lendemain des plus cruelles défaites. Si le trésor public et les banques ont suspendu les paiemens en espèces, c'est que le gouvernement de Washington est corrompu ou incapable. Le luxe règne partout dans les états du nord. Ticknor n'aime ni Lincoln ni les ministres qui l'entourent. Au surplus, fidèle aux anciennes maximes de sa vie, il pense que si le nord doit triompher à la longue, ce n'est point parce qu'il lui arrivera tout à coup un sauveur providentiel, c'est parce que le bon droit est de son côté, parce que le peuple se montrera vraiment digne de la victoire et soucieux de s'imposer les sacrifices qu'elle exige. N'exagérons rien cependant. Il semble qu'il ait eu parfois des instans de découragement. La guerre se prolongeait sans résultat. Le congrès avait concédé au président un pouvoir en quelque sorte dictatorial. Ticknor se demande si les États-Unis en seraient arrivés à la situation prédite par Macaulay, à ce point où la liberté doit être sacrifiée pour sauver la société. Il se souvient qu'un autre de ses amis, le docteur Bowditch, lui a dit un jour : « Nous vivons dans les meilleurs temps de la république. Les nations progressent, prospèrent, meurent comme les individus ; il ne leur est pas plus donné qu'aux citoyens dont elles se composent de jouir d'une éternelle jeunesse. » Il faut en convenir, ce zélé patriote eut alors un moment de défaillance. On peut l'en excuser. La vieillesse était arrivée. Il avait perdu ses meilleurs amis; autour de lui, les rangs s'éclaircissaient.

A la demande de la famille de Prescott, mort en 1859, Ticknor avait entrepris d'écrire la vie de cet ami de sa jeunesse. Devenu presque aveugle de bonne heure, Prescott n'avait pu se livrer aux études historiques qui ont fait sa réputation qu'avec l'aide de sa femme et le concours éclairé de quelques amis. Affable comme le sont le plus souvent les infirmes par reconnaissance des soins qu'ils reçoivent, il avait gagné l'affection de tous ceux qui l'entouraient. Ticknor sut décrire avec charme cette existence peu agitée, un peu longuement peut-être, comme un vieillard qui s'attarde à raconter les souvenirs des années écoulées. A mesure qu'il avançait en âge, le vide se faisait dans sa maison de Boston. Il ne restait plus qu'un petit nombre de ses contemporains avec lesquels il avait vécu, qu'il avait toujours retrouvés avec plaisir au retour de longues excursions. Everett, son ancien compagnon d'études à Gœttingue, mourait à son tour en 1865. « Conservez-vous bien, écrivait-il alors au général Thayer, un autre de ses amis d'enfance, je ne puis me passer de vous tous. » Au surplus, la guerre civile avait mis pour lui un abîme

entre le passé et le présent. Les idées politiques qu'il avait soutenues n'avaient plus de partisans. Les États-Unis se transformaient, se développaient dans un autre sens que celui qu'il eût préféré. Ce qui se passait en Europe ne lui convenait pas mieux. Qu'on en juge par cet extrait d'une lettre au roi de Saxe datée du mois de septembre 1867 :

« La situation politique ne devient ni plus calme ni plus rassurante des deux côtés de l'Atlantique. Ici les affaires de l'Europe nous causent beaucoup d'anxiété. Nous ne croyons pas que la guerre entre la France et la Prusse puisse être évitée l'an prochain, nous comprenons à peine qu'elle n'ait pas encore éclaté. La mauvaise humeur des nations n'a pas d'autre façon de se manifester... En considérant combien l'état de choses actuel est incertain, je suis tenté de croire quelquefois que nous vivons à une époque de civilisation décroissante. Il me semble, dans ces momens de tristesse, que nous marchons peu à peu vers la ruine. Toutes les civilisations connues, depuis les Assyriens jusqu'à nos jours, ont péri par la concentration des citoyens dans l'atmosphère malsaine d'immenses cités, par l'accroissement des armées, par la prépondérance de l'esprit militaire, toutes causes qui séparent l'homme du sol qu'il a pour mission de cultiver. De là viennent les révolutions violentes qui ébranlent les idées de droit et de devoir et qui finissent par renverser la société elle-même. Ma consolation est que ces grands changemens ne s'opèrent que par longues périodes, comme les révolutions géologiques. Ma bibliothèque est mon seul refuge... »

Il vécut assez pour assister au début de la grande crise européenne qu'il avait prévue. Le 1er août 1870, il entrait dans sa quatre-vingtième année. Les incidens de la guerre franco-allemande, dont le télégraphe transmettait à toute heure les nouvelles au-delà de l'Atlantique, l'occupaient plus que tout le reste. Hélas! ce n'est point pour la France qu'il faisait des vœux. Il revenait aussi sans cesse, dans la conversation avec ses intimes, sur le sujet favori de ses dernières lettres, sur les inconvéniens engendrés par les grandes armées permanentes et par les gouvernemens militaires. Libéral jusqu'au bout malgré les idées tristes qui l'obsédaient, il convenait que les peuples d'Europe avaient raison d'être mécontens de leurs institutions politiques. Ce fut presque sa dernière pensée. Il s'éteignit le 26 janvier 1871.

H. Blerzy.

REVUE MUSICALE

Rien n'est plus intéressant que de voir les peuples primitifs aux prises avec le mystère de la vie, et d'étudier à ce point de vue leurs langues et leurs mythes. Dans le torrent, le Grand-Esprit réside, les âmes des aïeux errent, pleurent, chuchotent dans le vent; le son est enfant du métal, de la pierre, et dans l'aimant vibre et palpite une âme; puis, tout aussitôt, vient l'énigme qui se dresse et qu'on résout en créant un monde des Esprits, car l'esprit n'est autre chose que la vie dépouillée de son enveloppe première : est esprit toute activité, — flamme, souffle, vapeur, — qui se manifeste en dehors d'une forme visible. Lisez dans le *Sakontala* l'adorable scène où la jeune fille prend congé de la nature et cause avec l'âme de ses fleurs. C'est par cette idée de vie, la première qui s'éveille dans le crépuscule de la conscience, que l'adolescente humanité entre en rapport avec la création! Nous sommes ici sur la pente de la métempsycose; la résurrection des morts, — idée plus simple en ce qu'elle se contente d'une seule transformation, mais en même temps plus abstraite et respirant moins d'abandon, de confiance en la douce nature, — la résurrection nous vient d'une autre partie de l'Orient. Être une fleur et s'enivrer au clair de lune des caresses de la brise du soir, planer dans l'azur et le soleil sur l'aile de l'oiseau, quel joli rêve! « Si l'on pouvait y croire, il serait doux de le penser, » disait Mme de Chevreuse.

Au milieu de la terre est l'île Schamban, où s'élève le mont Mérou, séjour des divinités secondaires et des géans; là coulent des fleuves de lait, croissent des arbres dont les fruits d'or donnent l'immortalité aux êtres ayant accompli la loi de leur évolution. Or il arriva qu'un jour le bienheureux Alim, roi de Lahore, fut appelé au sein de toute cette gloire du paradis d'Indra. Hâtons-nous d'ajouter que le mot de bienheureux ne doit être pris cette fois qu'au sens mystique, attendu que ce monarque, dont les apsâras et les bayadères célestes accueillent l'âme à si grands frais, est au contraire le prince le plus déplorable que de Jodelle à Campistron et de Campistron à Viennet la tragédie

classique ait imaginé; jugez plutôt. Il aimait Sita, ce roi sublime, Sita, jeune prêtresse d'Indra, juste la même qui, par un effet que la métempsycose explique, se nommait Julia dans la *Vestale* de Spontini, et voilà que cette suave enfant, cette vierge promise au plus chaste des hymens, un noble seigneur de sa cour la lui ravit. L'infâme Scindia, oncle de la blanche catéchumène, non content de trahir son roi légitime, l'*immole à sa juste colère*. Penser qu'il y a de ces vers ridicules qui gâteraient les plus belles choses musicales et qui ne peuvent disparaître; des générations d'hommes d'esprit ont beau les sarcler, la mauvaise herbe toujours repousse et reverdit! La « juste colère » de Scindia envoie donc le roi de Lahore au paradis d'Indra voir ce qui s'y passe et danser avec les apsâras. Alim reste froid à ces divertissemens, et tout cet appareil de voluptés le tente peu. « Le paradis doit être en *ut majeur*, disait en bâillant l'impie Auber, et je ne connais pas de ton plus ennuyeux! » Le ciel d'Indra s'ouvre en *sol majeur*, ce qui n'empêche pas sultan Alim d'avoir l'air maussade à ce point que le dieu s'en offusque et lui demande ce qu'on pourrait faire pour le distraire; à quoi le nouvel habitant des régions fortunées répond qu'il voudrait bien s'en aller, et le dieu, non moins indifférent que débonnaire, le laisse partir en mettant cette seule condition au retour du défunt sur la terre, à savoir qu'il n'y sera plus roi et qu'il lui faudra, pour mourir, attendre l'heure de sa bien-aimée, tous les deux étant désormais rivés l'un à l'autre par le même destin. Alim profite à l'instant de la permission et se dépêche d'opérer sa rentrée en ce monde; — ce qui l'y attend, on le devine : l'usurpateur Scindia règne à sa place, l'armée et le peuple baisent la poussière de ses pieds.

Il est vainqueur, il est géant, il est génie!

Sita seule refuse de s'incliner devant l'assassin d'Alim et s'enfonce tragiquement un poignard dans le sein pour se soustraire aux obsessions matrimoniales de cet affreux oncle. Alim de son côté succombe, mais ne le plaignons pas, car le coup mortel qui l'atteint le réunit à sa maîtresse et les jardins du paradis d'Indra ont chance de ne plus l'ennuyer maintenant qu'il ira cueillir les fruits de leurs arbres et boire le chocolat de leurs fontaines en compagnie de la belle Sita.

J'ai voulu dire un mot du poème du *Roi de Lahore*, et ce que j'en ai dit ne donnera qu'une faible idée de ce qu'il contient de pauvretés et de vieilleries. Vraiment, au jour où nous sommes, après *Robert le Diable*, *la Muette*, *les Huguenots*, *la Reine de Chypre*, une pareille pièce vous fait l'effet d'un anachronisme. Comment ces choses-là prennent forme et par quelle succession de petites circonstances elles arrivent devant le public, les gens initiés aux secrets du théâtre seuls le savent. Un musicien habitué à composer des *suites d'orchestre* se réveille un beau matin avec la fantaisie d'écrire un opéra et, n'ayant pas de poème sous la main, il

s'adresse au littérateur quelconque qui lui fournit d'ordinaire des paroles pour ses cantates et des *mélodrames* pour ses élucubrations instrumentales. Des deux côtés, le désir d'aborder notre grande scène est le même. On se met à la besogne, et de cette association d'un symphoniste et d'un versificateur émérite naît une œuvre admirative et platonique, une œuvre de cabinet conçue et exécutée en dehors de toutes les conditions du théâtre et n'ayant pas même la sanction d'un directeur. Le pensum dûment paraphé, on convoque ses nombreux amis, et les cent voix de la renommée informent tout Paris que l'auteur de *Marie-Magdeleine* vient de terminer une grande partition qu'il destine à l'Opéra. L'avis ainsi décoché d'une main habile et sûre, on n'a plus qu'à se recueillir en attendant les événemens qui ne manquent jamais de se dessiner sous une forme ou sous une autre : c'est une danseuse qui se foule le pied, c'est le *Polyeucte* de M. Gounod qu'on renvoie à l'année de l'exposition, ou la *Françoise de Rimini* de M. Thomas qui s'éclipse. Nous n'avons ni Lambert ni Molière, prenons Massenet, puisque la Providence nous l'envoie. J'avoue que, si j'étais le directeur de l'Opéra, cette Providence m'effrayerait un peu, et j'y regarderais à deux fois avant d'accepter de ses mains une œuvre que je n'aurais ni commandée ni contrôlée. Voyons les choses comme elles sont, il est grand temps que de tels abus cessent; peu à peu le relâchement s'est mis dans la plupart des administrations de nos théâtres. Naguère encore le public pouvait se fier à certaines garanties; à défaut de comités de lecture, il y avait la sanction du directeur. Eh bien, cette sanction-là n'existe même plus. Aujourd'hui les auteurs conçoivent ou plutôt complotent leur œuvre à l'écart, dédaignant les leçons de l'expérience, ne se donnant pas la peine d'observer les genres, faisant avec *Cinq-Mars* du grand opéra à l'Opéra-Comique, avec *le Roi de Lahore* de la féerie à l'Opéra, et plaçant leur partition telle quelle sur un promontoire où le flot doit venir la chercher pour la porter ici ou là selon son caprice, de sorte que les directeurs ne savent seulement pas ce qu'ils reçoivent et représentent à si grands frais.

M. Massenet sait son orchestre sur le bout du doigt, il en joue à vous éblouir et si merveilleusement que toute cette virtuosité finit par vous agacer et vous énerver. Comme ces Romains du souper d'Héliogabale qu'une neige de roses étouffait, vous périssez sous une pluie de sonorités étincelantes. Je me demande où s'arrêtera ce raffinement dans le langage, tout ce curieux, ce précieux, ce *lovely*, que nous prenons pour un art de renaissance et qui pourrait bien déjà n'être que du *rococo*. L'art d'écrire, entendons-nous, n'est point toute la musique, pas plus que l'art des vers n'est la poésie. Tous les mystères de la forme, du rhythme, de la couleur sont divulgués, jamais on n'exerça plus facilement les métiers difficiles, jamais la *technique* ne fut portée plus loin, et jamais il n'y eut moins de compositeurs, moins de poètes, moins de peintres dans la haute et souveraine acception de ce terme appliqué à des personnalités

telles que Lamartine ou Victor Hugo, Ingres ou Delacroix, Auber, Hérold ou Boïeldieu. On remarquera que je ne parle ici que des Français, et justement un fait me revient à l'esprit, bien significatif et que je tiens de l'auteur de *la Muette*. Il s'agissait non point d'un sonnet, mais d'une fugue sans défaut, objet non moins rare jadis :

Une fugue en musique est un morceau bien fort,

a dit Regnard, et ce morceau de science accomplie dont s'émerveillait le directeur du Conservatoire était d'un bambin de dix ans. Auber ordonna qu'on fît monter le Mozart en herbe, et quand Halévy le lui présenta, l'illustre vieillard encouragea l'enfant, puis, malicieusement, lui frappant sur l'épaule : « Bravo, mon bonhomme, je te félicite, à la condition que maintenant tu me trouveras un pont-neuf pour mettre là dedans. » Un pont-neuf! une idée! c'est à quoi nous pensons le moins, Brid'oisons que nous sommes, uniquement occupés de la forme, et l'inspiration, que devient-elle dans ce jeu brillant et puéril de syllabes, de sonorités, de valeurs? que devient le grand souffle lyrique et dramatique? Sans elle pourtant point de génie. Qui nous rendra cette divine inconscience d'un Raphaël, d'un La Fontaine et d'un Mozart? Ici j'entends les *jeunes* s'écrier : Vous voulez donc nous ramener aux carrières de l'ignorance et au fortuné règne de la *cadence* et de la *guitare*? Ce que ce dernier mot signifie, ai-je besoin de l'expliquer? On appelle *guitare* dans l'école tout ce qui ressemble à de la mélodie : *Voi che sapete, Casta diva*, sont des guitares, *le Mariage secret, le Barbier, la Dame blanche, le Pré aux Clercs, Rigoletto*, guitares, guitares, guitares! Renier ce qu'on n'a pas et ne peut avoir est une pratique qui malheureusement date de loin, les renards ne l'eussent point inventée que les ennemis de la mélodie l'auraient tout de même érigée en principe; dire que les raisins sont trop verts quand on n'y peut atteindre, quoi de plus commode?

« L'oreille est un mouton, disait Goethe, elle supporte tout; » il faut que cet aphorisme contienne un grain de vérité, puisque des opéras comme *le Roi de Lahore* parviennent à se faire écouter pendant quatre heures : la symphonie, et puis encore la symphonie; il y a des momens où vous croiriez que c'est une gageure, tant ce parti-pris instrumental s'affirme avec ténacité. Ce tapage sous toutes les formes, ce miroitement kaléidoscopique de timbres commence par vous éblouir; bientôt pourtant l'ennui vous gagne et l'on se demande si retourner à Boïeldieu ne serait point aujourd'hui le vrai progrès. L'orchestre de M. Richard Wagner commente le drame, c'est du moins ce qu'on nous raconte; habile à systématiser ses défaillances, l'auteur de *Tristan und Iseult* et du *Rheingold* leur donne pour prétexte sa doctrine; mais l'orchestre de M. Massenet ne commente rien et n'obéit qu'à la fantaisie du prestidigitateur. Illumination sur toute la ligne, fusées, soleils, flammes du Ben-

gale, verroteries chromatiques et pyrrhiques, vous en avez jusqu'à l'aveuglement, jusqu'au vertige. Dès l'ouverture, très mouvementée, très *nerveuse*, la fête commence, et l'auteur trouve le moyen d'accoler l'accord parfait de *mi bémol* avec l'accord de *la majeur*, alliance atroce qui, venant par la force de l'idée, aurait à peine son excuse et qu'on nous présente de gaîté de cœur, pour le plaisir. Même abus des sonorités dans le chœur d'introduction, dans le finale, partout la recherche, le bruit, des placages que les adeptes ne supporteraient pas chez Verdi. Une fleur charmante s'épanouit pourtant au cœur de ce premier acte, je veux parler du récit de la belle Sita :

C'était le soir d'un jour de fête,
Je priais seule ici, soudain j'entends des pas :
Un homme jeune et fier devant l'autel s'arrête...

Et d'abord, que vous semble de ce romanesque du poème? n'admirez-vous pas cet Orient renouvelé des bons vieux *libretti* italiens? Cet homme *jeune* et *fier* qui se glisse ainsi chaque soir dans le temple d'Indra quand l'*Angelus* sonne et que la voix de sa maîtresse lui donne le signal en chantant, ce beau fils ne saurait être qu'un jeune seigneur de la cour du grand roi déguisé en *mamamouchi;* qui sait même s'il ne serait point par hasard Louis XIV en personne se rendant au pieux et tendre appel de la carmélite de Chaillot. N'importe, si le poème, en cette occasion comme en bien d'autres, manque absolument de sérieux, la musique ne plaisante pas. Voyez un peu quelle puissance est pourtant la mélodie, il suffit d'un grain de cet encens pour changer toute une atmosphère, et c'est par elle, par elle seule que ses plus invétérés antagonistes trouvent grâce devant le public. Rien de plus simple que ce récit de Sita au premier acte du *Roi de Lahore*, c'est fait avec trois notes, et ce bout de plain-chant doux et mélancolique va pour un moment avoir raison d'une indifférence contre laquelle lutteront en vain toutes les tempêtes de l'orchestre et tous ses mirages. — Au second acte, les épisodes se multiplient; la scène des soldats jouant aux échecs tandis que des esclaves persanes tournoient au second plan est un joli tableau d'opéra dont M. Delibes pourrait avoir écrit la musique; le morceau qui suit pour deux voix de femmes a de la rêverie et ce charme contemplatif, si délicieux à respirer dans l'hymne à la nuit au dernier acte des *Troyens* de Berlioz. Du reste cette note contemplative reparaît ici trop souvent, elle vient sans qu'on la demande et parfois très mal à propos alors que l'accent dramatique est seul indiqué. Quant au grand duo d'Alim et de Sita, c'est ce qu'un Allemand appellerait de la musique de partitionnaire, il n'y a là ni sens du théâtre ni inspiration, cela cherche tout, vise tout et n'attrape rien.

Le troisième acte ouvre à nos yeux le paradis d'Indra :

Cependant sur le haut de l'olympe on riait;
Les Immortels, sereins sur le monde inquiet,
Resplendissaient debout dans un brouillard de gloire.

Cet acte est l'effet de lumière; ici le ballet prime le drame, et le chorégraphe force la main au musicien, qui par la seule magie du rhythme va se racheter. On a beau prêcher la souveraineté des masses instrumentales, conspuer la mélodie, la *guitare,* il faut autre chose que des dissonances et des convulsions d'orchestre pour mettre en mouvement une phalange de danseuses. *Patuit dea,* le rhythme se montre et triomphe. Il semble qu'à la coupe enchantée s'apaise à l'instant cette soif de symétrie qui vous consume; jamais la célèbre image du cerf altéré de l'Écriture ne s'offrit à l'esprit plus naturellement. Le motif vaut ce qu'il vaut, peu importe; c'est une valse qui pourrait figurer dans *Coppélia,* ou bien encore un fragment en *mineur* sans note sensible, ce qui suffit, nul ne l'ignore, pour établir l'orientalisme d'une mélodie. On nous raconte que celle-ci vient du pays des éléphans et des bayadères, on m'affirmerait qu'elle vient de Bougival que je n'y contredirais pas davantage, la formule étant des plus connues, et ces sortes d'airs nationaux pouvant partout se fabriquer sur commande. Je dois cependant louer l'entrain brillant de cette mise en œuvre. Quel don merveilleux de la sonorité, comme toutes ces arabesques s'enroulent et se déroulent avec souplesse, élégance et vigueur! Notons dans le second pas du divertissement l'emploi si curieux, si *amusant* du saxophone avec sourdine. Même en combattant cet art, en l'attaquant dans ses tendances antimélodiques, antivocales, il est impossible de ne pas admirer ce qu'il ajoute de pittoresque et de charmant à la figuration d'un opéra. Ces irradiations vibrantes, ces flots de résonnances teintés de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel et se succédant à l'infini, vous donnent par instant l'illusion de jets de lumière électrique qui jailliraient des sources vives de l'orchestre.

Grenade a l'Alhambra, mais le quatrième acte du *Roi de Lahore* a son *adagio* en *ré bémol.* Si vous voulez voir quelle bonne et simple personne est la mélodie et comment elle se venge de ses pires blasphémateurs, allez entendre cette phrase chantée par M. Lassalle; l'invention est peu de chose, mais ce *cantabile* suave, ému, ce *spianato* à l'italienne chaleureux, attendri, mélodique surtout, s'impose à l'auditoire, qui, chaque soir, après l'avoir écouté avec ravissement, demande qu'on le lui répète. Ici, une simple question : tout ce pathétique convient-il le moins du monde au caractère du farouche Scindia, et n'est-ce point là ce que Shakspeare appelle du caviar pour le peuple? Je livre l'objection aux gens d'école, qui se débrouilleront entre eux comme ils pourront. En effet, aucun de ces personnages n'a d'existence qui lui soit propre, nul n'a l'air de croire « que c'est arrivé; » vous les entendez se passer

la mélopée de baryton à ténor, de basse à soprano, j'allais dire de violon à clarinette et de flûte à saxophone, — ondoyans, indéterminés, véritables acteurs de symphonie; jamais ces gens-là ne chantent dans leur rôle, le fauve a des roucoulemens de colombe, la colombe des cris d'aigle; tout le long de ces cinq actes, c'est M. Massenet qui se chante lui-même et voit passer en rêve des combinaisons d'accords qu'il lui plaît d'habiller de costumes indiens et d'appeler des noms de Sita, d'Alim, de Scindia, de Kaled et de Timour. — Très remarquable dans son rôle et comme chanteur et comme tragédien, M. Lassalle dit cet *arioso* en virtuose : sûreté d'intonation, ampleur sans redondance, expression et charme, il y a tout. Sa manière de rester sur la note aiguë au détriment de la mesure est un abus, mais plein de séduction. La voix de M. Salomon a besoin de se faire au style; savoir se gouverner, qualité de plus en plus rare chez les ténors de résistance toujours prêts à forcer, à grossir le son, comme si l'appareil matériel en pareil cas pouvait suffire! M. Salomon, qui d'ailleurs tient convenablement la partie d'Alim, ne sait pas dire un *andante,* et je crains que ce défaut, loin de s'amender, n'augmente encore par son habitude de crier si funeste et dont le médium de sa voix se ressent déjà. Superbe à voir en prêtresse d'Indra, Mlle de Reszké prodigue à son personnage ses riches dons et quelques-uns de ses défauts, énergique, vaillante, passionnée, avec des élans de voix souvent portés à l'excès et de mauvaises habitudes de prosodie que le temps réformera.

Voilà donc la jeune troupe en pleine activité, et c'est au directeur actuel que revient l'honneur de l'avoir formée. Rendons-lui cette justice de le reconnaître. Pendant que tous célèbrent à bon droit les merveilles de la mise en scène du *Roi de Lahore,* qu'il nous soit permis d'insister sur ce sujet, à nos yeux bien autrement important, du personnel chantant. Il s'agissait en effet de reconstituer tout ce monde, de soustraire un théâtre tel que notre Académie nationale à l'intolérable absolutisme des barytons infatués et des cantatrices émigrantes. Cette œuvre d'organisation et d'imperturbable volonté va son train, et les reprises si laborieusement menées des chefs-d'œuvre du répertoire, toutes ces études en commun sous l'œil du maître, n'auront pas médiocrement contribué à fondre entre eux ces divers élémens que le nouvel ouvrage de M. Massenet vient de nous montrer dans un état d'harmonie parfaite.

Reprenons la question musicale. De la symphonie ou de la voix, laquelle des deux au théâtre primera l'autre? N'avez-vous pas remarqué que l'optique de nos sens varie avec les siècles? « Chaque siècle a sa manière d'envisager la nature; l'antiquité, pas plus que la renaissance, ne semble s'être doutée de la beauté pittoresque des Alpes. écrivions-nous ici même jadis en parlant d'un paysage de la Thuringe. Humboldt observe que pas un poète de l'ancienne Rome, pas un historien ne fait mention des Alpes autrement que pour se plaindre de l'impra-

ticable difficulté du passage, et que Jules César emploie en les traversant ses loisirs de voyage à rédiger un traité grammatical : *De Analogia* (1). » Pourquoi dès lors chaque siècle n'aurait-il pas sa manière d'envisager les beaux-arts? Ce ne sont pas les points de vue qui changent, c'est notre œil. Le xve siècle, romantique, pousse vers le haut, l'infini, il voit *pointu;* le xvn^e étend en largeur ses paysages : Poussin, Claude Lorrain, quelle uniformité systématique, des temples grecs, des bouquets d'arbres, et dans le fond, sur une mer d'azur et d'or, l'inévitable effet de soleil. Opposez à ce canon l'art des vieux peintres allemands et italiens, comme leur perspective se hérisse de pics aigus, d'escarpemens! Derrière le souriant visage d'une madone à l'enfant s'étagent vers le ciel des blocs granitiques, un site montagneux et strapassé encadre l'honnête et prosaïque figure d'un notable de la bonne ville d'Augsbourg; sur une estampe représentant le martyre des onze mille vierges est figurée une Cologne imaginaire ayant pour horizon une ceinture de rochers abrupts et dentelés. Eugène Delacroix, avec sa vivacité suprême de perception et son crayon de flamme, a prodigieusement saisi, fixé dans ses *illustrations* de *Faust* ce caractère pointu particulier au romantisme moyen âge. Et maintenant, qui empêche que ce phénomène climatérique dont notre œil est affecté affecte également notre oreille? On naît sous le règne du beau style, des Haydn, des Mozart, comme on naît sous la période du compliqué. L'instrumental aujourd'hui nous déborde, Beethoven est le grand coupable, j'entends le Beethoven de *Fidelio,* qui le premier apprit aux générations modernes à concevoir *symphoniquement* des choses faites pour être chantées sur le théâtre. Quiconque possède la moindre expérience de l'art musical comprendra ce que nous voulons dire et devinera comme nous, à la simple audition soit vocale, soit orchestrale d'une mélodie, si c'est un maître chanteur qui l'a conçue ou si c'est un maître symphoniste.

Quelles que soient nos prédilections, il y a ce fait à constater que la symphonie prédomine au théâtre : l'esprit de Beethoven, de Schumann, de Berlioz l'emporte, et de cette tradition relèvent aujourd'hui tous les jeunes et les vaillans. Un homme, naguère à leur tête, qui peut-être eût rendu de grands services, c'était Bizet; nature forte, avisée, convaincue, possédant avec la culture moderne un rare bon sens, et par là capable d'imposer certaines transactions. La mort l'a pris en plein progrès, nous pouvons ajouter en plein triomphe; mais, avant de s'en aller, au moins eut-il le temps d'écrire *Carmen,* œuvre caractéristique où l'homme de théâtre se manifeste à côté de l'écrivain et qui semblait promettre à court délai la résurrection d'un Hérold. Cette place, restée vacante de *primus inter pares,* M. Massenet l'occupe à cette heure et ne la doit qu'à son talent : ses *suites d'orchestre,* ses œuvres de piano, mar-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1872, *le Chevalier George à la Wartbourg.*

quées à l'effigie de Chopin et de Stephen Heller, — de Chopin surtout, dont le style le préoccupe jusque dans *le Roi de Lahore*, — ses oratorios de *Marie-Magdeleine* et d'*Ève*, au sujet desquels nous nous sommes expliqué mainte fois, un peu vertement peut-être, mais toujours en reconnaissant le vrai mérite du compositeur, tout cela suffisait pour recommander un artiste à l'attention de la critique et du public. Au théâtre, M. Massenet fut moins heureux; sans parler d'un opéra en un acte, *la Grand'tante*, représenté en 1868 à l'Opéra-Comique, on peut dire que son *Don César de Bazan* passa inaperçu; de cette œuvre, conçue en des proportions largement dramatiques, chose singulière, rien n'est resté qu'une pièce d'orchestre, un entr'acte; je crois pourtant me souvenir qu'il y avait aussi un duo pour baryton et soprano dont le charmant cantabile: *En vous j'avais placé, Madame*, me revenait à la mémoire l'autre soir en écoutant l'*adagio* de Scindia dans *le Roi de Lahore*. Aujourd'hui les portes de l'Opéra s'ouvrent devant M. Massenet, et pareil honneur n'a rien qui doive étonner; il y entre tout naturellement parce que c'est son droit et son tour d'y entrer, et que cette salle, toute vaste et splendide qu'elle soit, il a dans son art assez de sonorités pour la remplir : tâche moins simple qu'on ne croit et à laquelle, — à l'exception de Rossini, de Meyerbeer et d'Halévy, — personne ne suffit, pas même M. Gounod. Il n'est que juste d'ajouter que la partition de *Faust* fut composée en vue du Théâtre-Lyrique. En attendant que *Polyeucte* nous montre jusqu'où peut aller le vieux maître en fait de résonnance, saluons l'autorité primesautière du jeune musicien s'emparant de l'immense vaisseau et l'emplissant d'un grand souffle harmonique. L'effort a réussi, et nous y applaudirons, tout en reportant à Verdi la fière part qui lui revient dans ce succès. Affirmer que sans *Aïda* la partition du *Roi de Lahore* n'existerait pas serait aventureux, et pourtant comment nier l'influence du maître italien partout répandue sur l'œuvre de M. Massenet? Tout d'abord l'analogie des deux poèmes vous saute aux yeux : même caractère hiératique, même orientalisme; des prêtres qui pontifient, des armées qui s'entrechoquent, des princes et des princesses déplorables qui chantent après s'être poignardés, des *adagios* spasmodiques, — vous ne voyez que cela des deux côtés. Mais laissons hors de jeu les *libretti*; interrogeons la musique seule. Que nous chantent ces chœurs et ces finales, toute cette polyphonie instrumentale et vocale, sinon l'étude sévère, approfondie et, disons-le à l'honneur de M. Massenet, la vibrante admiration du chef-d'œuvre de Verdi? Seulement dans *Aïda* l'école tient moins de place; à mesure que le drame se développe, vous sentez s'affirmer l'individualité du maître. Verdi traite épisodiquement ce qui n'a qu'une importance secondaire, et jamais ne subordonne le beau musical à des agrémens symphoniques; les facultés d'assimilation qui distinguent M. Massenet tiennent parfois du prestige; son orchestre, roulant et débordant, réfléchit dans ses nappes toutes les con-

stellations du firmament musical : des aptitudes, du talent, il y en a des trésors, trop peut-être, car le génie en sa jeunesse est d'ordinaire moins habile et moins *malin*. Reste à se demander si l'inspiration viendra. Henri Heine, parlant d'Alfred de Musset, disait jadis : « C'est un jeune homme d'un très beau passé ! » L'auteur du *Roi de Lahore* est un homme jeune d'un beau présent. La grande ligne de vie se dérobe encore sans doute, mais les arabesques sont splendides.

L'Opéra-Comique, à défaut d'autres nouveautés, offre en ce moment au public le spectacle de ses petites querelles domestiques. Comme dans tous les mauvais ménages, on se chamaille. Le directeur se brouille avec son chef d'orchestre, qui, séance tenante, quitte son pupitre et remet ses pouvoirs à son second. Jusque-là, rien de fort extraordinaire; *uno avulso non deficit alter*. Ce que disait Virgile des rameaux de l'arbuste sacré peut aussi bien se répéter à propos d'un bâton de mesure; mais l'occasion se présentait sous des auspices trop favorables pour ne pas être exploitée aussitôt à l'avantage des recettes de *Cinq-Mars*, et dès le surlendemain l'auteur en personne s'asseyait au fauteuil de M. Lamoureux, ex-titulaire de l'emploi. Ce coup de théâtre eût été organisé d'avance qu'il n'aurait pas mieux réussi; l'annonce sur l'affiche de M. Gounod comme chef d'orchestre était un stimulant des plus ingénieux pour le succès d'une œuvre « *sur laquelle repose en ce moment l'existence du théâtre.* » Nous empruntons ces mots au texte même d'une lettre du directeur de l'Opéra-Comique, et nous les soulignons à dessein. Ainsi voilà une de nos premières scènes nationales, un théâtre coûtant à l'état 180,000 francs de subvention, et que la mauvaise fortune d'un ouvrage, d'un seul ouvrage, peut, de l'aveu de son directeur, réduire à fermer ses portes du jour au lendemain. Mais le répertoire alors, qu'en faites-vous?

Est-il vrai, oui ou non, que l'Opéra-Comique possède tout une suite de chefs-d'œuvre, qu'il tient du passé comme la Comédie-Française, un précieux héritage de traditions qu'il importe d'avoir en honneur et de perpétuer? Oui, certes, cela est vrai, et nul n'oserait y contredire; seulement on vous objecte que ce répertoire n'attire aujourd'hui plus personne. Il s'agirait alors de s'expliquer d'où provient cette désuétude et pourquoi tels chefs-d'œuvre, qui naguère sous les administrations précédentes emplissaient la salle jusqu'aux combles, se chantent maintenant dans le désert. Hélas! l'explication n'est que trop aisée. Si les chefs-d'œuvre dont je parle ne font plus d'argent, le mal résulte de la manière dont ils sont exécutés. Je voudrais voir ce que deviendrait le répertoire de Molière et de Racine, de Marivaux et de Beaumarchais, le jour où l'administrateur de la Comédie-Française, ayant peu à peu laissé se disperser son personnel, n'engagerait plus d'artistes qu'en vue de la pièce qu'il a reçue hier, qu'il donnera demain, et sur laquelle après-demain *reposera l'existence du théâtre*. C'est cependant ce qui se passe

à l'Opéra-Comique : jouer chaque année le tout pour le tout, risquer sur le nom d'un auteur le succès, l'existence de son entreprise, réussir vaille que vaille et gagner ainsi la clôture d'été, de tels calculs sont admissibles quand c'est l'*impresario* d'une scène secondaire qui les fait. Qu'un directeur du Vaudeville, après avoir représenté deux cents fois la pièce de M. Sardou, ferme son théâtre pour le rouvrir six semaines plus tard par une autre pièce du même M. Sardou qu'il jouera également deux cents fois, ce ne sont point là les affaires de l'état ni les nôtres, qui ne nous occupons que de la question d'art; mais dès qu'il s'agit des théâtres subventionnés, le point de vue change : l'Opéra-Comique, pas plus que le Théâtre-Lyrique et l'Odéon, n'a le droit au libre exercice. En retour des subsides qu'il accorde, l'état impose des cahiers des charges. Or comment voyons-nous que ces conditions soient remplies? qui s'occupe de veiller au maintien du genre? qui songe à ces traditions d'école que Bizet, dans *Carmen*, cherchait à restaurer selon l'esprit des temps? *Roméo et Juliette, Cinq-Mars*, sont des grands opéras dont la place est ailleurs et qui ne font ici qu'encombrer la voie et rendre impossible la bonne exécution du répertoire en intronisant un système de déclamation lyrique sans rapport avec le théâtre d'Auber, d'Hérold et de Boïeldieu. Et ce fameux avenir des jeunes compositeurs, qui figure sur tous les rapports du budget comme jadis l'indépendance de la Pologne, parlons-en donc un peu. Quel sera le sort des nouveaux dans une entreprise vouée au culte d'une idole unique et qui va tantôt fermer ses portes pour trois mois, après en avoir employé neuf à solliciter, à monter, à jouer, à remanier, à reprendre tel chef-d'œuvre de l'auteur qu'on renomme. Encore une belle invention, ces clôtures annuelles qui ne servent qu'à distendre tous les ressorts d'une administration, qu'à désagréger l'ensemble d'une troupe, et donnent aux comédiens des habitudes de vie nomade! L'Odéon, si je ne me trompe, fut le premier à mettre en pratique cet abus, d'ailleurs complétement d'accord avec la bonne entente des intérêts de la maison, le directeur par excellence devant être celui qui s'arrangera de manière à tenir son théâtre fermé neuf mois pour ne jouer que des reprises pendant le reste de l'année. Il semble que nous plaisantions, et pourtant rien n'est plus sérieux; le mal que nous signalons empire chaque jour, et du train dont on laisse aller les choses il n'y aura plus avant peu, en dehors de l'Opéra, que des scènes d'opérettes et des cafés-chantans. N'avons-nous pas entendu dire, à propos de la reprise de *Fra Diavolo*, que cet ouvrage, un des chefs-d'œuvre du genre, trouverait une interprétation plus convenable soit aux Variétes, soit aux Folies-Dramatiques? Une situation à ce point compromise appelle l'attention de l'autorité supérieure. L'esprit de camaraderie, la condescendance des bureaux, ont tout gâté; il s'agit à présent que la question soit portée devant le ministre, qui jugera à quel

point nous en sommes, et si c'est pour favoriser de pareils résultats que la chambre vote des millions.

Mlle Louise Bertin, qui vient de mourir, n'était pas une de ces musiciennes mondaines et de foi douteuse comme en produisent nos salons d'aujourd'hui. Née d'une famille où l'intelligence ne cessa jamais d'être en honneur, élevée au plein de la plus brillante période d'un siècle que les musiciens, les poètes et les peintres de l'avenir nommeront le grand siècle, elle eut pour conseils et pour maîtres des hommes qui s'appelaient Rossini, Meyerbeer, Ingres, Eugène Delacroix et Victor Hugo. De ce que ses premières œuvres : *le Loup-garou* (1827), *Faust* (1831), *la Esmeralda,* représentées à l'Opéra-Comique, au Théâtre-Italien, à l'Opéra, de ce que ses premières œuvres, toutes de jeunesse, trahissaient de l'inexpérience, on en a conclu qu'elle ignora jusqu'à la fin la haute théorie de son art. C'est là un préjugé comme bien d'autres, mais beaucoup plus difficile à déraciner, vu que les argumens sur lesquels il s'appuie furent livrés au public, tandis que les pièces vigoureuses qui plaident contre n'eurent qu'un petit nombre d'amis pour confidens. Il est vrai que parmi ceux-là figuraient des maîtres dont le témoignage fait loi, et M. Reber nous dirait au besoin le mérite et l'élévation de toute cette musique de chambre que la studieuse artiste écrivait pendant ses longs loisirs de la campagne et qu'on exécutait l'hiver dans l'entresol du quai Conti par les soins délicats et sous l'habile direction de M. Sauzay. Mozart et Beethoven furent ses dieux, les *nouveaux* l'étonnaient plus qu'ils ne l'attiraient. Condamnée à la vie sédentaire et ne pouvant aller les entendre chez Pasdeloup et chez Colonne, il lui fallait se contenter de la lecture, ingrate épreuve d'où ces œuvres de coloration polyphonique sortaient presque toujours à leur désavantage, ce qui la faisait vous dire en souriant : « Tous ces gens-là sont des poètes, des philosophes, des littérateurs, mais, croyez-moi, ce ne sont plus des musiciens. » Des poètes et de la poésie, personne mieux que Mlle Bertin n'en pouvait parler, et notre prosodie la plus savante, pas plus que le contrepoint, n'avait de secrets pour elle. *Les Glanes* sont un livre plein de talent, où l'élégie se mêle à la haute raison, où vous respirez partout ce sentiment du beau, du bien, du vrai, qui fut le caractère de cette noble vie. Elle aimait à revenir à ces vers éclos aux jours heureux, et les lui rappeler en causant la consolait de bien des mélancolies. En faire une édition toute moderne, dans l'élégant format des poésies contemporaines, était son rêve ; ce vœu a été réalisé.

F. DE LAGENEVAIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mai 1877.

L'autre jour, par cette saison douteuse qui n'est plus l'hiver, qui n'est encore qu'un printemps apocryphe, sénateurs et députés sont revenus à Versailles après un mois d'absence, et on ne peut pas dire que cette session se rouvre sous les auspices les plus rians.

Le mauvais sort de l'Europe a voulu que rien n'ait pu détourner ce conflit aux proportions inconnues dont un ministre de la reine d'Angleterre disait tout récemment en pleine chambre des communes : « Il y a des intérêts anglais, il y a des intérêts européens, il y a des intérêts indiens; les intérêts du monde entier peuvent se trouver compromis dans cette guerre. » Si l'action n'est point engagée sérieusement jusqu'ici, si elle ne s'est pas du moins manifestée par des rencontres sanglantes et décisives, il y a depuis plusieurs semaines des armées en marche dans la vallée du Danube ou en Asie. C'est la nouvelle guerre d'Orient avec ses dangers, avec ses éventualités inquiétantes, avec ses conséquences possibles, et comme si ce n'était pas assez du plus grave, du plus redoutable problème d'équilibre agité par les armes, les questions religieuses deviennent de plus en plus un des élémens violens et irritans de la politique. C'est encore un Anglais, un des premiers dignitaires de l'église catholique au-delà du détroit, le cardinal Manning, qui, jugeant l'état présent du monde à sa manière, disait dernièrement : « Ce qu'on appelle la question d'Orient recevra la solution que la Providence lui a assignée, l'indépendance du saint-siége... Le bouleversement européen qui se prépare amènera, au milieu de ses cataclysmes, l'indépendance du souverain pontife... » Voilà qui serait rassurant si ces fanatismes d'église n'avaient l'habitude de tout exagérer, de tout représenter sous des couleurs apocalyptiques ! Toujours est-il que les questions religieuses jouent certainement un grand rôle dans la politique un peu partout et particulièrement en France, où il y a comme une émulation désastreuse d'exagération entre l'esprit clérical et l'esprit radical. Elles se mêlent désormais à tout, à l'administration, à une affaire de budget, à

la diplomatie, aux luttes parlementaires; elles sont l'embarras des gouvernemens, la tentation irrésistible des partis plus que jamais implacables, et c'est ainsi que dès le premier jour de la session qui vient de se rouvrir, sans plus attendre, le conflit a éclaté dans la chambre des députés sous la forme d'une interpellation des gauches au sujet des « menées ultramontaines. » C'est là vraiment ce que nous appelons une session ouverte sous des auspices peu rians entre des complications extérieures, dont le seul spectacle devrait rallier tous les patriotismes prévoyans, et des excitations intérieures qui ne peuvent que diviser.

C'était à peu près inévitable avec le tour que prennent les discussions publiques, nous le savons bien. Il est malheureusement trop visible que depuis assez longtemps, par la plus étrange des confusions, il s'est formé un esprit semi-politique, semi-religieux, aussi compromettant pour la religion que pour la politique, plein de velléités agitatrices, fort disposé à se mettre au-dessus ou en dehors des lois, à ne tenir aucun compte des difficultés, des dangers de la situation faite au pays. Cet esprit, nous en sommes persuadé, n'est réellement ni dans la masse du clergé français, ni dans la masse conservatrice de la nation; mais il s'est assez emparé de quelques-uns des chefs du clergé, de certains groupes des partis conservateurs officiels, pour donner aux uns et aux autres une couleur cléricale, qu'ils arborent du reste dans toutes les luttes, — pour créer une apparence d'agitation. Ce cléricalisme, puisque c'est le nom consacré, a toujours l'air d'entrer en campagne, de préparer des milices pour les conduire au combat, et on ne peut en vérité mieux se représenter un tel esprit que sous la figure de ce jeune officier de cavalerie, qui semble n'être entré à la chambre des députés que pour être le porte-fanion laïque et mondain de l'église. M. le comte Albert de Mun, qui s'est jeté l'autre jour si vaillamment dans la mêlée, son drapeau à la main, est un brillant chevalier du sacerdoce, au cœur loyal, à la parole convaincue et ardente. Il n'a qu'un défaut, il fait de la politique en prédicateur qui développe quelque thèse sacrée sans regarder autour de lui, et quand il s'arrête devant le pape pour saluer « ce grand nom, » pour nous dire tout à coup ce que c'est que la papauté, il a trop l'air de réciter pieusement quelque monologue à la façon d'*Hernani*. Avec cette éloquence plus chaleureuse que substantielle, plus mystique qu'originale, nous sommes un peu loin de Montalembert et de Lacordaire. Des officiers de cavalerie dirigeant les cercles catholiques, déployant dans l'enceinte législative un drapeau de théocratie ou même introduits dans les chaires des églises par la main complaisante de quelques prélats, et devenant les auxiliaires des évêques, tout cela constitue des mœurs assez nouvelles; tout cela peut paraître singulier à des âmes simplement religieuses, et dans ces derniers temps il y a eu évidemment une recrudescence dont une récente allocution du souverain pontife semble avoir donné le signal.

Aussitôt tous les zèles se sont échauffés : mandemens de quelques évêques, protestations contre les lois italiennes, contre la « captivité du pape, » contre « le soldat étranger qui veille aux portes du Vatican, » et contre « les hordes savoyardes » qui sont à Rome, — démarches auprès de M. le ministre des affaires étrangères en faveur de l'indépendance pontificale menacée, pétitions organisées par les comités catholiques pour peser sur les chambres, sur le gouvernement, sur M. le président de la république lui-même, rien n'a manqué. M. l'évêque de Nevers s'est cru autorisé à adresser des circulaires à tous les fonctionnaires civils de son diocèse pour les associer à ses protestations, et comme il faut que partout le plaisant se mêle au sévère, les dames pieuses de France ont été elles-mêmes appelées à manifester! Nos dames françaises sont au courant de tout; elles savent que la loi sur les abus du clergé qui avait été présentée par le garde des sceaux italien, M. Mancini, — et qui vient d'ailleurs d'être rejetée par le sénat de Rome, — était un attentat, qu'elle supprimait « la liberté de communication du souverain pontife avec les catholiques, » qu'elle était de plus « contraire aux engagemens pris par l'Italie envers le monde catholique,... » et en conséquence elles protestaient! La protestation a couru, dit-on, jusque dans des écoles. Et ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les promoteurs, les défenseurs de ces pétitions, de ces démarches, de ces manifestations semblent ne pas se douter, même encore aujourd'hui, de la gravité de ce qu'ils faisaient. C'était, à ce qu'il paraît, tout simple de signaler l'Italie comme la geôlière de la papauté, malgré la loi des garanties que M. le président du conseil a pris la peine de lire l'autre jour à la chambre des députés, — de protester contre des lois discutées par le parlement italien, et qui ne touchent nullement du reste aux communications du souverain pontife avec l'univers catholique! Quand on s'est efforcé de montrer aux manifestans que ce qu'ils demandaient était un acte d'hostilité contre une nation dont la France est et entend rester l'alliée, ils se sont écriés qu'ils ne voulaient pas la guerre avec l'Italie; mais alors que voulaient-ils donc? ou ils ne comprenaient pas réellement la portée de l'acte auquel ils s'associaient sans réflexion, ou bien par passion de parti, pour un intérêt d'église, ils bravaient le péril de troubler, dans un moment comme celui-ci, les relations de la France, d'affaiblir la situation de notre pays dans le monde.

Oui, sans doute, ces manifestations persistantes devaient être arrêtées ou découragées, elles devaient, pour le bien de la paix civile et religieuse, être réduites à leur véritable valeur, et l'interpellation dont les présidens des gauches, M. Leblond, M. de Marcère et M. Laussedat, ont pris l'initiative, que M. Leblond a développée, cette interpellation n'avait rien que de simple. C'était une occasion de dissiper les fantômes, de rétablir la vérité, d'opposer une expression officielle, décisive de la politique française à une agitation que l'esprit de parti et les défiances

étrangères pouvaient exploiter. Il y avait seulement un danger, c'était de prolonger l'agitation en croyant la réprimer, de répondre à des exagérations par des exagérations, en un mot de dépasser le but et de créer par cela même des difficultés nouvelles.

En réalité de quoi s'agit-il dans tout cela? Eh! certainement cet esprit clérical dont on se plaint justement, qui se produit parfois sous la forme de manifestations aussi bruyantes qu'inopportunes, cet esprit existe, et si on le laissait faire, s'il avait autant de puissance que d'ambition, il irait loin, c'est possible; mais il est isolé, il ne répond à rien de réel et de profond dans la société française telle que la révolution de 1789 l'a faite. Il n'est que l'expression passionnée et turbulente d'une minorité au milieu d'une situation religieuse régulière, pacifique, fondée sur des rapports définis entre l'église et l'état, réglée par des lois, et il n'aurait que la force qu'on pourrait lui donner en troublant cette situation, en inquiétant les sentimens conservateurs du pays, en cherchant à le combattre par des passions révolutionnaires, par des manifestations ou des menaces radicales. La force efficace contre l'esprit clérical, ce n'est nullement le radicalisme avec ses discours et ses défis, c'est l'application juste et prudente des lois, le maintien des droits traditionnels de l'état, avec la garantie d'une protection assurée aux sentimens religieux et sincères des populations. A vrai dire, ce qu'il y aurait eu de mieux à l'occasion de cette interpellation de l'autre jour, c'eût été que dès le premier instant le gouvernement vînt préciser cette situation, maintenir l'autorité des lois, revendiquer les droits de l'état et couper court par une déclaration simple et nette à des discussions irritantes. C'eût été aussi de la part de toutes les opinions un acte de sagesse et de patriotisme de se contenter d'une déclaration de ce genre qui aurait montré la puissance de la loi à ceux qui sont trop disposés à la méconnaître et qui dans tous les cas aurait dégagé la France de toute solidarité avec des manifestations compromettantes. On ne s'en est pas tenu là, on a voulu déchirer les voiles, comme on l'a dit. M. le président du conseil a craint sans doute de paraître éluder la difficulté; il n'a pas parlé assez tôt, il a parlé un peu longuement et il n'a pas donné à sa parole l'accent net, frappant, qui prévient ou tranche un débat. La discussion s'est étendue, passionnée, et qu'en est-il résulté? Un discours de M. Gambetta, qui a créé un moment au chef du ministère une situation critique, et un ordre du jour auquel le gouvernement ne s'est résigné que pour éviter un échec, — qui reste peut-être aujourd'hui un embarras de plus.

M. Gambetta est de ces républicains qui se croient souvent obligés de déguiser un acte de modération sous la véhémence des paroles, et qui ne s'aperçoivent pas qu'en mettant la passion dans les paroles ils détruisent d'avance l'effet de la modération dans les actes. Certes, à ne prendre que la substance du discours qu'il a prononcé l'autre jour, il

n'y a en vérité rien d'extraordinaire. M. Gambetta s'est déclaré l'adversaire de toute réforme radicale dans la situation de l'église; il s'est prononcé sans hésitation pour le concordat; il veut simplement défendre la puissance de l'état contre tous les envahissemens, contre toutes les usurpations, et il s'est même emporté contre ceux qui l'accusaient encore d'être passionné lorsqu'il se bornait, prétendait-il, à demander l'exécution des lois « qui ont été appliquées par M. de Vatimesnil, par Mgr Frayssinous, par le gouvernement de Charles X, par le gouvernement de Louis-Philippe, par l'empire... » Le fait est qu'il l'a dit, il l'a dit au moins à sa manière; mais c'est là justement qu'est la faiblesse de la situation qu'il prend dans ces questions toujours délicates. Par le fond de son discours, M. Gambetta est passablement conservateur, il l'est assez pour que quelques-uns de ses amis puissent le traiter de réactionnaire, et en même temps ces idées qui n'ont rien que de raisonnable, il les développe avec l'emportement de ses passions, avec un esprit qui prétend faire des plus simples garanties une arme de combat.

A quoi faut-il s'arrêter? Est-ce à la partie modérée du discours? est-ce à la partie violente et à l'ordre du jour qui en est la traduction exagérée, emphatique? M. Gambetta poursuit le cléricalisme; il y a seulement bien des choses qui sont à ses yeux le cléricalisme, et on dirait qu'il se plaît à multiplier les ennemis qu'il veut détruire. Le sénat, par exemple, est « la citadelle,... le refuge, le réduit » du cléricalisme. Voilà un ennemi! Où était la nécessité de mettre directement et violemment en cause le sénat? Si M. Gambetta a le droit d'accuser le sénat, les sénateurs auront le droit d'accuser la chambre des députés, — et ce sera probablement l'ordre dans la république! Ce n'est pas tout, il y a un autre point où, sous prétexte de déchirer les voiles, M. Gambetta ne montre pas plus de tact. M. Gambetta ne veut pas qu'on puisse dire que le cléricalisme est une minorité, même dans le clergé, que M. l'évêque de Nevers est une exception. C'est là un subterfuge bon pour M. le président du conseil, qui « ne trouve dans son cœur ni dans ses souvenirs aucune parole de réprobation » contre la violation des lois! M. Gambetta veut qu'il soit bien avéré que l'unanimité de l'épiscopat français pense et parle comme M. l'évêque de Nevers. « Il ne s'agit pas, s'écrie-t-il, d'un groupe d'hommes, d'une fraction de l'épiscopat, nous sommes en présence d'une armée qui a un général et qui manœuvre comme savent manœuvrer les armées disciplinées... » Fort bien! voilà un autre ennemi, le véritable ennemi, et, lorsqu'ensuite M. Gambetta résume son discours dans un dernier mot, — « guerre au cléricalisme! » — cela veut dire, à ne pouvoir s'y méprendre : « guerre au clergé tout entier! »

Ainsi guerre au sénat! guerre à l'église elle-même sous le nom de cléricalisme! C'est la pensée qu'on retient vainement, qui éclate à tout propos. Que M. le président du conseil ose dire tout haut qu'il professe « pour la religion catholique et pour le clergé un respect profond et sin-

cère, » un loustic de la gauche s'écrie : « *Amen!* » Que M. Jules Simon se plaise à montrer que l'église a aujourd'hui plus de libertés qu'elle n'en eut jamais, même sous la restauration, un habile du radicalisme murmure avec un soupir de regret : « Hélas! » Que le chef du cabinet représente le gouvernement comme disposé à maintenir les droits de l'état en refusant de reconnaître une bulle pontificale qui a institué récemment un chancelier de l'université catholique de Lille, M. Gambetta lui-même ajoute aussitôt : « Il faut fermer cette université! » Rien de plus expéditif, il faut fermer : voilà qui a du succès auprès de la gauche! M. le président du conseil, quant à lui, a moins de succès quand il remplit le devoir ingrat de dire à ces libéraux : « Non, il ne faut pas fermer cette université... Il suffit de constater qu'il est impossible que des grades soient conférés en France autrement qu'en observant les règles établies par nos lois. » Et ces républicains ne s'aperçoivent pas que par cette pensée de guerre incessante, mal dissimulée, souvent puérile, ils donnent à leurs adversaires le facile prétexte de dire que ce qu'on poursuit en eux ce n'est pas ce qu'on appelle le cléricalisme, c'est le catholicisme lui-même, c'est la religion de la majorité du pays. Ils ne voient pas qu'en se laissant emporter à des ordres du jour qui dépassent le but, ils s'exposent à faire une œuvre violente ou stérile, dénuée de sanction; ils affaiblissent deux fois le gouvernement en se substituant à lui, en le réduisant à une sorte d'acceptation forcée de ce qu'il ne peut approuver, et en mettant dans ses mains une arme dont il ne peut se servir. Que veut-on qu'il fasse de tous ces gros mots de « sécurité intérieure et extérieure » compromise, de répression d'une « agitation antipatriotique? » Quels moyens peut-il sérieusement employer? Si l'on prenait à la rigueur cet ordre du jour, il ne resterait plus en vérité qu'une accusation de haute trahison, et nous ne supposons pas qu'on en soit là. S'il ne s'agissait que de dégager la politique de la France de ce tourbillon de manifestations imprévoyantes et de donner au gouvernement, par un témoignage de confiance, une force nouvelle dans l'exécution des lois, pourquoi ne pas le dire plus simplement sans recourir à des déclamations irritantes? Pourquoi faire une œuvre de parti là où il n'y avait à faire qu'une œuvre de politique et de patriotisme?

C'est la fatalité et le danger de ces luttes mal engagées, rapidement poussées à l'extrême par les passions contraires. M. Gambetta s'écrie que le cléricalisme c'est l'ennemi, et il demande ce qu'on fera pour combattre l'ennemi. M. le comte de Mun, à son tour, déclare que l'ennemi c'est le radicalisme, et il demande comment on entend sauvegarder la paix intérieure menacée par les excès révolutionnaires. Les uns lisent des journaux prétendus conservateurs qui ne respectent ni les institutions ni les alliances de la France; les autres lisent des journaux prétendus républicains qui outragent toutes les croyances et quelquefois les souverains étrangers. Ceux-ci croient servir la république par la

guerre aux cléricaux; ceux-là se figurent discréditer la république en la montrant en lutte avec toutes les traditions conservatrices. Chacun a son préjugé, sa haine de parti. Entre toutes ces exagérations cependant il y a l'intérêt du pays que tout le monde invoque et qu'on ne respecte guère, qui exclut certainement les agitations, les violences de toute sorte, « le fanatisme religieux et le fanatisme antireligieux, » comme le disait naïvement un ordre du jour qui n'a pas même eu la chance d'être mis au voix. Cet intérêt, qui le représente? qui parle pour lui? les partis l'oublient tous les jours; c'est le rôle et le devoir du gouvernement de le défendre, et M. le président du conseil s'efforce assurément de ne pas manquer à ce devoir. Il a particulièrement essayé de le remplir à l'occasion de cette récente interpellalion; il n'a peut-être pas été très heureux, il a parlé du moins avec une modération complète, avec une impartialité supérieure, et chose étrange, surtout peu rassurante, c'est M. Jules Simon qui a eu le langage d'un homme de gouvernement, c'est M. Gambetta que la majorité des gauches a suivi! L'ordre du jour qui a été voté est la conséquence du discours passionné de M. Gambetta bien plus que du discours modéré de M. Jules Simon. La situation peut sembler bizarre, elle l'est en effet plus qu'on ne le croit, et elle a été un instant sur le point de devenir grave. Pour tout dire, M. le président du conseil a failli être victime de sa modération même; M. Gambetta n'a rien négligé pour mettre le gouvernement dans l'embarras en l'accablant de l'ironie de sa protection, si bien qu'un moment, en plein imbroglio parlementaire, on a pu se demander ce qui allait arriver, si une scission n'allait pas éclater. Il a fallu suspendre la séance pour délibérer dans les conciliabules secrets, pour essayer de tout rajuster.

Comment M. le président du conseil a-t-il été sauvé? Un incident providentiel est survenu! M. Gambetta avait fort endommagé la position de M. le ministre de l'intérieur, un journal clérical, par ses attaques injurieuses, a rétabli l'équilibre. Ce journal, exhibé à propos, a provoqué un mouvement aussi naturel qu'inoffensif d'indignation de la part du chef du cabinet et lui a permis d'oublier un peu sa modération de la veille pour se rallier à un vote qu'il ne pouvait plus empêcher. Il est resté avec un ordre du jour passablement embarrassant sur les bras et cette majorité des trois gauches qu'on lui a prêtée, dont il n'est pas maître, qui est assurément destinée à défaire plus de ministères qu'elle n'en fera jamais vivre, car c'est là toujours le mal profond, le mal qui crée ces situations incohérentes d'où sortent les incidens et les mécomptes : il n'y a qu'une apparence de majorité. Cette réunion des trois gauches, que M. Gambetta peut désirer maintenir, puisqu'il s'en sert, n'est qu'un artifice trompeur, périlleux, qui empêche tout. Elle est si peu sérieuse qu'après s'être entendue sur un ordre du jour, elle ne

s'entendrait probablement plus sur la manière de l'interpréter, sur les conséquences qu'on en peut tirer, et si elle s'entendait encore une fois de façon à rendre le pouvoir par trop difficile à M. Jules Simon, après l'avoir rendu impossible à M. Dufaure, elle irait au-devant de crises nouvelles dont ne profiterait certainement pas le crédit de la république, qu'elle prétend servir. Nous ne savons pas si dans l'état des partis, dans la confusion de la chambre, on peut former une majorité avec d'autres élémens mieux coordonnés, sous une inspiration de prudente modération; ce serait au moins à tenter, et c'est ici, les hommes distingués d'un de ces groupes nous permettront de le leur dire, c'est ici que le centre gauche manque absolument à son rôle en prolongeant au-delà de toute mesure une fiction à laquelle il ne croit pas, dont il sent le danger, en faisant sa partie dans cet orchestre assourdissant. Ce qui est certain, c'est que la majorité telle qu'on la représente n'est point de celles qui peuvent donner une force réelle à un gouvernement; elle est de celles qui embarrassent, qui affaiblissent un pouvoir, qui lui font la vie dure, sans fournir même les moyens de le remplacer. C'est ce que les derniers incidens ont mis une fois de plus en lumière.

Et maintenant, après l'interpellation de la chambre des députés, allons-nous avoir une interpellation dans l'autre chambre? Le sénat va-t-il saisir l'occasion d'interroger le ministère sur la portée qu'il entend donner à l'ordre du jour du 4 mai ou sur sa politique intérieure? L'intention paraît avoir existé, puis des doutes sont venus au moins sur l'opportunité, puis on a examiné encore. Si l'initiative avait dû être prise par l'honnête et intraitable marquis de Franclieu, c'est ce qu'aurait pu demander de mieux le ministère, à qui les opinions légitimistes et ultramontaines de l'interpellateur auraient rendu la réponse facile. Il est certain que par son tempérament, par l'esprit qui l'anime, le sénat ne peut se prêter ni à des agressions immodérées contre l'église ni à des manifestations compromettantes pour l'état. M. le président du conseil n'aurait aucune peine à se remettre au vrai point de son premier discours dans la chambre des députés. Peut-être après tout le sénat aurait-il mieux à faire que de prolonger des discussions irritantes, de répondre à des attaques peu réfléchies par des démonstrations d'autorité, d'opposer ordre du jour à ordre du jour, car enfin, qu'on ne s'y trompe pas, tous ces jeux où l'on se plaît à Versailles, qu'on semble vouloir recommencer avec la session nouvelle, ne sont pas d'un intérêt démesuré pour le pays. Ils ne passionnent ni n'amusent le pays industrieux et calme qui les voit avec une philosophie sceptique, qui ne les comprend pas toujours et qui au fond ne demande que deux choses : la paix avec le travail et un gouvernement à demi sensé, même tout à fait sensé si c'est possible, qui conduise ses affaires sans le compromettre

témérairement dans des aventures comme aussi sans le diminuer au milieu de toutes ces complications de la diplomatie et de la guerre qui se succèdent, qui tiennent l'Europe entière en suspens.

C'est là le point grave en effet. Pour le moment, tous les regards sont tournés vers l'Orient, vers ces contrées toujours disputées où la Russie et la Turquie vont se rencontrer une fois de plus les armes à la main. La diplomatie, après avoir été vaincue et déçue dans tous ses efforts, n'a plus qu'à regarder aujourd'hui et à surveiller avec attention les événemens. La Russie est désormais en pleine action, ou du moins en pleine marche de toutes parts; elle a ses têtes de colonnes sur le Danube, sur les divers points où elle se propose sans doute de passer le fleuve, et en Asie elle manœuvre autour de Batoum ou dans la direction de Kars, la clé de la défense de la Turquie de ce côté. Naturellement, avant même que la guerre soit engagée d'une manière sérieuse, les bulletins courent l'Europe. C'est tout au plus si la place de Kars, qui a résisté pendant bien des mois en 1855, devant laquelle les Russes ont essuyé des échecs sanglans, n'a pas capitulé à la première sommation. En réalité c'est une campagne qui commence comme toutes les campagnes de ce genre, qui s'engage cette fois, comme en 1828, dans des conditions particulièrement laborieuses, au milieu des contrées inondées du Danube, où les opérations ne marchent pas si vite. Ces difficultés, ces lenteurs étaient prévues, et il est douteux qu'avant quelques jours il y ait rien de décisif, surtout dans la vallée du Danube, où le point de passage de l'armée russe reste incertain malgré les canonnades peu sérieuses échangées jusqu'ici.

L'action militaire proprement dite en est donc encore à s'accentuer, et déjà, avant d'avoir frappé le premier coup par les armes, la Russie n'en est plus sans doute à mesurer, dans le sentiment de sa responsabilité, la gravité politique d'une entreprise dont tout le monde a voulu la détourner. Elle n'en est pas à démêler tout ce qui peut surgir de questions, de difficultés, de complications, naissant presque irrésistiblement de la guerre, affectant plus ou moins tous les intérêts. La Russie a la ferme résolution de limiter son intervention aux seuls objets qu'elle se propose, nous voulons le croire; elle a eu le soin de définir ces objets, de désavouer toute pensée de conquête ou de prépotence exclusive, de rassurer les cabinets par ses déclarations : soit. On a eu soin aussi de prendre acte de ses engagemens. Ce n'est pas moins l'inconnu qui commence avec la guerre, et, à peine la Russie a-t-elle fait un pas, voilà déjà une première question qu'elle soulève. Elle entraîne dans la lutte les Roumains, dont elle emprunte le territoire, c'était facile à prévoir. La Roumanie à son tour a son ambition, elle veut proclamer son indépendance, s'ériger en royaume, rompre le faible et peu compromettant lien de vassalité nominale qui la rattachait à l'empire ottoman. Or la

Roumanie est une création européenne, elle est sous une certaine juridiction de l'Europe. La diplomatie a bien quelques droits sur la question. Ce n'est point sans doute qu'il ait dû y avoir, comme on s'est hâté de le dire, des observations, moins encore des protestations au sujet d'un fait qui était à peu près inévitable, devant lequel on est d'autant plus désarmé qu'on ne pouvait songer à l'empêcher, qu'il aurait fallu d'abord garantir cette neutralité roumaine. Ce n'est pas moins le premier indice des complications de toute sorte qui peuvent s'élever à chaque pas, qui tiennent désormais et plus que jamais toutes les préoccupations en éveil. Ces préoccupations, elles viennent d'éclater, dans toutes ces discussions récentes des parlemens de tous les pays, où se dessine l'attitude expectante et inquiète des diverses politiques.

De toutes les nations, la France était heureusement celle qui pouvait, avec le plus de facilité, prendre aussitôt sa vraie situation. Dès le premier jour de la session, M. le ministre des affaires étrangères s'est empressé de porter devant les chambres une déclaration résumant la politique française en deux mots : « La neutralité la plus absolue, garantie par l'abstention la plus scrupuleuse. » La neutralité ne peut coûter à la France, elle est la règle en même temps naturelle et réfléchie de sa conduite, elle n'est que la conséquence de la ligne qu'elle a suivie dans toutes les phases de cette crise, évitant de se désintéresser d'une si grande question, évitant aussi de se lier, et, arrivant au bout, libre d'engagemens, maîtresse de sa politique. M. le duc Decazes ne pouvait, sans péril, dévier de cette sage pensée dans ces longues négociations, qui ont eu un si fâcheux dénoûment, et dont tous les recueils de documens diplomatiques français, anglais ou italiens racontent l'histoire. Ce qu'on peut désirer, c'est que la France ne cesse de garder cette impartialité que sa situation lui impose et qui peut lui donner, en certaines circonstances, une autorité nouvelle. Elle n'a point pour sa part à prendre une initiative au moment voulu; elle sera naturellement avec ceux qui s'efforceront de rétablir la paix du monde, et dès aujourd'hui elle est certainement au premier rang de ceux qui ont le désir de voir la lutte se restreindre, se circonscrire dans des limites que la Russie elle-même ne peut vouloir franchir, qu'elle ne franchirait qu'en courant le risque de se mettre en conflit avec une partie de l'Europe. L'Autriche, plus engagée par tous ses intérêts en Orient, l'Autriche, elle aussi, vient de définir sa politique dans le parlement de Vienne. L'Autriche, comme les autres, reste neutre en réservant une liberté d'action dont elle ne songerait à user que si les événemens se rapprochaient trop de ses frontières. L'Italie avait déjà proclamé sa neutralité.

S'il y a un pays dont les résolutions dussent avoir aujourd'hui de l'importance, c'est l'Angleterre, l'Angleterre, qui plus que toute autre puis-

sance a été engagée dans ces dernières phases des affaires d'Orient vis-à-vis de la Russie ; le cabinet de Londres à son tour n'a point hésité à déclarer sa neutralité. Il y a seulement une différence : les autres puissances n'ont point eu à donner des explications spéciales que leur position ne nécessitait pas, elles ont gardé une réserve de langage que tout leur commandait. L'Angleterre, en restant neutre, a voulu définir sa neutralité, en marquer le caractère et pour ainsi dire en tracer les limites. Elle a procédé comme elle procède assez habituellement dans toutes les circonstances de ce genre, sans subterfuge, presque sans ménagement. L'Angleterre, à vrai dire, est dans une situation particulière. Plus elle attachait de prix au maintien de la paix, plus elle a multiplié les efforts pour détourner le conflit, et plus elle ressent la déception d'avoir si peu réussi. Cette déception, elle ne l'a pas dissimulée ; elle n'a nullement déguisé sa mauvaise humeur, elle lui a donné au contraire une expression très officielle, très authentique par la dépêche que lord Derby a opposée à la circulaire publiée par le prince Gortchakof au moment de la déclaration de guerre. Ce n'est pas absolument nouveau; ce que lord Derby dit aujourd'hui, l'Angleterre le disait en 1828 dans une circonstance semblable. Lord Derby y met seulement à l'heure qu'il est un accent particulier de franchise, ou, si l'on veut, de rudesse. Il ne veut pas que le cabinet de Saint-Pétersbourg s'y méprenne. Il n'admet pas que le protocole du 30 mars fût une œuvre vaine, que toute issue fût fermée à la conciliation, qu'il ne restât plus qu'à procéder par les armes à l'égard de la Turquie. Il ne craint pas d'opposer au cabinet de Pétersbourg le traité de 1856 et de déclarer qu'en « ayant recours aux armes sans consulter ses alliés l'empereur de Russie est sorti du concert européen, » — ajoutant aussitôt qu'il est « impossible de prévoir les conséquences d'un acte pareil. » C'est l'expression de la politique anglaise avec ses jugemens un peu acerbes et ses réserves pour les intérêts britanniques, telle qu'elle vient de se produire d'ailleurs dans un des plus amples débats qui aient occupé le parlement.

C'est M. Gladstone qui avait pris l'initiative de cette grande discussion en proposant une série de résolutions dont la conséquence aurait été d'engager l'Angleterre dans une alliance avec la Russie contre l'empire ottoman ; il a été obligé d'abandonner la plus grande partie de ces résolutions sous peine d'être abandonné lui-même par presque tous les libéraux. M. Gladstone a certes mené vigoureusement l'attaque contre le cabinet; mais il ressemblait trop à un grand esprit dévoyé, et en définitive il n'a réussi qu'à offrir à quelques-uns des ministres, à M. Cross, au sous-secrétaire d'état des affaires étrangères, M. Bourke, l'occasion d'exposer une fois de plus la politique anglaise, de caractériser ces intérêts anglais dont on parle toujours. La discussion du parlement a été moins rude que la dépêche de lord Derby; elle n'est encore, d'une cer-

taine façon, que le commentaire plus étendu de cette neutralité où l'Angleterre veut sincèrement rester, mais où elle ne veut pas s'endormir en présence des grandes questions qui agitent le monde. Qui pourrait dire que cette attitude de l'Angleterre, dût-elle passer pour un peu sévère aux yeux de la Russie, ne serait pas utile à la Russie elle-même comme à l'Occident, le jour où renaîtrait une possibilité de paix en Orient?

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Ezaïe Gasc, citoyen de Genève, sa politique et sa théologie. — Genève, — Constance, — Montauban, 1748-1813, par M. Ch. Dardier, pasteur à Nîmes. Paris, 1876.

Le nom presqu'inconnu parmi nous que M. Dardier a voulu tirer d'un oubli immérité est celui d'un enfant de Genève, à la fois théologien, réformateur politique et professeur, qui prit une part importante aux agitations de la petite république à la veille et pendant le cours de notre grande révolution, et qui fut plus tard un des premiers professeurs nommés par Napoléon à la faculté de théologie protestante récemment instituée à Montauban. En dehors de l'intérêt personnel qu'inspire la biographie de cet homme de conscience et de talent, physionomie originale et dont on trouverait difficilement le pendant en France même, il y a deux ordres de considérations qui en relèvent pour nous la valeur. Le premier se tire de la lumière que cette biographie, laborieusement puisée à d'excellentes sources pour la plupart inédites, jette sur la vie intérieure de la république genevoise au moment où ses institutions traditionnelles allaient être emportées par la tempête révolutionnaire; le second se rattache aux premières luttes théologiques dont l'église réformée de France fut le théâtre au lendemain même de sa reconstitution et où l'on discerne déjà les germes de la crise dans laquelle nous la voyons se débattre aujourd'hui. Gasc, pasteur d'opinions démocratiques, dut aux événemens plus encore qu'à ses propres efforts de présider au triomphe de la démocratie dans son pays natal; théologien libéral à Montauban, il dut se défendre contre les âpres dénonciations de l'orthodoxie encore très susceptible des protestans méridionaux. Il est vrai qu'aujourd'hui, sans rien modifier dans son *credo*, Gasc passerait pour orthodoxe; mais autres temps, autres mœurs, et surtout autres idées. C'est l'esprit des tendances divergentes qui demeure identique à lui-même. C'est ainsi qu'un libéral du temps de la restauration devrait aujourd'hui changer notablement d'opinions pour n'être pas classé parmi

les réactionnaires; seulement, fidèle à l'esprit qui l'animait alors, il les modifierait beaucoup.

Esaïe Gasc naquit à Genève le 13 mai 1748. Ses parens étaient des Français réfugiés, originaires du Languedoc. Son père doit avoir quitté la France peu après le terrible édit de 1724 qui dissipa les dernières illusions des protestans de France sur les chances d'un adoucissement quelconque aux mesures oppressives de Louis XIV. Il exerça longtemps les fonctions de chantre à la cathédrale de Genève, ce qui, pour le dire en passant, était considéré comme une position fort honorable. Esaïe Gasc étudia en vue de la carrière ecclésiastique, fut consacré en 1772 et appelé au poste de catéchiste. Il était déjà quelque peu hétérodoxe en religion et nettement démocrate en politique. Il était du reste très conforme aux us et coutumes de la république calviniste que les pasteurs prissent ouvertement part aux débats publics. Ajoutons que rien n'était plus compliqué, moins conforme à nos idées actuelles de justice sociale, que l'organisation politique de Genève à cette époque. Il faut regretter sans doute que là, comme en Hollande, en Belgique, dans certaines parties de la Suisse et de l'Allemagne, la révolution française ait terni l'éclat de ses triomphes moraux en blessant le sentiment national et en faisant à la fin peser l'oppression étrangère sur des populations qui avaient eu confiance en elle ; mais on peut vraiment se demander si, sans la refonte totale et forcée qu'elle fit subir à toutes les vieilles institutions locales, ces divers pays seraient parvenus d'eux-mêmes à sortir de l'enchevêtrement gothique où les retenait une organisation surannée, partout basée sur le privilége et l'exception et décidément incapable de répondre aux exigences des sociétés modernes. A Genève, par exemple, sur un territoire moins étendu que beaucoup de nos arrondissemens et sans noblesse féodale, il n'y avait pas moins de cinq à six classes de personnes séparées par d'infranchissables barrières. En tête venaient les *citoyens*, seuls habiles à faire partie du petit conseil ou sénat; puis venaient les *bourgeois*, qui pouvaient être du conseil général (assemblée des citoyens et des bourgeois) et du grand conseil (parlement au petit pied); après eux venaient les *natifs*, puis les *habitans*, puis les *domiciliés*, enfin les *campagnards*; tout cela sur une population qui ne dépassait guère 30,000 âmes! Les dernières classes ne jouissaient d'aucun droit politique, et le mécanisme constitutionnel concentrait de fait l'autorité tout entière entre les mains d'une trentaine de familles.

La carrière politique de Gasc fut à peu près toute absorbée par ses efforts pour réformer la constitution dans un sens plus égalitaire. Vaincu d'abord, il se vit frappé d'un exil de dix ans qu'il passa en Irlande, en Suisse, surtout à Hanau et à Constance, où il remplit les fonctions de pasteur. Rappelé à Genève en 1790 et nommé pasteur d'une paroisse rurale, il continua de revendiquer l'égalité politique de tous les Gene-

vois. Bientôt il dut résigner ses fonctions ecclésiastiques pour se vouer tout entier à la cause de la réforme sociale. L'influence des événemens qui se déroulaient en France contribua forcément à son succès; il fut élu syndic en 1794, s'efforça, sans y réussir toujours, de prévenir les excès de la terreur genevoise qui eut, elle aussi, ses heures néfastes, et enfin en 1798 il se trouva dans la douloureuse nécessité d'apposer son nom au traité de réunion à la France, acte arbitraire, à peine aperçu dans ces temps agités, et qui, comme tous les actes de ce genre, n'a pas porté bonheur au pays annexant. Gasc rentra dès lors dans la vie privée, d'où il fut tiré en 1809 par le décret impérial qui le nommait professeur à Montauban.

De nouvelles luttes l'y attendaient. Gasc avait apporté dans la chaire montalbanaise les doctrines quelque peu sociniennes, surtout au chapitre de la Trinité, qui depuis plus d'un demi-siècle avaient trouvé faveur dans l'école théologique de Genève et qui, dans le temps, avaient donné lieu au célèbre débat avec D'Alembert. Des réclamations violentes ne tardèrent pas à s'élever de divers côtés. Les pasteurs de Nîmes, de cette église aujourd'hui si libérale, se distinguèrent par leur zèle orthodoxe. Gasc tint tête à l'orage avec autant de modération que de fermeté, et l'affaire se termina par un compromis qui pouvait passer pour une victoire du professeur menacé de destitution, car il gardait sa chaire et la liberté de ses idées. Cependant il est clair que la querelle, un moment assoupie, n'aurait pas tardé à se rallumer; mais peu de temps après, le 28 octobre 1813, Gasc succomba à une attaque d'apoplexie.

En fait, cet homme n'est pas parti sans avoir tracé son sillon sur sa route. Il a fortement contribué à faire triompher dans son pays natal les principes d'une démocratie largement appliquée, et qui, favorisée par bien des circonstances de l'ordre politique et moral, a permis à Genève d'atteindre la position brillante et prospère dont elle se glorifie à juste titre. Il a été l'un des premiers parmi les protestans de langue française à élargir les cadres étroits de la théologie calviniste. Son biographe a raconté avec un soin scrupuleux cette existence à la fois modeste et féconde. On ne peut trop louer la peine que M. Dardier a prise pour retrouver, tant à Genève qu'en France, tous les documens, les uns imprimés, les autres écrits, tous disséminés, qui pouvaient l'éclairer. Son récit, bien que très détaillé et toujours appuyé de notes nombreuses, demeure attachant d'un bout à l'autre. ALBERT RÉVILLE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.